

Sommaire

Présentation 3
Premiers points fermes sur les dernières révoltes dans les pays arabes
(**Mouvement communiste**) 5

TUNISIE : Restructuration à chaud de l'État après une tentative
d'insurrection incomplète (**Mouvement communiste et Kolektivně proti
Kapitálu**) 11

Introduction 12
Chronologie 13
Aperçu économique 23
Aperçu historique 39
Le RCD et l'UGTT, les deux jambes de l'Etat tunisien 43
Les autres forces en présence 47
L'offensive de la diplomatie américaine 51
Revendications ouvrières et aspirations libertaires 53
Les luttes ouvrières 56
Conclusion 59

EGYPTE: Compromis historique sur une tentative de changement dé-
mocratique (**Mouvement communiste et Kolektivně proti Kapitálu**) 63

Ce qui s'est passé en 2011 - Introduction 64
Chronologie 66
Mouvement social 75
Arrière-plan de la situation égyptienne - Quelques données économiques
clés 77
L'oppression rampante des femmes 92
Un peu de géopolitique 97
Pourquoi la Turquie et pas l'Égypte 99
Les piliers du compromis social 102
Les Frères musulmans 105
Opposition: le vide 117
Du côté de la classe ouvrière - Une brève histoire des luttes ouvrières en
Égypte 121
Les luttes ouvrières 127
Conclusion - Revendication démocratiques, liberté et communisme 147
Que peut-il se passer ? 151
Établissements appartenant à l'armée 155
Chronologie des grèves 161

POLEMIQUES 167

Tunisie, Égypte, l'Internationale socialiste, ferme soutien des dictatures,
du népotisme et de la corruption 168

De la nouvelle vague de désinformation sur l'islam politique...	171
Chavez, Castro et le gentil Kadhafi	174
Chavez/Kadhafi: les véritables raisons de leur complicité	176
Chavez et le «pacifique» Bachar al-Assad	178
En guise d'introduction à un débat mort-né	183
«Soulèvements arabes» : Il est temps de dire «Bye, bye, Castoriadis !»	185
A propos des saintes nitouches castoriadiennes de Lieux Communs	198
Lettre à Lieux Communs	200
Haine de l'Autre, racisme et religion. Racisme ordinaire, racisme pseudo-scientifique et xénophobie	208
Quelques définitions provisoires : race, racisme, peuple, culture, civilisation	215
Le «Crépuscule de l'Affabulation», ou Quand Guy Fargette étale son ressentiment	222
Lettre à Guy Fargette	227
Luftmensch : Fargette, claquettes et lieux communs,	231
Mohamed Merah, Houria Bouteldja et la compassion à deux vitesses (suite du numéro précédent)	236

Présentation

Ce numéro porte essentiellement sur les révoltes dans les pays arabes. La première partie, la plus longue, contient deux imposantes brochures du groupe Mouvement communiste («Tunisie: Restructuration à chaud de l'État après une tentative d'insurrection incomplète» et «Egypte: Compromis historique sur une tentative de changement démocratique»), qui tentent de nous donner quelques clés sur ce qui s'est passé dans ces deux pays en 2011.

En dehors de nous fournir une chronologie précise, une bibliographie, et de nombreuses données statistiques, ces articles essaient de décrire et comprendre les forces sociales et politiques en présence. Les auteurs partent d'un point de vue de classe et non de considérations sur le «conflit des civilisations» ou le retard «culturel ou anthropologique» des Arabes comme le font certains esprits distingués.

Qu'ils approuvent ou pas le parti-pris marxiste orthodoxe de Mouvement communiste et le fait que ces camarades placent au centre de leurs espérances l'auto-organisation et les luttes des prolétaires, les lectrices et lecteurs de cette revue disposeront d'analyses sociales, historiques et économiques solides, loin de tout triomphalisme gauchiste et de toute naïveté tiersmondiste.

L'idéal aurait sans doute été de publier un recueil de traductions d'articles écrits par des groupes ou des individus militant sur place, malheureusement cela ne nous a pas été possible – cette fois-ci.

La seconde partie de la revue, beaucoup plus polémique que la première, commence par souligner la complicité des régimes de Chavez et Castro avec les dictatures de Bachar al-Assad et Mouammar Kadhafi, complicité dont les fondements économiques et financiers ont apparemment échappé aux «anti-impérialistes», aux altermondialistes de tout poil, au *Monde diplomatique*, à Acrimed, etc. Bref, à tous ces militants qui sont prêts à payer 1 500 billets d'avion pour montrer leur solidarité avec les Palestiniens soumis au colonialisme israélien, mais pour qui les 10 000 morts (et le compteur macabre continue à tourner à toute vitesse) massacrés en quelques mois par le régime «anti-impérialiste» syrien, soutenu par Castro et Chavez, leurs idoles, n'est qu'un «point de détail»...

Un article rappelle la complicité de tous les partis de l'Internationale socialiste avec les régimes de Ben Ali et de Moubarak, car les militants ont souvent la mémoire courte, très courte.

Deux textes proposent quelques définitions provisoires des modalités du racisme, des différentes formes de discriminations, mais aussi de termes comme ceux de culture, peuple et civilisation.

Enfin, nous nous interrogeons sur la pertinence de certaines déclarations du philosophe Cornelius Castoriadis à propos du monde arabo-musulman. Cette réflexion est née d'une discussion avec un collectif de «castoriadiens» (Lieux Communs). Le débat a tourné court et s'est mal terminé,

mais il aura au moins permis de révéler que, même chez des individus «radicaux» qui prétendent avoir un esprit critique; qui affirment échapper à tous les pièges des modes intellectuelles réactionnaires; qui dénoncent ce qu'ils appellent avec hauteur le simplisme, l'inculture et le sectarisme de l'extrême et de l'ultra gauche, eh bien, même chez ces individus-là, on trouve des pulsions xénophobes bien enracinées et des raisonnements racialisants, parfaitement ordinaires, sous un vernis intellectuel propre à épater les gogos.

Au nom du droit à la critique de la religion, de l'islam et de l'islamisme, d'une dénonciation justifiée des régimes dictatoriaux dans les pays dits arabo-musulmans, et au nom d'une prétendue nouvelle pensée «révolutionnaire» favorable à «l'autonomie» (tarte à la crème, déjà avariée, venue remplacer l'autogestion des années 60 et 70, idéologie désormais inutilisable) et à la «démocratie», ces individus tombent en fait dans les pièges les plus grossiers que nous tendent les politiciens, les médias et les intellectuels au service du pouvoir.

Triste époque...

Ni patrie ni frontières !

Premiers points fermes sur les dernières révoltes dans les pays arabes

PREMIER POINT

Les premières émeutes non organisées dans le centre et l'ouest de la Tunisie (Sidi Bouzid – 40 000 habitants ; Kasserine – 76 000 habitants), en Algérie, en Jordanie et en Égypte sont le fait du prolétariat et des couches les plus appauvries de la petite-bourgeoisie traditionnelle. Hausse des prix alimentaires et chômage surtout des jeunes ont été à l'origine des explosions. Dans ces pays, les dépenses des ménages pour l'alimentation comptent pour environ 40 % des dépenses totales. A titre de comparaison, en France, ce poste représente 11 % du budget total des familles et en Tchéquie, 16 %. En 2010, les prix égyptiens du blé, dont ce pays est le premier importateur mondial, et du maïs ont bondi respectivement de 73 % et 88 %. La viande, les fruits et les légumes deviennent inabordables pour bon nombre d'Égyptiens.

En Tunisie, le déclencheur des émeutes a été l'immolation par le feu de Mohamed Bouazizi, un jeune marchand ambulant diplômé à qui la police avait confisqué des fruits et des légumes vendus à la sauvette. Les deux petites villes tunisiennes qui ont mis le feu aux poudres ont un des taux de chômage le plus élevé du pays. Un troisième élément qu'il ne faut pas oublier est la tentative de plusieurs États de la région, l'Algérie et la Tunisie avant tout, de juguler l'économie parallèle florissante afin d'accroître les rentrées fiscales en une période où le thème des déficits publics occupe le devant de la scène internationale. Parallèlement, ces gouvernements poursuivent la réduction ou l'annulation des subventions étatiques aux prix de vente des biens de première nécessité. Ainsi, en dépit de leur forme violente, ces premières émeutes ont un caractère éminemment défensif.

Façon de rappeler que l'exercice prolétarien de la violence n'est en rien synonyme d'offensive, ni et encore moins d'autonomie ouvrière.

En l'absence de ces deux facteurs cruciaux, la dynamique de la révolution en permanence débouchant sur la dictature prolétarienne n'a aucune chance de s'imposer. Un mouvement qui réagit est toujours défensif. La réaction est toujours subalterne même si elle est justifiée. Tout le problème du camp prolétarien est de passer de la réaction à l'offensive. C'est un fait de conscience et d'organisation. Dans ces deux pays, point de conscience et d'organisation autonomes, seulement violence et haine de classe. C'est un bon début, mais seulement à la condition que le mouvement dépasse le moment de la réaction et affirme ses propres contenus,

son rythme et sa détermination organisée dans la durée. D'après ce que nous savons à ce stade, ce n'est pas gagné.

DEUXIEME POINT

Les aspirations libertaires sont bien ancrées dans cette vague de révoltes populaires. Et pour cause. Les prolétaires savent pertinemment que toute protestation, même la plus pacifique, sera étouffée dans la violence par les États. Dans un premier temps, les exploités ont satisfait ce besoin essentiel en pratiquant les libertés auxquelles ils aspirent dans et par leurs propres luttes. Dans le combat indépendant, la parole se libère, l'organisation autonome peut s'épanouir et les individus développent toute leur capacité de socialisation. C'est uniquement sur ce terrain que la lutte des classes peut résorber et résoudre, dans le feu du combat, les aspirations libertaires les plus étendues de la société civile. Ce type d'approche est le seul apte à inscrire une ligne de démarcation avec la revendication démocratique-bourgeoise.

Aucune formalisation des libertés individuelles et collectives dans le cadre de l'État n'est satisfaisante.

D'un côté, toute formalisation de cette nature favorise à terme la stabilisation du mode de production capitaliste et le renforcement de la domination étatique sur les classes subalternes. D'un autre côté, il serait stupide d'écarter d'un revers de main l'opportunité offerte ponctuellement au prolétariat par le desserrement de la dictature du Capital et de son État, y compris quand elle se cristallise en une assise démocratique-bourgeoise. Le rejet d'une attitude indifférente vis-à-vis de changements institutionnels et constitutionnels démocratiques ne doit cependant pas aller jusqu'à soutenir directement ou indirectement le processus de restructuration de l'État. Ceci vaut même quand ce processus démarre par l'action prolétarienne et se déroule «à chaud», dans un cadre de crise aigüe de l'État.

TROISIEME POINT

L'entrée de portions entières et transversales de la société civile en mouvement aux côtés du prolétariat insurgé, notamment en Tunisie et en Égypte, met à mal le caractère purement ouvrier des révoltes initiales. Non pas parce que le prolétariat doit en toutes circonstances se réfugier dans un splendide isolement pour affirmer ses intérêts. La capacité de la classe ouvrière en mouvement d'attirer à soi des secteurs et des individus issus d'autres couches de la société civile reste, à nos yeux, une condition vitale de sa victoire sur les classes dominantes. Le problème est qu'à ce stade, la cause prolétarienne est masquée par les revendications démocratiques classiques et les jeux de pouvoir au sein des classes dominantes aussi bien en Tunisie qu'en Égypte. Rapidement, les insurgés se sont montrés incapables de se penser comme une expression d'une classe sociale indépendante et sans patrie. Et ce, mais même ceci n'est guère prouvé, à l'exception des zones tunisiennes où tout a commencé et des usines, des bureaux et des autres lieux de travail égyptiens où des conflits salariaux et autres se poursuivent après le limogeage du Raïs.

Une classe qui aspire au renversement non seulement des régimes autoritaires et corrompus mais aussi à la destruction de l'État, de tous les États, et, surtout, à la constitution révolutionnaire d'une société coopérative centralisée, sans classes, sans argent, sans exploitation et sans oppression.

L'incapacité des émeutiers de mettre en adéquation leur pensée avec leur action insurrectionnelle se manifeste avant tout par l'absence flagrante de toute tentative d'organisation autonome capable de mettre au centre du combat l'attaque contre la production capitaliste. La plupart des usines ont continué de tourner, jusqu'à la chute de Ben Ali, en Tunisie. En Égypte, les agitations pour des revendications ouvrières ne font pas (encore ?) tache d'huile. En Tunisie, on a même assisté à des initiatives de défense de l'outil de production prises conjointement par les ouvriers et l'encadrement.

En Égypte, même si des grèves ont éclaté trois jours avant le départ de Moubarak (et ont précipité celui-ci) et continuent, certains secteurs comme le tourisme industriel ou les usines appartenant à l'armée sont épargnés. En Algérie et en Jordanie, on semble jouer la même partition. Comme en Iran à l'été et l'automne 2009, la principale limite du mouvement demeure la sous-utilisation par les ouvriers de l'arme essentielle dont ils disposent : la grève. De ce fait, ils se privent à la fois du seul ancrage véritablement solide de leur combat et d'une forme de lutte des plus efficaces contre l'État et les patrons, qu'ils soient «autochtones» ou «étrangers». Le cœur du système de domination de tous les pays au monde est la production. C'est à cet endroit-là qu'il doit être frappé.

QUATRIEME POINT

Des régimes sclérosés, clientélistes, où les rentiers ont la part belle, ont vite vacillé face aux coups de butoir de la rue. Confrontés à des difficultés croissantes d'accès à des marchés mondiaux des capitaux mal en point à la suite de la crise financière globale commencée aux États-Unis en août 2007, ces exécutifs se sont démontrés inaptes à raffermir et élargir leur base politique et sociale. Mais il serait erroné de considérer que ces régimes s'écroulent sur pieds. En dépit de l'écran de fumée dressé par les organes de l'information dominante, les régimes autoritaires tunisien et égyptien ne sont pas accrochés en l'air, tenus debout pendant si longtemps uniquement par la force brute et la volonté de dictateurs féroces.

En Tunisie, le pays capitaliste de loin le plus développé d'Afrique du Nord, le parti jadis au pouvoir comptait environ 2 millions de membres et s'assurait les services rendus par la centrale syndicale unique: l'UGTT. La même UGTT qui gère de bout en bout la sortie de crise en profitant de son enracinement au sein du prolétariat. Cette confédération syndicale apparaît maintenant comme une réelle solution alternative en vertu de sa dialectique interne jadis tolérée, dans certaines limites, par le régime Ben Ali. L'UGTT a canalisé pendant des années le mécontentement des prolétaires. Elle a démontré être le meilleur, et parfois l'unique, garant de l'ordre pro-

ductif et social. Rôle qu'elle remplit plutôt efficacement encore maintenant. L'UGTT désormais aux commandes à Tunis est condamnée à gérer, en première ligne, les tensions surtout dans le Centre et le Sud pauvres, où la lutte de classes s'est exprimée avec plus de force. Dans l'UGTT, il y a une dialectique très contrôlée entre des fractions plus ou moins liées à l'ancien RCD. Pour préserver dans le temps sa crédibilité et sa fonction, l'UGTT a permis une certaine expression de courants de gauche en son sein. Il n'est pas exclu que des syndicalistes de base, porteurs d'aspirations réformistes ouvrières, aient pu et puissent être encore maintenant présents en son sein. Par le passé, quand ceux-ci dépassaient les bornes, ils se faisaient coffrer et expulser de l'UGTT. Aujourd'hui, avec l'appareil répressif de l'État en grande difficulté, il est probable qu'ils donnent de la voix pour s'imposer, notamment là où des foyers de lutte prolétarienne restent allumés. Enfin, des syndicalistes de gauche et des réformistes ouvriers pourraient être tentés par la CGTT, un petit syndicat constitué il y a quelques années et qui sort au grand jour.

En Égypte, le parti au pouvoir compte deux millions de cartes. Ici, le pilier de l'État est sans conteste l'armée d'un million d'hommes. Dotée de ses propres industries, occupant presque tous les échelons de la haute administration de l'État, elle est le gardien et le premier bénéficiaire de la ju-teuse rente du canal de Suez (2,6 milliards d'euros de dîmes collectées par an pour un PIB de moins de 166 milliards d'euros) et de l'aide financière internationale, américaine avant tout (environ 1,5 milliards d'euros par an). Joshua Stacher, un spécialiste américain de ce pays, estime que les militaires contrôlent entre 33 et 45 % de l'économie égyptienne. L'armée, qui fut celle de Hosni Moubarak et qui est maintenant derrière Omar Souleimane, est le protagoniste politique incontesté avec les Frères musulmans (cinq à six millions de membres cotisants) des événements actuels au Caire. La réduction des conflits qui traversent ces formations économiques et sociales à des batailles de rue entre deux camps bourgeois, l'un «conservateur», l'autre «restructurateur» de l'État ne préjuge de rien de bon.

Déjà bien engagée en Tunisie, la restructuration et la restauration de l'État sont également en marche en Égypte.

CINQUIEME POINT

Si la restructuration et la restauration de l'État égyptien se soldent par un compromis «historique» entre l'armée et les Frères musulmans comme cela semble être le cas, cela va bouleverser durablement l'échiquier géopolitique de la région. La vague de nationalisme exacerbé qui déferle dans la rue en Tunisie et en Égypte pourrait rouvrir une phase de guerre avec l'État sioniste. Dans certaines circonstances de crise, il n'y a rien de plus efficace que de ressouder un pays en identifiant et en appelant à combattre un ennemi extérieur ou intérieur.

L'ennemi intérieur d'antan en Égypte, les Frères musulmans, entretient des liens organiques avec le parti islamiste jordanien et le Hamas palesti-

nien. Ce dernier est très proche de la Syrie et de l'Iran qui dispose d'une puissante antenne régionale avec le Hezbollah libanais aux portes du pouvoir à Beyrouth. Le Hezbollah est à son tour étroitement lié à Damas. Ce scénario n'est pas sûr mais il faut en tenir compte. Surtout quand il s'agit de s'adresser aux prolétaires qui seront la chair à canon des éventuelles guerres à venir.

Plus que jamais, seule une politique rigoureusement antiétatique et défaitiste est à même de représenter l'intérêt immédiat et historique de la classe ouvrière.

Là-bas comme partout ailleurs.

Mouvement Communiste/Kolektivně proti Kapitāl, 16 février 2011

TUNISIE

Restructuration à chaud de l'État après une tentative d'insurrection démocratique incomplète

Mouvement Communiste et Kolektivně protikapitálu

Juin 2011

INTRODUCTION

L'État tunisien a fait face pendant plus d'un mois à un embrasement social spontané, après le suicide d'un jeune marchand ambulant de Sidi Bouzid dans le centre-ouest du pays. Sit-in d'abord, puis manifestations et émeutes partiront de cette région peu développée pour s'étendre à tout le pays, puis à la capitale, Tunis, et aux régions du littoral plus dynamiques économiquement. Lorsque les prolétaires sont prêts à défier les forces de répression les mains nues et à ne pas reculer devant les balles des policiers, ils apportent à la contestation une détermination qui peut ébranler le pouvoir, malgré les plus de 100 morts recensés. C'est exactement ce qui s'est passé à Sidi Bouzid pendant la fin du mois de décembre 2010 et la première quinzaine de janvier 2011. En trois temps donc, le mouvement parti du Sud a gagné toutes les régions de la Tunisie pour finalement se conclure à Tunis à partir du 11 janvier 2011.

L'intervention du prolétariat sur la scène politique tunisienne a provoqué une redistribution des cartes au sein de l'exécutif. L'ancien dictateur Ben Ali a été forcé de quitter la Tunisie, le 14 janvier 2011, devenant ainsi le premier dirigeant d'un pays arabe à quitter le pouvoir sous la pression de la rue, et les partis d'opposition et les autres acteurs majeurs de l'État tunisien tentent maintenant de prendre place au sein d'un nouveau gouvernement.

Mais du côté des grèves ouvrières, aucune n'a touché le pays avant la chute de Ben Ali. Ensuite, d'abord dans le secteur public puis dans le privé, des grèves ont éclaté et un vent d'insubordination y continue de souffler, même si l'UGTT concentre toujours les potentialités ouvrières.

CHRONOLOGIE

La chute de Ben Ali

17 décembre 2010 : Mohamed Bouazizi s'immole par le feu. Ce jeune marchand de rue de Sidi Bouzid (centre-ouest), à 265 kilomètres de Tunis, protestait contre la saisie de sa marchandise par la police. Les troubles commencent dès le lendemain, 18 décembre.

Bouazizi étant décédé le 4 janvier 2011, une foule de 5 000 personnes assistera à son inhumation.

19-20 décembre 2010: Affrontements entre forces de l'ordre et jeunes manifestants pour le «droit au travail» à Sidi Bouzid et dans la localité proche de Meknessi. Plusieurs dizaines d'arrestations d'après la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme.

24 décembre 2010: les troubles s'étendent à Menzel Bouzayane (60 kilomètres de Sidi Bouzid) où la police tire sur des manifestants, faisant deux morts et plusieurs blessés.

Il est important de noter que la répression et les provocations de la police (les services à la botte de Ben Ali, spécialement) ont été particulièrement meurtrières dans cette région du centre-ouest. Cette aire géographique, à l'instar du sud et d'une partie du nord du pays, fait partie des régions les moins développées du pays.

28 décembre 2010: Au lendemain de nouvelles manifestations contre le chômage et la cherté de la vie dans plusieurs villes, dont Tunis, Ben Ali dénonce une «instrumentalisation politique». Pour tenter de désamorcer le soulèvement, il limoge le gouverneur de Sidi Bouzid le 30 décembre 2010.

3 janvier 2011: Manifestation à Thala (centre-ouest). Les violences sont marquées par des saccages et l'incendie de bâtiments officiels. Nombreuses arrestations. Violences également à Saïda, près de Sidi Bouzid.

6 janvier : des milliers d'avocats se mettent en grève et manifestent.

8-10 janvier : Émeutes sanglantes à Kasserine, chef-lieu de gouvernorat, et à Thala où l'armée se déploie autour des bâtiments officiels, ainsi qu'à Regueb, près de Sidi Bouzid. Les émeutes font 21 morts selon les autorités, plus de 50 selon l'UGTT. Affrontements à Kairouan, gouvernorat au centre du pays : des manifestations parties de l'université de Rakada dégénèrent en affrontements avec les forces de l'ordre dans le centre-ville et d'autres sont signalés dans des localités de cette région également en proie au chômage.

Cinquième suicide depuis le 17 décembre: un jeune diplômé sans emploi, Allaa Hidouri, 23 ans, se suicide près de Sidi Bouzid; il avait été

blessé par balle à la jambe dans les affrontements qui avaient fait deux morts et plusieurs blessés le 24 décembre 2010 à Menzel Bouazaine¹. Encore des concessions de la part de Ben Ali dans une intervention télévisée où il dénonce des actes terroristes, tout en promettant la création de 300 000 emplois supplémentaires d'ici à 2012.

11 janvier : les violences se poursuivent à Kasserine. Des affrontements éclatent dans la soirée pour la première fois dans une banlieue de Tunis. Des manifestations d'artistes et d'opposants sont réprimées dans la capitale. Fermeture des écoles et des universités.

12 janvier : le Premier ministre annonce le limogeage du ministre de l'Intérieur, la libération des personnes arrêtées, à l'exception de celles qui sont impliquées dans des actes de vandalisme et la formation d'une commission d'enquête sur la corruption.

L'armée se déploie à Ettadhamen (banlieue ouest) et dans Tunis, où la police fait usage de gaz lacrymogènes. Deux civils sont tués par la police à Douz (dans le sud) lors d'une manifestation. Cinq manifestants sont blessés par balles lors d'affrontements à Sfax (sud-est). Arrestation du chef du Parti communiste des ouvriers de Tunisie (PCOT, interdit). C'est le premier dirigeant politique interpellé depuis le début des émeutes. Un couvre-feu nocturne est décrété à Tunis et dans sa banlieue.

L'Union européenne condamne l'usage disproportionné de la force et l'ONU appelle le gouvernement tunisien à mener des enquêtes «indépendantes crédibles» sur les violences.

13 janvier : Tunis reste quadrillée par les forces spéciales après une première nuit de couvre-feu alors que les affrontements ont lieu dans la banlieue de la capitale. Et notamment dans la cité d'Ettadhamen, où la répression a fait au moins un mort.

Aucun bilan officiel n'a été publié sur les violences qui se sont déroulées dans cette cité et celle d'Intilaka où vivent quelque 30 000 habitants et qui sont situées à environ 15 kilomètres du centre de Tunis. L'armée, elle, s'est retirée de la capitale où elle s'était déployée 24 heures auparavant, alors que le pays reste plongé dans une contestation inédite du régime.

Ce jeudi toujours, des blindés et des unités d'intervention de la police remplacent ceux de l'armée, sur l'avenue centrale Habib-Bourguiba et sur la place de Barcelone. Des cars remplis de policiers anti-émeutes stationnent dans les rues latérales menant à l'avenue principale; des dispositifs de sécurité renforcés sont visibles sur la route conduisant au palais présidentiel à Carthage. Des blindés des forces spéciales d'intervention de la police et des camions de l'armée sont également déployés dans la banlieue nord cossue de Tunis. Le retrait de l'armée intervient après de violents af-

1. Il y avait déjà de nombreux morts par suicide depuis les mois précédant le geste de Mohamed Bouazizi, notamment par électrocution.

frontements entre les forces de sécurité et des jeunes dans la nuit de mercredi à jeudi dans deux quartiers de la périphérie de Tunis, malgré le couvre-feu nocturne imposé pour une durée illimitée, la première mesure de ce genre depuis l'arrivée au pouvoir de Ben Ali en 1987. Cette journée aurait été particulièrement meurtrière, le nombre des manifestants tués par balle aurait dépassé 30 personnes dans tout le pays, dont presque la moitié à Tunis. D'après plusieurs témoignages, des tireurs occupaient les terrasses et abattaient délibérément leurs victimes. Le gouvernement du président Ben Ali a pourtant tenté de calmer le jeu, avec le limogeage du ministre de l'Intérieur et la libération de toutes les personnes arrêtées, à «l'exception de ceux qui sont impliqués dans des actes de vandalisme».

Sur le campus universitaire de Tunis des enseignants se sont rassemblés pour protester contre l'assassinat d'un professeur d'informatique, Hatem Bettahar, un Franco-Tunisien, tué la veille par des tirs de la police à Douz, dans le sud du pays.

Suite à la marche pacifique en réaction à la mort d'un réceptionniste dans la station touristique de Hammamet (60 kilomètres au sud de Tunis) des passants érigent des barricades pendant que d'autres pillent une station balnéaire. Destruction d'un poste de police et d'un local du RDC.

Selon la FIDH, au moins 58 personnes ont été tuées depuis le début des troubles en Tunisie, à la mi-décembre, et l'organisation dénonce, à ce moment-là, «*un massacre qui continue*».

14 janvier : Un rassemblement commence le matin sur l'avenue Habib-Bourguiba, toutes classes sociales confondues. Sans mot d'ordre, sans banderole, sans organisation d'encadrement, la marche a commencé devant le théâtre municipal vers le ministère de l'Intérieur. Les manifestants scandent : «Rassemblement, rassemblement, jusqu'à la chute du gouvernement !» Le rassemblement tourne à l'émeute. Violents heurts entre manifestants et policiers anti-émeutes. Des blindés de l'armée se déploient devant les ministères de l'Intérieur et des Affaires étrangères ainsi que devant la télévision et la radio nationale. Vers 14 heures, le Premier ministre, Ghannouchi, annonce : «*Le chef de l'État a décidé, dans le cadre des initiatives qu'il a annoncées, jeudi soir, de dissoudre le gouvernement et de charger le Premier ministre de proposer une nouvelle formation du gouvernement, ainsi que l'organisation d'élections législatives anticipées, dans les prochains six mois.*»

L'état d'urgence est décrété. L'armée contrôle l'aéroport, l'espace aérien est fermé.

A 17 heures, Mohammed Ghannouchi déclare à la télévision qu'il assure l'intérim de la présidence en remplacement de Ben Ali, qui a quitté le pays. Dans la nuit, Ben Ali s'enfuit, devenant ainsi le premier dirigeant d'un pays arabe à quitter le pouvoir sous la pression de la rue.

Dans la nuit, Ben Ali arrive à Jeddah, en Arabie Saoudite.

Mise en place du nouveau gouvernement

15 janvier 2011: Dispositif de sécurité établi au cœur de la ville. Les autorités déploient tous leurs efforts pour rétablir l'ordre dans le pays, déclare, ce samedi, le Premier ministre tunisien désigné Mohammed Ghannouchi, estimant que la poursuite des pillages est «inacceptable». Des policiers et partisans de l'ex-président tunisien Ben Ali sont impliqués dans des attaques et des exactions contre la population à Tunis, selon le témoignage d'un diplomate français. Le chef du Parlement tunisien, Foued Mebazaa, prête serment comme président par intérim de la Tunisie et affirme que «personne ne sera exclu» du processus politique.

Des pillages de maisons, dont certaines appartiennent aux Trabelsi, la belle-famille du président déchu, ont eu lieu à La Marsa, banlieue chic à une vingtaine de kilomètres au nord de Tunis.

16 janvier : Le couvre-feu est allégé d'une heure à Tunis. Mais des affrontements éclatent dans l'après-midi, au centre de la ville. L'armée donne l'assaut au palais présidentiel de Carthage où sont retranchés des éléments de la garde présidentielle de Ben Ali. Des policiers se trouvant dans l'enceinte de l'École des Hautes études commerciales, près du palais présidentiel, ont appelé l'armée pour les secourir. Deux francs-tireurs sont abattus par l'armée dans le centre, au début des affrontements entre miliciens armés et forces régulières. Un peu avant, l'ex-chef de la sécurité de Ben Ali, le général Ali Sériati, est arrêté et accusé d'être responsable des exactions contre la population. Un neveu de Ben Ali est interpellé par l'armée dans le centre de la Tunisie, dans la nuit de samedi à dimanche.

Face aux menaces et aux pillages commis la nuit précédente, des comités de vigiles sont mis en place et se multiplient dans les quartiers, organisant des rondes pour protéger les habitants. Plusieurs témoignages ont attribué les pillages et exactions de ces derniers jours à des membres de l'appareil sécuritaire liés à Ben Ali, qui chercheraient à semer la panique, pour favoriser son retour. *«Il ne faut pas négliger le pouvoir de nuisance de la sécurité présidentielle qui était dirigée par Ali Sériati; elle comptait des milliers de fidèles de Ben Ali.»*

Le Premier ministre réunit des représentants des partis politiques et de la société civile pour désigner les personnalités chargées de conduire le processus de transition jusqu'aux élections.

17 janvier : *«Il a été décidé, de manière consensuelle, d'écarter les partis pro-gouvernementaux. Le nouveau gouvernement sera composé de représentants du mouvement Ettajdid, du PDP, du Front démocratique pour le travail et les libertés, ainsi que de personnalités indépendantes.»* Ces formations faisaient partie de l'opposition légale. Les trois partis avaient demandé une amnistie générale pour tous les prisonniers politiques.

18 janvier : Mohammed Ghannouchi annonce la composition d'un gouvernement d'union nationale, la libération de tous les prisonniers d'opinion, la liberté totale de l'information et la levée de l'interdiction de

toutes les organisations non gouvernementales dont la LTDH (Ligue tunisienne pour la défense des droits de l'homme).

19 janvier : Ce mercredi, le président par intérim a prononcé sa première allocution depuis sa prise de fonctions, au soir d'une nouvelle journée de manifestations. *«Je m'engage à ce que le gouvernement de transition conduise une rupture totale avec le passé»*, a-t-il déclaré. La veille, il avait décidé de quitter le RCD avec le Premier ministre Ghannouchi. Fouad Mebazaa s'est efforcé de calmer le jeu, s'engageant à satisfaire toutes les aspirations légitimes du soulèvement. Il a promis une prochaine amnistie générale, la liberté totale d'information, l'indépendance de la justice et la séparation entre l'État et le parti. Les nouvelles autorités ont multiplié les gestes de bonne volonté à l'égard de la rue. Le nouveau ministre du Développement, Najib Chebbi, issu des rangs de l'opposition, a assuré que tous les détenus politiques, dont les membres du mouvement islamiste interdit Ennahda, avaient été libérés.

Des milliers de Tunisiens sont une nouvelle fois descendus dans les rues de Tunis, Sidi Bouzid, Regueb, ou Kasserine pour exiger le retrait des figures de l'ancien régime du gouvernement d'union nationale. En tout, quatre membres de la nouvelle équipe ont démissionné depuis la veille, mécontents de sa composition. *«La population a fait des sacrifices»*, a commenté Mustapha Ben Jaafar, le leader du Forum démocratique pour le travail et les libertés (et ministre démissionnaire). *«Les Tunisiens ne sont pas prêts à rentrer chez eux en donnant un blanc-seing à une équipe qui n'est pas totalement nettoyée des séquelles de Ben Ali.»* Le couvre-feu qui était en vigueur depuis vendredi a été assoupli.

20 janvier : A Tunis, un millier de personnes protestent devant le siège du RCD pour réclamer la démission du gouvernement. L'armée effectue des tirs de sommation pour dissuader des manifestants d'escalader le mur d'enceinte. Les manifestants réussissent à atteindre le ministère de l'Intérieur et à poursuivre leur marche jusqu'au siège du RCD, franchissant sans violence les barrages de police disposés sur l'avenue Habib-Bourguiba. La rue et une partie de l'opposition contestent la présence de 8 membres de l'ancienne équipe Ben Ali dans le gouvernement de transition formé lundi 16 janvier 2011.

28 janvier : les manifestants qui campaient depuis des jours devant les bureaux du Premier ministre sur la place de la Kasbah, sont évacués par la police. Les unités anti-émeutes tirent des grenades lacrymogènes contre les manifestants rassemblés sous les fenêtres du bureau du Premier ministre. Au moins 5 personnes sont blessées au cours de ces affrontements. Un silence inédit depuis le début de la semaine régnait dans la matinée à la Kasbah, où des centaines de manifestants ayant une nouvelle fois campé sous les fenêtres du siège du gouvernement se concertaient par petits groupes sur la suite à donner à leur mouvement.

Mohammed Ghannouchi veut rencontrer les manifestants qui font le siège du gouvernement. Des concertations ont lieu dans la matinée entre

des représentants syndicaux et les manifestants. Le secrétaire général de l'UGTT, Abdessalam Jrad, parle avec Ghannouchi qui accepte le principe d'une rencontre avec les manifestants. L'UGTT tente de convaincre les manifestants de rentrer dans leurs provinces, après la formation, la veille, d'un gouvernement de transition épuré des principaux caciques du régime Ben Ali auquel la centrale syndicale a donné son aval tacite. Cinq des 7 anciens ministres du dernier gouvernement de Ben Ali sont remplacés par des technocrates ou des personnalités indépendantes peu connues de l'opinion.

Mais le maintien en fonction du Premier ministre Ghannouchi reste contesté par la frange la plus radicale des manifestants. «*La majorité veut continuer pour dégager...*», a déclaré l'un des 300 manifestants, en grande partie des provinciaux, qui ont campé à la Kasbah. Après avoir chanté l'hymne national et hissé le drapeau tunisien à un mât comme chaque matin, les manifestants discutent pour savoir quoi penser et quoi faire. L'UGTT va participer à la mi-journée à une rencontre avec l'opposition, l'Ordre des avocats et d'autres composantes de la société civile pour tenter d'adopter une position commune sur le nouveau gouvernement, selon Fethi Belhaj, porte-parole du Courant nationaliste et progressiste.

Mouldi Jandoubli, membre de l'exécutif de l'UGTT, déclare : «*Un gouvernement est là. Je crois que c'est la bonne attitude. L'économie doit repartir, les gens doivent reprendre le travail...*»

Épilogue provisoire 15 février 2011

Un groupe de 28 partis et organisations de différentes tendances politiques (Ennahdha, le Front du 14 janvier, etc.²) et l'UGTT appellent, le 15 février, à la mise en place du Conseil national pour la protection de la révolution. Cette instance veut rendre hommage à ceux qui ont perdu la vie et maintenir les aspirations du peuple tunisien.

27 février

Ghannouchi annonce sa démission du poste de Premier ministre ; il appelle les Tunisiens à protéger la révolution populaire contre tous ceux qui cherchent à la faire échouer, et à faire face aux actes de violence et de pillage commis par ses ennemis. Le soir même, M. Béji Caïd Essebsi est nommé au poste de Premier ministre. Un vieux cheval de retour, 84 ans, déjà dans l'administration coloniale, et ministre sous Bourguiba et Ben Ali...

² Composé de la Ligue de la gauche travailliste, du Mouvement des unionistes nassériens, du Mouvement des nationalistes démocrates (Al-Watad), du Courant baasiste, de la Gauche indépendante, du Parti communiste des ouvriers de Tunisie (PCOT) et du Parti du travail patriotique et démocratique (PTPD).

1^{er} mars

Le CNPR a appelé le président de la République par intérim à dissoudre le gouvernement provisoire et à engager des concertations *«en vue de garantir le consensus national autour du choix du Premier ministre et de former un gouvernement provisoire de gestion des affaires courantes, avec pour membres des personnes réputées pour leur compétence et qui ne sont pas impliquées avec l'ancien régime»*. Il indique *«qu'il a été procédé à la proposition d'un décret-loi en réponse au projet de décret-loi présenté par le président de la République par intérim à ce sujet, à l'effet de réglementer le Conseil national pour la protection de la révolution, en fixant ses objectifs, sa composition et le déroulement de ses travaux [...] afin d'élire une Assemblée constituante qui se chargera de l'élaboration de la nouvelle Constitution de la République et de la gestion de l'étape transitoire...»*

9 mars

Le tribunal de première instance de Tunis annonce ce mercredi la dissolution du RCD, provoquant une explosion de joie dans la salle. Déjà suspendu le 6 février de toute activité, le RCD, fondé le 27 février 1988 par Ben Ali, revendiquait plus de deux millions d'adhérents pour plus de 10 millions d'habitants.

12 mars

Un couvre-feu a été décrété samedi 12 mars au soir dans la localité de Metlaoui (sud) après des incidents vendredi et samedi qui ont fait deux morts et plus de 20 blessés durant des affrontements entre des habitants sur des questions d'emplois, annonce l'agence TAP.

Des affrontements ont éclaté à la suite de l'affichage de fausses offres d'emplois à la Compagnie des phosphates de Gafsa (CPG), proposant des quotas sur une base clanique. Les troubles se sont poursuivis vendredi et samedi, poussant les autorités à décréter un couvre-feu. Des unités de la Garde et de l'armée nationale sont intervenues et ont procédé à des arrestations et saisi 16 fusils de chasse.

En 2008, le bassin minier de Gafsa avait été secoué par une longue grève, sévèrement réprimée par le régime de Ben Ali. Les ouvriers s'étaient révoltés contre des suppressions massives d'emplois à la CPG. La Compagnie était passée en quelques mois de 15 000 postes à 5 000 à cause d'un plan de restructuration et de modernisation.

À la même période, à Ksar Hellal (20 kilomètres au sud de Monastir), des bagarres entre locaux et immigrants de l'intérieur se sont soldées par la destruction des habitations de fortune et le retour chez eux des immigrants venus travailler dans les usines textiles.

14 mars

Le gouvernement tunisien a refusé de légaliser 5 partis, dont 3 islamistes : Hizb Et-Tahrir (parti de la libération), As-Salam (La paix) et le parti sunnite (les deux autres sont le Parti libre populaire démocratique et le Parti démocratique libéral tunisien) jugeant qu'ils ne sont pas fondés

sur des principes démocratiques. Trois autres ont été légalisés : le Parti de la justice et de la liberté, le Parti de l'avenir pour le développement et la démocratie et le Mouvement des patriotes démocrates.

17 mars

Hillary Clinton s'est entretenue avec le président de la République. Elle a assuré le soutien des États-Unis à la Tunisie, afin de réussir sa transition. Entre-temps quelques dizaines de militants du parti islamiste Ettahrir ont manifesté leur volonté de dégager les intérêts américains du territoire tunisien, parlant «*d'occupation ou de massacre américain de la population tunisienne*».

21 mars

Bon nombre d'ONG tunisiennes (ATFD, LTDH, etc.) plaident pour une présence accrue de la société civile dans les régions intérieures. A cet égard, deux nouvelles sections de l'ATFD seront mises en place à Kairouan et à Gafsa. Idem pour la LTDH qui envisage l'ouverture de sections dans tous les gouvernorats du pays pour recueillir les doléances des citoyens.

24 mars

Des manifestants qui faisaient un «sit-in» depuis deux semaines à la place de la Kasbah sont arrêtés pour agression et insulte contre des fonctionnaires du Premier ministre.

28 mars

La cour d'appel de Tunis rejette le recours du RCD, ce parti est dissous de façon définitive.

29 mars

Le couvre-feu décrété dans la ville de Metlaoui est fixé de 22 heures à 5 heures au lieu de 19 heures à 5 heures.

31 mars

Moins d'une centaine de personnes ont manifesté jeudi dans le centre de Tunis pour dénoncer les mises en scène politique des autorités de transition et réclamer des changements concrets.

1^{er} avril

Le gouvernement doit approuver plusieurs projets de loi de soutien aux entreprises, aux secteurs agricole et de pêche ; à l'emploi (création de 20 000 postes au sein de la fonction publique, création de stages et aides aux chômeurs accrues) et au développement régional (restructuration du budget et allocation aux autorités régionales et locales). Le gouvernement a par ailleurs appelé les Tunisiens à reprendre le travail et à redoubler d'effort.

L'avenue Habib Bourguiba a de nouveau été animée par des manifestations. Les manifestants, venus à l'appel du parti Ettahrir, venaient de quitter les mosquées après la prière. Leurs revendications tournaient autour de la liberté religieuse (port du *hijab*, essentiellement).

L'Autorité des marchés financiers chargée de veiller sur les opérations boursières a décidé de mettre fin à l'activité en bourse de 123 entreprises

tunisiennes jugées impliquées dans de nombreuses illégalités commises par le clan Trabelsi-Ben Ali, ces dernières années.

Le nombre de Tunisiens originaires de Kasserine ayant fui la Libye étant évalué à plus de 2 000 personnes, les autorités ont décidé aujourd'hui de leur débloquent des facilités comme l'accès gratuit aux soins, des crédits avec facilités de remboursement et une intégration automatique des enfants dans les écoles les plus proches.

4 avril

Une commission technique des ministères de l'Intérieur tunisien et italien a entamé l'examen du dossier de l'immigration clandestine, a annoncé Silvio Berlusconi, au terme de sa rencontre, avec le Premier ministre du gouvernement provisoire Béji Caïd Essebsi.

5 avril

Suite à des mouvements de protestation d'écologistes et après avoir été accusée d'être aux mains des Trabelsi, l'usine Afripaper implantée à Chebika (Kairouan) a décidé de fermer ses portes. La Compagnie franco-tunisienne de pétrole a cessé son activité (après British Gas) suite aux sit-in répétés des habitants qui réclament des emplois et plus de développement dans la région de Bir Lytayim, près de Sfax. Malgré un accord conclu entre les habitants et la société qui s'engage à embaucher 5 diplômés du supérieur et à donner des primes d'un montant de 5 000 (2 468 €) dinars à 20 autres personnes pour la réalisation de projets à côté d'une somme de 250 000 dinars (123 420 €) pour l'installation de l'eau potable au profit de 200 familles...

8 avril

Le Premier ministre annonce la création de 60 000 emplois : 20 000 dans la fonction publique ; 20 000 dans les établissements de l'État (armée et sécurité) ; et 20 000 dans le secteur privé.

11 avril

La Haute instance pour la réalisation des objectifs de la Révolution, de la réforme politique et de la transition démocratique, a approuvé l'article 15 du décret-loi relatif à l'élection de l'Assemblée nationale constituante, qui prévoit l'interdiction aux membres du RCD dissous de se porter candidats à l'Assemblée nationale constituante. La parité hommes-femmes est également adoptée³.

14 avril

Le HCR a indiqué que plus de 500 Libyens, pour la plupart des Berbères, ont fui le conflit de l'Ouest libyen et ont trouvé refuge dans la région de Dehiba au sud du pays, depuis le 7 avril

Le ministre du Commerce et du Tourisme, Mehdi Houas, a affirmé que

³ C'est une première dans le monde arabe. Cette disposition prévoit que toute liste doit faire figurer une alternance des candidats hommes et femmes au risque d'une invalidation dans le cas de non-respect de la décision.

les prix des produits de consommation de base (céréales et leurs dérivés, huile végétale, lait demi-écrémé, le concentré de tomate et le sucre) n'augmenteront pas, durant la prochaine période, soulignant l'importance que le gouvernement provisoire accorde à la Caisse générale de compensation. La compensation atteindrait les 1 256 millions de dinars.

14 mai

Le Parti du travail tunisien, émanation politique de l'UGTT a annoncé, samedi 14 mai 2011, son entrée sur la scène publique. Son but : rassembler et construire la force d'appoint d'un bloc républicain et progressiste. Les «travaillistes» ratissent large : de l'électorat du centre droit à l'extrême gauche.

APERÇU ÉCONOMIQUE

Présentation

Partie d'une économie de type semi-colonial lors de l'indépendance en 1956, fondée sur l'extraction minière (phosphates de Gafsa) et la transformation des matières premières agricoles (huile d'olive), avec un faible tourisme (52 700 visiteurs étrangers en 1962), et un seul pôle industriel nouveau (les Industries chimiques maghrébines basées à Gabès), la Tunisie s'est développée à partir de 1975, en devenant l'un des premiers pays à accueillir les délocalisations des entreprises européennes et d'abord françaises. Les secteurs concernés étaient principalement le textile et l'électronique (câblage). Au bout de 30 ans, ces secteurs ont marqué le pas face à la concurrence asiatique ou à d'autres pays à plus faible coût de main-d'œuvre. La Tunisie a donc commencé à accueillir des entreprises de secteurs à qualification plus grande tout en essayant, dans ses secteurs traditionnels, de monter en gamme en bénéficiant de sa proximité géographique avec l'Europe (c'est le cas pour la sous-traitance automobile) ou l'implantation d'une usine d'assemblage de composants Airbus.

L'économie du pays est très dépendante des échanges avec l'Europe. Le ralentissement de la reprise au sein de la zone euro constitue le risque principal auquel est exposé le pays. Alors que l'Europe entame une période de crise fiscale, qui fait suite à la situation critique de la dette de certains pays membres et au ralentissement des politiques de relance budgétaire.

Quelques statistiques sur la Tunisie (2009)

Population : 10 440 000

Population urbaine : 65,9 %

Population rurale : 34,1 %

Population de 0 à 14 ans : 24 %

15 à 30 ans : 26 %

31 à 64 ans : 42,5 %

Espérance de vie : 74,5 ans

Taux de natalité pour 1 000 : 17,7

Taux de mortalité pour 1 000 : 5,7

Taux de scolarisation (6-14 ans) : filles 94,2%, garçons 94,7 %

Niveau d'instruction des 10 ans et plus:

- Sans : 19,5 %

- Primaire : 33,6 %

- Secondaire : 36,1 %

- Supérieur : 10,8 %.

Part des ménages disposant :

- de l'électricité : 99,5 %

- de l'eau courante : 85,3 %

<ul style="list-style-type: none"> - d'un téléviseur : 96,7 % - d'un téléphone fixe : 26,1 % - d'un téléphone mobile : 89,2 % - d'un ordinateur personnel : 14,4 %. - d'une voiture : 22,7 % <p>Produit intérieur brut : 43,9 milliards de dollars PIB par habitant : 4 160 dollars</p>
--

«L'économie tunisienne se caractérisait par une forte présence du secteur public surtout dans les secteurs de l'industrie, de l'agriculture et des services. Cependant, depuis le milieu des années 1980, un vaste programme de restructuration de l'économie nationale a été mis en place», rappelait Miloudi El Ghobentini au congrès de Rabat, début 2010.

Il poursuivait : «Le pays a privatisé la totalité des entreprises publiques opérant dans la production industrielle et de services, ce qui a permis l'émergence d'une économie de marché plus intégrée à l'économie mondiale.» Les restructurations engagées par le régime Ben Ali pour réduire la surface de l'État ont largement contribué à diminuer les nouveaux emplois publics pour les jeunes diplômés. Nombre d'entre eux se sont donc dirigés vers l'économie informelle. «En Tunisie, l'État ne crée plus beaucoup d'emplois (8 à 10 % des emplois créés uniquement). L'État a privatisé presque toutes les entreprises de production de biens et de services et s'est totalement désengagé du marché», résumait Miloudi El Ghobentini, à l'époque directeur de l'Agence nationale pour l'emploi tunisienne, dans son intervention au congrès de Rabat cité plus haut. En effet, plus de la moitié du budget de l'État destiné à la création d'emplois est consacré à la formation de micro-entreprises par l'intermédiaire de la Banque tunisienne de solidarité. Selon une étude de la Banque mondiale et du ministère de l'Emploi et de l'Insertion professionnelle des jeunes menée en 2006, le nombre d'emplois créés est très faible. La répartition des bénéficiaires par tranches d'âge montre qu'environ 48 % d'entre eux appartiennent aux 30-39 ans et que 26 % concerne les 18-30 ans.

Le capitalisme tunisien est fleurissant malgré les conséquences de la crise cyclique de 2008, dite des *subprimes*. De loin le pays le plus riche de la région en excluant Israël, la Tunisie présente des conditions générales de la production capitaliste tout à fait proches de celles du dernier tiers des pays de l'OCDE, organisation à laquelle Tunis veut adhérer depuis longtemps. Mais avant toute citation de données officielles, il convient d'examiner leur crédibilité. Interrogé sur ce point en décembre 2005 par Florence Beaugé⁴, Mahmoud Ben Romdhane, économiste bourgeois, professeur d'économie à l'université de Tunis, opposé au régime et partisan

⁴ Florence Beaugé, *La Tunisie de Ben Ali. Miracle ou mirage ?* Éditions du Cygne.

de la démocratisation déclarait : «*Contrairement à ce que disent certains, les chiffres dont je dispose sont fiables. C'est vrai qu'on peut leur donner une interprétation tendancieuse, les occulter ou reporter leur publication. Mais, à ma connaissance, il n'y a pas de chiffres truqués. Si la Tunisie le faisait, elle perdrait sa crédibilité auprès de la communauté internationale, en particulier la Banque mondiale et le FMI. Et puis il y a une interrelation entre les chiffres. On s'en apercevrait. Les Tunisiens se plaignent souvent que ce sont la Banque mondiale et le FMI qui dirigent le pays. Moi je dirai que, dans un régime sans repères, heureusement que ces deux institutions sont là ! Au moins, au niveau de la gestion macroéconomique, on a une certaine rigueur. Le FMI, à travers les accords qu'il a conclus avec le gouvernement tunisien, incite celui-ci à publier des informations à dates fixes. Les rapports de la Banque mondiale et du FMI sur la Tunisie sont l'une des sources d'informations essentielles. Sans cela, en ce qui concerne le système bancaire et financier, par exemple, nous ne saurions rien.*»

Un pays industriel développé et diversifié

La Tunisie est un pays largement urbanisé. L'espérance de vie dépasse les 74 ans. Près des deux tiers de la population tunisienne vivent en ville, contre une moyenne de 43 % pour les pays dits en développement (source Coface en 2007). La production sociale tunisienne est solidement arrimée à l'industrie. En 2009, la répartition du PIB était la suivante :

- industries manufacturières, 17,6 %,
- industries non manufacturières (mines, énergies, électricité et Bâtiment-Travaux publics), 17,4 %,
- agriculture, 11 %,
- tourisme, 6 %,
- communications, 6,6 %,
- transports, 6,4 %,
- distribution, finance et services pourvus par l'État, 35 %.

En 2006, la répartition du PIB était la suivante :

- industries manufacturières, 18,9 %,
- industries non manufacturières (mines, énergies, électricité et BTP), 14,4 %,
- agriculture, 12,3 %,
- tourisme, 6 %,
- communications, 5,5 %,
- transports, 6,4 %,
- distribution, 11 %,
- finance, 11,1 %,
- services pourvus par l'État, 14,4 %.

Si l'on s'en tient à ces données et en les croisant, on parvient à un secteur productif de nouvelle valeur de type purement capitaliste pesant au moins la moitié du PIB.

En termes d'intensité du capital, la Tunisie avance à étapes forcées avec un taux d'investissement productif (les acquisitions de nouveaux biens de production défalquées des cessions de biens de production anciens ; en économie politique, on appelle cela la «formation brute de capital fixe») rapporté au PIB de près de 27 % en 2010, dicit le Fonds monétaire international. L'augmentation de la composition technique de l'industrie manufacturière se lit en filigrane dans la répartition de la main-d'œuvre. En 2009, 31,9 % de la population active occupée travaillait dans l'industrie, les mines, l'énergie et le BTP, contre 48,9 % dans le commerce et les services (y compris les services productifs) et 17,9 % dans l'agriculture et la pêche. Autre élément, en dépit d'une croissance qui est restée forte pendant dix ans, y compris pendant les deux graves crises globales de valorisation de 2000-2001 et 2008-2009, le taux officiel de chômage a campé autour de 14/16 %, signalant une productivité croissante du travail.

La main-d'œuvre tunisienne est globalement plutôt disciplinée et bien formée, se réjouissent les patrons étrangers. Le rapport sur la compétitivité globale 2010-2011 place la Tunisie au 7^e rang de son classement mesurant la disponibilité⁵ de scientifiques et d'ingénieurs, devant la France, classée 12^e, la Belgique, 13^e, l'Allemagne, 27^e, l'Italie, 54^e, ou encore l'Égypte et le Maroc, respectivement 25^e et 46^e.

Le même rapport hisse la Tunisie à la 20^e place pour la qualité de son système éducatif. Mieux que la France (29^e), l'Allemagne (18^e), le Maroc (105^e) et l'Égypte (131^e). «*A niveau comparable de qualifications et de compétences, la Tunisie offre des coûts salariaux compétitifs dans des proportions allant de 1 à 5 par rapport aux pays européens*», prétend l'Agence officielle de promotion de l'investissement extérieur Fipa-Tunisia. Enfin, sur ce point, le rapport de Davos indique que la Tunisie occupe la 32^e marche du classement de compétitivité globale, devant l'Italie (48^e), la Turquie (61^e), l'Égypte (81^e) et le Maroc (75^e). En comparaison, la France, l'Allemagne, la Belgique et l'Espagne sont respectivement 15^e, 5^e, 19^e et 42^e du même classement.

Les infrastructures sont suffisantes. Neuf aéroports avec une capacité de 19 millions de passagers par an et plus de 1 400 vols par semaine relient le pays à l'Europe (dont plus du tiers vers la France). Plus de 8 000 navires chaque année chargent et déchargent des marchandises dans les ports tunisiens pour un tonnage de 31 millions de tonnes en 2009.

Les infrastructures portuaires et aéroportuaires ont été jugées les 41^e meilleures au monde pour les premières et les 30^e pour les secondes. Le réseau ferroviaire tunisien couvre le pays du nord au sud et s'étend sur une longueur de 2 256 kilomètres. Le réseau routier tunisien s'étend sur une longueur de 20 000 kilomètres. Le tiers de la population utilise Inter-

5 Sur une classe d'âge, cette donnée indique le nombre d'ingénieurs et de scientifiques disponibles, c'est-à-dire formés.

net, avec 381 982 abonnés en 2009 contre 128 352 en 2007. La densité téléphonique totale pour 100 habitants est de 105,2 %. La puissance énergétique installée est de 3 314 mégawatts.

Les capitalistes étrangers sont bien conscients des opportunités de valorisation présentes en Tunisie. D'autant plus que le régime de Ben Ali leur proposait une *« exonération totale de l'impôt sur les bénéficiaires pendant dix ans pour les revenus d'exportation et pour les projets agricoles, et pendant cinq ou dix ans, pour les projets implantés dans les zones de développement régional, selon la priorité de la zone »*. Il leur offrait aussi *« des primes d'investissement égales à : 8, 15, ou 25 % du coût des projets et plafonnées entre 0,320 et 1 million de dinars tunisiens (1 dinar tunisien = 0,5122 euros au 27 mars 2011; soit de 158 000 à 493 000 euros), selon la priorité de la zone, dans les zones de développement régional et 7 % pour les projets agricoles »*, sans compter *« la prise en charge totale ou partielle des cotisations patronales pour l'emploi créé selon les zones. Pendant 5 ans à 100 % pour les zones du premier groupe de développement régional ; et jusqu'à 10 ans, à 100 % les 5 premières années puis de 80 % à 20 % pour les zones de développement régional prioritaires »*. Et aussi *« la prise en charge des dépenses pour les projets dans les zones de développement régional de 25, 50 ou 75 % du coût total de l'infrastructure selon la priorité de la zone »* (source : Fipa-Tunisia). *« Un droit fiscal rénové et moderne, en constante évolution »*, se réjouit la Mission économique de l'ambassade de France à Tunis.

Résultat : en 2008, 27 % des investissements productifs en Tunisie ont été réalisés par des capitalistes étrangers, contre 9 % au Maroc. La progression est spectaculaire : en 2005, ils totalisaient 1 088 millions de dinars. Quatre ans plus tard, ils s'élevaient à 2 357 millions de dinars. Fin 2009, 3 069 entreprises étrangères ou mixtes étaient opérationnelles en Tunisie, employant 314 299 personnes contre respectivement 455 entreprises et 59 932 personnes en 1987. Toujours en 2009, 34 % d'entre eux ont été effectués dans l'industrie manufacturière ; 54 % dans l'énergie ; 7,5 % dans les services ; 3,8 % dans le tourisme et l'immobilier et 0,7 % dans l'agriculture. Au sein de l'industrie manufacturière, la part des investissements productifs étrangers dans la mécanique, la construction électrique et l'électronique a bondi de 5 % en 2000 à 27 % en 2009. Dans le textile-habillement, leur part est restée relativement stable sur la même période, de l'ordre de 13 % du total.

Tous secteurs confondus la présence des principaux capitalistes étrangers pour l'année 2009 est résumée dans le tableau suivant :

Pays d'origine	Entreprises	Salariés	Secteurs principaux
France	1 249	110 000	Textile, électronique, électricité, aéronautique
Italie	704	55 600	
Allemagne	267	48 000	
Belgique	214	22 000	
Royaume Uni	88	11 000	
Suisse	82	12 000	
États-Unis	77	14 000	
Pays-Bas	77	13 000	
Luxembourg	59	10 000	
Reste	252	18 699	
	3 069	314 299	

L'engouement des capitaux étrangers s'explique aussi par «*des formes de Constitution semblables à celles présentes en France*», «*un code d'incitations aux investissements : un cadre très incitatif en faveur de l'exportation*», «*une large palette de solutions à la disposition des exportateurs et de leurs partenaires tunisiens*» en matière de moyens de paiement, résume la mission économique de l'ambassade de France à Tunis. Mais les principales armes du gouvernement pour capter des investissements étrangers sont le coût et les conditions d'emploi de la force de travail et la facture énergétique modeste. Le Smic pour 40 heures par semaine est de 235 dinars (116 €) et 272 dinars (134 €) pour 48 heures de travail hebdomadaire (juillet 2010).

Une forte capacité de résistance du capitalisme tunisien aux crises cycliques

L'économie tunisienne a traversé sans trop de dommages les crises globales de valorisation de 2000/2001 et 2008/2009. Malheureusement, nous ne disposons pas de données fiables sur les résultats cumulés des sociétés, indicateur que nous privilégions pour identifier les cycles d'accumulation et de crise du capital. C'est pourquoi nous devons faire référence aux données macroéconomiques beaucoup moins précises de la croissance, dont les variations du PIB. Si nous nous référons aux chiffres publiés par le Fonds monétaire international, le Produit intérieur brut réel a juste ralenti sa progression.

Dans le premier cas, la crise s'est faite sentir en 2002. La croissance du PIB a chuté à +1,7 %, précédée par une augmentation de 4,9 % en 2001 et suivie par un rebond de +5,6 % en 2003. Dans le second cas, ça s'est passé encore mieux. En 2008, le PIB réel tunisien a monté de 4,5 %. En 2009, il a ralenti à +3,1 %. En 2010, léger sursaut à +3,8 %. Pour 2011 et 2012, trois mois avant l'éclatement de la crise sociale et politique du pays,

le FMI tablait sur une hausse du PIB de 4,8 % et 5 % respectivement. Dans le rapport publié en septembre 2010, le Fonds écrivait que *«la Tunisie a bien surmonté la crise mondiale, qu'elle a abordée avec des fondamentaux solides qui sont en grande partie le résultat des politiques prudentes du passé»*. Suit un satisfecit appuyé à l'action de l'exécutif : *«La réaction rapide et adéquate des autorités a permis d'amortir l'impact de la baisse de la demande extérieure en 2009.»* L'institution financière de Washington précisait dans le même document que *«la demande intérieure a été soutenue en 2009 par une forte consommation alimentée par l'augmentation du revenu par habitant»*. Malgré l'envol des prix alimentaires et énergétiques mondiaux, l'État et la Banque centrale sont parvenus à endiguer la hausse des prix à la consommation.

L'indice des prix à la consommation a certes crû à 5 % en 2008 et à 4,8 % en 2009, mais il n'a enregistré qu'une augmentation de 3,7 % en 2008 et de 3,1 % en 2007. Des taux plus proches de ceux des pays centraux du mode de production capitaliste que de ceux de sa périphérie. À titre de comparaison, en Égypte, l'indice des prix à la consommation a bondi de 16,2 % en 2008-2009 après avoir avancé de 11 % et de 11,7 % respectivement en 2006-2007 et en 2007-2008. En avril 2010, le FMI anticipait des progressions de 12 % en 2009-2010 et de 9,5 % en 2010-2011. Mais le ciel de Tunis n'était pas au beau fixe pour le FMI. Le bailleur international de fonds soulignait qu'en raison de sa forte dépendance par rapport à ses *«partenaires européens»* en difficulté, la Tunisie *«aura besoin d'identifier des sources plus dynamiques de croissance pour faire reculer sensiblement le chômage, qui reste important notamment chez les jeunes»*. Conséquence du ralentissement de la croissance européenne, les échanges extérieurs de la Tunisie ont sensiblement chuté en 2009, effaçant les gains de l'année précédente et augmentant le déficit du solde commercial. L'histoire récente nous a appris que le régime avait échoué. Il n'a pas trouvé des relais de croissance et le chômage, surtout des jeunes, n'a pas reculé. Nous traiterons de la condition ouvrière plus loin.

Bon élève du FMI, la Tunisie se préparait, avant l'éclatement de la révolte prolétarienne, à relancer son programme de longue haleine de discipline budgétaire – à savoir un usage plus sélectif des subventions aux prix de détail des produits alimentaires de base (blé et huile) et la restructuration du système des retraites (hausse du taux de cotisation et allongement de l'âge de la retraite). Parallèlement, Ben Ali et les siens avaient prévu de baisser l'impôt sur les bénéficiaires des sociétés et de relever simultanément la TVA. Partisan inconditionnel de l'austérité fiscale permanente, le RCD «socialiste» de Ben Ali avait ce principe chevillé au corps depuis sa création, en février 1988. C'est en inscrivant ce principe sur son drapeau et en s'y tenant sans défaillir pendant plus de 20 ans que le parti-État s'est structuré moins de 4 mois après le complot de palais. Coup d'État constitutionnel qui a hissé au pouvoir le futur patron du RCD Ben Ali, après avoir évincé pour cause de sénilité et de maladie le vieux Conducator Ha-

bib Bourguiba (84 ans à l'époque) dont il était le second au sein de l'exécutif (en tant que ministre de l'Intérieur) et du Parti socialiste destourien.

*Années 1990 : une crise fiscale et financière
d'une gravité exceptionnelle*

Ben Ali justifiera le limogeage de Bourguiba par la nécessité de créer un régime fondé «sur le multipartisme et la pluralité des organisations de masse» et afin de prévenir le coup d'État des islamistes. La principale cause de sa prise du pouvoir est plus prosaïque. L'État, de très loin le principal capitaliste individuel du pays sur le modèle des démocraties populaires, était plongé alors dans une crise fiscale et financière d'une extrême gravité. Il fallait au plus vite redresser la barre et cela demandait un effort qui n'a pas cessé jusqu'à la fuite de l'autocrate dont les promesses de libéralisation politique sont restées lettre morte. Dès la première année de l'ère Ben Ali, l'État fait appel à l'aide et aux conseils de la Banque mondiale pour résorber la crise.

La tâche n'est pas facile. Il faut du temps pour venir à bout de la déliquescence de cette formation économique et sociale. Onze ans plus tard, fin 1998, la dette publique et la dette garantie par l'État représentaient encore 80 % du PIB tunisien. Fin 1997, complice de la crise financière des pays dits émergents, la dette extérieure s'élevait à 62,5 % du PIB du pays pour un déficit des comptes publics de 4,2 % du PIB. Ce déficit était de 4,9 % un an plus tôt. En 1985, les entreprises d'État (30 % de la valeur ajoutée du pays et employant 33 % des salariés) s'écroulaient sous les dettes et cumulaient les pertes d'exploitation. Deux ans avant le coup d'État en gants blancs de Ben Ali, ces pertes et ces dettes se chiffraient à environ 35 % du PIB. Pour se financer, l'État a dû de plus en plus recourir aux capitaux étrangers. Conséquence : en 1991, le paiement des intérêts représentait 27 % du PIB. Cinq ans plus tard, en 1996, ce fardeau correspondait encore à 21,4 % du PIB et à 43 % du budget de l'État.

Dans une tentative ratée de garder la valorisation à flots, les banques nationalisées ont elles-mêmes été submergées par les créances douteuses après avoir élargi toutes sortes de crédits aux entreprises non profitables. Encore en 2003, les mauvaises créances représentaient 41 % du total des prêts accordés par les banques nationalisées. Les dites banques de développement, chargées notamment de financer les infrastructures, croulaient sous les créances douteuses en 1998, créances qui constituaient 67,5 % de l'ensemble de leurs crédits distribués. Les banques privées ne se portaient pas beaucoup mieux.

En 1993, quelque 34 % de leurs créances étaient de mauvaise qualité. Ces prêts difficiles à recouvrer correspondaient à 24 % du PIB du pays. Le gouvernement et ses bailleurs de fonds, le FMI et la Banque mondiale, décidèrent alors de prendre le taureau de la crise financière et fiscale par les cornes avec le 9^e plan quinquennal 1997-2001.

Les restructurations industrielles avaient commencé 10 ans auparavant sous la surveillance de la Banque mondiale. Désormais, c'était au tour des banques et de l'État d'engager une cure d'amaigrissement. Dès 1998, les privatisations d'établissements financiers se succédèrent à un rythme soutenu. Environ 80 % des mauvaises créances des établissements publics et de l'État furent résorbées. Pour accélérer le mouvement, l'exécutif créa des structures privées de recouvrement des dettes. Le 9^e plan ne suffira pas à remettre les banques debout. Les crises de 1997-1998 et de 2000-2001 multiplièrent à nouveau les créances douteuses.

En 2003, elles représentaient 24 % du total des prêts des banques commerciales. Le gouvernement dut procéder à un nouveau serrage de vis fiscale en 2003. Mais les résultats tardèrent à se manifester. En 2005, alors que les créances douteuses des banques revenaient à 21 %, la dette extérieure tunisienne s'éleva à l'équivalent de 68 % du PIB à cause surtout de la flambée des prix des hydrocarbures. L'exécutif ne desserra pas l'étau, félicité par ses puissants partenaires internationaux. En 2007, les créances douteuses des banques descendirent à 17 % du total des crédits. La hausse de la production d'hydrocarbures compensa la nouvelle envolée des prix à l'importation des produits énergétiques. En 2009, la croissance du PIB ralentit mais les caisses de l'État et des banques étaient en bonne santé. Le secteur financier fut enfin jugé solide par le FMI avec seulement 13 % de créances douteuses inscrites à leurs bilans pour des provisions correspondantes à 58 % de leur valeur nominale. La dette publique représentait alors moins de 43 % du PIB tunisien.

Aussitôt, les institutions financières internationales fixèrent les nouveaux objectifs au régime de Ben Ali : faire chuter la dette publique en dessous des 40 % du PIB et ramener le déficit public à moins de 2 % du PIB. Le tout couronné par l'aboutissement de la convertibilité totale du dinar tunisien programmée pour 2014. Mais c'était sans compter avec la lutte de classes...

Quant à la corruption du régime Ben Ali, il n'y a pas grand-chose à ajouter à ce qui est largement connu. Il faut juste relever à ce propos que les exportations illégales de capitaux (environ 1,3 milliard d'euros par an selon les ONG), la confiscation des terres, le trucage des marchés publics, le clientélisme généralisé en faveur des clans et des familles au pouvoir ou proches de l'autocrate n'ont pas empêché la Tunisie de connaître un fort développement capitaliste cité en exemple dans la région. Dans les intentions des anciens soutiens de Ben Ali et du régime, c'est l'arbre pourri qui est censé cacher la forêt de la valorisation du capital et de l'exploitation dans ce pays.

«En 2011 et probablement 2012, il va y avoir un pic de nos besoins financiers, et ce, que ce soit pour le budget ou pour la balance des paiements. Ce montant va dépendre du taux de croissance et du tourisme. Mais nous savons que nos besoins de financement sont de 3 à 4 milliards

de dollars», a déclaré Mustapha Kamel Nabli⁶, gouverneur de la Banque centrale de Tunisie, dans une interview au *Wall Street Journal*, le 15 avril 2011, lors de sa participation à un panel du FMI. Selon le *WSJ*, le gouvernement tunisien cherche à attirer des investissements étrangers tout en lançant un programme de développement d'infrastructures et d'aides, en particulier, pour que les jeunes diplômés trouvent un emploi.

Situation du prolétariat

Si en Tunisie le capitalisme est florissant, cela fait longtemps que la classe ouvrière a perdu tout espoir de voir sa condition s'améliorer. Ce sentiment est bien traduit par un sondage réalisé en 2005 par l'Institut national de la statistique (INS) tunisien auprès des jeunes célibataires de quinze à vingt-neuf ans : près de 2 millions d'entre eux, soit 76 % du total, ont affirmé désirer émigrer si l'occasion s'en présentait. Ils n'étaient que 1,1 million (45 %) en 2000 et 457 000 (22 %) en 1996. La régression du pouvoir d'achat se lit aussi dans l'endettement de la population active. Une étude menée en 2007 par l'INS a montré qu'en 2007 18 % de la population active était endettée. Le montant total des crédits avait doublé en quatre ans. La part des crédits à la consommation a grandi sans cesse⁷. Sans prétendre couvrir toutes les branches professionnelles, voici une grille non exhaustive des salaires mensuels d'un bon nombre de professions. Ces salaires sont donnés à titre indicatif en moyenne et en net hors primes et avantages.

⁶ Source : <http://blogs.wsj.com/economics/2011/04/15/qa-tunisia-central-banker-mustapha-nabli-on-rebuilding-the-economy/>

⁷ Source : *La régente de Carthage*

Catégorie	Salaire mensuel moyen en dinars	Salaire mensuel moyen en Euros
Médecin généraliste	1 000	492
Infirmier	500	246
Ouvrier	250	123
Instituteur	600	294
Juge	1 300 - 2 000	638 - 994
Journaliste	400 - 600 -1 000	196- 294 - 492
PDG de banque	2 300 - 9 000	1 129 - 4 417
Dirigeant de PME (privée)	1 500 - 5 000	736 - 2 455
Dirigeant d'une entreprise publique	2 000 - 3 000	994 - 1 472
Ingénieur NTIC (Nouvelles technologies de l'information et de la Communication)	800 - 2000	392 - 994
Secrétaire	250 - 400	123 - 196
Chauffeur de bus (public)	450	220
Chauffeur de bus (privé)	250	123
Policier	350 - 400	171 - 196
Agent dans une banque	600 - 700	294 - 343
Cadre dans une banque	900 - 1 300	441- 638

(Année : 2009. Sources : http://www.businessnews.com.tn/details_article.php?t=519&a=19911&temp=1&lang=&w=)

Étant donné le salaire mensuel minimum de l'ordre de 250 dinars (123€), ce sont les femmes qui sont surreprésentées dans l'emploi manufacturier. Ces rémunérations constituent un véritable repoussoir pour une grande partie des jeunes diplômés. Les perspectives d'emploi ne sont pas à la hauteur de leurs attentes. Les moins de 30 ans représentent près de la moitié de la population tunisienne. Le chômage est essentiellement un chômage de jeunes : 2 chômeurs sur 3 ont moins de 30 ans. En 2009, le chômage des 15-24 ans reste élevé (31,3 %) par rapport à celui des 50-64 ans (2,8 %), certifiant début janvier 2010 Fathi Elachhab, professeur à l'université de Sfax. Environ 21 % des diplômés n'ont pas d'emploi. Seulement 5 % des personnes non scolarisées sont au chômage.

«Les diplômés du supérieur représentent presque un quart des chômeurs (19 à 20 %) et ce sont les femmes instruites qui sont le plus touchées (parmi les chômeurs des diplômés du supérieur, on a 28 % de femmes contre 13 % d'hommes; 60 % des étudiants sont de sexe fémi-

nin)», déclarait en janvier 2010 Mongi Ben Chaaban, professeur à l'université de Tunis.

Voici une longue explication du professeur Fathi Elachhab : *«Depuis les années 1980, la productivité, en Tunisie, connaît une évolution marquée, suite à laquelle la croissance du PIB lors des années 1990 a fortement augmenté. Cependant, la création de l'emploi n'a pas connu une évolution similaire, et cela s'explique par la baisse du contenu de la croissance en emplois, comme en témoigne la croissance accélérée du ratio de la production sur le nombre d'emplois. Durant les années 1980 et le début des années 1990, ce sont les secteurs des services qui ont le plus contribué à l'enrichissement de la croissance en emplois. Par ailleurs, la part des services dans l'emploi du secteur non agricole est passée, lors des années 2000, à 47 %, poursuivant ainsi sa tendance haussière, entamée lors des années 1980. Le calcul de l'élasticité de l'emploi par rapport à la croissance montre que la période 2005-2008 est assez exceptionnelle : elle enregistre son plus faible niveau depuis 1987. On comprend donc bien, à présent, que la croissance en Tunisie est moins riche en emplois qu'elle ne le fut pendant les années 1980, et qu'il faut, par conséquent, 'créer' plus de croissance afin de pouvoir retrouver le même rythme de création d'emplois. Ce changement est davantage expliqué par des facteurs structurels que des facteurs conjoncturels. Durant les années 1990, le taux de chômage a connu une hausse assez considérable passant de 15,2 % en 1990 à 17 % en 1998. Depuis cette date, le taux de chômage a continuellement baissé, atteignant une valeur de 14,3 % en 2008, soit une diminution d'à peu près trois points. Cela s'explique notamment par une transition démographique. En effet, jusqu'en 2004, le chômage a diminué en moyenne de 0,4 % chaque année, essentiellement, en raison de la progression de la population active (2,3 %) inférieure à celle de l'emploi. Cela s'explique par une croissance de la population en âge de travailler de 2,4 % en moyenne par an, compensée, en partie, par un recul du taux d'activité de 0,1 %... L'observation de l'évolution du taux de sortie du chômage, mesuré comme le rapport entre le nombre de personnes qui sortent (les placements) par rapport au nombre de demandeurs d'emplois inscrits, montre que la possibilité de trouver du travail ne dépend pas de la situation économique enregistrée. Ainsi pour bon nombre de phases de reprises conjoncturelles, le taux de sortie ne réagit pas à l'amélioration de la situation économique.»*

Autrement dit, le développement capitaliste accéléré de la Tunisie, l'augmentation rapide de la productivité du travail social, ainsi que la modification de sa structure productive en faveur de secteurs d'activité nécessitant relativement moins de main-d'œuvre que la manufacture traditionnelle ont joué un rôle central dans la stagnation du taux de chômage à des niveaux relativement élevés. La restructuration de l'État a elle aussi contribué à réduire relativement l'offre d'emplois. Paradoxalement, l'existence depuis longtemps d'un filet de protection sociale autrement

plus solide que dans d'autres pays de la région a rendu les prolétaires moins flexibles et résignés à accepter des conditions de travail exécrables.

Sur le système de santé, voici les propos, certes triomphalistes en avril 2009, de la Mission économique de l'ambassade française à Tunis mais qui contiennent des éléments chiffrés incontestables : *«Le système de sécurité sociale a atteint un taux de couverture de 92 % en 2008. Les indicateurs de santé témoignent de la réussite de la politique de santé tunisienne : l'espérance de vie est ainsi passée de 70,3 ans en 1990 à 73,6 ans en 2008; la mortalité infantile a baissé de 51,6 ‰ en 1987 à 19,5 ‰ en 2008 et le taux de vaccination obligatoire chez les enfants en bas âge a atteint 95 % en 2008. Par ailleurs, les divers programmes de santé mis en place ont permis d'endiguer plusieurs maladies infectieuses comme la tuberculose et d'assurer un traitement aux malades du sida. Cependant, le défi qui reste à relever est celui de la maîtrise des maladies liées aux comportements individuels notamment alimentaires telles que le diabète, l'obésité, le cancer et les maladies cardiovasculaires.»*

La production locale de médicaments, assurée par une trentaine de laboratoires, assure entre 42 et 45 % de l'approvisionnement du marché.

Évolution du taux de chômage

	Hommes	Femmes	Total
1966	15,2	13,4	15
1975	16,2	14,2	15,6
1984	16,9	14,8	16,4
1994	15,2	17,6	15,8
1999	15,4	17,2	16
2000	15,2	16,9	15,8
2001	14,8	16,2	15,4
2002	15,2	16,4	15,6
2003	14	16,2	14,5
2004	13,4	17,4	14,3
2005	13,4	17,6	14,3
2006	13,4	17,6	14,4
2007	12,8	18	14,2
2008	12,6	19	14,4

Chômeurs diplômés du supérieur

2003 : 59 000

2006 : 74 000

2007 : 86 000

2008 : 115 000

Chômage par tranche d'âge 1966-2008 en %

Tranche	1966	2008
18-19	37	32
20-24	15	30
25-29	13	24
30-34	12	14
35-39	10	7
40-44	10	4
45-49	10	3
50-54	13	3
55-59	13	3
60-64	15	2

Structure de la population active par niveau d'instruction

	Aucun	Primaire	Secondaire	Supérieur
1999	19	41	31	9
2000	15	40	35	10
2001	15	40	35	10
2002	15	39	35	11
2003	14	39	36	11
2004	14	37	37	12
2005	13	36	38	13
2006	13	34	40	13
2007	12	34	40	14
2008	10	35	40	15

Les industries manufacturières en Tunisie

Selon des statistiques officielles de novembre 2009, il y avait dans le pays 5 756 entreprises employant 10 salariés ou plus. Le secteur textiles et habillement est le premier avec 36 % des entreprises devant l'agroalimentaire, 18 % et la mécanique et métallurgie, 10 %. Pas moins de 48 % de ces entreprises sont totalement exportatrices; globalement 484 895 salariés travaillent dans ces entreprises dont 41 % dans le secteur textiles et habillement, 14 % dans l'agroalimentaire, 13 % dans l'industrie électrique, l'électronique et l'électroménager et 7 % dans la mécanique et la métallurgie.

La France est le premier investisseur étranger dans les entreprises en partenariat (43 %) devant l'Italie (29 %), l'Allemagne (9 %) et la Belgique (7 %). Ces entreprises en partenariat sont massivement représentées dans le secteur textiles et habillement (60 %), l'industrie électrique, l'électronique et l'électroménager (11 %), la mécanique et la métallurgie (9 %) et les matériaux de construction, céramique et verre (8 %).

Entre 2004 et 2008, la valeur de la production des industries manufacturières a bondi de 26,29 milliards de dinars à 43,765 milliards, affichant une progression annuelle moyenne de 14 %. La valeur du secteur textiles et habillement est restée stable, atteignant 5,364 milliards en 2008 avec une moyenne annuelle de 1 %. Le premier secteur en valeur, l'industrie agroalimentaire, a progressé de 10 % à 9,927 milliards. Les hausses les

plus importantes sont celles de l'industrie chimique (+33 % à 8,858 milliards), de l'industrie électrique, de l'électronique et de l'électroménager (+21 % à 4,356 milliards), des cuirs et chaussures (+17 % à 5,681 milliards) et de la mécanique et la métallurgie (+14 % à 3,706 milliards).

Les investissements dans les industries manufacturières, 1,837 milliards de dinars en 2004 sont restés égaux lors des trois années suivantes avant de bondir à 3,258 milliards en 2008, augmentant en un an de plus de 50 %.

La construction aéronautique, jusqu'à présent majoritairement du câblage, va se développer dans la construction de sous-ensembles avec l'implantation, en décembre 2010, d'Aerolia, qui disposera en 2014 d'un parc industriel employant, avec les sous-traitants, 750 salariés à Tunis. Ce secteur emploie actuellement environ 5 000 travailleurs, avant tout dans des sociétés françaises, cinq fois plus qu'il y a dix ans.

En 2008, les industries manufacturières représentaient 79 % des exportations de biens du pays, un taux stable depuis 2005, quand il était de 82 %. Toutefois le commerce extérieur en produits manufacturés est nettement déficitaire avec un taux de couverture de 82 % en 2008. Il n'est que de 71 % pour l'industrie agro-alimentaire et seulement de 26 % pour la mécanique et la métallurgie. Les principaux secteurs en surplus sont le secteur textiles et habillement, l'industrie chimique, le cuir et les chaussures, et dans une moindre mesure, l'industrie électrique, l'électronique et l'électroménager.

Les conséquences économiques des événements de 2011

Les chiffres du chômage (500 000 à 600 000 chômeurs en plus en 2010), sur la croissance (autour de 1 %, selon les dernières estimations du FMI) et sur les axes de la politique gouvernementale durant les prochains mois entre développement régional, aides sociales et dynamisation de l'économie.

Selon le quotidien français *Les Échos*, la Tunisie a enregistré une baisse de 28,8 % des investissements directs étrangers au premier trimestre 2011 indique à l'AFP l'Agence tunisienne de promotion de l'investissement extérieur. Les investissements étrangers ont atteint au cours du 1^{er} trimestre 338,6 milliards de dinars (170 milliards d'euros) contre 475,6 milliards de dinars (239 milliards d'euros) durant la même période de 2010, a précisé la même source.

Les investissements directs étrangers dans les secteurs de l'industrie manufacturière et de l'énergie ont connu respectivement une baisse de 23 % et de 30,8 % sur un an au premier trimestre. D'habitude, l'investissement étranger génère annuellement environ 25 % de nouvelles créations d'emploi, et constitue une contribution majeure à l'effort de développement du pays. Le ministre des Finances, Jalloul Ayed, avait dressé un sombre tableau économique du pays, faisant état d'une croissance entre 0 et 1 % et de créations d'emplois plus de trois fois inférieures à celles qui étaient prévues initialement. Les milliers de jeunes qui fuient le pays pour

l'Italie et la France ne semblent pas croire à une reprise économique prochaine ni à une quelconque assistance du gouvernement tunisien. Ils ne rêvent que de partir vers l'Europe.

De plus, avec la fermeture de la frontière tuniso-libyenne, des milliers de Tunisiens qui vivaient du change et du commerce informels (selon des statistiques officielles, le village frontalier de Ben Guerdane compte à lui seul quelque 80 000 personnes affectées, de plein fouet, par l'arrêt des échanges économiques avec la Libye), se sont trouvés, du jour au lendemain, sans sources de revenu. Et, de plus, le flux des milliers de réfugiés libyens et étrangers, fuyant la guerre en Lybie, a aggravé la précarité de vie dans le sud du pays.

Synthèse

Bon élève du FMI, le capitalisme tunisien a réussi globalement une modernisation lui permettant de devenir une plate-forme industrielle pour les grandes sociétés étrangères, européennes avant tout, désireuses d'exploiter des travailleurs qualifiés mais à coûts réduits. Ces investissements d'abord ciblés sur les industries textiles et d'habillement et le cuir, se sont diversifiés vers des secteurs à plus haute composition organique⁸. Dans l'aéronautique, la production a démarré par exemple dans le câblage, avant de s'attaquer à la construction de sous-ensembles plus complexes, requérant une main-d'œuvre plus qualifiée. Mais ce développement est resté localisé sur la côte, en particulier dans la région de Tunis.

Les crises financières et fiscales avaient été progressivement résorbées mais au prix d'un accroissement des inégalités sociales, le développement économique n'avait pas résolu deux problèmes majeurs, le chômage des jeunes, les diplômés et les autres, et le sous-développement économique de l'intérieur du pays. Une réforme agraire inaboutie laissait le pays à la merci des tensions sur les marchés de matières premières agricoles.

Le début de la révolte, à Kasserine, mêlait les trois ingrédients.

⁸ La «composition organique» du capital est, selon Marx, le rapport entre capital constant (moyens de production et matières premières) et le capital variable (salaires) (*NPNF*).

APERÇU HISTORIQUE

Rapide survol (1956-2008)

On peut diviser l'histoire de la Tunisie, depuis l'indépendance, en plusieurs périodes :

* 1956-1963 : consolidation du pouvoir tant vis-à-vis de la France (affaire de Bizerte⁹) des opposants internes, assassinat de Salah Ben Youssef (né en 1907, opposant à Bourguiba dès 1955, condamné à mort en août 1961), interdiction du PC en 1963.

* 1963-1969 : tentative d'étatisation de l'économie sous la férule de Ahmed Ben Salah (secrétaire général de l'UGTT en 1956 puis ministre, destitué en 1969 et condamné en 1970 aux travaux forcés, il s'est évadé puis exilé). Ce processus se traduit par la mise en place de coopératives agricoles propriétés de l'État, mais il échoue face au refus de la collectivisation des terres (émeutes à Ouerdanine, dans le Sahel, de janvier 1969, où la police tire sur les manifestants, tue un ouvrier agricole, ce qui déclenche les émeutes, dont la répression fit une dizaine de morts) et aux mécontentement des coopérateurs.

* 1969-1975 : tournant économique libéral sous la houlette de Hédi Nouria (1911-1993). La Tunisie se prépare à accueillir les premiers investissements étrangers (code des investissements d'avril 1972). Léger desserrement de l'omnipotence du Parti socialiste destourien, mais Bourguiba reprend les affaires en main ; la fraction libérale de Ahmed Mestiri (1925) est purgée du Parti socialiste destourien en janvier 1972, et Bourguiba est proclamé président à vie.

* 1976-1981 : Tournant répressif : répression contre les grèves de Ksar Hellal en 1977, émeutes du 26 janvier 1978, reprise en main contre l'UGTT en 1978, etc.

Le 10 octobre 1977, les ouvriers de la Sogitex (entreprise textile d'État) de Ksar Hellal déclenchent une grève contre le «sabotage» de la direction. Ils occupent les locaux mais sont évacués par la police. Le lendemain, la grève continue, les ouvriers manifestent et sont rejoints par des lycéens. Lorsque la rumeur se propage qu'un manifestant a été tué, toute la ville descend dans la rue. La police intervient et procède à des arrestations. Mais le lendemain, à 11 h, c'est de toute la région qu'on vient épauler les ouvriers. La police se terre et est débordée. L'État a disparu. C'est

⁹ Nom d'une base navale militaire, stratégique à la fois pour la France et l'OTAN. Un conflit armé éclate, les 20, 21 et 22 juillet 1961, entre la France et la Tunisie. Bilan: entre 1 000 et 4 000 morts du côté tunisien, massacrés par l'aviation du général de Gaulle, essentiellement des civils, 10 morts du côté français. La base sera finalement évacuée le 15 octobre 1963, marquant la fin de la domination coloniale directe sur le sol tunisien (NPNF).

l'armée (blindés et aviation), 500 hommes, qui intervient le matin du 14 octobre pour occuper la ville. Face au déploiement de forces, la population se retire. Tout rentre dans l'ordre.

Ces événements, dans la ville où fut fondée le Néo-Destour en 1934, marquent le début de l'offensive «politique» de l'UGTT.

Le 26 janvier 1978, l'UGTT appelle à une grève générale et à des manifestations dans tout le pays. L'UGTT utilise le mécontentement pour faire pencher la balance en sa faveur dans les luttes de pouvoir PSD/UGTT. La grève est un succès à Tunis et Gabès. Dès 9h du matin, les manifestants convergent vers le centre de Tunis, ouvriers en grève, chômeurs, étudiants, etc. Dès 10 heures, la police intervient et les manifestations se transforment en émeutes. A 13 heures, la police est débordée, il y a déjà 51 morts. À 14 h, le gouvernement décrète le couvre-feu jusqu'au lendemain et fait appel à l'armée. Habib Achour et l'exécutif de l'UGTT sont arrêtés.

* 1981-1987 : Après une timide tentative d'ouverture politique (élections ouvertes à l'opposition, légalisation du PCT), la répression redevient la norme face à la crise et aux revendications (répression des émeutes de janvier 1984, répression contre l'UGTT – arrestation de Habib Achour). Montée de l'islamisme.

Le 29 décembre 1983, le Premier ministre Mohamed Mzali (1925-2010) annonce des mesures d'augmentation des prix des denrées de première nécessité. En fait, il s'agit d'en finir avec les prix «subventionnés» par l'État pour maintenir un semblant de répartition, mais dont bénéficient aussi les riches. Pour une première hausse de leur prix depuis 1968, le pain et la farine sont donc augmentés de 100 %. Parties, déjà du sud de Gabès, Kasserine, etc., des émeutes éclatent à partir du 3 janvier 1984, dans plusieurs villes dont Tunis. L'UGTT est absente des manifestations. Ce sont les chômeurs et les précaires, les paysans pauvres qui sont à la pointe des affrontements. Le gouvernement décrète l'état d'urgence, la police est débordée, l'armée intervient avec des blindés. Le 6 janvier, Bourguiba annonce le retrait des mesures. Il y a eu officiellement 84 morts et 900 blessés et 10 émeutiers seront condamnés à mort.

* 1987-1999 : Ben Ali, ministre de l'intérieur, du dernier gouvernement Bourguiba, dépose celui-ci et promet monts et merveilles. Outre la relance économique grâce à un nouveau cycle d'investissements étrangers (accord de libre échange avec l'Union européenne en 1994), cette période se traduit par la répression féroce contre le parti islamiste *Ennahdha* et l'arrestation de plus de 10 000 de ses militants).

* 2000-2008 : répression et corruption sont les deux mamelles du régime.

La Tunisie a donc reproduit la trajectoire de nombreux pays après la dé-

colonisation. Après une tentative d'alignement politique sur l'URSS, ou sur le bloc nationaliste arabe, qui se traduit par une période de «socialisation» qui n'est rien d'autre que la tentative, de la part de l'État, de palier la faiblesse de l'accumulation du capital, l'échec de cette dernière entraîne en retour un alignement sur l'ancienne puissance coloniale et les Etats-Unis et l'ouverture à l'investissement étranger. Face aux premières révoltes, le régime emploie la répression qu'il appliquera aussi aux islamistes, et, une fois stabilisé, il s'enfoncera dans la corruption et le népotisme. Néanmoins, la Tunisie présente deux aspects originaux :

- L'effort effectué depuis l'indépendance, et jamais démenti, d'investir dans l'Éducation qui fait de ce pays un des plus gros producteurs de diplômés de qualité et où l'analphabétisme est marginal,

- La réaffirmation de la laïcité et la place faite aux femmes dans la société civile et le marché du travail.

Événements de Gafsa - 2008

En 2008, une contestation a secoué le bassin de Gafsa pendant plus de 6 mois et en particulier la ville de Redeyef. Le déroulement des événements a été rapporté par des observateurs présents sur place. Cette région dont l'unique ressource est la production des phosphates et de ses dérivés a été touchée par la mécanisation et la rationalisation du travail qui a réduit de 75 % les effectifs de la Compagnie des phosphates de Gafsa (de 15 000 à 5 000 postes en quelques années). Le taux de chômage y est de l'ordre de 30 % (plus de 40 % chez les jeunes). C'est la falsification, en janvier 2008, des résultats d'un concours de recrutement pour la Compagnie des phosphates de Gafsa et les suppressions massives d'emplois qui ont mis le feu aux poudres.

Cette fois l'injustice n'est plus acceptée. Chômeurs, étudiants, employés licenciés décident d'occuper le siège local de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) dont les dirigeants sont étroitement liés aux magouilles qui permettent de privilégier les amis ou la famille. La répression et les arrestations ne font que souder aux contestataires le reste de la population démunie. On retrouve dans ces luttes de nombreux syndicalistes de l'enseignement secondaire dont certains deviennent des figures emblématique du mouvement. Ils prônent plus de justice, l'arrêt du népotisme, mais ils mettent aussi en avant le patriotisme et le développement de la région, le côté pacifique de la contestation.

La population de Redeyef a une attitude plus libre et audacieuse. En effet, au début de mai 2008, la police durcit la répression qui fait des victimes et elle encercle la ville. Les habitants se concertent et décident de quitter la ville. C'est l'intervention des syndicats qui négocient avec l'État un allègement policier qui permet de désamorcer ce mouvement et de faire revenir les familles déjà parties. Bien entendu, la répression continue. Si de nombreux militants fuient dans les montagnes, les leaders syndicaux finissent, pour la plupart, dans les geôles de Ben Ali où ils mènent

un combat juridique. L'État, peu à peu, accorde un procès qui sert de tribune aux détenus, allège les peines et finit par libérer les détenus fin 2009. Cet épisode a probablement été le ferment qui a permis à une partie de l'État tunisien d'ébaucher, en relation avec les nombreuses associations ou partis d'opposition, une solution alternative pour l'après Ben Ali; les sans-réserves de Redeyef ont, quant à eux, fait preuve d'une détermination qui ne s'est pas démentie dans les événements récents. On notera qu'en dépit de sa durée, le conflit est resté cantonné au bassin minier, à l'exception de quelques émeutes qui se sont déroulées au début du mois de juin 2008 dans le gouvernorat de Kasserine (qui a payé un lourd tribut lors du soulèvement récent). Là encore, une lutte s'est déroulée à l'intérieur de l'UGTT, entre les partisans du RCD et des «basistes» qui appuieront le mouvement...

LE RCD ET L'UGTT, LES DEUX JAMBES DE L'ÉTAT TUNISIEN

Le parti unique

Le RCD n'est autre que l'ancien parti officiel issu de l'ère Bourguiba : le Parti socialiste destourien (PSD) qui a été renommé en 1997 (adhérent à l'Internationale socialiste). Le RCD a été exclu de l'Internationale socialiste le 18 janvier 2011. Ce parti qui revendiquait plus de deux millions de membres pour une population de 10 millions d'habitants n'était pas seulement un parti «où il fallait adhérer pour pouvoir travailler»; il était aussi une véritable force politique qui regroupait les personnes influentes de Tunisie, chefs d'entreprise, hommes politiques, etc. Les réseaux de cet ancien parti vont continuer à fonctionner encore quelque temps soit dans l'ombre soit au sein de nouvelles formations politiques. Bien qu'il soit dissous depuis le 9 mars 2011 par décision de justice.

Le socialisme à la tunisienne et le syndicat-parti UGTT (1961-1969)

L'autre force politique est représentée par l'UGTT: cette fédération syndicale, qui revendique plus de 500 000 membres, est un véritable parti; depuis sa fondation en 1946, elle a été une organisation concurrente du parti officiel. Il est vain de considérer l'UGTT comme une organisation de défense des travailleurs dont les accointances de la direction avec le pouvoir viendraient de la trahison de la bureaucratie syndicale. L'UGTT représente un courant politique des classes dirigeantes favorable à une politique économique sous contrôle de l'État.

Sa velléité de participer à la gestion du capitalisme en Tunisie s'est vérifiée tout au long de son existence. L'expérience la plus importante débute sans doute en 1961, date à laquelle Ahmed Ben Salah est nommé ministre pour appliquer la politique qu'il avait lui-même définie au congrès de 1956, lorsqu'il était secrétaire général de l'UGTT. Cette politique a été marquée par la nationalisation de la quasi-totalité de l'économie. Bien entendu, l'alternance politique ne s'est pas faite démocratiquement et Bourguiba a mis fin à cette orientation, dès 1969, de manière autoritaire. Cette fédération a toujours toléré en son sein des syndicats prenant des positions plus ou moins radicales, et ne s'est jamais trouvé en péril pour autant. La syndicalisation, au moins pour les entreprises d'État, est très importante en Tunisie; par exemple en 2009, le taux de syndicalisation à la poste et aux télécoms était de l'ordre de 50 %, il était de l'ordre de 70 % dans l'enseignement secondaire.

Dans le contexte post-indépendance, l'importance croissante de l'UGTT dans les choix économiques en raison de l'action de son secrétaire général, Ahmed Ben Salah, mène le pays vers l'adoption de mesures collecti-

vistes dans l'économie. En 1961, les responsables politiques optent pour cette stratégie et commencent à élargir le contrôle étatique à tous les domaines de l'économie. Cette réorientation est marquée par deux décisions importantes : la première est la création d'un grand ministère du Plan auquel sont ajoutés les ministères de l'Économie, des Finances, de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie. Ben Salah en prend la direction et contrôle ainsi la totalité de la politique économique.

La deuxième est l'adoption d'un plan de développement courant sur dix ans (1962-1971) lequel est fondé sur les résolutions du congrès de l'UGTT de 1956. Les objectifs principaux de ce plan sont la décolonisation économique, l'amélioration du niveau de vie de la population, la réduction de la dépendance par rapport aux capitaux extérieurs (et donc une meilleure autosuffisance) et la création d'un marché national. Cette phase est le témoin d'une accélération du processus de collectivisation, en particulier dans le secteur agricole.

En mai 1964, l'Assemblée nationale décrète l'expropriation des terres en possession étrangère – appartenant principalement à des familles françaises et italiennes – afin de créer 300 fermes coopératives d'État. La France gèle toute aide financière à la Tunisie, plongeant le pays dans une crise économique sérieuse. En 1966, Bourguiba effectue une tournée en Europe et aboutit au lancement de négociations qui conduisent à la signature d'un premier accord commercial le 28 juillet 1969 à Tunis. Paradoxe toutefois, puisque le taux de collectivisation atteint alors 90 % dans le secteur agricole. En août, le secteur public englobe le commerce de gros et le commerce de détail; une partie importante de l'industrie et du secteur bancaire ainsi que les transports, l'électricité et les mines étaient déjà sous contrôle étatique. Seul le secteur du tourisme échappe à cette gestion.

L'UGTT s'est toujours confrontée à un dilemme depuis la fin des années 1960 :

– Soit elle se charge de remplir les fonctions qui lui ont été assignées par le pouvoir et, par conséquent, elle filtre les demandes de ses adhérents et fait en sorte de désamorcer les revendications de la base. Dans ce cas, elle est débordée par l'action des unions régionales ou locales et par la population non syndiquée.

– Soit elle s'identifie aux protestations sociales, quitte à les encadrer. Et, elle risque de s'attirer les foudres des autorités et de remettre en cause les intérêts des syndicalistes affidés du régime.

Dans les années 1970, la croissance s'accompagne d'une mutation de la composition sociale, caractérisée par la diversification et le développement d'une main-d'œuvre ouvrière et tertiaire qualifiée et jeune, et d'une couche d'entrepreneurs dynamiques associés au capital étranger... Croissance qui ne bénéficie pas à toute la population. Les disparités régionales entre l'Ouest et le Sahel côtier d'une part, entre Nord et Sud d'autre part, de même qu'entre villes et campagnes, s'approfondissent en même temps que les disparités sociales.

En janvier 1977, un pacte social est souscrit par les partenaires sociaux – UGTT et patronat (Utica) –, mais aussi par le Parti socialiste destourien (futur RCD) et le gouvernement. Mais l'évolution de la conjoncture modifie les termes du contrat : à partir de 1977, l'augmentation brutale des prix à la consommation déclenche des mouvements «sauvages».

À la fin de l'année, l'extension des tensions sociales se répercute dans la structure de l'UGTT. Habib Achour, le secrétaire général du syndicat, démissionne du comité central du Parti socialiste destourien. Le 22 janvier 1978, la commission administrative de l'UGTT décide une grève générale de 24 heures pour le 26 janvier. Résultat : 400 blessés, 51 morts de source officielle, la direction nationale arrêtée et condamnée, y compris Habib Achour, des centaines de militants et de cadres syndicaux arrêtés un peu partout dans le pays. Un pseudo-Congrès est organisé pour confisquer les structures et installer une nouvelle direction, directement liée au Parti socialiste destourien. Mais une guerre de position s'organise pour défendre l'autonomie du syndicat et, pour la première fois depuis l'indépendance, une rupture se manifeste avec le parti dominant.

Après ce premier avertissement social, survient, en janvier 1980, l'affaire de Gafsa (déjà). Un commando armé de Tunisiens, entraînés en Libye mais passant par l'Algérie, s'empare de la ville comme point de départ pour une insurrection qui voulait être plus générale. Le choix de Gafsa ne relève pas du hasard. C'est en effet l'une des villes où la crise urbaine sévit avec le plus d'ampleur, cristallisant l'ensemble des déséquilibres spatiaux et sociaux de la Tunisie. Pour Bourguiba, l'alerte est sérieuse et, en mars 1980, il autorise la mise en place d'un processus contrôlé de plus grande ouverture sociale et politique. Le pouvoir laisse l'UGTT proclamer son indépendance.

La période de pause, 1981-1983, marquée par des accords de hausses de salaires, allait se heurter à l'aggravation de la conjoncture et à l'application du VI^e plan (1982-1986), dans le cadre d'un désengagement de l'État et d'une politique de vérité des prix. En octobre 1983, l'État décide de supprimer la compensation en faveur des céréales et de leurs dérivés, à compter du début de l'année 1984. Le résultat en est le doublement de leur prix à la consommation. Dans la dernière semaine de décembre, le gouvernement annonce officiellement la décision. Les émeutes partent du Sud, c'est la «révolte du couscous» ; elle gagne tout le pays pour culminer dans la capitale. Les symboles du luxe et de l'État sont les cibles des manifestants. Le régime est contraint d'utiliser l'armée. Des dizaines de morts, des centaines de blessés. Finalement, Bourguiba, en décidant d'annuler la hausse, rétablit le calme. Cependant, bien qu'aidé par la bonne récolte céréalière de 1985, le gouvernement n'arrive pas à enrayer le déficit de la balance des paiements. Il estime alors nécessaire d'appliquer avec sévérité le gel des salaires, qui rencontre l'hostilité de l'UGTT. Des mouvements de grève reprennent en août 1985. Le gouvernement, aidé en cela par le consensus anti-libyen formé autour du renvoi

de 30 000 travailleurs tunisiens installés en Libye, décide de remettre au pas le syndicat. Après avoir évincé par la force les directions régionales, après avoir condamné de nouveau Habib Achour à des années de prison et après avoir coupé la direction légitime de tous ses moyens, le Parti socialiste destourien peut alors organiser, en janvier 1987, un congrès extraordinaire d'une UGTT normalisée. L'autonomie conquise et reconnue en 1981 est terminée. Le régime vient de se couper du principal canal de communication avec la société civile et de sa principale soupape de sûreté...

LES AUTRES FORCES EN PRÉSENCE

L'armée

L'armée tunisienne n'a pas l'importance militaire, économique et politique des armées égyptienne et algérienne, ni une expérience de guerre civile comme l'armée algérienne; néanmoins, malgré sa taille et son poids modeste, elle est apparue pendant les événements comme une force de stabilité: elle a semblé indépendante du pouvoir de Ben Ali, voire être une force de changement.

Formée au moment de l'indépendance, le 20 mars 1956, à partir d'un effectif de 9 500 soldats et officiers venus de l'armée française, elle atteignait déjà, en 1972, 20 000 hommes auxquels s'ajoutaient 10 000 hommes des forces paramilitaires. Pendant cette période, son seul exploit fut son incapacité à reprendre la base navale de Bizerte toujours occupée par l'armée française, en 1961.

Aujourd'hui ses effectifs se composent de :

	Armée de terre	Armée de l'air	Marine	Paramilitaires
Effectifs	27 000	4 000	4 500	9 000
Équipement	143 chars de combat 355 blindés légers	27 avions de chasse 16 avions de transport 57 avions d'entraînement 30 hélicoptères	50 bâtiments dont 23 patrouilleurs LM	

Il y a, toutes armes confondues, dix rangs d'officiers supérieurs, cinq de sous-officiers et quatre pour les hommes de troupe. Le service militaire est obligatoire pour les hommes depuis 1957 et 2003 pour les femmes, mais seulement 30 % d'une classe d'âge l'effectuent.

L'armée tunisienne ne s'est illustrée dans aucune guerre contre ses puissants voisins, l'Algérie et la Libye, mais a participé à de nombreuses opérations internationales pour l'ONU (en Afrique, Asie et au Kosovo). Toutefois, en janvier 1980, elle a repris la ville de Gafsa occupée par des opposants soutenus par la Libye. Sur le plan intérieur, elle est intervenue en octobre 1977 à Ksar Hellal et en janvier 1984 à Tunis.

Depuis, elle est restée absente, ce qui lui a valu un prestige dû à sa neutralité et qui a encore été amélioré lorsqu'elle a refusé de participer à la répression contre les manifestations. Elle apparaît donc comme un garant et de la stabilité et du processus de changement.

Les islamistes

Ennahdha (Parti de la Renaissance) est de loin la formation politique islamiste la plus importante. Anciennement appelé Mouvement de la

tendance islamique (MTI) de 1981 à 1989, celui-ci avait recueilli 17 % des voix (certains parlent même de 30 %) aux élections législatives, en 1989. Toléré sous les premières années du régime Ben Ali, ses militants vont subir une répression féroce après ces élections et après la victoire électorale du FIS en Algérie en juin 1990, qui permet à Ben Ali d'agiter l'épouvantail islamiste. Son fondateur, Rached Ghannouchi, s'exile à Londres, en 1989, après le refus de légalisation de son mouvement. Entre 1990 et 1995, 30 000 de ses membres furent ainsi emprisonnés et torturés.

La plupart des militants sont libérés en 2004. Dans les années 1990, le seul opposant à soutenir les islamistes est Moncef Marzouki, président de la LTDH (Ligue tunisienne pour les droits de l'homme), porte-parole du Conseil national pour les libertés en Tunisie et président du CPR (Congrès pour le République, centre-gauche) à partir de 2001. Victimes eux aussi de la répression, les partis d'opposition (laïcs et gauche démocratique) s'ouvrirent petit à petit au dialogue avec Ennahdha. Ils iront même jusqu'à former la Coalition du 18-octobre pour les libertés en 2005, alliance du Parti démocrate progressiste, des sociaux-démocrates du Forum démocratique pour le travail et les libertés, du PDP (Parti démocrate progressiste) de Néjib Chebbi (des libéraux et d'anciens «marxistes»), des islamistes d'Ennahdha et du PCOT, aux côtés d'associations et de partis plus minoritaires.

Les milliers de supporters venus accueillir Rached Ghannouchi à l'aéroport lors de son retour d'exil ont largement dominé les quelques centaines d'opposants aux valeurs du parti islamique. Légalisé début mars, Ennahdha refait donc surface. Le 6 mars 2011, quelques centaines de sympathisants se sont rassemblés dans le quartier d'Ezzahra, dans la banlieue sud de Tunis, pour assister à la première manifestation publique du parti. Discours et invités de marque tel qu'Ali Ben Romdhane, secrétaire général du syndicat UGTT et proche d'Ennahdha, étaient au programme. Les femmes voilées d'un côté, les hommes de l'autre pour donner le coup d'envoi de la campagne pour l'élection de l'Assemblée constituante. Même si Ennahdha n'a joué aucun rôle pendant le soulèvement, il pourrait bénéficier de la division et du peu de visibilité de la soixantaine de partis qui se présentent au scrutin du 24 juillet 2011.

Durant le soulèvement, Ennahdha est resté discret et modéré (en affirmant en particulier le principe de parité hommes-femmes dans la future Assemblée constituante) et a pu, après trente ans d'interdiction, être légalisé. Début février 2011, un sondage d'opinion créditait Rached Ghannouchi, le leader islamique, de 1,5 % des intentions de vote.

Cependant il est difficile de savoir ce que va devenir cette organisation : voici comment Nicolas Beau, un spécialiste de la Tunisie, décrit la situation : *«Il est vrai que seuls les islamistes semblent avoir, une stratégie claire : ils entrent passivement à l'UGTT, seule force connue et reconnue dans le pays réel ; ils créent de multiples partis qui sont autant de vitrines pour avancer masqués. Ils investissent le champ social,*

notamment dans le sud du pays. D'autre part l'Arabie Saoudite protège d'une main l'ancien dictateur, réfugié à Djedda, et de l'autre aide financièrement Rachid Ghannouchi, le leader d'Ennahdha. Lequel Ghannouchi multiplie les déclarations apaisantes. Des manifestations locales contre la venue d'Hillary Clinton ou pour la fermeture des maisons closes entretiennent la flamme islamiste.»

Pour le chercheur Pierre Vermeren, «*il existe une sensibilité islamiste très forte au sein de la population : le discours religieux, moral ou moralisateur, se nourrit de la dénonciation de la corruption et des comportements économiques mafieux. Le terreau est très favorable*» et «*la Tunisie est soumise, comme tous les pays de la région, à l'idéologie véhiculée par les grands médias du Golfe*» (comprendre Al Jazeera, entre autres).

Ce qui est sûr, en revanche, c'est que les Tunisiens qui se reconnaissent dans les valeurs traditionnelles et religieuses s'affirment de plus en plus. Le signe extérieur le plus visible est le nombre grandissant de femmes qui portent le voile. Dès 2004, de plus en plus de femmes ont commencé à porter le voile, défiant la répression des forces de Ben Ali, s'imposant dans les administrations. Le commerce des vêtements islamiques a connu un essor important. Aujourd'hui environ 30 % des femmes sont voilées. À l'opposé celles qui demeurent attachées aux valeurs d'émancipation de la femme sont peu visibles. Le 29 janvier 2011, seule une centaine d'entre elles ont manifesté à Tunis pour réclamer l'égalité hommes-femmes et la laïcité.

L'islamisme politique, c'est également le Hizb ut-Tahrir, qui se présente comme une organisation non violente, assez active en Tunisie. Il est né d'une scission d'avec les Frères musulmans. Ce mouvement opère dans plus de 70 pays et compte plusieurs millions d'adhérents et de sympathisants. Son but est l'établissement d'un nouveau califat et de la charia sur tout le monde musulman. Ce mouvement n'a pas été légalisé par le gouvernement de transition.

Les partis politiques

Certains partis d'opposition étaient autorisés mais n'étaient que des baudruches, sous Ben Ali, en fait ils ne représentaient que des cercles très restreints et uniquement à Tunis, une opposition de pacotille, en quelque sorte.

Aujourd'hui, il y a :

- le Mouvement des démocrates socialistes (MDS), d'Ahmed Khaskhoussi,
- le Parti de l'unité populaire (PUP), parti socialiste panarabiste d'Hassine Hammami,
- les sociaux-démocrates du Parti démocrate progressiste (PDP) de Maya Jribi,
- le Parti social-libéral (PSL), d'Hosni Lahmar,
- l'Union démocratique unioniste (UDU), le parti d'Ahmed Inoubli,

- le Forum démocratique pour le travail et les libertés (FDTL), les sociaux-démocrates de Mustapha Ben Jaafar,
- le Parti des verts pour le progrès (PVP), un parti écologiste dirigé par Mongi Khamassi.

Et encore : Ettajdid (Renouveau, l'ancien Parti communiste tunisien), un parti de centre-gauche et deux groupuscules de gauche : le Parti du travail patriotique et démocratique (PTPD) et les Communistes démocrates (CD), qui ont été les seuls à se démarquer, dès 2006, de l'islamisme en déclarant leur *«refus absolu de toute action commune avec les islamistes porteurs d'un projet fondé sur l'instrumentalisation et l'exploitation de la religion.»*

Selon les chiffres communiqués par le ministère de l'Intérieur tunisien, fin avril 2011, 63 nouveaux partis ont été créés depuis le 14 janvier et ce chiffre sera révisé à la hausse vu qu'il existe actuellement 49 demandes en instance. Le ministère indique que 66 demandes ont été refusées par ses services parce qu'elles ne répondaient pas aux conditions légales.

Cela dit, il n'y a pas lieu de s'inquiéter: après la mort de Franco, le nombre de partis qui se sont présentés aux élections était d'environ 300.

L'OFFENSIVE DE LA DIPLOMATIE AMÉRICAINE

Pendant des années, les États-Unis ont soutenu les régimes autoritaires au Moyen-Orient pour assurer la stabilité de la région, cependant les choses ont changé. Si les premiers signes ont été visibles sous la présidence de George W. Bush (discours du 6 novembre 2003), le tournant est devenu plus clair quand Obama est arrivé à la tête de l'État. Il n'a eu de cesse dans tous ses discours en Afrique, mais aussi dans le reste du monde, de prôner la démocratie, ainsi qu'il l'a fait dans son discours du Caire le 4 juin 2009, durant lequel il a appelé aussi les jeunes à «refaire ce monde». Ce n'est donc pas étonnant que, dès le 14 janvier 2011, le président américain ait pris position pour les manifestants et renouvelé son appel à la démocratie et à la tenue d'élections.

Ce qui venait en conclusion d'un travail de soutien aux manifestants, pendant toute la durée du soulèvement en Tunisie. Et cela a aussi été vrai pour l'Égypte, pourtant un pays ami. Cette attitude tranche avec celle de la diplomatie française. Deux jours avant la fuite de Ben Ali, le ministre de la Défense proposait à ce dernier l'expertise de sa police pour gérer la contestation dans une tentative désespérée de sauver le régime. L'ancienne puissance coloniale a, jusqu'au dernier moment, soutenu le régime autoritaire, ne voulant prendre aucun risque de compromettre les affaires. Dans la douleur et par le biais d'un remaniement ministériel, le gouvernement français a opéré un virage à 180 degrés pour s'aligner sur la position américaine. Ce changement de politique ouvre une période durant laquelle les États-Unis feront pression sur leurs anciens alliés pour installer des régimes démocratiques en remettant en cause leurs anciennes alliances au Moyen-Orient. La politique étrangère de Washington reconnaît l'instabilité de la région et risque même de l'amplifier dans un premier temps.

C'est pourquoi cette politique provoque des grincements de dents chez les autres grands pays du monde capitaliste. Ses objectifs sont, à moyenne et longue échéance, la consolidation de la domination capitaliste dans une région déstabilisée, l'accroissement de l'influence américaine et la modernisation des États emportés par la vague de révoltes dans le sens de l'élargissement de leur base sociale et de l'extension du gouvernement de droit bourgeois. La référence au commandement du droit bourgeois permet de décorrélér davantage la pérennité de l'État par rapport aux aléas des personnels politiques qui ont tour à tour la responsabilité de l'exécutif. La «nouvelle» diplomatie américaine de mouvement renoue avec ses fondements remis en cause par la Guerre froide, et la nécessité de mener une politique étrangère conditionnée par la logique univoque et forcément réductrice de la constitution de fronts et d'alliances aux fonctions antirusses. Mais cette politique n'est certes pas universelle. Les États-Unis ne sont

pas disposés à un changement de régime en Arabie Saoudite, par exemple. Leur position au Bahreïn où ils demandent aux contestataires de composer avec le régime en place est le talon d'Achille de leur nouveau discours au Moyen-Orient.

Le départ soudain de la Tunisie de milliers de jeunes prolétaires profitant d'un relâchement du contrôle aux frontières est le signe le plus flagrant de leur position qui reste essentiellement défensive. Elle marque aussi une défiance pratique envers les promesses faites par les capitalistes du monde entier et par les nouveaux maîtres de Tunis. La compréhension de la nouvelle donne géopolitique est essentielle pour l'émergence d'un mouvement ouvrier indépendant et autonome dans la région.

REVENDICATIONS OUVRIERES ET ASPIRATIONS LIBERTAIRES

La tension sur l'emploi que nous avons décrite plus haut, et surtout sur les jeunes diplômés, a alimenté une contestation qui n'a pas été prise au sérieux par l'État dont la seule réponse a été la répression. En Tunisie, la recommandation était la règle pour accéder à toute sorte d'emploi. Le système de corruption et de chantage à l'emploi a permis de diviser les prolétaires pendant longtemps. La police partout, les prisons insalubres, l'intimidation des proches, la torture dans les commissariats complétaient le dispositif destiné à soumettre les plus courageux. D'autre part, l'État s'était engagé dans la chasse à l'économie informelle florissante, et ceci afin de faire augmenter les rentrées fiscales. Ce faisant, il s'est mis à dos une grande partie de la population, des ouvriers d'usine aux commerçants en passant par les chômeurs. Des épisodes de contestation éclatent et défient la répression. En août 2010, à Ben Guerdane, la fermeture du poste frontière local décrétée pour arrêter les trafics s'est soldée par une révolte générale de l'ensemble de la population. La police s'est vengée en vandalisant, un à un, les magasins de l'agglomération et en procédant à des arrestations massives. Malgré tout, l'exécutif a reculé et le poste-frontière a été ouvert de nouveau. Suite à l'immolation de Mohamed Bouazizi, les premiers affrontements et manifestations du mois de décembre jusqu'au début janvier portent essentiellement sur des revendications liées au marché du travail et à la cherté de la vie.

Quelles que soient les limites à ces revendications (le droit au travail n'est pas un mot d'ordre communiste), elles sont directement issues de la classe ouvrière tunisienne, et plus particulièrement de ses couches les plus pauvres vivant dans les régions les moins développées du pays et connaissant un taux de chômage élevé.

Outre les revendications formelles, lors des diverses manifestations de colère, on assiste à des actes de réappropriation, par le pillage, transposition immédiate de ces revendications. Ces dernières ont une origine économique et une nature défensive : elles apparaissent en réaction à la crise mondiale (hausse des prix des aliments dans la région) et à l'état du marché du travail.

Néanmoins, le premier moment du mouvement, une fois celui-ci enraciné, permet d'ouvrir sur des revendications politiques et offensives. Sans même qu'elles soient formulées, la succession de manifestations illégales et d'affrontements avec la police pose pratiquement les questions des libertés démocratiques et de la confrontation à un État autoritaire. Cette capacité du mouvement à canaliser des aspirations libertaires, jusque-là diffuses dans la population, permet son élargissement, au-delà des prolétaires les plus pauvres, à d'autres secteurs : travailleurs aux situations moins précaires, avocats, petite-bourgeoisie commerçante, etc.

Le mouvement défensif né de la classe ouvrière se transforme lentement en un mouvement uniquement politique de la société civile. Si les revendications ouvrières, loin de disparaître, restent un moteur dans leurs lieux d'origine, elles passent au second plan. Au premier plan, on assiste à une coagulation de l'ensemble des aspirations libertaires vers un seul mot d'ordre : la fin du régime Ben Ali. Une fraction du pouvoir sera capable de comprendre la limite de ce mot d'ordre. Il s'agira alors de lâcher Ben Ali pour non seulement sauver l'État, mais aussi le renforcer par une restructuration.

Cette annonce a plusieurs effets. Premièrement, un coup de frein au mouvement : les secteurs les moins avancés sont satisfaits de ce qu'ils considèrent comme un dénouement victorieux; ils vont quitter le mouvement, voire se retourner contre lui en appelant à l'ordre. Deuxièmement, des éléments plus radicaux passent au niveau supérieur : faire dégager tous les dirigeants liés au régime Ben Ali, et, d'abord, le Premier ministre Ghannouchi. Troisièmement, tant que le pouvoir à Tunis reste contesté, une vague d'instabilité traverse en profondeur tous les niveaux de la société.

Ces deux derniers points se transposent et se cristallisent de manière particulière. D'un côté, les jeunes manifestants pour la démocratie refusent toute récupération politique. De l'autre, dans les entreprises, il s'agit de «dégager» les chefs, dans les lycées, de dégager proviseurs et professeurs. Les aspirations libertaires, après s'être coagulées contre Ben Ali et son régime, se diffusent désormais en un sentiment anti-autoritaire.

Toutes choses égales par ailleurs, ces actions conservent la même limite que celle du «Ben Ali dégage» de janvier, en la transposant à une autre échelle. Se contenter de virer les chefs ou les dirigeants corrompus, sans une volonté politique autonome de transformation de la société, ne permet que la restructuration et le remplacement d'un leader par un autre, à moyen ou long terme. Si on se contente de virer un chef d'une entreprise, sans toucher à l'organisation du travail – à moins de considérer que le management tunisien est constitué uniquement de parasites inutiles à la production – il est évident que son remplacement deviendra nécessaire. Bien sûr, il ne faut pas non plus rejeter en bloc ce phénomène. La capacité à «dégager» les chefs témoigne d'un certain niveau de rapport de force au sein des entreprises, et tend à faire basculer la peur du côté du management. De plus, les expressions anti-autoritaires semblent souvent se lier à des mouvements revendicatifs au sein des entreprises.

L'ouverture d'une période d'instabilité laisse le champ libre à toutes les revendications, en particulier celles des travailleurs, y compris ceux qui n'ont pas participé au mouvement. D'après Marc Mercier, dirigeant de Bonna Tunisie, filiale d'une entreprise française de BTP : *«Pendant la révolution, les ouvriers ont gardé l'usine. Une semaine après, ils réclamaient 30 % d'augmentation de salaire. Quelques jours plus tard, d'anciens membres du RCD, de l'UGTT et d'anciens employés se sont*

postés à l'extérieur de l'usine en disant : "Personne n'entre !" Les gars de l'UGTT de l'usine étaient débordés par des membres de leur propre syndicat venus d'ailleurs pour faire de la surenchère. Il y a même eu des jets de pierres entre les deux camps.»

LES LUTTES OUVRIÈRES

Avant la chute de Ben Ali

Il est nécessaire de regarder comment le prolétariat a manié l'arme naturelle qui est à sa disposition : l'arrêt de travail, la grève. On peut dire que les grèves ont commencé à apparaître juste après la chute de Ben Ali. Avant, pendant toute la période de décembre à mi-janvier, nous n'avons pas eu de témoignages faisant état de grèves. C'est avant tout le prolétariat précaire ou au chômage qui, dans cette phase, a grossi les rangs de la contestation qui s'attaquait aux symboles de la domination de Ben Ali et s'opposait aux forces de répression dans les rues. Les prolétaires salariés ont sûrement pris part aux manifestations, mais nous n'avons trouvé aucun exemple où l'arrêt de la production, en tant que telle, ait été utilisé explicitement comme moyen de faire fléchir le gouvernement. Bien sûr, la production a été perturbée, mais cela a davantage été provoqué par le couvre-feu et la nécessité pour les patrons de mettre les outils de production à l'abri de dégradations éventuelles, souvent aidé en cela par les ouvriers eux-mêmes comme en témoignent le cas des salariés de Tunisie Telecom qui ont défendu les agences de l'entreprise, ou celui des employés de JAL, leader européen de la chaussure professionnelle, qui ont organisé des tours de garde pour défendre les ateliers d'éventuelles dégradations.

Depuis

À partir de la mi-janvier 2011, la presse a commencé à faire état de grèves dans les entreprises du secteur public mais aussi, dans une moindre mesure, du privé. Nous pouvons identifier deux raisons qui permettent de comprendre le développement de cette vague de grèves qui a duré jusqu'à la fin février.

L'une est de faire pression sur le choix des hommes politiques. Au moment où l'hégémonie du RCD vacillait et où le départ des gouverneurs et autres personnages clefs du régime était demandé, des grèves générales régionales ou par secteur ont été appelées dans certains gouvernorats. Il faut mentionner aussi le cas de cette grève victorieuse, mais aux objectifs purement politiques, à Tunisie Telecom en février 2011, qui a permis de faire échouer l'introduction en bourse de l'entreprise. On reconnaît dans cet objectif de nationalisation un thème cher à l'UGTT.

L'autre raison qui est plus porteuse d'espoir, est que, une fois le dictateur parti, les raisons sociales de la contestation se sont retrouvées sur le devant de la scène. Les demandes ont fusé : application des lois sur la durée du travail, augmentation de salaires, titularisation des précaires. La sous-traitance et la précarité semblaient particulièrement visées. Ces quelques exemples parus dans la presse ne sont probablement qu'une partie de ce qui s'est passé.

Les ouvriers de l'usine de textile Faurecia ont fait un sit-in le 28 janvier 2011, pour réclamer l'amélioration des conditions de travail, l'augmen-

tation des salaires et la révision des contrats de travail dont la durée est limitée à un mois ou même à 15 jours. 360 ouvrières de Fleritex Export (confection de vêtements) se sont mises en grève le 3 février 2011, exigeant des augmentations salariales, le droit à la titularisation, à la couverture sociale et au paiement des heures supplémentaires et des primes de rendement dans les délais impartis.

Dans une entreprise allemande d'assemblage de composants électromécaniques où les ouvriers se mettent en grève, 1 500 d'entre eux se sont rassemblés devant le siège de l'entreprise, réclamant la régularisation de leur situation socioprofessionnelle déplorable, le droit à la titularisation, l'augmentation des salaires et l'annulation de la sous-traitance. L'agence Tunis Afrique Press reporte que la gestion de cette société a été confiée à des personnes qui ont exploité le personnel depuis des années et l'ont contraint à travailler plus de 12 heures par jour, sans prime ni avantage.

Tout au long du mois de février 2011, de nombreux autres cas de débrayages ou de grève de plusieurs jours ont été cités (grève des agents intérimaires de Shell et Oilibya, grève des chauffeurs et receveurs de la Société régionale de transport de Bizerte, grève des employés de la société italienne L'Art Du Soulier, grève des agents de la Société tunisienne d'acconage et de manutention (STAM), grève des agents du port de Radès, blocage de la Compagnie des phosphates de Gafsa.

Si ces mouvements avaient semblé se ralentir fin février 2011, c'est sans doute grâce au pouvoir de négociation des syndicats qui ont ficelé parfois des accords un peu rapides afin de permettre la reprise du travail. Les agents de la municipalité de Tunis, dans un communiqué du 17 février 2011, louaient les décisions qui venaient d'être prises par leur direction, relatives à la titularisation des agents contractuels et temporaires. Ils décidaient même de faire don d'une journée de travail, *«pour contribuer aux efforts déployés au niveau national visant à satisfaire les doléances sociales classées urgentes»*. Mais, début avril 2011, ils se mettaient en grève pour obtenir leur titularisation. Ce cas n'est pas isolé et de nouvelles grèves se sont produites en mars et avril 2011. Alors même que le discours du gouvernement et des syndicats est plus que jamais à la reprise de l'activité économique qui a connu un ralentissement en début d'année.

Le 24 mars 2011, les salariés de JAL, avec 4 500 salariés en Tunisie, s'en sont pris violemment au directeur général de l'entreprise sur la question des salaires, en le séquestrant pendant six heures. *«Certains ont essayé de rentrer par les fenêtres, on a voulu m'agresser avec un tournevis. Sincèrement ça a été très dur»*, raconte-t-il à l'AFP.

La direction a réagi en fermant provisoirement les trois sites de production et en suspendant le versement des salaires. Si les employés ont repris le travail après 2 semaines de fermeture la question des salaires risque de revenir. *«Ça fait 12 ans que je travaille ici et je ne touche que 300 dinars (150 €). Je ne veux pas d'augmentation tout de suite mais au moins pouvoir parler au DG de notre situation»*, affirmait Foued, un ouvrier de 47

ans à un journaliste. L'amertume est d'autant plus grande que, le 15 janvier 2011, les salariés de JAL ont été les premiers à reprendre le travail de toute la zone industrielle de Menzel (Bizerte). Le DG leur avait promis une prime de 500 dinars (245 €).

Perspectives

La qualité de ce qui se passe en Tunisie réside dans le fait que la contestation ne s'est pas limitée à se débarrasser simplement de Ben Ali, mais puise profondément ses racines dans la lutte de classe. On le voit, l'unité affichée par les manifestants du mois de janvier fait place maintenant à une fracture entre ceux qui veulent tout, tout de suite (démocratie, salaire, conditions de vie) et ceux qui poussent à la reprise des affaires au plus vite.

Les lock-out de JAL, fin mars, mais aussi de la CFTP (Compagnie franco-tunisienne de pétrole) le 2 avril 2011, de la SITEM électronique et de l'Union africaine de confection montrent que la partie sera rude, mais que les prolétaires sont partis pour faire valoir leurs revendications encore longtemps. Bon nombre de prolétaires tunisiens ont choisi de faire ce que tous les prolétaires de la terre ont fait depuis que le capitalisme existe: partir là où ils ont plus de chances de trouver du travail. Ils ont donc quitté la Tunisie et se retrouvent par centaines dans certaines villes françaises ou italiennes. L'accueil qu'ils reçoivent tranche avec le discours élogieux entendu dans ces pays à propos de la «révolution tunisienne».

CONCLUSION

Pour les révolutionnaires, les événements récents en Tunisie vont longtemps rester une importante source de réflexion. La richesse et l'ambiguïté des mouvements populaires qui ont ébranlé ce petit pays méditerranéen et accéléré l'histoire dans cette grande région du monde et au-delà méritent une analyse fine de la part des militants de la cause ouvrière. Nous rejetons ainsi les évaluations faussement tranchées et réellement symétriques qui qualifient ces mouvements de purement prolétariens ou de purement démocratiques. Le prolétariat de Tunisie est bien plus qu'ailleurs véritablement à l'origine des révoltes proche- et moyen-orientales. Sa révolte contre la vie chère, la pauvreté et le chômage sans revenus a rendu possible le bouleversement. Une révolte qui n'a impliqué que quelques dizaines de milliers de sans-réserves d'une zone oubliée de l'arrière-pays a mis le feu aux poudres.

Un feu que les mêmes prolétaires n'avaient pas pu répandre auparavant, en dépit de leurs luttes passées, parfois d'une intensité au moins égale à celle de ces derniers mois.

L'envolée des prix alimentaires et énergétiques ainsi que l'incapacité des États de la région à saisir rapidement le potentiel destructeur de ces mouvements ont fait la différence. La perception que les classes dominantes se sortent plus rapidement et bien mieux de la crise financière puis budgétaire que les prolétaires a fait éclore la haine de classe. La répression brutale de manifestations certes déterminées mais somme toute pacifiques a fait le reste. Au lieu d'arrêter les prolétaires, elle les a davantage convaincus que la seule solution collective est dans la rue et que le seul combat qui vaille est celui qui ne recule pas devant l'usage de la force de la part de l'État et de ses corps armés. L'émeute, les tentatives insurrectionnelles sont devenues monnaie courante et rythment encore maintenant la respiration sociale de ces pays.

Toutes les strates de la société civile qui n'étaient pas intéressées par la forme politique particulière de la domination bourgeoise en Tunisie se sont rapidement jointes au mouvement en lui apportant des aspirations et des revendications disparates, souvent contradictoires avec l'inspiration d'origine de marque prolétarienne.

Le lissage opéré par la répression a entravé la polarisation de classe au sein même du mouvement. Le plus petit dénominateur commun a rapidement glissé, au fil des jours, de la lutte défensive des prolétaires contre les conditions matérielles de vie dégradées menée de façon éruptive et violente, en un combat interclassiste dominé par la demande de démocratie politique et de rejet de la «corruption» du pouvoir exprimé lui aussi par la mobilisation illégale de la rue.

La faible présence dans la révolte de segments organisés de la classe ouvrière d'usine a certainement contribué à la dilution de la lutte de classe

dans la lutte démocratique pour la rationalisation et la modernisation de la domination du Capital.

Ceci n'implique cependant pas que les prolétaires en révolte aient cessé d'exister par eux-mêmes, aient interrompu leur marche en avant pour céder le pas à leurs alliés d'un temps. L'instabilité sociale et politique qui règne en Tunisie, l'envie de s'en sortir d'ailleurs exprimée avec rage et désespoir par des dizaines de milliers de jeunes pauvres, la fragilisation – qu'on espère durable – des mailles de l'État sont autant de signaux qui indiquent que la lutte de classe n'est pas éteinte et que son potentiel demeure fondamentalement intact. La présence d'une classe ouvrière d'usine relativement plus nombreuse que dans les autres pays de la région, animée par l'agitation sociale, est à coup sûr un solide facteur d'espoir. La tradition de combativité jamais brisée du pays où tout a commencé en est une autre. À l'inverse, l'absence d'une quelconque expression autonome embryonnaire du prolétariat couplée à la mue réussie d'un syndicat omniprésent et au retour en force de l'islam politique organisé imposent aux classes subalternes un terrain de confrontation politique qui ne leur appartient pas.

La confiscation du terrain de la politique ouvrière opérée jusqu'ici avec un succès certain par ces deux courants représente désormais le principal obstacle à franchir. Le dépassement de cet obstacle est entre les mains de tous les prolétaires révoltés mais la responsabilité première du dénouement relève de la classe ouvrière d'usine. Si celle-ci ne parvient pas, par ses luttes autonomes, à remettre sur pieds, c'est-à-dire à ancrer dans la critique pratique radicale des rapports de production, la politique de la révolte, celle-ci ne sera jamais pleinement politique sans, pour autant, s'avérer efficacement défensive. Les limbes de l'émeute sans lendemain et qui oublie en cours de route sa raison sociale spécifique menacent la poussée prolétarienne dans ce pays.

Plus en Tunisie qu'ailleurs car c'est dans ce pays que les chances sont les plus élevées d'un dépassement simultané du caractère défensif du mouvement qui n'est assumé que partiellement ainsi que de sa forme politique hybride et inachevée. Plus en Tunisie qu'ailleurs car de telles émeutes y ont été nombreuses, depuis 1978. Faute de quoi, le Capital retrouvera un point d'équilibre plus solide, car bâti sur une victoire qui n'est en rien militaire mais purement politique. Dans ce cas, et seulement dans celui-ci, on pourra inclure pleinement et définitivement dans le processus de restructuration démocratique de l'État les récents mouvements de lutte en Tunisie.

Pour éviter cette issue aux pires conséquences politiques pour le prolétariat de la région il est impératif d'encourager toute tentative, même très minoritaire, d'organiser les raisons et la colère prolétariennes au sein d'organismes qui échappent au contrôle syndical et qui valorisent le contenu ouvrier du mouvement. Ces organismes politiques de base n'existent pas à ce jour, car les combattants les plus convaincus de la classe se sont

fait absorber par les dynamiques de l'affrontement direct avec les corps répressifs et de l'œuvre d'épuration des «corrompus» de l'ancien régime. Au lieu d'agir en corollaire incontournable d'une lutte politique indépendante déployée, l'exercice de la force par le prolétariat sert ici comme succédané de celle-ci. La pression sociale monte mais la soupape politique, constituée au sein de l'État et des organisations politiques et syndicales reste en place. Quoique transformée et remise à neuf, ici et là, elle fonctionne à plein. Dans ce contexte, comme en Égypte, dans un premier temps, les prolétaires interpréteront fort probablement la plus grande liberté acquise de mettre un bulletin de vote dans les urnes électorales comme une immense conquête. Le tout est de savoir combien de temps la démocratie bourgeoise élargie parviendra à faire illusion. Nous n'avons pas la réponse à cette question, mais le simple fait qu'elle puisse légitimement être posée est une énorme avancée par rapport au passé récent.

Bibliographie

En français

La régente de Carthage. Main basse sur la Tunisie, Nicolas Beau et Catherine Graciet. Éditions La Découverte

La Tunisie de Ben Ali. Miracle ou mirage ? Florence Beaugé. Éditions du Cygne

En anglais

IMF, country report, Septembre 2010

Égypte: compromis historique sur une tentative de changement démocratique

Mouvement Communiste et Kolektivně proti kapitálu

Octobre 2011

CE QUI S'EST PASSE EN 2011

INTRODUCTION

Dans la vague d'émeutes, de soulèvements qui ont frappé les pays arabes depuis décembre 2010, l'Égypte est arrivée en deuxième position sur la scène, après la Tunisie, mais avec des différences extraordinaires, pas seulement à cause de la taille du pays et de son importance géopolitique, pas seulement à cause du nombre de morts (864) et de blessés (environ 9 000), pas seulement à cause d'un arrière-plan économique et d'un développement capitaliste différents, mais parce que les deux principaux acteurs du changement de régime n'ont pas été les mêmes.

En Égypte, c'est un compromis social entre l'armée et les Frères musulmans, apparu rapidement (mais pas au commencement du mouvement), qui a donné le tempo des événements.

Contrairement à la Tunisie, il n'y a pas de syndicat comme l'UGTT, encore moins de partis politiques capables de jouer un rôle. Et ce compromis fonctionne toujours, comme les résultats du référendum sur les réformes constitutionnelles l'ont prouvé en mars 2011. Mais comme tout compromis, chaque partie essaye de faire pencher le balancier en sa faveur au détriment de l'autre. Le 7 juillet 2011, l'Égypte refuse un prêt de 3 milliards de dollars du FMI, après l'avoir sollicité. En lieu et place, elle fait le choix d'un prêt auprès des banques islamiques. C'est une claire victoire des Frères musulmans contre l'armée, celle-ci étant en faveur d'un prêt du FMI.

À l'intérieur de cet espace réduit, le mouvement contre le régime de Moubarak et pour des revendications démocratiques a essayé de se frayer un chemin mais, jusqu'à maintenant, n'a pas été capable, tout en faisant beaucoup de tentatives, de dépasser les limites dont il souffre depuis le début. Demeurant désespérément minoritaire, il n'est pas capable de s'adjoindre toutes les couches de la société égyptienne, y compris les plus pauvres des plus pauvres vivant dans les bidonvilles du Caire, sans parler des paysans pauvres représentant encore 40 % de la population.

Même dans les secteurs ouvriers du prolétariat égyptien, les exemples ne sont pas si lumineux ou du moins pas tellement enthousiasmants, sauf si l'on reste au niveau superficiel des «grèves», des expressions du «mécontentement», des «choses qui se passent». Évidemment le manque de données précises et détaillées nous empêche de porter des jugements définitifs. Néanmoins, la classe ouvrière, tout en ayant été un des facteurs, parmi d'autres, qui a favorisé la chute de Moubarak, ne s'est pas manifestée par des grèves ou des agitations dans des secteurs importants comme les usines dont l'armée est propriétaire, ou le secteur du tourisme industriel, tandis que d'autres secteurs ont continué de s'agiter.

L'Égypte est importante sur la scène moyen-orientale pour des raisons à la fois géopolitiques et religieuses. Conscients de ce qui était arrivé en

Tunisie, les États-Unis ont favorisé la réforme par en haut et ont préféré voir les Frères musulmans participer à un compromis plutôt que se figer dans une opposition. Cependant, ils continuent d'observer les évolutions de la situation, parce que, dans le monde sunnite, Le Caire est en train de regagner la prééminence contre La Mecque et l'Arabie Saoudite qui est toujours leur meilleur partenaire dans la région.

Ce qui est sûr, c'est que dans tous les pays arabes et aussi en Égypte, les personnes ne luttent pas pour le communisme (quoi qu'on mette derrière ce mot, au minimum une société sans classes) mais pour la démocratie. Et ce que l'on doit expliquer, c'est ce que signifient la démocratie et toutes les revendications démocratiques en regardant profondément ce qui se passe dans ces pays même sous le parapluie d'une armée toujours puissante. De ce constat, et comme l'acteur principal de la transformation vers le communisme est absent de la première ligne en tant que tel, nous devons nous demander si la démocratie est «le fusil à l'épaule du prolétariat» ou «le piège capitaliste le plus efficace contre le prolétariat». Peut-être un peu des deux.

CHRONOLOGIE

Janvier 2011

Samedi 1^{er} janvier

Attaque contre une église copte à Alexandrie. Confrontation entre les Coptes et la police le même jour à Alexandrie.

Dimanche 2 janvier

Confrontation entre les Coptes et la police au Caire.

Mercredi 12 janvier

Un chrétien égyptien est tué à bord d'un train par la police au hasard d'une fusillade.

Jeudi 13 janvier

Des manifestants affrontent la police égyptienne suite à la fusillade du jour précédent ayant entraîné la mort d'un Copte dans un train.

Mardi 18 janvier

La Cour égyptienne rend son verdict et condamne à mort un homme musulman pour avoir tué six coptes et un gardien musulman l'an dernier.

Mercredi 19 janvier

Tentatives de suicide au Caire par immolation, comme en Tunisie.

Célébration religieuse copte annulée par le pape Shenouda pour des raisons de sécurité.

Jeudi 20 janvier

Le gouvernement envisage des réductions de prix sur des produits de base pour les travailleurs afin de tenter de prévenir des manifestations potentielles. Le gouvernement est actuellement engagé dans des discussions sérieuses avec la Fédération égyptienne des syndicats pour créer des coopératives qui offriraient des produits de base aux ouvriers à des prix de gros.

Pendant ce temps, le Syndicat des professions commerciales a décidé de tenir une réunion avec les représentants du personnel de la chaîne de vente au détail Omar Effendi, dimanche, pour prévenir des grèves possibles par des ouvriers qui menacent de faire un sit-in, si la société ne paye pas les salaires de janvier.

Samedi 22 janvier

Des dizaines de manifestants dans le gouvernorat de Gharbiya appellent à l'abolition de la loi d'urgence, à l'établissement d'un salaire minimum et à l'amélioration des conditions sociales. Entourés par des forces de sécurité importantes, les manifestants brandissent des drapeaux égyptiens et tunisiens et applaudissent l'insurrection tunisienne.

Lundi 24 janvier

L'Égypte pointe un doigt accusateur sur l'«armée de l'Islam» pour l'attentat à la bombe du Nouvel An contre une église copte.

Mardi 25 janvier

Des Égyptiens furieux à Mahalla, Gharbiya, à l'ouest du Caire, détruisent une image du président Hosni Moubarak lors de manifestations qui avait été appelées par différents groupes d'opposition en Égypte. 5.000 manifestants chantent «A bas Hosni Moubarak».

Le gouvernement égyptien avertit que les manifestants seront arrêtés; les forces de sécurité se disent prêtes à faire face fermement à tout transgresseur de la loi.

Mercredi 26 janvier

2 manifestants tués par un policier lors de manifestations au Caire appelant à la fin du régime Moubarak ; les Égyptiens en colère contre la pauvreté, la répression; ils font vœu de continuer; les forces de sécurité dispersent les manifestants avec des canons à eau; les États-Unis soutiennent Moubarak.

Jeudi 27 janvier

Des manifestants au Caire, sur la place Tahrir, appellent au renversement de Moubarak. Six manifestants sont tués. Entre 500 et 1200 sont arrêtés par la police. Les Frères musulmans nient toute participation à l'organisation des manifestations.

Vendredi 28 janvier

Des protestations massives anti-Moubarak balayent le Caire. On en attend encore plus après la prière du vendredi. ElBaradei appelle Moubarak à démissionner. Les connexions Internet ne fonctionnent plus. Un manifestant est tué dans le Sinaï. Des membres des Frères musulmans sont arrêtés. Obama demande à Moubarak de faire des réformes «absolument essentielles».

Samedi 29 janvier

Des affrontements de rues en Égypte font 24 morts, 1 000 blessés. Les manifestants demandent à Moubarak la fin de l'état d'urgence. Les troupes de l'armée sont déployées pour aider à réprimer les troubles. Le quartier général du PND (Parti national démocratique) est en feu. Le couvre-feu est décrété au Caire, à Alexandrie et à Suez.

Lundi 31 janvier

Les manifestants veulent la démission de Moubarak. Omar Suleiman est nommé vice-président et Ahmed Shafic Premier ministre. Les manifestants mandatent ElBaradei au «gouvernement de salut».

Les États-Unis et la Grande-Bretagne poussent à l'adoption de réformes, seul moyen de sortir de la crise.

Le ministère égyptien de l'Information ferme le bureau de la chaîne de télévision qatarie Al-Jazeera.

Février 2011

Mardi 1^{er} février

Des millions de personnes protestent pour exiger la démission de Moubarak. Le nouveau vice-président, Omar Suleiman, est délégué pour négocier avec les dirigeants de l'opposition. L'armée soutient les revendica-

tions des protestataires et décide de ne pas recourir à la force. Le nouveau gouvernement est formé, mais il est rejeté par les Frères musulmans.

L'Union européenne appelle les autorités à entamer des pourparlers avec les groupes d'opposition, à libérer les manifestants emprisonnés et à prendre des mesures favorisant l'instauration de la démocratie pour mettre fin à l'agitation.

Mercredi 2 février

Moubarak s'engage à ne pas briguer un nouveau mandat aux prochaines élections présidentielles. Il insiste sur l'achèvement de son mandat actuel au pouvoir, mais l'opposition rejette son offre.

Obama déclare à Moubarak que le temps du changement est venu. ElBaradei déclare que Moubarak a échoué à répondre aux demandes des manifestants. Les Frères musulmans affirment que la démission de Moubarak est seulement une question de temps.

Jeudi 3 février

Le gouvernement ouvre des négociations avec les leaders de l'opposition en ce qui concerne les troubles actuels en Égypte. L'organisation des Frères musulmans déclare que Moubarak et son gouvernement «doivent partir» pour résoudre la crise.

Au moins 6 morts et plus de 500 blessés durant la nuit en Égypte. Affrontements entre les forces pro et anti-Moubarak dans les principales villes. Le vice-président Suleiman déclare : «Les émeutes doivent cesser avant que le dialogue commence.»

Les manifestants se préparent pour le «vendredi du départ», et parlent de donner l'assaut au palais présidentiel.

Le Premier ministre britannique David Cameron déclare que le processus de transition politique en Égypte doit être rapide et commencer immédiatement.

Le Premier ministre turc Tayyip Erdogan exhorte Moubarak à démarrer une transition du pouvoir le plus tôt possible.

Vendredi 4 février

Le vice-président Suleiman invite les dirigeants de l'opposition pour discuter de leurs revendications. Le président Moubarak déclare dans une interview à la chaîne de télévision ABC qu'il désire quitter ses fonctions mais a peur que son départ conduise au chaos.

Les soldats égyptiens séparent les supporters et les adversaires de Moubarak au centre du Caire pour arrêter la violence et prévenir une nouvelle aggravation de la crise du «vendredi du départ». Des journalistes ont été battus et malmenés par des manifestants.

Samedi 5 février

Des milliers de personnes manifestent pour «le Jour de départ» sur la place Tahrir.

Lundi 7 février

Des représentants de tous les partis politiques, de la société civile et le Conseil des sages rencontrent le vice-président Omar Suleiman, et con-

viennent de rédiger une feuille de route. La secrétaire d'État américaine, Hillary Clinton se félicite «prudemment» du fait que les Frères musulmans participent aux pourparlers en cours entre le gouvernement et l'opposition.

Mardi 8 février

Les manifestants déclarent qu'ils ne partiront pas jusqu'à ce que Moubarak s'en aille, et planifient une grande manifestation après la prière du vendredi.

Les Frères musulmans affirment qu'ils quitteront les pourparlers à moins que leurs demandes ne soient satisfaites.

Jeudi 10 février

Les Frères musulmans déclarent qu'ils ne présenteront pas de candidat en septembre pour les élections présidentielles.

Vendredi 11 février

Moubarak refuse de démissionner. Les manifestants sont furieux et prévoient d'attaquer le palais. Le Conseil militaire supérieur publie un premier communiqué. Les manifestants exigent le départ de Moubarak et de Suleiman.

Samedi 12 février

Le président égyptien Hosni Moubarak démissionne après 18 jours de manifestations. Le Conseil supérieur de défense prend le pouvoir et entame des réformes.

Lundi 14 février

Le maréchal Mohamed Hussein Tantawi est maintenant de facto le chef de l'État. Les militaires suspendent la Constitution du pays, dissolvent le Parlement, forment un comité pour recommander des réformes constitutionnelles et législatives, et se prononcent pour de nouvelles élections dans six mois.

Nissan redémarre son usine en Égypte. L'usine, près de Gizeh, qui construit le SUV X-Trail, la berline Sunny et des camionnettes (capacité annuelle de 10 000 unités), avait été fermée depuis le 30 janvier 2011 pour assurer la sécurité des travailleurs lors des manifestations anti-gouvernementales.

Les grandes entreprises internationales, Heineken, Unilever, l'entreprise chimique Akzo Nobel et Siemens déclarent avoir repris des activités proches de la normale en Égypte.

Mercredi 16 février

Le Conseil supérieur de défense de l'Égypte fixe un délai de 10 jours au Comité de révision constitutionnelle pour mener à bien sa mission.

Les Frères musulmans déclarent qu'ils vont former un parti, une fois que les lois promises seront en place. Ils répètent qu'ils ne présenteront pas de candidat à la présidentielle.

Les militaires en appellent aux syndicats pour stopper les grèves. Les autorités égyptiennes demandent aux États-Unis et à l'Europe de geler les avoirs des anciens fonctionnaires du gouvernement.

Vendredi 18 février

Des groupes de défense des droits de l'homme accusent les militaires égyptiens de recourir à la torture contre les détenus.

Les militaires ne présenteront pas de candidat aux élections présidentielles. Des ex-ministres et un éminent homme d'affaires soupçonnés de dilapidation de fonds sont placés en prison. Une marche victorieuse est prévue pour vendredi. Simultanément, une marche est prévue pour présenter des excuses au président Moubarak pour son éviction. Les États-Unis promettent 150 millions de dollars pour faciliter la transition démocratique.

Samedi 19 février

Des millions de personnes descendent dans les rues pour célébrer une nouvelle Égypte.

L'Égypte donne à l'Iran le feu vert pour que ses navires de guerre puissent passer le canal de Suez.

Lundi 21 février

Le Wasat¹⁰ («Parti du milieu») devient officiellement un parti politique légitime au bout de 15 ans d'attente.

Mardi 22 février

Les Frères musulmans d'Égypte annoncent la formation d'un parti politique, prévoient de se diversifier dans les médias, de lancer une télévision par satellite, de créer des journaux et des magazines.

Le procureur égyptien Abdel Meguid Mahmoud demande aux États de la planète de geler les fonds de Moubarak.

Mercredi 23 février

Les dirigeants militaires de l'Égypte prêtent serment dans un nouveau cabinet qui comprend 11 nouveaux ministres.

Jeudi 24 février

Les Frères musulmans modifient l'ordre du jour du «Parti de la Justice et de la Liberté», qu'ils cherchent à constituer.

Première réunion du nouveau gouvernement de l'Égypte. Les Frères musulmans appellent à une marche vendredi pour purger le nouveau gou-

¹⁰ Scission des Frères musulmans, le Wasat lutte pour un Etat «civil», ni laïque ni islamique, «*dirigé par des spécialistes de la gestion, des technocrates recrutés sur des critères de compétence, hors de toute considération religieuse et idéologique*», selon Clément Steuer de l'IEP de Lyon. En fait, ce parti se réclame du modèle de l'AKP turc et, selon la Fondation Carnegie pour la paix internationale, richissime think tank américain, ce parti «*cherche à interpréter les principes de la charia islamique d'une manière compatible avec les valeurs d'un système démocratique libéral. Bien que Al-Wasat préconise un système politique fermement ancré dans la loi islamique, il considère également que les principes de la charia sont flexibles et entièrement compatibles avec les principes du pluralisme et de l'égalité des droits entre tous les citoyens*». Hum, pas vraiment rassurant tout cela, à notre humble avis... (NPNF).

vernement des hommes de Moubarak. Mohamed al-Katatni, un ancien président du bloc parlementaire des Frères musulmans, est nommé à la tête du nouveau «Parti de la justice et de la liberté».

L'ancien diplomate Abdallah Alashaal annonce la création d'un nouveau parti politique «Égypte Libre» pour participer aux élections.

Vendredi 25 février

Des Coptes égyptiens protestent contre la démolition par l'armée des murs du monastère Anba Bishoy, dans le désert du Wadi El-Natroun. Un prêtre copte est assassiné dans la ville d'Assiout, en Haute-Égypte.

Samedi 26 février

Un rassemblement de masse sur la place Tahrir appelle à la destitution du Premier ministre égyptien Ahmed Shafiq et du cabinet actuel, à la fin de la loi d'urgence, à la libération de tous les prisonniers politiques, et au respect des libertés démocratiques.

Lundi 28 février

Le secrétaire général de la Ligue arabe, Amr Moussa, annonce son plan pour se présenter aux élections présidentielles.

Mars 2011

Mercredi 2 mars

Les militaires égyptiens fixent le vote sur le changement constitutionnel provisoire pour le 19 mars. De nouveaux ex-ministres sont poursuivis par la justice. Les médias rapportent que Moubarak se trouve dans un hôpital en Arabie Saoudite.

Jeudi 3 mars

Deux Frères musulmans emprisonnés, le guide général adjoint Khairat al-Shater et l'homme d'affaires Hassan Malek condamnés à une peine de sept ans de prison, sont libérés en vertu d'une ordonnance du ministre de l'Intérieur.

Vendredi 4 mars

Le Premier ministre Shafik démissionne, Sharaf est désigné comme son successeur.

Samedi 5 mars

Le nouveau Premier ministre égyptien désigné Essam Sharaf s'adresse à la foule sur la place Tahrir. Il affirme qu'il est attaché aux objectifs de leur révolution.

Lundi 7 mars

Le Premier ministre annonce la nomination de quatre nouveaux ministres.

Près de 3 000 manifestants musulmans et chrétiens se rassemblent devant la télévision d'État et le bâtiment de la radio pour protester contre l'incendie d'une église copte.

Des hommes en civil, armés de sabres et de cocktails Molotov, attaquent dans la nuit les manifestants au Caire lors d'une manifestation réclamant une réforme des services de sécurité réputés pour leur brutalité. Le Pre-

mier ministre et le procureur de la République appellent les citoyens à remettre des documents volés lors d'un raid sur les bâtiments de la sécurité.

Mardi 8 mars

Le nouveau gouvernement ordonne l'arrestation de 47 officiers de la Sécurité de l'État accusés d'avoir brûlé des documents officiels.

Mercredi 9 mars

Amr Moussa déclare que, s'il est élu président, il maintiendra le traité de paix avec Israël, luttera contre la corruption et transformera le pays le plus peuplé du Moyen-Orient en une démocratie moderne.

Un jeune chrétien est tué par balles lors d'une confrontation entre 1 300 chrétiens et musulmans.

Jeudi 10 mars

Le réformateur Mohamed ElBaradei annonce sa candidature aux prochaines élections présidentielles.

Treize tués, 140 blessés après des heurts entre musulmans et chrétiens. Le nouveau gouvernement se réunit pour la première fois. Les Frères musulmans appellent les Égyptiens à s'unir pour soutenir les forces armées.

Lundi 14 mars

Les dirigeants militaires de l'Égypte prévoient d'abolir une loi qui restreint la formation de partis politiques.

Mardi 15 mars

Des manifestants chrétiens déclarent qu'ils suspendront leurs manifestations si l'église brûlée est reconstruite.

Mercredi 16 mars

Le leader des Frères musulmans interdit à ses membres de rejoindre ou de créer d'autres partis politiques. L'Égypte remplace la Sécurité de l'État par une nouvelle Force de sécurité nationale.

Hillary Clinton effectue sa première visite en Égypte depuis qu'un soulèvement populaire a renversé le président Hosni Moubarak. Elle rencontre son homologue égyptien Nabil Elaraby, ministre des Affaires étrangères.

Jeudi 17 mars

Les Frères musulmans sont en principe d'accord pour conduire une liste commune avec d'autres partis lors des prochaines élections législatives.

Vendredi 18 mars

Islamistes égyptiens et réformateurs restent divisés à propos du référendum sur les amendements.

Lundi 21 mars

Avec un taux de participation de 41%, 77% des Égyptiens votent en faveur d'amendements constitutionnels. C'est un succès pour les Frères musulmans.

Mardi 22 mars

D'anciens législateurs forment le parti «11 Février» en l'honneur de la journée où Hosni Moubarak a démissionné comme président. Le juge Hisham al-Bastawisy annonce sa candidature à la présidence égyptienne.

Vendredi 25 mars

L'Autorité des Commissaires d'État d'Égypte appelle à la dissolution du PND (Parti national démocratique).

Mardi 29 mars

Le commandement militaire annonce que les élections législatives n'auront pas lieu avant septembre 2011. L'élection présidentielle, prévue pour le mois d'août, est également reportée.

Jeudi 31 mars

Les dirigeants militaires de l'Égypte annoncent la rédaction d'une nouvelle Constitution provisoire intégrant les modifications approuvées par le référendum du 19 mars 2011. Les 18 membres du conseil déclarent qu'ils remettront les pouvoirs législatifs après les élections de septembre 2011, et que les pouvoirs exécutifs seront transférés après l'élection présidentielle, qui aura lieu en novembre 2011.

Avril 2011

Vendredi 8 avril

Des dizaines de milliers de personnes se rassemblent sur la place Tahrir au Caire, agitant des drapeaux et exigeant la poursuite du président déchu, Hosni Moubarak, et de sa famille. La manifestation est appelée le «vendredi de l'avertissement».

Samedi 9 avril

Les forces de sécurité tirent sur la foule, abattent au moins deux manifestants et en blessent plusieurs dizaines, à l'aube, dans une tentative pour disperser des manifestants pacifiques qui passaient la nuit sur la place Tahrir. C'est la répression la plus brutale depuis le renversement de Moubarak le 11 février 2011.

Lundi 11 avril

Un blogueur égyptien est condamné à trois ans de prison pour avoir critiqué l'armée.

Mercredi 13 avril

L'ancien président et ses deux fils sont détenus depuis 15 jours et interrogés sur la corruption et les abus de pouvoir commis au cours des trois décennies du règne de Moubarak.

Samedi 16 avril

La Cour administrative suprême décide que le PND sera dissous et ses biens saisis par le gouvernement.

Vendredi 29 avril

L'Égypte prévoit d'ouvrir la frontière avec Gaza et de normaliser ses relations avec le Hamas et l'Iran.

Mai 2011

Jeudi 5 mai

Abul Fotouh, le représentant du département du travail des Frères musulmans, accuse les groupes de gauche de critiquer la Confrérie; il ajoute que la Confrérie représente une force active parmi les travailleurs et que ses membres sont plus nombreux que les travailleurs des groupes de

gauche. La Confrérie prévoit de créer son propre syndicat indépendant, qui sera en mesure de rivaliser pour des sièges dans toutes les élections sociales officielles.

Vendredi 6 mai

Pendant les prières du vendredi sur la place Tahrir, un imam appelle à la formation d'une armée de volontaires de 3 millions de soldats pour aider les forces armées à rétablir la sécurité et protéger les frontières de l'Égypte.

Samedi 7 mai

Plus de 2 000 universitaires et militants se réunissent au Caire, dans le cadre du plus grand rassemblement depuis le commencement de la révolte. Le meeting est baptisé «Première Conférence de l'Égypte : les gens protègent la révolution».

Dix personnes sont mortes et 186 ont été blessées dans des affrontements entre musulmans et coptes à Imbaba, un quartier du nord-ouest du Caire.

MOUVEMENT SOCIAL

Une question doit tout d'abord être résolue, celle d'une révolution Internet comme cela a été évoqué de nombreuses fois dans les médias mondiaux et parmi les militants de tout poil. Ce n'était certainement pas une révolution. Au-delà de la chute de Moubarak, non seulement l'État n'a pas subi de transformation mais les relations sociales tant dans les usines qu'en dehors non plus. Si l'on revient à Internet, personne ne peut dénier que son utilisation a aidé pour appeler aux manifestations mais relativement au nombre de personnes capables de se connecter¹¹ seulement un tout petit nombre a été impliqué dans le mouvement grâce à Internet. Bien sûr que ce n'est pas le seul moyen pour rassembler des gens. Mais si on veut mettre l'accent sur quelque chose vis-à-vis des événements de février, c'est sur le nombre de morts et de blessés qui prouve que le mouvement a payé un prix, non sur Internet mais par le sang que les courageux manifestants ont versé. Ce n'est d'ailleurs pas le seul aspect de la participation des gens.

La majorité de la population égyptienne n'a pas participé au «spectacle de la révolution». Les travailleurs avec un emploi fixe ont participé à des actions sur leurs lieux de travail, bien plus qu'à des grèves. Ils demandaient des augmentations de salaires, la réduction des horaires et voulaient surtout virer les directions corrompues et les bureaucraties syndicales trop liées aux patrons et à l'ancien régime.

Les travailleurs dotés d'un emploi fixe constituent une minorité en Égypte. Dans les banlieues et dans les quartiers populaires, c'est une économie souterraine, mal connue, qui domine. Dans ces zones, au début du mouvement, des commissariats ont été attaqués et brûlés, et des armes volées mais elles n'ont pas servi.

Cette réaction contre la police n'a été utilisée que comme réaction défensive en réaction aux attaques des flics. À Suez, la réaction des ouvriers a été causée par l'attitude de la milice privée d'un des plus riches patrons de la ville (propriétaire d'usines, d'une chaîne de télévision, et vendeur de voitures de luxe) : quand la manifestation a approché un des magasins, les gardiens ont tiré sans sommation pour protéger les voitures. Les manifestants ont alors détruit des locaux appartenant à ce patron ici et là.

Si l'on doit évoquer la violence, on doit alors parler de celle des *baltaguya* – les hommes de main issus du lumpenprolétariat, utilisés par le pouvoir pour maintenir en place le couvercle sur la cocotte-minute sociale –, mouvance pleine de mystères et où rien n'est explicite. Il y a une at-

11 Selon la Banque mondiale, en 2009, 4 % de la population (en y incluant les lieux de travail) possèdent un ordinateur et 1 % a accès à Internet. (Voir <http://www.tradingeconomics.com/egypt/personal-computers-per-100-people-wb-data.html>). Les données disponibles sur *Pyramid Research* indiquent que les chiffres ont atteint 10 % pour les ordinateurs et 10 % pour l'accès à Internet.

mosphère semi-émeutière avec des affrontements entre les quartiers. Cela s'appelle «*thar*», une sorte de vendetta de masse. Souvent les affrontements opposent des habitants de quartiers coptes à des habitants de quartiers musulmans. Il est assez difficile de comprendre les enjeux de ces affrontements. Les bandes qui opèrent sont celles qui étaient utilisées précédemment par les caciques de l'ex-régime.

Cette agitation ne semble pas perturber l'ordre économique. Contrairement aux pays du Maghreb, les jeunes ne restent pas à «tenir les murs» toute la journée. Il n'y a pas de «*hittistes*», ces jeunes chômeurs toujours prêts à s'engager dans des émeutes. La pauvreté massive du Caire s'accompagne d'un taux d'emploi élevé, avant tout dans le commerce et le petit commerce de marchandises importées de Chine. Mais cette situation n'a pas produit de révolte générale contre le système, l'État est loin et les rapports d'exploitation sont dissous dans l'économie informelle. Le désordre social est le signe apparent de la réorganisation de l'économie, mais une réorganisation toujours contrôlée par les caciques. C'est ce qui s'est passé dans les années 1990, quand une nouvelle hiérarchie a remplacé les vieux notables, constituant de nouvelles hiérarchies islamo-racketteuses.

L'Égypte n'est pas l'Algérie, et la paix sociale n'a pas besoin d'être imposée par les lourds bataillons des flics anti-émeutes. Les pauvres acceptent massivement l'ordre social. Leur principale revendication concerne la dignité : «*Nous sommes des êtres humains et pas des chiens !*» Par exemple, les habitants d'un bidonville d'Alexandrie ont brûlé le siège d'une préfecture après qu'une rumeur eut couru selon laquelle leur pétition avait été jetée à la poubelle.

Quand le mouvement a fait surface, une fois renforcé par la présence des militants des Frères musulmans, le gouvernement a utilisé diverses méthodes pour essayer de le combattre. Ouvertement par la police, et par derrière, soit par les membres de la police secrète soit par des militants du Parti national démocratique (PND) soit par des gangs. Cela a permis au gouvernement d'appliquer une répression à deux niveaux. D'abord, la police pour les attaques frontales, ensuite les autres forces pour les attaques sournoises, afin de créer la terreur et diminuer la confiance des manifestants en eux-mêmes. Quand la police a été conviée à rester à la maison, dans plusieurs quartiers du Caire, les habitants ont commencé à organiser la protection sous la forme d'une «milice populaire» informelle. Celle-ci avait pour fonction de contrôler ceux qui voulaient entrer dans le quartier quand il s'agissait d'un inconnu ou d'une personne non accompagnée. Parfois, la méfiance était un simple produit de la paranoïa mais d'autres fois cela a aidé à arrêter des policiers en civil ou à repousser des ennemis. Néanmoins, les points de contrôle servaient aussi de lieux de discussion sur la situation politique et les moyens pour assurer le succès de la révolution. C'est certainement une bonne chose mais, en considérant le nombre de personnes impliquées, cela est resté à la surface.

ARRIERE-PLAN DE LA SITUATION EGYPTIENNE

QUELQUES DONNÉES ÉCONOMIQUES CLÉS

Introduction

En Égypte, comme en Tunisie, la hausse des prix alimentaires a été un des déclencheurs majeurs des protestations. En dépit du delta fertile du Nil, l'Égypte doit importer de grandes quantités de denrées alimentaires (elle est le premier importateur mondial de blé).

La hausse des prix alimentaires a donc un effet immédiat sur sa capacité à répondre à ses besoins vitaux (en Égypte, la part de l'alimentation dans les dépenses des ménages est de l'ordre de 50 %). Jusqu'à présent, les pouvoirs publics ont tenté de limiter l'impact de la hausse des prix alimentaires via des subsides, mais le déficit budgétaire élevé limite la marge de manœuvre.

Contrairement à l'économie tunisienne, la structure de l'économie égyptienne repose, pour une part non négligeable, sur la rente. Bien que la proportion de cette rente, au regard du PIB, soit moindre que dans les années 1974-86¹² (37 % du PIB et 130 % des exportations totales de biens et services), elle reste actuellement de l'ordre de 20 %. Cette rente comprend plusieurs composantes : le tourisme, les revenus du canal de Suez, les transferts des expatriés, les recettes des hydrocarbures (pétrole, gaz, taxes et royalties en tout genre) et les aides diverses (y compris américaines). Ces ressources ont pris largement le pas sur les exportations de coton (au premier rang, il y a peu), de riz et d'autres produits agricoles.

Par nature, chaque État est rentier, car il perçoit sa rente sous forme d'impôts, de taxes, etc. Ce que nous appelons État rentier est un État dont une grande partie des revenus proviennent de la rente produite par une matière première (provenant de l'agriculture comme c'était le cas pour l'Argentine durant les 50 premières années du XX^e siècle ou du cacao pour la Côte-d'Ivoire de nos jours, ou de l'exploitation minière comme le pétrole aujourd'hui dans le cas du Venezuela ou des pays du Moyen-Orient) et qui est incapable, de même que sa classe dirigeante, d'accumuler du capital dans la zone où il détient le pouvoir, à un niveau en adéquation avec le développement du marché mondial.

¹² *Ressources exogènes et croissance industrielle : le cas de l'Égypte*, Hélène Cottenet.

Le reste de l'économie égyptienne se concentre essentiellement sur les domaines suivants (nous y reviendrons plus loin) : l'agriculture, le textile, le BTP (bâtiment-travaux publics), le secteur pharmaceutique, les télécommunications, le secteur bancaire, la production d'acier ainsi qu'un large secteur d'économie «grise» plus difficilement quantifiable¹³.

Le changement de la structure économique et sociale, initié en fin de règne par Gamal Abdel Nasser, après la défaite de la guerre des Six Jours en 1967, poursuivi par Anouar el Sadate (politique dite de l'*infitah*, d'ouverture économique), puis par Hosni Moubarak¹⁴, a fait migrer la majorité de l'économie du secteur public mis en place durant les années 1950 vers le secteur privé. Ce changement reflétait l'incapacité de l'État à gérer de manière adéquate l'industrialisation de l'Égypte plutôt qu'une volonté affirmée de libéralisation de l'économie. Cette privatisation a provoqué l'apparition d'une catégorie de bénéficiaires, adeptes d'un capitalisme rentier, étroitement lié à l'appareil d'État et donc à l'armée; elle a aussi entraîné une dégradation des conditions de vie pour la majorité des Égyptiens, en particulier les paysans, les ouvriers et les classes moyennes qui constituent la grande majorité de la population (40 % de la population égyptienne vivent avec +/- 2 dollars par jour).

L'Égypte a bien résisté à la crise de 2007-2009, non parce que son économie est florissante, mais parce que la contagion financière a été contenue par une exposition directe limitée aux produits structurés, grâce à de faibles niveaux d'intégration financière avec les marchés financiers mondiaux, à l'absence d'un système de retraites financé par les fonds de pen-

13 «L'analyse de la situation économique, tributaire de données chiffrées, ne peut pas prendre en compte le secteur informel. Celui-ci ne saurait pourtant être ignoré : il concernerait en effet entre 27 % et 40 % de la force de travail selon les sources et selon la prise en compte ou non du double emploi ; jusqu'à 40 % des unités économiques privées seraient non déclarées. Les conséquences de ce phénomène sont considérables, tant, sur le plan social, du fait de l'absence de protection (santé, retraite) des employés, que par le manque à gagner fiscal qui en découle pour les caisses de l'État, inconvénients auxquels s'ajoute l'absence de contrôle sur la qualité des produits. Le gouvernement a engagé une réflexion en vue de légaliser cette économie parallèle, mais le processus sera long, compte tenu des enjeux en matière d'emploi, d'accès à la consommation pour les petits budgets et de production.» (Sophie Pommier, *Égypte, l'envers du décor*, La Découverte, p. 154)

14 Si, dès 1974, l'Égypte s'est lancée dans la libéralisation de son économie, c'est sous la contrainte du FMI et de la Banque mondiale que cette libération prend une grande ampleur et se plie aux lois de la concurrence internationale. Elle renonce à sa politique protectionniste et, de ce fait, va bénéficier d'aides internationales qui vont s'ajouter à l'aide américaine. Les échanges avec l'Union européenne vont s'accélérer à partir de 2000. Les exportations vont passer de 2 à 7 milliards de dollars entre 2001 et 2006, tandis que les importations passent de 5,2 à 11 milliards de dollars.

sion, etc.¹⁵ Si, avant la crise, le taux de croissance avoisinait les 7 %, il était de 4,7 %, en 2009, et de l'ordre de 5,1 % en 2010.

En ce qui concerne les contributions des secteurs public et privé à la croissance économique (5,1 %) au cours de l'année 2010, le secteur public a généré 1,1 point de pourcentage (contre 1,4 point un an plus tôt), et le secteur privé 4 points (contre 3,3 points), indiquant le rôle clé joué par ce dernier dans le développement économique. Les principaux contributeurs à la croissance économique ont été les secteurs de la fabrication, le commerce de gros et de détail, la construction, le tourisme et l'agriculture. Au niveau du secteur public, le principal moteur de la croissance a été le gouvernement général¹⁶.

Cette croissance est polluée par un taux d'inflation assez élevé (16,2 %, en 2008, 12 %, en 2009 et 10 %, en 2010) et par un taux de chômage élevé, particulièrement chez les jeunes et les diplômés (la moyenne d'âge en Égypte est de 24,8 ans). Les taux officiels sont de 9,2 % en 2007, de 8,1 %, en 2008, et de 9 %, en 2009 (selon le FMI), mais le taux réel serait beaucoup plus élevé (le chômage toucherait au moins 50 % de la classe d'âge des 15-29 ans)¹⁷.

Au-delà de chiffres macro-économiques assez favorables, la production égyptienne souffre globalement d'un manque de compétitivité et des graves défauts de formation de sa main-d'œuvre. Elle exporte principalement des produits à faible valeur ajoutée (matériaux bruts, aluminium, coton, produits semi-finis, produits pharmaceutiques standards). Elle est aussi handicapée par une carence importante des infrastructures, le fréquent non-respect des contrats et la corruption. Cette dernière, loin de s'éroder, est quasiment généralisée, et ne se limite pas au seul secteur public. D'après *Transparency International*, l'«indice de corruption» de l'Égypte, entre 2005 et 2007, est passé de 3,3 à 2,9 sur une échelle de 10 (0 équivalant à une corruption massive).

La croissance économique repose sur des bases fragiles

Les piliers de la croissance économique égyptienne sont traditionnellement le tourisme, les transferts d'argent, les revenus du canal de Suez et du pétrole. Mais ils subissent à présent un ralentissement :

– Le tourisme est soumis à la fois aux aléas conjoncturels des pays d'où proviennent les touristes, mais aussi aux menaces de terrorisme (l'Égypte a connu plusieurs attentats ces dernières années, qui ont momentanément fait fuir les touristes).

¹⁵ Source *IMF Country Report* n° 10/94, avril 2010.

¹⁶ Source : *Central Bank of Egypt, Annual report 2009/2010*.

¹⁷ Source : *Confluences Méditerranée* n° 75.

– Les transferts d’argent des expatriés sont proportionnels à la bonne santé des économies qui les emploient, et dépendent donc aussi des fluctuations économiques des autres zones. Ils dépendent aussi de l’évolution des politiques d’émigration, liées elles-mêmes aux cycles économiques (préférence accordée aux travailleurs originaires d’Asie du Sud et du Sud-Est, face à ceux des pays arabes).

– Les recettes du canal de Suez sont pour leur part sensibles à la conjoncture économique, à la mise en service de nouveaux oléoducs, mais aussi au problème de la piraterie aux abords de la Mer rouge, près des côtes somaliennes.

– Les ressources en pétrole s’amenuisent (la production, qui n’a cessé de diminuer, ne couvre même pas la consommation intérieure). L’Égypte est donc obligée d’importer du pétrole (à prix élevé) et de subventionner les prix (double pénalité). Le gaz, lui, se porte mieux et de nouveaux gisements sont régulièrement découverts. Il s’opère actuellement en Égypte une substitution de l’énergie pétrolière par le gaz.

– Le secteur de l’Éducation est en complète déliquescence. Le système éducatif égyptien est sinistré. Les enseignants ne sont quasiment pas rémunérés et sont obligés de se tourner vers les cours privés pour tenter de s’en sortir. Dans l’enseignement public, l’accent est mis sur l’apprentissage par cœur des matières et les formations sont de très bas niveau. À un point tel que les entreprises privées, en dépit du bon marché de la force de travail égyptienne, se tournent vers de la main-d’œuvre indienne plus qualifiée.

Les transformations de l’économie égyptienne

Si la période Nasser impliquait une économie protectionniste et «socialiste» avec son cortège de nationalisations (dans le textile notamment), de travaux pharaoniques comme la construction du barrage d’Assouan ainsi que la création d’industries lourdes (aciéries, fonderies, cimenteries)¹⁸, Sadate engagera l’Égypte dès le début des années 1970 sur la voie de la libéralisation.

Le début de cette refonte de l’économie se situe dans une période marquée par un taux de croissance record. Les années 1974-1985 sont des années économiquement fastes grâce à la hausse des cours du pétrole, un afflux massif de devises en provenance de la main-d’œuvre égyptienne expatriée dans les pays du Golfe, et une augmentation importante des revenus du tourisme.

«En vertu de la politique de «dénassérisation», la confiscation des biens opérée dans les années 1960 est déclarée illégale, l’investissement étranger passe pour la clé du développement et les activités d’import-export

18 Mais pas seulement, comme mentionné ci-dessous concernant les usines modernes travaillant pour l’armée, déjà construites à la fin des années 1950.

*s'ouvrent au secteur privé*¹⁹.» Mais, cette politique d'«ouverture» (*infitah*) économique entraîne des conséquences sociales qui vont marquer durablement le règne de Moubarak. En restituer les terres à leurs anciens propriétaires, la réforme agraire de 1974 va laisser sur le carreau un grand nombre de paysans. De nombreux fonctionnaires (pléthoriques dans le gouvernement précédent) se trouvent confrontés à une réduction drastique de leur salaire et à une dégradation de leurs conditions de vie, qui entraînent des affrontements en 1977 contre la hausse du prix du pain.

En 1979, la signature du traité de paix avec Israël exclut l'Égypte de la Ligue arabe, et supprime des aides y afférant, cette perte étant compensée par la prime à la paix octroyée par les États-Unis.

Les premières années Moubarak (Sadate est assassiné en 1981) s'inscrivent dans un contexte économique encore favorable. Ce qui lui permet de lâcher du lest vis-à-vis des fonctionnaires et de largement subventionner certains postes de l'économie (énergie, denrées de base, transport, logement, etc.). Mais, cette embellie est vite compromise par le contrecoup de la crise pétrolière, et une pression démographique à la hausse. L'État égyptien est obligé de recourir massivement à l'endettement extérieur et de restreindre certaines subventions, tout en essayant de préserver la paix sociale.

Équilibre précaire s'il en est. Rapidement, dans une situation critique et au bord de la faillite, l'État égyptien est contraint de signer un accord avec le FMI qui lui impose des mesures drastiques, notamment la réduction des subventions, la lutte contre l'économie grise, etc. Accords qu'il n'a pas les moyens politiques de mettre en application.

La première guerre contre l'Irak, en 1991, arrive à point nommé pour l'Égypte. En effet, l'État égyptien, quasiment en faillite, s'alignera sur le camp américain et se verra pour l'occasion largement récompensé par de nouvelles aides.

*«Le Caire obtient de ses débiteurs occidentaux du Club de Paris l'annulation de la moitié de ses 20 milliards de dollars de dette et le rééchelonnement des 10 milliards restants. En échange, il faut cette fois engager les réformes et mettre en application le programme d'ajustement structurel (PAS) du FMI (accords de mai 1991) et de la Banque mondiale (accords de novembre 1991), même si une flexibilité du calendrier est autorisée pour éviter de nouvelles émeutes*²⁰.»

S'ensuit une période un peu plus favorable (hausse du prix du baril) durant laquelle l'État égyptien augmente à nouveau ses dépenses publiques, et on assiste à une vague de privatisation dans les secteurs agroalimentaires, de l'hôtellerie, du BTP.

¹⁹ Sophie Pommier, *ibidem*, p. 155.

²⁰ *Ibid.*

Mais, en 1993-1994, en raison de conjonctures différentes (réorientation des aides occidentales vers les pays de l'Est, chute des revenus du canal de Suez), la situation se dégrade. L'État redirige ses dépenses vers les forces de sécurité et leur administration pour faire face à l'islamisme «renaissant» des Frères musulmans, et tente de créer des contre-feux idéologiques, par exemple, en prenant en charge des milliers de mosquées associatives. Ces dépenses se faisant au détriment des secteurs productifs, des secteurs de l'Éducation, etc.

«Le programme de réformes se remet malgré tout en marche dans la seconde moitié des années 1990, avec la vente de nouvelles compagnies publiques et la libéralisation des loyers de la terre, achevée en 1997, qui ne provoque finalement pas la mobilisation paysanne redoutée. Dans le courant de la décennie, les emprunts intérieurs, souscrits pour financer les grands travaux et consentir des prêts aux hommes d'affaires, prennent le pas sur la dette extérieure. Il s'agit de financement sur les caisses de retraites via la Banque nationale d'investissement, d'obligations du Trésor, de bons du Trésor. Cette dette publique constitue aujourd'hui l'un des principaux points noirs du tableau économique²¹.»

Une phase de ralentissement de l'économie débute en 2000 (taux de croissance de l'ordre de 3 %) et conduira, en 2003, à l'arrêt de l'ancrage de la livre égyptienne au dollar, permettant une dévaluation de celle-ci et entraînant une amélioration de la compétitivité des prix.

L'année 2004 marque l'accélération des réformes de la structure économique. Les privatisations sont relancées, notamment dans le domaine de la banque, des télécommunications, du commerce de détail et dans le ciment.

Dès 2005, ce sont près de 600 millions de dollars de recettes qui sont dégagés de ce processus, et près du triple en 2006. Les procédures douanières sont allégées, les droits d'entrée sont fortement diminués et l'État met en place des zones franches (ZIQ²² – zones industrielles qualifiées) qui vont ouvrir le marché américain aux productions égyptiennes de textile.

Pour relancer la consommation et lutter contre la fraude (moins de la moitié des déclarations d'impôts seraient remplies chaque année), l'État réduit les impôts sur le revenu en 2005 (de 40 % à 20 % pour les revenus

21 Sophie Pommier, *ibidem*, p. 156.

22«La mise en place de zones industrielles qualifiées (ZIQ) résulte d'un accord signé fin 2004 entre l'Égypte et Israël sous parrainage américain. Il ouvre l'accès au marché américain pour des produits textiles fabriqués en Égypte, hors taxes et hors quotas, sous réserve que ces produits soient réalisés avec un certain pourcentage de composants israéliens. Fin 2007, cet accord a été révisé : la part des composants a été un peu réduite (de 11,7 % à 10,5 %). Entre-temps, le nombre des entreprises égyptiennes engagées dans ce partenariat était passé de 54 à 203.» (Sophie Pommier, *ibidem*, p. 157)

les plus élevés et de 27 % à 10 % pour les revenus faibles) et sur les bénéfices (unifiés à 20 %).

En 2007, lors des amendements à la Constitution, toute référence au socialisme disparaît. Ainsi, dans l'article 4, «*L'économie de la République arabe d'Égypte est fondée sur le système démocratique socialiste*» est remplacé par «*L'économie de la République arabe d'Égypte est fondée sur le développement de l'esprit d'entreprise*».

La structure de l'économie égyptienne

Les cinq piliers

Comme nous l'avons vu plus haut, l'économie égyptienne reste encore fortement marquée par une logique rentière (+/- 20 % du PIB).

Le tourisme

Le secteur fournit 10 millions d'emplois directs ou indirects et occupe ainsi une part très importante de la structure de l'emploi. En 2006, le tourisme a rapporté 7,2 milliards de dollars, soit près de 23 % de l'ensemble des devises et 11,8 milliards de dollars en 2009/2010. Le tourisme ne se limite pas aux seuls hôtels accueillant les touristes et n'a donc pas un rôle exclusivement improductif (du point de vue de la valeur). Il est composé également d'une part importante d'entreprises du BTP qui non seulement construisent les hôtels, mais aussi toutes les infrastructures qui en découlent (routes, chemin de fer, aéroport, transport, etc.), d'entreprises agricoles (pour nourrir tous ces touristes), etc.

Les zones touristiques importantes se situent à Louxor, Le Caire, Hurgada, Charm el-Cheikh, Assouan, les régions de la Mer rouge et du Sinaï.

Revenus du canal de Suez

Ils représentent 4,7 milliards de dollars de revenus en 2009/2010. Le transport du pétrole assure 15 à 20 % des revenus du canal, en baisse relativement au transport de produits finis. Ses revenus sont étroitement liés aux conditions géopolitiques ainsi qu'aux transformations de l'économie mondiale (destinations des marchandises – Chine et Inde – ainsi que la taille des bateaux). D'importants travaux sont régulièrement entrepris pour faire face à la taille croissante des bateaux (5 000 tonnes en 1869, 210 000 en 2006, 350 000 prévues en 2012²³).

Cette voie économique et géostratégique importante pourrait être menacée par divers projets d'acheminement des marchandises par le rail (reliant le port d'Ashdod en Israël, à ceux d'Eilat ou d'Aqaba).

Transferts des expatriés

Ils atteignent 9,8 milliards de dollars, en 2009/2010. En 2006, environ 4 millions d'Égyptiens vivent à l'étranger. Cette émigration, déjà entamée dans les années 1930, est due à la pression démographique et au manque

²³ Source : Pommier, *ibidem*, p. 162.

de possibilités d'emploi en Égypte. Dans les années 1960-70, les pays de destination étaient principalement les pays du Golfe et la Libye. Actuellement, les pays du Golfe sont aussi confrontés au chômage et privilégient leurs travailleurs locaux, ou font appel pour des raisons de coûts et de qualification à des travailleurs originaires d'Asie (Indiens, Pakistanais, Philippins). Les travailleurs égyptiens se retrouvent dans des emplois moins qualifiés du BTP, de la restauration et de l'agriculture.

Le secteur des hydrocarbures (pétrole et gaz)

L'Égypte est un modeste pays producteur de pétrole (sa position oscille entre le 19^e et le 26^e rang mondial des producteurs, suivant les années), et dispose de peu de réserves. Son pic de production remonte à 1996. Les réserves prouvées de pétrole égyptien représentent 4,07 milliards de barils en 2008 (6^e rang en Afrique), soit seize années de production. Les réserves prouvées de gaz atteignent 2 060 milliards de m³ (3^e rang en Afrique) complétées par plus de 3 000 milliards de m³ de réserves probables. Au point de vue de la production de gaz, l'Égypte occupe la 22^e place au niveau mondial. Les gisements de pétrole sont concentrés dans le golfe de Suez (42,6 %) et dans le désert de Libye (24,7 %). Les réserves gazières se situent en Méditerranée et dans le delta du Nil (Port Faud, Tamsah du Sud et Wakah) et dans le désert occidental.

L'ensemble des activités d'exploration, de production, de raffinage et de distribution est administré par les établissements publics sous tutelle du ministère, à savoir *l'Egyptian General Petroleum Corporation* (EGPC) pour le secteur pétrolier et *l'Egyptian Natural Gas Holding Company* (EGAS) pour le secteur gazier. Toute activité d'exploration et de production nécessite la création d'une joint-venture avec EGPC ou EGAS. Les contrats d'exploration et de production prennent alors la forme d'une concession accordée pour une durée déterminée à la joint-venture.

Production de pétrole et capacité de raffinage²⁴

	Production pétrole barils/jour		Capacité raffinage barils/jour	
BP Egypt	12 000	Capacités existantes (9 installations)	747 000	
ENI Egypt	97 000	Canal de Suez	500 000	Investisseurs : Égypte, Arabie Saoudite, Koweït
Apache Energy	66 934	Ain Sukhna sur la Mer rouge	130 000	
Autres compagnies étrangères	33 000	Asyut	250 000	États égyptien et libyen
EGPC	491 066	Total des nouvelles capacités	880 000	
Sum	700 000			

²⁴ Source : *Le pétrole et le gaz en Égypte*, UBI France, juin 2009

Actuellement, l'Égypte est en passe de devenir importateur net de pétrole, sa consommation intérieure excédant sa production. Ce qui l'oblige à importer du pétrole à coût élevé. Vu que le prix de cette matière à la pompe est largement subventionné, cela entraîne des dépenses de plus en plus importantes pour le budget de l'État. C'est pourquoi l'Égypte est en train de développer de manière importante la production de gaz, à la fois pour pallier le déficit du pétrole et pour augmenter ses revenus à l'exportation.

Les principaux producteurs de gaz en Égypte sont *BG Egypt* (avec 18 milliards de m³/an, il représente à lui seul +/- 40 % de la production totale), *ENI* (8,39 milliards de m³/an), *BP Egypt* (3,24 milliards de m³/an), *Apache Energy* (2,26 milliards de m³/an) et *Dana Gas* (0,2 milliards de m³/an)²⁵.

Aide internationale.

À elle seule, l'aide américaine (armement compris) était de l'ordre de 3 milliards de dollars en 2009/2010 et plus généralement, de l'ordre de 1,7 milliard de dollars par an (environ 400 millions de dollars pour l'aide civile et le reste pour le domaine militaire). En juillet 2007, les États-Unis ont octroyé à l'Égypte 13 milliards de dollars d'aide supplémentaire sur 10 ans. Mais ce n'est pas la seule source à laquelle s'abreuve l'État égyptien. Il y a l'aide de la Banque mondiale (2 à 2,8 milliards entre 2005 et 2008 pour promouvoir l'investissement et des réformes économiques, sociales et financières), l'aide de l'Europe (2 milliards de dollars pour mettre à niveau l'économie égyptienne et constituer une zone de libre-échange), l'aide japonaise, arabe et aussi celle en provenance des pays du Golfe.

Outre ces cinq piliers de la rente, d'autres secteurs importants composent l'économie de l'Égypte : certaines activités traditionnelles, en recul,

²⁵ «Les opportunités d'investissement sont nombreuses. Le Groupe Gaz de France est opérateur depuis 2005 dans la concession de West El Burullus. L'entreprise française s'est engagée à investir 22 milliards de dollars sur 8 ans dans la prospection pour le creusement de trois nouveaux puits. Le britannique BG, principal producteur de gaz en Égypte (40 % de la production totale), a annoncé qu'il allait investir 1 milliard de dollars en Égypte en 2009 et 2,5 milliards de dollars en 2010. Le groupe énergétique Edison (détenu à 49 % par EDF et à 51 % par le groupe italien A2A), qui a acquis les droits sur l'exploitation du gisement d'Aboukir, a prévu d'investir 1,7 milliard de dollars sur vingt ans.

En mai 2009, l'italien ENI s'est engagé à investir 1,5 milliard de dollars sur les cinq ans à venir dans l'exploration et la production. Dana Gas (EAU), qui a fait d'importantes découvertes de gaz en octobre 2008 à l'ouest de Manzala, a aussi confirmé sa volonté d'intensifier sa présence dans le pays et de doubler ses réserves. Enfin, la société Total a annoncé, en mai 2009, que les autorités égyptiennes lui avaient attribué une licence d'exploration dans le Bloc 4 du site d'El Burullus Offshore East, situé à environ 70 kilomètres de la côte méditerranéenne (100 à 1600 m de profondeur).» (*Le pétrole et le gaz en Égypte*, UBI France, juin 2009)

comme l'agriculture et les textiles, et d'autres plus «modernes» telles que la construction et les télécommunications.

Les autres secteurs de l'économie égyptienne

L'agriculture.

La surface cultivée est de 3,8 millions d'hectares, soit 4 % de la superficie du pays. L'agriculture repose quasiment entièrement sur un système d'irrigation alimenté par le Nil. Les eaux de ce fleuve sont de mauvaise qualité, en partie parce que l'agriculture égyptienne utilise des pesticides et des engrais en masse (un taux parmi les plus élevés du monde), mais aussi parce que bon nombre d'industries polluantes rejettent leurs déchets non filtrés directement dans les eaux du Nil. D'un point de vue agroalimentaire, le pays n'est pas autosuffisant. Il est d'ailleurs le premier importateur mondial de blé. L'importance de l'agriculture dans l'accroissement du PIB est en constant déclin. Elle est passée de 50 % du PIB en 1979, à 10 % en 1990 et à 5 % actuellement.

L'industrie.

Le secteur emploie environ 14 % de la main-d'œuvre égyptienne. Les industries sont réparties dans une quarantaine de zones industrielles et une dizaine de zones franches²⁶.

Le textile

Le textile et son exportation ne sont plus soumis au monopole de l'État depuis les années 1990. Néanmoins, l'État continue à dominer les activités de filature et de tissage, tandis que les capitalistes privés se concentrent sur les activités de finition (teinture, façon).

Ce secteur est en crise car, depuis 2005, il subit les effets de la suppression des quotas décrétée par l'OMC (perte de conditions d'accès privilégiées au marché européen) et est soumis à la concurrence chinoise et indienne (de moins bonne qualité, mais beaucoup moins chère) voire américaine en ce qui concerne le coton. Secteur en pleine restructuration, de nombreuses entreprises ont été vendues à des industriels étrangers qui n'ont cessé de tenter de moderniser le processus de fabrication et d'augmenter les cadences de travail, ce qui a conduit à de nombreuses grèves les années précédentes (telle celle de l'usine *Misr Spinning and Weaving* à Mahalla al-Kubra en 2007).

Le BTP

La production de ciment connaît une forte progression depuis 1989. Ce secteur a été privatisé début 2000, et des capitaux privés étrangers ont investi en masse ce secteur. Les entreprises françaises Lafarge, Ciment fran-

26 «*Alexandrie, Madinet Nasr (Le Caire), Port-Saïd, Suez, Ismaïlia, Damiette (Delta nord), Six-Octobre (Le Caire) ; zone franche de Media Public, Shabin al-Qom (gouvernorat de Menoufiya, delta centre), Qoft (gouvernorat de Qena, en Haute-Égypte), Port-Saïd port oriental*», Sophie Pommier, *op. cit.*, p. 165.

çais et Vicat, ainsi que des sociétés portugaises, italiennes et mexicaines. Ces groupes étrangers représentent plus de 50 % de la production totale.

Les télécommunications

Ce secteur a été profondément restructuré et développé ces dernières années. L'Égypte possède un nombre de lignes par habitant parmi les plus élevés du Moyen-Orient. On comptait 22 millions d'abonnés au téléphone portable en 2007, contre 4,3 millions en 2002. Le réseau mobile couvre les grandes villes, la région de Suez et les grands axes du Delta, et est en croissance rapide. Le secteur de la téléphonie mobile est largement ouvert aux capitalistes privés. Les principaux acteurs sont Mobinil (détenue par Orascom Telecom, groupe également actif dans le BTP), Vodafone, Etisalat (*Emirates Telecommunications Corporation*).

Le développement de ce secteur est dû pour une bonne part à l'aide internationale au développement, notamment américaine (USAID) et de l'État égyptien (le ministre des Télécommunications, Ahmed Nazif était au départ professeur d'informatique).

L'industrie pharmaceutique

Caractérisée par une production, des équipements et de la main-d'œuvre bon marché, elle représente 30 % du marché régional et en est le premier acteur. Largement subventionné, ce secteur importe ses composants de l'étranger à prix élevé, ce qui rend moins intéressante cette activité pour les investisseurs privés, du fait du contrôle des prix.

Le secteur bancaire

Le secteur bancaire a subi, au cours du XX^e siècle, des mouvements de nationalisation et de privatisation. Au début des années 1950, les banques étrangères contrôlent largement le secteur bancaire égyptien. En 1956, sur les 32 banques opérant en Égypte, 12 ont leur siège social à l'étranger. Ces banques étrangères collectent environ 54 % des dépôts bancaires et distribuent près de 47 % des crédits.

Sous Nasser, une grande vague de nationalisations touche le secteur bancaire égyptien en 1960 et 1961. À la suite de celle-ci, l'État contrôle la totalité du secteur bancaire. En fait, la propriété publique du secteur bancaire égyptien s'est accompagnée d'une très nette dégradation des performances des banques égyptiennes.

De 1961 à 1974, le secteur bancaire égyptien est un secteur très concentré (10 banques en 1963, puis 6 banques en 1971) et très rigide. Ce secteur pratiquait ses activités traditionnelles dans un cadre de spécialisation décidé par l'État et avec l'absence totale de concurrence ou de développement des services offerts.

Une première correction s'opère, en 1974, avec la promulgation de la loi du 10 juin (dite «*loi d'investissement des fonds arabes et étrangers*») et l'organisation des Zones franches. Les banques étrangères sont autorisées à établir des banques sur le territoire égyptien soit par la voie de succursales, soit en association avec des capitaux égyptiens. Pour accomplir leurs activités en monnaie locale, les banques créées doivent être fondées

sous la forme d'une société mixte comportant une participation égyptienne d'au moins 51 %.

En dépit de ce début de privatisation, l'État continue de contrôler la majorité du secteur bancaire à travers les quatre grandes banques commerciales publiques qui représentent alors près de 60 % de la capitalisation des banques en Égypte. En outre, l'État possède indirectement (par les banques publiques seules ou avec d'autres organismes publics) des parts majoritaires dans les capitaux de la plupart des banques mixtes créées depuis 1974.

Un nouveau programme de privatisation des banques démarre en 1993, en grande partie dicté par les injonctions du FMI et de la Banque mondiale. En 2003, le pays compte encore 64 banques (dont 28 banques commerciales et 31 banques d'investissements et d'affaires), mais le marché est dominé par le secteur public qui détient 8 établissements parmi lesquels figurent les quatre plus grosses banques égyptiennes.

Les quatre grandes – la banque MISR, la *National Bank of Egypt* (NBE), la Banque du Caire et la Banque d'Alexandrie – contrôlent plus de 50 pour cent des activités totales du secteur bancaire, mais elles détiennent également un montant important de créances douteuses.

En décembre 2004, il y a 57 banques. En juin 2006, il n'y a plus que 43 banques et en juin 2010, seulement 39. Le but de la restructuration conduite par la Banque centrale d'Égypte est de réformer le secteur bancaire en créant des banques de taille importante, capables de satisfaire les normes internationales prévues par l'accord de Bâle (notamment le ratio international de solvabilité), et de faire face à une concurrence internationale accrue.

Le secteur bancaire en Égypte est composé (depuis 2006) par trois types de banques : les banques commerciales, les banques spécialisées (relatives à des secteurs économiques bien précis) et les banques islamiques. Le gros de la capitalisation bancaire restant aux mains des banques commerciales.

Mais, en dépit de la restructuration qui dure depuis plus de 10 ans, comparé aux standards internationaux, le secteur bancaire égyptien reste encore peu soumis à la concurrence. Au sein du secteur privé, le manque d'accès au crédit reste important, les restrictions des changes extérieurs et la bureaucratie excessive du gouvernement sont souvent citées comme étant des obstacles à l'investissement et l'Égypte reste une économie avec des services bancaires très basiques. Le secteur bancaire pèse pour à peu près 4 % du PIB.

En 2011, la privatisation des quatre grandes banques publiques est toujours en cours. Les banques islamiques représentent à peine 1 % du secteur.

Une démographie galopante.

En 1962, la population égyptienne se chiffrait à environ 30 millions. En 2010, à 77,8 millions. Ce sont là les chiffres des Égyptiens résidant en Égypte. Si on tient compte des expatriés, la population dépasse les 80 millions de personnes. En 48 ans, on a enregistré une croissance démographique de 193 %. Près de 43 % de la population vit dans une zone urbaine en 2008 et la moyenne d'âge est de 24,8 ans²⁷.

La majeure partie du pays est inhabitée, 95 % de la population étant regroupée sur 5,5 % de la surface, dans le delta et la vallée du Nil, sur les zones côtières et dans les gouvernorats du nord²⁸.

Près des deux tiers de la population égyptienne vivent au jour le jour, sans revenu assuré. Ils n'ont pas accès aux services de santé, d'éducation, etc. En 2006, sur l'ensemble du territoire, le taux d'analphabétisme des femmes était de 37 % contre 22 % parmi les hommes. Dans les zones rurales, ce taux atteignait 47 % et 27 % pour les hommes.

Un quart de la population aurait accès aux services courants (santé, éducation dans le secteur privé, logement), à un salaire régulier leur donnant accès de plus en plus à l'automobile et à différents loisirs. 10 % auraient un niveau de vie correspondant à un niveau de qualification élevé (haute administration, cadres d'entreprises, etc.) et 1 % aurait une vie de loisirs et de voyages et accès aux meilleures universités d'Europe ou des États-Unis (soit moins d'un million de personnes)²⁹.

La ville du Caire regroupe à elle seule 25 % de la population, avec une forte proportion de petits paysans pauvres venus des campagnes et vivant des miettes des plus riches et de l'économie de survie.

«La structure rentière de l'économie ne repose en effet plus sur l'exploitation d'une main-d'œuvre locale, excédentaire par rapport aux besoins du tourisme, de l'industrie de transformation des ressources locales (coton, pétrole, agro-industries) ou de produits semi-manufacturés importés tels que la construction automobile ou électromécanique... ainsi que des services marchands. Il s'ensuit une prolifération de faux emplois de services et une saturation de l'administration, alliées avec une corruption et une mendicité déguisées, omniprésentes et qui grippent la machine économique et sociale, tout en permettant aussi la survie de millions de bouches «inutiles»³⁰.

²⁷ Source : Banque mondiale.

²⁸ *Confluences Méditerranée* n°75.

²⁹ *Ibidem*.

³⁰ *Ibidem*.

Composition de classe

Les 15-64 ans représentent 63 % des Égyptiens, mais les moins de 14 ans comptent pour 33 % de la population totale. La population active est estimée à 26 millions de personnes environ. Selon les dernières estimations disponibles, 32 % des actifs travaillent dans le secteur agricole, 17 % dans l'industrie (surtout le textile, mais également dans le bâtiment et la production de ciment, de gaz et de pétrole), et 51 % dans les services (tourisme en particulier). L'emploi rural reste important en Égypte, malgré l'afflux de population vers les villes (vers Le Caire en particulier) au cours des deux dernières décennies.

De nombreux Égyptiens travaillent comme indépendants au sein du secteur informel de l'économie. Dans ce secteur informel, ce sont les micro-entreprises et les petites entreprises qui prédominent par centaines de milliers. Le secteur informel comprend les travailleurs du secteur des services, ainsi que les employé(e)s de maison. Mais le secteur qui pèse le plus lourd dans l'économie égyptienne, et en termes de nombre d'emplois, c'est le secteur public ; ce fut même le secteur qui connut la plus forte croissance et le plus grand nombre de créations d'emploi au cours des années 1990 (alors même que l'époque était aux privatisations et aux mesures d'austérité).

Le taux de participation de la main-d'œuvre féminine est en augmentation. Il n'était que de 11 % environ en 1980, mais atteignait 22 % en 2001. L'augmentation du nombre de femmes occupant un emploi est surtout due à l'emploi féminin dans le secteur public. De nombreuses Égyptiennes travaillent dans le secteur informel, surtout comme aides familiales non rémunérées.

En 2005, on évaluait le nombre d'habitants vivant au-dessous du seuil de pauvreté à 20 % environ du total de la population. Le taux de chômage est de 10 %. Du point de vue géographique, le déficit d'emplois concerne surtout les zones rurales, en particulier en Basse-Égypte. Le taux de chômage déclaré est au plus haut chez les 20-24 ans, ainsi que chez les diplômés de niveau moyen. Mais on constate avec surprise que le taux de chômage est plutôt bas chez les illettrés. Le chômage touche bien davantage les femmes que les hommes.

**Structure sectorielle de l'emploi en Égypte
pour la période 1977-1992 et la tranche d'âge 12-64 ans**

SECTEUR	MILLIONS				STRUCTURE (%)				TAUX ANNUEL MOYEN DE CROISSANCE (%)		
	1977	1981	1984	1992	1977	1981	1984	1992	1977-1981	1981-1984	1984-1992
Agriculture	5,3	5,4	5,4	5,8	51,5	47,5	43,5	39,6	0,2	0,1	0,9
Industrie, mines et matières premières	1,4	1,7	1,8	2,2	13,8	14,7	14,2	15 0	3,9	1,9	2,8
dont entreprises publiques	0,7	0,7	0,7	0,8	6,4	6,2	5,8	5,7	1,6	0,6	1,8
dont secteur privé (+ de 10)	0,1	0,2	0,2	0,3	1,4	1,4	1,5	2	2,2	4,7	6 0
Résiduel (secteur informel)	0,6	0,8	0,9	1,1	6 0	7,1	7 0	7,4	6,5	2,5	2,8
Bâtiment	0,3	0,5	0,6	0,9	3,2	4,6	4,9	6	10,8	5,6	4,6
Services	3,2	3,6	4,3	5,8	31,4	31,6	34,5	39,3	2,4	6 0	3,7
Emploi national Total	10,3	11,3	12,4	14,7	100	100	100	100	2,3	3,1	2,1
Chômage	0,3	0,6	0,8	1,4	2,8	4,8	5,7	8,8	16,5	9,3	7,8
Main-d'œuvre nationale totale	10,6	11,9	13,2	16,1	-	-	-	-	2,8	3,4	2,5

(Source : Ikram, Khalid, *The Egyptian Economy, 1952-2000: performance, policies, and issues*. London, 2006.)

La place de l'armée dans l'économie

Dès la période Nasser, l'armée a eu accès au monde des affaires. On retrouve des militaires impliqués dans le secteur immobilier dont ils tirent des profits substantiels du fait de l'expansion démographique importante. Les militaires gèrent également un important patrimoine foncier comportant bon nombre d'entreprises agricoles et ils participent en outre au programme de bonification des terres prises sur le désert ainsi qu'au développement d'infrastructures pour le tourisme. On les retrouve également dans diverses activités industrielles (construction, armement notamment) pour lesquelles ils bénéficient de subventions pour l'achat de matières premières, et échappent à quelques lois trop contraignantes. L'industrie de l'armement est directement gérée par l'armée. On les trouve impliqués dans divers chantiers importants, comme la construction de routes, du métro du Caire et l'aménagement de l'aéroport. L'armée contrôlerait entre 33 % et 45 % de l'économie égyptienne.

L'OPPRESSION RAMPANTE DES FEMMES

Un peu d'histoire

Pour supporter l'effort de guerre pendant la Première Guerre mondiale, le gouvernement britannique a très largement puisé dans les ressources de sa colonie égyptienne. Cette situation a conduit à une sévère dégradation des conditions de vie des Égyptiens, entraînant une hausse du chômage, des réquisitions de récoltes, des incorporations de forces de paysans, etc. Cette situation a engendré notamment la formation d'un mouvement d'indépendance nationale interclassiste. L'arrestation de trois de leurs leaders et leur envoi en exil, en 1919, déclenchent un vaste mouvement de grèves et de manifestations, et des affrontements avec les forces de l'ordre britanniques.

Les femmes se sont jointes au mouvement notamment lors de manifestations spontanées issues des écoles secondaires ainsi que lors d'une manifestation appelée par Hoda Shaarawi (1879-1947), une des fondatrices du mouvement féministe en Égypte, dès 1919.

Lors de ces manifestations, les femmes décident d'enlever le voile (le voile faisant partie de la tenue importée par les Ottomans) comme signe de la revendication de leur indépendance, au même titre que les hommes. Suite à ce mouvement, se développe dans les années 1920 un processus d'émancipation des femmes dans différents domaines (enseignement, presse, littérature) toujours dans le contexte de la lutte pour l'indépendance nationale contre la colonisation britannique.

Le processus s'accélère à partir de 1952 (période nassérienne) avec l'instauration d'une nouvelle Constitution dans laquelle est stipulée l'égalité homme-femme. La scolarisation des filles, l'accès à l'enseignement supérieur ainsi que le travail des femmes sont encouragés par les autorités égyptiennes.

De cette époque jusqu'à la venue au pouvoir de Sadate, le décalage entre les lois et leur application dans tout ce qui touche de près ou de loin à la situation des femmes est à l'opposé de ce qu'il deviendra à partir de l'ère Sadate. À cette époque, la pratique sociale était très en avance sur la loi (moins favorable aux femmes). La polygamie est désapprouvée, le refus d'accorder le divorce est perçu comme indigne.

Tout cela change avec l'arrivée au pouvoir de Sadate. Le processus de régression de la condition féminine date de cette période. Sadate réintroduit le «religieux» dans l'espace public d'où il avait été chassé pendant la période précédente. Sadate a alors en vue de construire «l'État de la Science et de la Foi», accordant la grâce politique à des militants islamiques, et faisant revenir en Égypte les Frères musulmans, exilés sous le régime de Nasser. Les gouvernements post-Sadate vont continuer sur la même voie.

Paradoxalement, c'est donc lors de la période Sadate et post-Sadate que (sous l'impulsion des États-Unis, de manière à garder leur soutien financier) que les *lois* concernant les femmes ont connu une évolution positive tandis que leur *position sociale* a régressé.

La situation des femmes de par le monde, quelle que soit leur classe sociale, est celle de l'oppression comme constante mais à des degrés divers. En Égypte, il ne s'agit pas de décrire l'oppression de la femme comme étant la pire au monde, mais de comprendre en quoi elle présente des caractères spécifiques.

L'infibulation reste le symbole de cette oppression qui a été à peine touché par la modernité capitaliste. D'après un rapport de l'Organisation mondiale de la santé, 91 % des Égyptiennes ont subi ce type de mutilation. Cette pratique antérieure à l'avènement du christianisme et de l'islam, en Égypte, touche aussi bien les femmes de confession musulmane que chrétienne. En juin 2008, l'État a voté une loi condamnant cette pratique. Et il y a eu un certain nombre de campagnes publiques contre cette pratique depuis la Conférence internationale du Caire, en 1994, sur la population et le développement. Mais sa prévalence ne semble avoir qu'à peine décliné ces dernières années et seulement parmi les couches les plus urbanisées et les plus éduquées de la population³¹.

Le poids constant de la religion

La religion est au centre de la législation égyptienne. Quatre-vingt pour cent de la législation sont fondés sur la charia.

L'article 2 de la Constitution stipule que : «*La coordination entre les devoirs d'une femme envers sa famille et son travail dans la société, compte tenu de son égalité avec l'homme dans les domaines politique, social, culturel et économique [doit se faire] sans porter préjudice aux règles de la jurisprudence islamique (la charia) et aux dispositions de l'article 2 de la Constitution qui stipule que "la principale source de la législation est la jurisprudence islamique (la charia)".*»

L'article 9 ajoute : «*La famille qui a ses racines dans la religion, la moralité et le patriotisme, est le fondement de la société. L'État veille à préserver le caractère authentique de la famille égyptienne, les valeurs et les traditions qu'elle représente, tout en affirmant et développant ce caractère dans les relations au sein de la société égyptienne.*»

L'influence de la religion est si forte que même les ONG féministes doivent se baser sur des interprétations des textes islamiques classiques pour justifier leurs revendications d'améliorer le statut des femmes.³²

Toutefois, le sentiment de la supériorité de l'homme sur la femme est

³¹ *The Decline of Female Circumcision in Egypt: Evidence and Interpretation*, Report by the Population Council, 1999.

³² *Confluences Méditerranée*, p. 75

assez diffus dans les mentalités et ne trouve pas forcément toujours sa source dans la religion mais plutôt sa légitimation. La femme est un objet aux mains de l'homme.

La femme : esclave des hommes

Les femmes ne peuvent voyager sans le consentement de leur époux, même si elles sont en droit de disposer d'un passeport.

L'héritage est fondé sur une inégalité entre hommes et femmes favorisant une fois de plus le mâle dans sa toute-puissance. Ces dernières ne peuvent prétendre qu'à un huitième du legs s'il existe un descendant mâle et un quart, s'il n'y en a pas.

Juridiquement, le droit du divorce est réformé. Les femmes peuvent légalement obtenir le divorce lors d'une procédure judiciaire (longue et compliquée) exigeant la présence d'un avocat; elles peuvent également transmettre la nationalité égyptienne à un enfant de père non égyptien; et enfin, il y a obligation, en cas de polygamie, d'informer la première épouse et d'obtenir son consentement. Mais, contrairement à la période Nasser où les comportements sociaux étaient en avance sur les lois, actuellement, c'est exactement le contraire.

Les mariages se contractent généralement tôt. La polygamie est tolérée tandis que les dispositions pour divorcer demeurent, malgré une modification de la loi en janvier 2000, à l'avantage des maris. Si auparavant, il suffisait à un homme de répudier son épouse en prononçant à trois reprises «je divorce», cette dernière de son côté devait prouver qu'elle subissait de mauvais traitements. Quitter le domicile familial signifiait pour l'épouse vivre sans ressources et être vouée à la misère. Aucun refuge et aucune assistance financière ne peuvent être fournis tant que le divorce n'est pas prononcé.

Depuis la nouvelle loi, une femme peut invoquer le divorce à condition de renoncer à son patrimoine, à une pension alimentaire sans oublier qu'elle devra restituer la dot engagée. Ce qui expose généralement l'ex-épouse à des problèmes financiers. Quant aux Égyptiennes de confession chrétienne, elles doivent se tourner vers l'Église copte pour valider l'annulation d'un mariage.

Les crimes d'honneur

Un époux qui supprime la vie de son épouse, prise en état d'adultère, s'en sortira avec une peine entre trois et sept années d'emprisonnement. Ce qui s'appelle en l'occurrence un «*crime d'honneur*» qui n'a pas lieu d'être si l'épouse avait gardé une conduite vertueuse.

L'homme adultère est considéré de la sorte s'il se fait prendre à la maison. Il écoperait de six mois de prison contre deux ans pour son épouse. Une simple lettre d'amour suffit pour accuser une femme de tromperie. Le viol au sein du couple n'est guère considéré comme un délit. Au contraire, l'épouse se doit d'être disponible selon les désirs de son homme.

Les exemples d'assassinats ne manquent pas : un frère qui doute de la conduite de sa sœur, un fermier qui décapite sa fille après lui avoir découvert un petit ami, une mère qui se retrouve avec une fille enceinte d'un inconnu et qui la châtie en l'électrocutant... Les filles victimes d'un viol connaissent généralement le même sort, sans parler des cas d'inceste, sujet tabou, qui voit un père incestueux contraint d'éliminer physiquement sa fille, si elle est enceinte de lui pour laver l'honneur de la famille. Certains de ces assassinats servent également de prétexte pour éliminer une héritière gênante pour la course à l'héritage.

En Égypte, on préfère voir dans ces disparitions de simples suicides. Selon le *Center for Egyptian Women's Legal Aid*, 75 % des bourreaux sont des hommes contre 25 % de femmes. Pour la seule ville d'Alexandrie, 47 % des femmes décédées ont été assassinées par un membre de la famille parce qu'elles avaient été victimes d'un viol.³³

Les violences faites aux femmes ont augmenté, depuis le second semestre 2010, et 49,8 % des femmes se plaignent notamment de harcèlement sexuel³⁴. La violence domestique et les crimes d'honneur ont connu une augmentation respective de 13,2 % et 7,9 % durant la même période. Selon l'Unesco, la moitié des personnes de sexe féminin âgées de 15 à 49 ans pensent qu'un mari est en droit de frapper son épouse. «*La violence contre les femmes en Égypte reste à la fois culturellement et légalement admissible et est généralement acceptée par le grand public comme une forme normale et légitime de la "discipline"*»³⁵.

83 % des Égyptiennes ont été confrontées au harcèlement sexuel. Selon une étude de l'*Egyptian Center for Women's Rights*, les victimes du harcèlement sont majoritairement des femmes voilées, alors que la majorité des Égyptiens, des deux sexes, croit que s'habiller discrètement préserve du harcèlement.³⁶

Un statut inférieur

Le statut de la femme en Égypte, qui s'apparente à un statut de mineure, désignée donc comme irresponsable, la rend totalement dépendante de son mari, de ses frères, de ses cousins, des mâles de la famille élargie mais également des femmes plus âgées (en particulier de la mère) qui sont généralement le premier vecteur de transmission des valeurs traditionnelles et des mises en garde contre les mâles extérieurs à la cellule familiale et même contre les autres femmes. La femme est à la fois vulnérable à la violence masculine sous tous les traits imaginables, et esclave et dépendante socialement et économiquement de l'homme. Celle qui mène de

³³ Krug et al. 2002, *World Report on Violence and Health*, Genève: WHO. 93.

³⁴ *Egyptian center for women's right* (2010)

³⁵ *Human Rights Watch*, vol. 16, n° 8 (E), décembre 2004.

³⁶ BBC News, 18 juillet 2008.

front une carrière professionnelle acquiert une mauvaise réputation et est jugée seule responsable de la violence subie dans la rue.

La femme est une machine à reproduire, de préférence des hommes, nourricière et ménagère dont le foyer familial se révèle être la frontière. Cet état des choses transcende toutes les classes sociales. Cette situation s'aggrave selon la localisation géographique. Les mœurs dans les campagnes sont plus conservatrices et archaïques qu'en ville, tandis que le sud du pays, la Haute-Égypte, est réputé comme encore plus réactionnaire en matière de mœurs que le Nord, car le code de l'honneur, le *Tar*, s'y applique de façon très prégnante contre les femmes.

Car le mâle reste, dans cette société patriarcale, une garantie de survie pour la famille. La naissance d'une fille est considérée comme un poids financier. Dès sa naissance, le garçon est choyé et dispose d'un statut de privilégié par rapport à ses sœurs. Il faut avant tout veiller à ce que celles-ci préservent leur virginité avant un mariage qui se fera généralement tôt parce que «*la perte de virginité [avant le mariage] constitue un déshonneur que seul le sang peut laver*³⁷».

Un accès réduit à l'éducation et à l'emploi

Au niveau de l'éducation, l'écart à combler entre les garçons et les filles s'est réduit ces dernières années suite à une intervention volontariste de l'État. Selon un rapport de 2008, le pays enregistrait 34 % d'analphabètes³⁸. D'après l'Agence égyptienne de statistiques, 37 % des femmes ne savent ni lire ni écrire contre 22 % des hommes. Ce chiffre atteint 47 % dans les zones rurales contre 27 % pour les hommes.

Les familles hésitent à investir dans l'éducation des filles; elles doutent des retombées positives de cet investissement, ou refusent tout simplement de les inscrire dans un établissement mixte.

La proportion de jeunes femmes ayant un diplôme universitaire en poche, en 2006, était de 12 %. Selon les chiffres de la Banque mondiale, le chômage chez les femmes s'élevait, en 2009, à 22,9 % contre 5,2 % pour les hommes³⁹. En 2010, d'après un rapport réalisé par une agence d'État, le chômage chez les femmes de 15 à 29 ans s'élevait à 32 % contre seulement 12 % pour les garçons du même âge. Quant aux professions, certaines ne peuvent être réservées qu'aux hommes.

Selon *Demographic and Health Surveys*, le pourcentage de femmes disposant d'un emploi n'était que de 16 % en 2008.

37 «*Poverty and Development, Calling for Change, Development Strategies to End Violence Against Women*», Dutch Ministry of Foreign Affairs (Ministère néerlandais des affaires étrangères).

38 Unicef, http://www.unicef.org/infobycountry/egypt_statistics.html#77

39 <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SL.UEM.TOTL.FE.ZS>

UN PEU DE GEOPOLITIQUE

LE PARI AMÉRICAIN

«Je considère réellement le président et Mme Moubarak comme des amis de ma famille.» (Secrétaire d'État Hillary Clinton, mars 2010.)

Ce qui est remarquable au sujet de la réaction américaine face aux événements en Égypte est qu'il n'y en a pas eu. Le gouvernement américain a essentiellement été un spectateur; ses représentants se sont livrés à différents commentaires vagues, d'abord en faveur de Moubarak – «*Je ne penserais pas à lui comme à un dictateur*», a déclaré le vice-président, Joe Biden – puis ils ont appelé à une «*transition ordonnée*», et finalement ils ont accepté un changement de régime comme inévitable. Il est impossible de parler des États-Unis comme ayant une stratégie autre que «*attendons et voyons*». Le 6 février, Clinton a déclaré qu'elle ne «*préjugerait*» pas une offre faite par les Frères musulmans d'entrer dans le processus politique de l'Égypte. Le 8 février, le secrétaire à la Défense, Robert Gates, a déclaré que les militaires égyptiens s'étaient comportés d'«*une manière exemplaire*» en adoptant en grande partie une position neutre pendant les manifestations. Le 7 février, le porte-parole de la Maison-Blanche, Robert Gibbs, a déclaré que «*les États-Unis ne choisissent pas les dirigeants des autres pays !*»

Si les dirigeants des États-Unis sont préoccupés par les soulèvements populaires au Moyen-Orient, ce n'est pas parce qu'ils craignent la révolution prolétarienne mondiale ou même une utopie libérale et démocratique dans les pays producteurs de pétrole. C'est parce qu'ils craignent que toute la base de leur politique moyen-orientale puisse être bouleversée par l'arrivée de régimes populistes qui tiennent réellement compte de l'opinion publique arabe. Toute action entreprise par les États-Unis, jugée trop agressive, peut rendre ces régimes encore plus susceptibles d'adopter des politiques hostiles au statut quo.

Le fondement de la politique américaine dans la région peut se résumer ainsi : Israël est l'allié numéro un, soutenu par une élite égyptienne et une élite saoudienne fortement corrompues qui savent qu'elles ne peuvent survivre sans le soutien américain. En outre, l'influence iranienne doit être contenue à tout prix.

Le premier signe que l'équilibre a pu devenir changeant s'est manifesté, à la mi-février 2011, lorsque le nouveau Conseil militaire a accordé la permission à deux navires de la marine iranienne de transiter par le canal de Suez jusqu'en Méditerranée, sur le chemin de la Syrie. Aucun navire militaire iranien n'avait emprunté depuis la «révolution» de 1979. Une fois de plus, la réaction américaine a été mitigée – un porte-parole du Département d'État a simplement déclaré : «*Nous avons, vous le savez, des préoccupations constantes.*»

Les Accords de Camp David, en 1978, ont servi de base aux relations entre Égyptiens, Israéliens et Américains. En vertu de ces accords, payés par les États-Unis, l'Égypte a accepté de ne pas envahir Israël, de servir de tampon de sécurité entre Israël et le monde arabe et de fournir à Israël la moitié de son gaz naturel. Cela coûte annuellement aux États-Unis 1,5 milliard de dollars d'aide, principalement militaire, à l'Égypte. Israël reçoit 3 milliards de dollars en aide américaine chaque année. Le président Moubarak a été, assez naturellement, un partisan enthousiaste des Accords de Camp David durant trois décennies.

L'évolution des relations avec Israël est devenue claire au début de mai 2011 lorsque les dirigeants des factions palestiniennes rivales du Hamas et du Fatah ont signé un pacte de réconciliation dans la capitale égyptienne. Le rôle secret de l'Égypte dans la négociation pour un accord a pris par surprise à la fois Israël et les États-Unis. Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a qualifié ce pacte de «*grande victoire pour le terrorisme*».

Il existe également des signes que Le Caire espère renouer des liens avec l'Iran et renégocier le contrat de longue date pour la fourniture de gaz naturel à Israël. De plus, les autorités égyptiennes envisagent d'ouvrir le passage de Rafah vers Gaza, ce qui aurait pour effet de mettre fin au blocus de quatre ans. Par ailleurs, le ministre des Affaires étrangères égyptien, Nabil Elaraby, a appelé les États-Unis à reconnaître un État palestinien – une référence à la manœuvre prévue en septembre 2011 par Mahmoud Abbas, le président palestinien, pour demander la reconnaissance d'un État palestinien aux Nations Unies. Israël et les États-Unis ont déjà insisté sur le fait que les Palestiniens ne peuvent obtenir un État qu'en négociant directement avec Israël.

Ces changements dans la politique d'un pays du Moyen-Orient ne représentent pas un bouleversement extraordinaire par rapport aux certitudes géopolitiques en elles-mêmes, mais combinés avec le borbier continu de l'implication américaine en Irak et en Afghanistan, ils ne peuvent qu'accélérer son déclin en tant que faiseur de rois du Moyen-Orient.

POURQUOI LA TURQUIE ET PAS L'ÉGYPTE ?

Quel pourrait être le destin de l'Égypte selon la politique des Frères musulmans ? Leur offre politique large pourrait indiquer une volonté de normaliser leur position en évoluant d'un parti islamiste traditionnel à un parti plus moderne à l'image de l'AKP turc (*Adalet ve Kalkınma Partisi* – le Parti de la justice et du développement dirigé par Erdoğan). Depuis 2003, ce parti est au pouvoir en Turquie, Erdoğan étant Premier ministre et Abdullah Gül, le président élu depuis 2007. Mais est-ce réellement possible ? Nous devons examiner les raisons du succès d'Erdoğan mais, au-delà de sa personne et de son parti, les raisons doivent être étudiées sous un angle à la fois économique et historique.

En Turquie, la révolution bourgeoise et l'établissement d'un État de plein droit commencèrent en 1922 après la guerre contre les pays étrangers et les minorités intérieures. À l'issue de cette guerre, les kémalistes arrivèrent à la tête de l'État et firent entrer le pays dans l'époque moderne. Sous la houlette des kémalistes, la Turquie fut modernisée avec une poigne de fer, ce qui permit la libération des femmes, l'adoption à la fois des lois occidentales et du système éducatif, ainsi qu'un fort développement industriel dans les secteurs contrôlés par l'État. Les campagnes ne restèrent pas en reste et furent, elles aussi, modernisées par une vaste réforme agraire.

La révolution bourgeoise égyptienne de 1921 fut un échec. Le pays resta sous la domination britannique jusqu'en 1952. Durant 30 ans, l'industrie se développa lentement et l'État ne fut pas modernisé. Soutenu par des investissements de l'URSS, le socialisme arabe de Nasser instaura aussi un développement industriel à la soviétique (le barrage d'Assouan, l'industrie lourde). Ce fut un échec et les réformes des campagnes ne frappèrent que les Coptes et les propriétaires étrangers, mais ne changèrent en rien la vie des paysans pauvres.

En Turquie, l'armée était un pilier du régime kémaliste et intervint trois fois dans la vie politique (1960, 1971 et 1980) en prenant le pouvoir au détriment des partis civils. En 1997 encore, lorsqu'elle aida à la destitution du gouvernement pro-islamiste de Necmettin Erbakan. Les dix dernières années, elle sut s'entendre avec l'AKP, entente fondée sur un isolement mutuel et la non-intervention dans leur domaine respectif tout en restant le pilier de la laïcité. Ainsi, nous pouvons affirmer que la Turquie a maintenant atteint un point de stabilité.

Le succès contre la rébellion du PKK et les interventions victorieuses dans les conflits régionaux ont prouvé les compétences de l'armée. Néanmoins, elle a aussi subi une énorme défaite politique, le 29 juillet 2011, quand le gouvernement a réussi à imposer le limogeage de tout l'État-major sans que l'armée ne réagisse. Cette manœuvre faisait suite à

l'arrestation de 125 officiers supérieurs, en avril 2011, pour tentative de coup d'État remontant à 2003.

En Égypte, l'armée n'est pas prête à se retirer des affaires comme l'ont montré les derniers événements. Profondément implantée dans l'économie, elle est aussi la garantie du régime depuis la fondation de l'Égypte moderne.

Après 1980 et en dépit d'une guerre difficile contre la guérilla kurde (commencée en 1984), de la guerre civile contre les organisations d'extrême gauche, les entreprises turques ont été en mesure de se développer dans le secteur privé industriel, d'abord comme sous-traitantes des sociétés étrangères et sous le manteau protecteur de l'État, ensuite en tant qu'acteurs à part entière sur le marché. Ensuite, l'État a commencé à abandonner le contrôle sur l'économie.

Jusqu'ici, la Turquie était davantage une puissance économique régionale en concurrence avec la Grèce ou la Russie et d'autres pays européens, mais elle est aussi devenue la 17^e puissance économique mondiale avec des taux de croissance, semblables à ceux du Brésil (7,3 %, en 2010). La part du marché noir reste non négligeable : les chiffres varient de 15 à 30 % du PIB et environ un tiers de la force de travail y participe.

Lorsque l'État a commencé à moins s'impliquer dans diverses industries (mines, services publics, banques, sidérurgie, transport et communications), l'économie a continué à prospérer et une nouvelle classe d'entrepreneurs capables est née et a pris le relais dans l'industrie. Le secteur traditionnel du textile et de l'habillement, en Turquie, représente encore un tiers de l'emploi industriel, malgré la forte concurrence des marchés internationaux depuis la fin du système global des quotas. D'autres secteurs, notamment l'automobile, la construction et l'électronique progressent et leur part dans les exportations de la Turquie a dépassé le textile.

C'est cette classe de nouveaux entrepreneurs en réaction au «bureaucratisme d'État» (considéré par eux comme inefficace), née en premier lieu en Anatolie centrale (une zone d'influence religieuse encore puissante dans la vie quotidienne) qui a décidé de créer ses propres syndicats de patrons islamiques qui, naturellement, ont plaidé en faveur de l'intégration dans l'Europe (sous le drapeau de la liberté d'entreprise contre un État arriéré). Ainsi Erdoğan, et sa politique lente de compromis (pas de césure violente du pouvoir qui pourrait être douloureuse pour les entreprises) et d'infiltration dans l'État laïque, a réussi à convaincre que l'AKP n'était ni hostile à leur égard, ni au développement capitaliste.

Pour les patrons, l'affaire est simple : tirons le bénéfice de la fin des guerres internes qui avaient jusque-là détourné les investissements. Peu importe l'idéologie du gouvernement aussi longtemps qu'il nous laisse libres de faire des profits, nous n'y serons pas hostiles. Et nous ne nous impliquerons pas dans la lutte souterraine entre l'armée soutenant la laïcité kémaliste et l'AKP.

Au contraire, en Égypte, même après la dénationalisation lancée par Sadate, l'État reste un acteur majeur sur le plan économique (mis à part les usines appartenant à l'armée). Même si une nouvelle génération de gestionnaires commence à prendre les rênes d'entreprises publiques et à lancer des changements dans le secteur privé, il n'y a pas l'équivalent de ce bourgeonnement d'entrepreneurs qui existe en Turquie.

Au niveau politique, l'AKP est un parti plus interclassiste que les Frères musulmans. Si l'AKP est moins actif dans la classe ouvrière, il domine dans d'autres classes, même parmi les paysans (qui représentent encore 25 % de la population totale) et dispose d'un accord tacite avec les entrepreneurs. Il est totalement absent dans l'armée et dans l'éducation mais il a réussi à infiltrer la police.

Quant à eux, les Frères musulmans sont absents des campagnes (qui représentent encore 41 % de la population totale), faibles dans la classe ouvrière (ou à un niveau individuel) et dans la bourgeoisie traditionnelle. Les pauvres qui vivent dans les bidonvilles des grandes villes, les employés de l'État, les enseignants, les médecins (à savoir les membres des professions libérales déjà salariés ou employés de l'État) et les couches inférieures de la bourgeoisie constituent leur bastion principal. Dans l'armée, on trouve leur influence également chez les sous-officiers et les soldats.

Même si les courants les plus modernes des Frères musulmans ont souhaité se transformer en un parti politique moderne tel que l'AKP et s'ils gagnent à cette idée la majorité de leurs membres organisés (ce qui n'est vraiment pas acquis), ils hériteront d'une société bien plus arriérée que la société turque (où la question de l'agriculture n'est pas encore résolue sans parler des problèmes de nourriture et d'eau), et surtout d'une structure économique chaotique n'ayant pas atteint le niveau des enjeux de développement capitaliste et dépourvue des entrepreneurs modernes qui existent en Turquie.

Mais, même si un jour ou l'autre, les Frères musulmans sont capables d'évoluer vers un «AKP moderne», ce ne serait pas un progrès pour les femmes et la classe ouvrière. L'AKP, très lentement il est vrai, est en train de défaire ce que le kémalisme (d'une manière bourgeoise autoritaire) avait fait pour les femmes, sans parler de la pression qu'il exerce contre la liberté d'expression.

LES PILIERS DU COMPROMIS SOCIAL

PUISSANCE DE L'ARMÉE

Présentation

L'armée égyptienne occupe une place importante à plus d'un titre. Non seulement elle est classée comme la dixième armée du monde, mais elle a également fourni au pays tous ses dirigeants depuis la chute de la monarchie : Neguib (juillet 1952-novembre 1954), Nasser (novembre 1954-septembre 1970), Sadate (septembre 1970-octobre 1981) et enfin Moubarak (octobre 1981-février 2011). Certes, l'armée a subi des défaites à l'étranger (1948, 1956, 1967, 1973) mais elle a montré sa force militaire lors des répressions intérieures (1977, 1986), sa force économique dans les entreprises privées et publiques, tant dans le secteur civil que militaire. Et surtout, elle est aussi la seule puissance politique capable de contenir l'influence des Frères musulmans – ce qui a aussi une conséquence économique forte.

Organisation de l'armée égyptienne

L'armée égyptienne est organisée autour de quatre composantes principales, l'armée de terre, l'armée de l'air, et le Commandement de la marine et de l'aviation. L'armée égyptienne comprend dans son ensemble 668 000 soldats réguliers et 500 000 conscrits.

La cinquième composante est formée par les forces gouvernementales paramilitaires: 397 000 ; le personnel de la sécurité centrale; 337 000 et, parmi eux, 60 000 gardes-frontières sous le contrôle du ministère de l'Intérieur. Le ministère de la Défense contrôle la Garde nationale qui défend l'institution présidentielle et la capitale.

Budget

Les États-Unis d'Amérique fournissent une aide militaire annuelle à l'Égypte qui s'élève à 1,3 milliard de dollars, en 2009 (corrigé de l'inflation, 1,33 milliard en 2011). Ici, le pilier de l'État est sans aucun doute l'armée, qui compte un million d'hommes. Approvisionnée par ses propres industries, occupant presque tous les niveaux supérieurs de l'administration d'État, elle est la gardienne et la première bénéficiaire de la rente lucrative du canal de Suez (3,5 milliards de dollars américains en droits perçus par an sur un PIB de moins de 220 milliards de dollars) et de l'aide financière internationale (environ 2 milliards de dollars par an). Joshua Stacher, un spécialiste américain du pays, estime que les militaires contrôlent entre 33 % et 45 % de l'économie égyptienne. L'armée – qui a fait Hosni Moubarak, et qui soutient maintenant Omar Suleiman – est le protagoniste politique incontesté, avec les Frères musulmans (cinq à six millions de cotisants), des événements présents au Caire.

Structure

Il est très difficile de considérer l'armée égyptienne comme un corps unifié. Bien sûr, comme dans n'importe quelle armée du monde, il existe des rivalités entre l'armée de l'air⁴⁰, la marine et l'armée de terre. Mais l'armée égyptienne est profondément divisée de haut en bas entre les officiers de haut rang généralement formés aux États-Unis (5 rangs s'échelonnant de général de brigade à général 5 étoiles), les officiers de niveau intermédiaire (5 rangs s'échelonnant de second lieutenant à colonel), les officiers de rang inférieur (2 rangs) et les troupes. Parmi les deux dernières catégories, nous savons que l'influence de «l'islam politique» est importante. Sans parler du fait que les tueurs de Sadate étaient des officiers proches du Djihad islamique.

À l'opposé, des officiers de haut rang ont été formés par l'armée américaine, et ne sont plus formés par l'armée soviétique, comme leurs prédécesseurs, après le tournant politique post-Sadate de 1974. Mais les chiffres manquent pour décrire les trois strates de l'armée égyptienne.

Quelques faits historiques

En janvier 1977, lors des «révoltes de la faim», lancées pour protester contre la hausse des prix des produits de première nécessité, l'armée a soutenu le régime en organisant une répression dure qui a tué au moins 800 personnes. Ces émeutes ont cessé quand les hausses ont été annulées.

En 1986, l'armée réprime les mutineries des Forces de sécurité centrale (organisme équivalent aux «CRS» français, elles ont été créées en 1966, réorganisées en 1977). Elle expulse alors de ses rangs 20 000 de ses 300 000 membres, un chiffre qui indique l'influence des Frères musulmans au sein de cet organisme.

Pendant la «guerre» contre les Frères musulmans, l'armée a été obligée de diriger la répression et a brutalement chassé les Frères musulmans «soldats» dans les campagnes en brûlant les cultures des villages de la vallée du Nil où ils s'étaient cachés. Depuis, l'armée est restée «calme» dans les années 1990 et 2000.

Évolution

Malgré les accords de paix et les traités signés avec Israël depuis 1979, l'Égypte est restée engagée dans le maintien de sa puissance militaire au regard de celle d'Israël. Ainsi l'État égyptien a décidé que c'était à l'armée d'autofinancer ses dépenses. Pour y faire face, l'armée a commencé à investir dans l'industrie, l'énergie et la construction immobilière.

En raison des Accords de Camp David, l'armée égyptienne a reçu des États-Unis 40 milliards de dollars, mais plusieurs voix au sein du Penta-

⁴⁰ Moubarak était un pilote célèbre et un ancien commandant de la force aérienne.

gone et d'autres organismes militaires américains expliquent aujourd'hui que cet argent a été détourné des pures dépenses militaires au bénéfice direct ou indirect des officiers supérieurs. Pour les officiers, des villes nouvelles ont été créées (comme celle de Nasser dans les environs du Caire) où ils peuvent profiter de bonnes conditions de vie et accéder à des boutiques et magasins spéciaux. Cela conduit à une séparation entre la société «civile» et la société «militaire».

L'armée, une puissance économique

L'armée égyptienne est une puissance au sens militaire, mais aussi économique. Pendant de nombreuses années (depuis 1978), elle est parvenue à travers trois organismes à devenir propriétaire (ou propriétaire majoritaire en cas de joint-ventures) de 28 usines égyptiennes importantes employant environ 80 000 salariés dont 3 000 ingénieurs. Une majorité de ces usines, dans un style très soviétique, travaillent au même endroit pour des besoins militaires et civils, couvrant un large éventail de produits dont, côté militaire, le joyau est le char Abrams M1A1.

D'un point de vue géographique, ces usines sont majoritairement (27 sur 28) situées dans la région du Caire (10 usines dans la ville d'Hélouân, 7 à Héliopolis, une à Kalioubia et 9 au Caire même).

Les organismes à travers lesquels l'armée dirige ces usines sont les suivants :

- le ministère de la Production militaire pour 16 usines militaires, dont 14 fabriquent à la fois des biens civils et des produits militaires;
- l'Organisation arabe pour l'industrialisation (AOI) qui est un fonds commun de placement créé en 1975 par l'Égypte, l'Arabie Saoudite, le Qatar et les Émirats Arabes Unis. Géré depuis 1993 par l'Égypte, il est entièrement détenu par l'État égyptien (sous la direction d'un comité présidé par le président égyptien) pour 9 usines militaires, dont 2 produisent à la fois des biens civils et des produits militaires;
- l'Organisation des produits nationaux (NSPO), créée en 1975, une entité appartenant à l'État, pour 3 sociétés dont l'une est une société de services.

Le gouvernement égyptien ne rend pas public le montant du budget de la défense. Cependant, diverses publications estiment les dépenses de défense à environ 3 milliards de dollars par an, dont le gouvernement américain fournit environ 1,3 milliard de dollars sous forme de subventions militaires.

L'ASSOCIATION DES FRÈRES MUSULMANS

Une longue histoire

L'Association des Frères musulmans (*jamiat al-Ikhwān al-muslimin*) est fondée, en 1928, par un instituteur, Hassan al-Banna, alors que l'Égypte se trouve sous occupation britannique. La création de ce mouvement est une réaction face au vent de liberté qui souffle sur certaines villes égyptiennes à l'égard des mœurs et de la pensée.

L'Association des Frères musulmans (AFM) a pour projet de fonder un État islamique fondé sur la charia. Pour parvenir à cette édification, il faut «réislamiser» toutes les couches de la société égyptienne par la prédication, la *da'wa*, c'est-à-dire favoriser un retour à la pratique de l'Islam des ancêtres (*salaf*), l'Islam originel.

Les premiers membres de l'AFM sont des citoyens issus à la fois de la classe ouvrière et de la petite-bourgeoise. Les Frères musulmans veulent avant tout créer un mouvement populaire qui transcende toutes les classes sociales et prêche parmi les populations de l'arrière-pays. Les valeurs de l'Islam doivent pénétrer chaque foyer, chaque école, chaque usine, etc. La famille constitue un des fondements de l'idéologie des Frères musulmans. Outre la *da'wa*, les Frères musulmans mettent sur pied des œuvres caritatives qui pallient l'absence de l'État. La question sociale reste un autre socle de leur action et un bon moyen de sensibiliser les personnes à leur discours.

Si les Frères musulmans prétendent arriver au pouvoir par des voies pacifiques, ils se gardent bien de mettre en avant leurs conceptions réelles à propos de l'usage de la violence. Dès la naissance de la confrérie, Al-Banna va penser à cette question dans l'éventualité d'un affrontement avec l'État égyptien, lorsque, bien entendu, toute la société sera assez mûre, à savoir assez pieuse, pour que les Frères musulmans prennent le pouvoir. C'est pourquoi, dès le début des années 1930, parallèlement à l'AFM, qui a pignon sur rue, va se créer un appareil militaire clandestin, l'«Organisation spéciale». L'existence de cet appareil n'est connue que de la direction et des seuls initiés. Diffusant un message pacifique en public, Al-Banna et ses séides se préparent cependant à faire usage de la force si des obstacles devaient jalonner le chemin devant les conduire à l'édification d'un État islamique.

«Orants la nuit, chevaliers le jour ! L'islam est religion et État, Coran et glaive, culte et commandement, patrie et citoyenneté. Dieu est notre but, le Prophète notre modèle, le Coran notre loi, le Djihad notre voie, le martyr notre vœu⁴¹.»

41 Martine Gozlan, *Pour comprendre l'intégrisme islamiste*, p. 50

L'«Organisation spéciale» fomenta des attentats contre le pouvoir en place et participa à la guerre de 1948 contre Israël, le nouvel ennemi héréditaire. Les Frères musulmans sont les pères spirituels du djihadisme armé. Sayyid Qutb, exécuté sous Nasser, théorisa dans ses écrits la lutte armée sous la bannière de l'Islam. Séduit par les écrits de l'eugéniste Alexis Carrel, Sayyid Qutb ne cachait pas son admiration pour le fascisme. Aujourd'hui encore, Qutb reste la figure de référence auprès des djihadistes contemporains.

Les Frères musulmans voient dans l'expression du pouvoir ce que nous serions tentés d'appeler le «parti unique de l'Islam», une assemblée constituée de sages avec à sa tête un guide, un chef : *«[...] l'islam refuse l'appartenance à un parti car cela nuit à l'unité de la communauté et à sa consistance ; de plus, le pluripartisme n'est pas une condition au système fondateur dont la base s'accorde avec les principes de gouvernement en islam ; ensuite, l'existence de partis n'est pas la condition de la pratique du travail politique ; enfin, le pluripartisme n'est pas une garantie d'opinion et d'expression⁴²»*.

Hostile au capital étranger et contre toute révolution sociale, l'Oumma, la masse, constitue à leurs yeux un modèle de paix sociale :

«Sur le plan de la politique intérieure, ils appelaient à l'union des classes sociales, à l'entente et à l'harmonie entre ouvriers et direction, entre propriétaires fonciers et fellahs. C'étaient là les traits caractéristiques de la "réforme conservatrice" au sein de la classe moyenne dans le monde arabe⁴³».

Al-Banna admirait le fascisme et le national-socialisme en Europe, partageant avec eux une certaine conception de l'État.

«Le communisme, le socialisme et le capitalisme sont des inventions occidentales visant à imposer une défaillance religieuse. Ce même Occident n'a pas tranché pour le meilleur à choisir pour construire une société ou faire renaître une civilisation [...]. [Le mot] Parti a été cité dans le Coran quatorze fois, associé à l'idée de malveillance et de méchanceté.⁴⁴»

Tandis que le guide suprême d'alors, al-Tilmisânî, ajoute : *«Je rejette le régime du parti unique du plus profond de moi-même et sur la base de mes convictions religieuses. De même, je n'accepte pas le principe du multipartisme et plus spécialement le principe sur lequel il est actuellement fondé : celui de l'opinion et de son opposé. L'islam ne connaît pas la concurrence pour arriver au pouvoir.⁴⁵»*

Durement réprimés sous Nasser, les Frères musulmans ont été contraints de s'adapter à la nouvelle situation, non seulement pratiquement (création

42 Amr Elshobaki, p. 20.

43 *Ibid.*, p. 22.

44 *Ibid.*, p. 117.

45 *Ibid.*, p. 117.

illégal d'une structure souterraine), mais aussi idéologiquement (le nationalisme arabe prôné par Nasser a également besoin d'une réponse nationaliste des Frères musulmans, ce qui les amène à passer de la conception classique de l'*Oumma* des sunnites saoudiens à celle de la nation de l'Islam enraciné).

En 1967, lorsque Nasser a besoin de soutien après la défaite dans la guerre des Six jours, il relâche la pression sur les Frères musulmans, mais ceux-ci seront seulement réintégrés sur la scène égyptienne par Sadate, anti-communiste avoué, après 1972. Ce dernier utilisera les Frères musulmans pour lutter contre les communistes athées en Égypte.

«*Comment peut-on prétendre que la gauche marxiste est en accord avec l'islam alors que le salut dans l'islam ne se réalise que par la disparition du marxisme*⁴⁶ ?»

Durant la période Sadate, les Frères musulmans vont livrer une bataille sans merci contre les communistes athées et les gauchistes. Dans les territoires palestiniens, les Frères musulmans pourchassent et assassinent tout ce qui se déclare marxiste et athée. Plus tard, une frange de l'Association des Frères musulmans palestinienne donnera naissance au Hamas. La défaite de 1973 contre Israël va être à l'origine de la fin de la lune de miel entre les Frères musulmans et le pouvoir. Sadate devient le premier dirigeant arabe à se rendre dans l'État hébreu pour négocier le retrait du Sinaï. En échange, il signe un traité qui formalise une reconnaissance mutuelle entre les deux pays.

Suite à l'assassinat de Sadate par d'anciens Frères musulmans devenus dissidents, la répression s'abat à nouveau sur les militants de l'AFM. Une grande partie des années Moubarak constitue pour les Frères musulmans un nouveau repli. Entre-temps, l'État égyptien tente de couper l'herbe sous le pied des islamistes de tout bord en édictant des lois conformes à la charia et en faisant la chasse à tout ce qui n'est pas conforme à l'Islam. Il faut toutefois souligner que, depuis sa création, l'Association des Frères musulmans est parvenue à réaliser un de ses projets avec l'aide sans doute involontaire de l'État égyptien : rendre les Égyptiens beaucoup plus pieux, religieux et conservateurs.

Le retour sur scène

En 2005, les Frères musulmans remportent quatre-vingt-huit sièges, soit un cinquième des sièges pourvus au Parlement. Cinq ans plus tard, ils boycotteront le deuxième tour des élections en accusant le pouvoir de fraude. La répression contre le mouvement n'a jamais cessé. C'est pourquoi les Frères musulmans ont gardé un profil bas au début des manifestations avant d'entrer prudemment en scène, guettant la tournure qu'allait prendre les événements avant d'intervenir. Avant cette répression, diffé-

46 *Al-da'wa* n° 2, 1976, p. 18 in *Les frères musulmans des origines à nos jours*.

rents courants s'affrontent au sein de l'Association des Frères musulmans, dont la vieille garde et les jeunes recrues, sur la tactique à adopter. Les premiers sont favorables à un repli afin de se concentrer à nouveau sur la *da'wa*; les seconds, plus ouverts, se présentent comme des réformistes ouverts sur le monde et luttent contre l'emprise de la vieille garde sur le Bureau de l'Orientation. L'AKP turc leur sert de modèle. Aujourd'hui, nous pouvons désigner trois grands courants au sein des Frères musulmans : deux ailes dures à savoir les héritiers de Sayyid Qutb, les salafistes, et la jeune garde séduite par l'AKP turc.

L'Association des Frères musulmans et les Coptes

Durant les années 1970 et 1980, les chrétiens d'Égypte sont considérés comme la «cinquième colonne» des croisés et des communistes. Les Coptes, qui représentent officiellement 10 % de la population, sont perçus comme des comploteurs, des prosélytes et des conquérants mettant en place une politique favorisant les naissances en vue de devenir majoritaires en Égypte. Des églises sont brûlées, des paysans contraints de vendre leurs terres, les commerçants sommés de payer l'impôt imposé aux non-musulmans. Comme les juifs, les chrétiens jouissent d'un statut inférieur par rapport aux Égyptiens musulmans. Les Frères musulmans accusent les Coptes d'être à l'origine des violences qui les frappent. Ils en appellent pourtant à la concorde pour le bien de la nation, comme ce fut le cas lors de l'occupation britannique ou lors des manifestations de la place Tahrir. Nostalgiques de l'âge d'or de l'Islam, les Frères musulmans veulent offrir aux chrétiens et aux juifs le statut de «*dhimmis*», «protégés», soumis à l'ordre islamique.

L'Association des Frères musulmans et les syndicats

L'Association des Frères musulmans profite d'abord du désinvestissement et du vide laissés par l'État en matière de protection sociale, offrant aux membres affiliés à ses syndicats une couverture maladie ou des prêts d'argent préférentiels. Les Frères musulmans ont toujours joué de cette arme grâce à leur réseau caritatif. En outre, ils profitent de la désorganisation des syndicats traditionnels plutôt faibles et peu attentifs aux revendications de leurs membres. Toutefois, leur infiltration dans les organisations ouvrières fut longtemps réduite parce que ces dernières étaient principalement contrôlées et financées par le ministère du Travail (dès 1952) en vue de neutraliser leur influence politique et encadrées dès 1957 par l'Union Générale des Syndicats Ouvriers. Après la mort de Sadate, l'Association des Frères musulmans se lance dans l'action syndicale avec un certain succès.

Les Frères musulmans arrivent à rallier à leur message des pans des classes supérieures : *«La majorité des Frères syndicalistes appartiennent à la jeune génération qui a dirigé les mouvements étudiants des années 1970 ; les "nouveaux Frères" acceptent la règle pacifique du jeu poli-*

tique et font en sorte de parvenir à leurs objectifs en suivant une méthode douce et progressive et en recherchant un appui populaire important. En même temps, les "nouveaux Frères" tirent les leçons des expériences de l'ancienne génération. Ils usent désormais de la puissance de l'organisation, d'actions précises et du travail collectif, ayant pris conscience de la force de la foi dans une société où la composante religieuse pèse lourd⁴⁷.»

Aujourd'hui, ils contrôlent principalement les syndicats des ingénieurs, des médecins et celui des avocats qui luttent pour les retraites, la fin de l'état d'urgence, le pluripartisme et les droits de l'homme. Ces syndicats dénoncent l'impérialisme économique de l'hémisphère Nord, dominateur et exploiteur, qui pille le Sud et le laisse exsangue. Si les Frères musulmans ont longtemps délaissé la classe ouvrière, un soudain intérêt est apparu depuis deux décennies. Briseurs de grève dans les années 1940, les Frères musulmans ont toujours pensé que cette arme aux mains des prolétaires était contraire à l'Islam et l'affaire des communistes, même s'ils en soutinrent certaines. Ce sentiment est toujours présent et les Frères musulmans sont capables de mener des actions pour dissuader les prolétaires de manifester.

L'Association des Frères musulmans a une approche moderne du syndicat, considérant ce type d'organisation comme «*une instance de réconciliation des intérêts du capital et des ouvriers*»⁴⁸. En 2006, ils présentent 2 200 candidats pour les postes à pourvoir dans les syndicats ouvriers, mais nous ignorons quelle fut leur réussite. Néanmoins, en vingt ans, les Frères musulmans sont parvenus à obtenir, principalement par la prédication, une certaine visibilité au sein du monde ouvrier.

L'Association des Frères musulmans et les femmes

Le rôle des femmes en Islam pour les Frères est simple : elles ont la noble tâche d'engendrer et d'éduquer les générations d'hommes à venir....

«Nous ne devons pas oublier que la femme a une tâche noble et importante qui lui a été confiée par Dieu Tout-Puissant, la procréation et la maternité. (...).

«Ces caractéristiques, devoirs et droits qui ont été attribués aux femmes par Allah sont en équilibre avec les devoirs qu'elle a envers son mari et ses enfants. Ces devoirs doivent avoir la priorité sur d'autres responsabilités et ils sont nécessaires pour la stabilité de la famille, cellule fondamentale de la société et cause de sa cohésion, de sa force et de son efficacité. Toutefois, le mari a le droit d'autoriser sa femme à travailler. Ce droit doit être régi par un accord entre le mari et la femme. Ces droits ne

47 *Op. cit.*, p. 171.

48 H. Tammam, P. Haenni, *Les Frères musulmans égyptiens face à la question sociale : autopsie d'un malaise socio-théologique.*

doivent pas être réglementés par la loi et les autorités ne devraient pas interférer avec eux, sauf dans quelques rares cas⁴⁹.»

L'islam leur confère des droits et leur permet de travailler dans certaines branches. Si les femmes peuvent être éduquées et travailler, leur véritable place, selon les Frères musulmans, est leur foyer. *«En outre, il n'y a rien pour l'empêcher de travailler dans ce qui est admissible, puisque la fonction publique est un type de travail que la charia a permis aux femmes d'entreprendre. Les femmes peuvent travailler dans les professions telles que médecins, enseignants, infirmières, ou dans des domaines dont elles ou la société peuvent avoir besoin.⁵⁰»*

Leur conclusion sur le statut de la femme est explicite : *«Nous, les Frères musulmans, souhaitons attirer l'attention sur la nécessité de distinguer entre une personne ayant un droit et la manière, les conditions, et les circonstances appropriées pour l'utilisation de ce droit. Ainsi, si les sociétés d'aujourd'hui ont différentes circonstances sociales et traditions, il est acceptable que l'exercice de ces droits soit introduit progressivement pour que la société puisse s'adapter à ces circonstances. Plus important encore, un tel exercice ne devrait pas conduire à la violation des règles de déontologie fixées par la charia et rendues obligatoires par celle-ci.*

«Nous rejetons complètement la façon dont la société occidentale a presque complètement dépouillé les femmes de leur moralité et chasteté. Ces idéaux sont construits sur une philosophie qui est en contradiction avec la charia et ses mœurs et valeurs. Il est important, dans notre société islamique, que les principes islamiques de la morale et les valeurs soient maintenus avec la plus entière conviction, honneur et austérité, dans l'obéissance à Allah, exalté soit-Il.

«Et toutes les louanges sont dus à Allah, dans le commencement et à la fin. Que les bénédictions d'Allah soient sur son messager et ses compagnons et sa famille.»⁵¹

L'Association des Frères musulmans et l'économie, les ouvriers et les paysans

À côté des œuvres caritatives, les Frères musulmans disposent d'un réseau de sociétés et d'entreprises.

Bien qu'hostiles au capital étranger, les Frères musulmans sont libéraux sur le plan économique. Favorables à un État et une fonction publique dégraissés, ils ont toujours soutenu les différentes politiques de privatisation et d'ajustements structurels des successeurs de Nasser, considérant la pro-

49 <http://www.ikhwanweb.com/article.php?id=4914>: *The Role of Muslim Women in an Islamic Society*.

50 *Ibid.*

51 *Ibid.*

priété privée comme un droit béni par l'islam. Les Frères musulmans ont appuyé la réforme agraire promulguée en 1992 qui donna lieu à des révoltes paysannes. Celle-ci consistait à augmenter graduellement, sur une période de cinq années, le loyer lié à la location des terres cultivables de sept à vingt-deux fois le montant de la taxe foncière. Ensuite, chaque propriétaire fut autorisé à fixer librement le prix de la rente foncière. À cela s'ajoutera l'obligation de s'affranchir du paiement du bail à ferme une fois signé le contrat de location représentant généralement entre 30 et 50 % du chiffre d'affaires. En somme, bien avant la récolte. Les paysans endettés et incapables de payer seront expulsés. Les Frères musulmans considéreront que l'on «*revenait à la loi de Dieu*»⁵².

Si, dans le discours d'*al-Ikhwan*, la question sociale et le caritatif ont une place importante, les Frères musulmans sont plus proches des classes moyennes que des ouvriers et des paysans, notamment en termes de membres actifs. Les Frères musulmans disposent parmi eux d'hommes d'affaires. L'Association des Frères musulmans investit dans la santé, la construction et l'immobilier, l'Éducation, les transports, le tourisme, etc. Les Frères musulmans n'ont jamais prôné la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme; conservateurs favorables au maintien du capitalisme, de la division en classes entre exploités et exploités, ils offrent en échange le mirage d'une communauté fictive d'intérêts communs, la communauté de l'islam.

Comme nous l'écrivions en 2001 : «*Qu'y a-t-il de commun entre le jeune chômeur de Gaza ou d'Alger et les milliardaires du Golfe ou les classes dominantes des États de la région, hormis leur appartenance religieuse ? Rien, bien évidemment. L'islam ne sert ici qu'à créer une prétendue communauté d'intérêts entre oppresseurs et opprimés "musulmans" dont le prolétariat de ces régions ne cesse de payer le prix*»⁵³.

Le pauvre, le déshérité, l'exploité, le prolétaire représentent le fonds de commerce des Frères musulmans comme de toutes les religions monothéistes : «*Les nouveaux islamistes ne parlent jamais de justice sociale ou de redistribution (...). Leur revendication est qu'ils doivent être riches pour être de bons islamistes sans que jamais ils ne renversent l'argument pour dire : les bons islamistes sont ceux qui travaillent pour la justice sociale et la redistribution*»⁵⁴.

En d'autres termes, les Frères musulmans, comme tous les bourgeois philanthropes, entendent répondre à la misère et à l'exploitation par la charité et la bonne conscience. Signification morale religieuse importante

52 <http://www.cetri.be/spip.php?article757&lang=fr>: Paysans contre Propriétaires.

53 http://www.mouvement-communiste.com/pdf/leaflet/tract_011008_contre_la_croisade_et_le_jihad.

54 *Op. cit.*, *Les Frères musulmans égyptiens*.

puisque l'aumône, la *zaakat*, fait partie intégrante des cinq piliers de l'Islam et constitue une obligation pour tout bon musulman s'il veut sa place au paradis.

À travers Dieu, les Frères musulmans légitiment l'ordre capitaliste dans lequel l'homme exploite l'homme, présentant cet état des choses comme naturel.

La grève du 6 avril 2008 contre le chômage et la vie chère est marquée par l'absence des Frères musulmans qui se refusent à y participer. Outre le fait que les Frères musulmans s'opposent généralement aux manifestations ouvrières, il est difficile pour eux de les soutenir, notamment lorsque l'un des leurs, Saad Husseini, est propriétaire d'une des usines en grève. Ils décideront toutefois de faire une petite apparition le 4 mai. Un an plus tard, l'Association des Frères musulmans hésitera à participer à la commémoration de la grève de 2008 mais finira par conseiller aux manifestants de défiler pacifiquement et donnera son accord aux étudiants pour y prendre part. Certes, en janvier 2008, les Frères musulmans dénoncèrent dans un communiqué la vie chère et l'injustice sociale mais cette démarche fut entreprise afin de prévenir d'éventuels troubles pouvant mettre à mal l'ordre social bourgeois.

Et maintenant ?

Que veulent les Frères musulmans aujourd'hui ?

Tapis dans l'ombre et représentant l'unique force d'opposition, les Frères musulmans constituent un atout pour le pouvoir en place afin d'assurer sa pérennisation. Loin d'être révolutionnaires et ne souhaitant nullement briguer la présidence, les Frères musulmans réclament une place sur la scène politique égyptienne en échange de leur influence pour calmer les ardeurs de ceux qui ont chassé Moubarak. Les Frères musulmans sont le seul groupe d'opposition regroupant 600 000 membres capables de descendre dans la rue si le pouvoir le demande afin de ramener à la raison les opposants au régime. Les Frères musulmans n'ont d'ailleurs pas tardé à négocier avec l'État, une fois leur exigence satisfaite de voir Moubarak quitter son poste. Le 19 mars 2011, l'Association des Frères musulmans et les autres groupes islamistes ont fait campagne massivement pour amender la Constitution plutôt que d'en effectuer une refonte complète. Le 6 juin 2011, al-Ikhwan reçoit l'accord tacite du pouvoir pour la légalisation du Parti de la Liberté et de la Justice, vitrine politique du mouvement comptant huit mille membres fondateurs dont une centaine de Coptes.

Par ailleurs, l'Association des Frères musulmans semble montrer une évolution interne marquée par certaines confrontations, sans parler des tendances existantes. Certains jeunes membres se sont rassemblés et plaident pour une forme moderne de militance. D'autres ont parlé d'une transformation des Frères musulmans en un parti plus moderne comme l'AKP turc ; peu importe le manque de bases sociales et économiques pour par-

venir à un tel projet. Cela prouve-t-il quelque chose ? Même au niveau de la politique étrangère, certaines voix, parmi l'Association des Frères musulmans, ont plaidé pour une paix froide avec Israël. Au cours de son existence, sous la clandestinité et la répression, l'Association des Frères musulmans a formé un noyau fort de militants et de cadres capables. Elle a aussi profondément enraciné son influence dans les différentes couches de la société civile égyptienne. Par ailleurs, l'islam n'a jamais été absent de l'Égypte durant la «voie vers le socialisme arabe» de Nasser et l'AFM a toujours tiré bénéfice de cette situation. La charia a toujours été potentiellement applicable, le seul problème étant que l'État prétendait être la seule autorité pour décider de l'appliquer ou non. Le compromis passé entre les Frères musulmans et le régime de Moubarak peut être résumé ainsi: «A vous le pouvoir, à nous la société» et, malgré des hauts et des bas, ils travaillaient main dans la main. Le mouvement de février 2011 a ouvert une petite fenêtre, ce qui a rendu l'Association des Frères musulmans capable de changer de partenaire mais pas de politique, effectuant seulement un grand pas en avant.

Mais quelle est leur véritable politique derrière leur façade ?

Premièrement, nous devons comprendre que l'Association des Frères musulmans est un véritable mouvement politique dont le but est de changer la société, ou du moins la société civile parce qu'ils ne proposeront jamais de briser le capitalisme, même s'ils peuvent exercer certaines pressions à l'intérieur des entreprises afin qu'elles redistribuent ne serait-ce qu'une partie du profit. Mais ils souhaitent réellement effectuer de vrais changements, une réislamisation de la société civile encore plus importante qu'aujourd'hui.

Deuxièmement, il s'est avéré qu'en février 2011, ils ont participé à un mouvement qu'ils n'avaient pas lancé et auquel ils n'étaient pas favorables. Ils ont ensuite accepté de manger avec le diable, c'est-à-dire l'armée, preuve que les décisions du «Bureau politique» sont bien transmises au «Comité central», puis aux membres et enfin diffusées parmi les sympathisants. Néanmoins, le fait que, maintenant, l'Association des Frères musulmans ne soit pas réprimée, que l'avenir semble radieux, favorise l'expression de différences internes, et même le souffle démocratique les a touchés.

Troisièmement, dans la situation quotidienne compliquée en raison des conséquences affectant l'économie, il est préférable pour les Frères musulmans de rester dans l'opposition (tout en partageant le pouvoir de fait avec l'armée) et d'attendre le moment où les fruits seront complètement mûrs et aisés à cueillir. Dans une telle perspective, l'AFM a intérêt à se présenter comme la plus moderne des tendances, et à exprimer elle-même publiquement beaucoup plus que l'«offre politique» du mouvement. En ce sens, l'Association peut ressembler à un parti hybride, capable, comme les staliniens (pour le noyau de militants formés et de cadres) et les péronistes (par leur enracinement dans la société civile), d'infiltrer toutes les couches

de la société (avec des limites objectives chez les paysans et les classes supérieures).

Quel peut être l'avenir de l'Association des Frères musulmans ? Est-elle capable de gagner, sur les lieux de travail, une fraction d'ouvriers ? Les classes supérieures hésitent-elles toujours à conclure un compromis à la «turque» face à l'AFM ? Si la situation économique n'est pas restaurée, certaines couches de la bourgeoisie pourraient choisir l'Association des Frères musulmans comme le meilleur défenseur contre les troubles sociaux. En fait, l'AFM ne considère pas les travailleurs comme des ennemis en tant que tels. Tant que le travailleur reste un individu, il est le bienvenu. Mais ce que l'Association des Frères musulmans déteste, avant tout, c'est la classe ouvrière en tant qu'organe collectif. «Classe contre classe» est une politique anti-islamique qui doit être combattue par l'Association des Frères musulmans. Le problème est que si l'économie s'écroule, la classe ouvrière égyptienne n'est pas prête, pour le moment, à contester la classe dirigeante, laissant la solution de l'Association des Frères musulmans au frigo.

L'Église copte⁵⁵ est une des plus anciennes Églises chrétiennes du Moyen-Orient ; la première Eglise ayant été fondée en 42 après J.-C. Née d'une scission, en 451, pendant le concile de Chalcédoine, l'Église copte a vécu une vie séparée des autres Eglises chrétiennes, catholique et orthodoxe. Elle s'est repliée sur l'Égypte et s'est identifiée elle-même comme la mémoire de l'Égypte des temps anciens; les Coptes furent ainsi les promoteurs, pendant le XIX^e siècle, du nationalisme moderne. Sa principale spécificité religieuse est le culte des martyrs, persécutés par l'Empire romain en 284 après Jésus-Christ, mais aussi l'utilisation de la langue copte⁵⁶ pour les cérémonies religieuses. À partir de la conquête islamique en 640, l'influence de l'Église copte a décliné continûment à travers des périodes de relative tolérance et de dures persécutions, comme celles de 1010 (sous le calife al-Hakim), ou, en 1320, sous la domination des Mamelouks. Les Coptes désignent ainsi à la fois les adeptes d'une religion et les personnes appartenant à une communauté.

La révolution bourgeoise de 1921 ouvrit la route à une participation des Coptes (principalement la bourgeoisie copte) à la vie nationale ; les Coptes furent militants du parti Wafd et deux furent Premier ministre et un président du Parlement. Mais le succès de la bourgeoisie copte fut tel qu'elle détenait 50 % de la richesse nationale, pas seulement comme la famille Boutros Ghali propriétaire de 10 000 *feddans* (4 000 ha) de terre

55 Le mot «copte» vient du grec ancien «*Aegyptos*» (Égypte), issu lui-même d'un vieux mot égyptien «*Het Ka Ptah*».

56 Cette langue vient de l'ancienne langue égyptienne, le démotique, et s'écrit dans un alphabet mélangeant lettres coptes et grecques.

mais aussi comme capitalistes privés dans divers secteurs industriels.

Après la chute de la monarchie en 1952, pour le prétendu socialisme arabe représenté par Nasser, il fut facile d'exproprier la bourgeoisie copte, principalement à la campagne, au nom du nationalisme et du socialisme. Beaucoup de Coptes (et de Juifs) quittèrent l'Égypte, réduisant ainsi l'importance des Coptes dans la société. En compensation, la liberté de pratiquer la religion copte fut garantie comme contrepoids à la répression menée par Nasser contre les Frères musulmans ; mais ceci changea après la défaite de 1967, pendant la guerre des Six Jours. Pour consolider son pouvoir affaibli, Nasser appela à l'unité de la nation derrière l'islam. Pendant les décennies 1970 et 1980, les Coptes souffrirent de la pression islamiste caractérisée par des taxes islamiques sur les boutiquiers, des ventes forcées de propriétés et de terres, le boycott des médecins et des pharmacies, etc. L'État ignora ces brimades mais changea d'attitude quand il réattaqua les Frères musulmans et les islamistes, comme le *Gamaat Islamiya*, à partir de 1992. Néanmoins, les islamistes commencèrent, en 1997, à cibler les Coptes en leur tirant dessus et en plaçant des bombes dans les quartiers et les écoles coptes, comme à Abu Qourqas (en Moyenne-Égypte) en février 1997 où 10 Coptes furent tués, tandis qu'éclataient des pogromes spontanés. Si les islamistes tuèrent dans des lieux publics, des habitants attaquèrent des Coptes qui vivaient à leurs côtés et comme eux, sans autre raison apparente que la panique ou la peur de l'autre. Le plus dur fut le conflit de janvier 2000, à Al-Kocheh en haute Égypte, quand un différend entre vendeurs de rues (un Copte et un musulman) dégénéra après un appel des mosquées à «*la chasse aux chrétiens*» qui entraîna la mort de 21 Coptes et l'incendie de plusieurs de leurs maisons.

En juin 2001, les Coptes manifestèrent dans les rues du Caire pour protester contre des rumeurs diffusées dans la presse et prétendant qu'un prêtre copte avait eu des relations sexuelles dans un monastère de la région d'Assiout. 70 manifestants furent blessés mais il n'y eut aucun mort.

Les Coptes sont des citoyens de seconde zone: il leur est interdit d'être officiers supérieurs dans l'armée, doyens et professeurs de haut rang à l'université, juges, et ils ne représentent pas plus de 1,5 % des employés du secteur public. Ils ont été placés en dehors de la «politique». En 1995, le Parti national démocratique (le parti de Moubarak) ne présentait aucun candidat copte et c'est seulement parce que, selon les lois égyptiennes, le président peut désigner 10 députés que 6 Coptes étaient présents à la chambre basse du Parlement (sur 454 députés).

Au contraire, dans les régions du Caire et d'Alexandrie, les capitalistes coptes sont très actifs, comme la famille Sawiris, qui possède des entreprises dans le bâtiment, les télécommunications, le tourisme et le secteur des services. En gage de bonne volonté, Moubarak a désigné, en 1999, un Copte, Youssef Boutros Ghali, comme ministre de l'Économie et des Finances.

En fait, le régime de Moubarak a adopté une attitude ambiguë vis-à-vis des Coptes. En 2004, le Noël copte (le 7 janvier) devint fête nationale et, en 2005, il décida que les églises coptes détruites pouvaient être reconstruites. C'était avant les élections de décembre 2005 qui virent une relative victoire des Frères musulmans. Les représentants officiels de l'Église copte, comme le pape Shenouda III, appelèrent publiquement à voter pour le parti de Moubarak. Des affrontements entre Coptes et musulmans eurent lieu pendant la campagne électorale, à Alexandrie.

En janvier 2011, après l'attentat à la bombe contre une église copte à Alexandrie, qui tua 21 personnes et en blessa 96, des émeutes éclatèrent, accompagnées d'affrontements avec la police à Alexandrie, le jour même, et le lendemain au Caire.

Pendant les événements de février et mars, aucun signe d'agitation anti-copte n'a été relevé.

Aujourd'hui, il est difficile d'estimer le nombre de Coptes parce que le terme de «minorité» est un non-sens pour les statistiques égyptiennes, mais le mot est aussi rejeté par certains intellectuels coptes parce qu'ils affirment que les «*Coptes ne sont pas une minorité mais une part essentielle de l'Égypte*⁵⁷». Les estimations donnent environ 8 millions de Coptes. Très présents au Caire et à Alexandrie, les grandes villes de l'Égypte moderne, les Coptes sont aussi présents dans la haute vallée du Nil, d'Assiout à Louxor (la région appelée le *Saïd*), où ils représentent un tiers de la population (soit environ 4 millions de Coptes) et sont majoritaires dans plusieurs villages. Dans cette région, les Coptes ne sont pas différents de leurs voisins arabes : pauvres et très pauvres, paysans accrochés à la terre et respectant le *Tar*, le code local de l'honneur.

Mais on ne peut pas dire que les Coptes forment, même au Caire, une communauté unifiée d'individus riches. Par exemple, le ramassage et le traitement des ordures ne sont pas effectués par une administration publique mais par des entrepreneurs «privés» qui négocient leur travail avec les autorités locales ; on les appelle les *Zabbalin*: 90 % d'entre eux (soit environ 150 000) sont des Coptes et vivent dans le quartier de Moqattam. Ils sont aussi méprisés parce qu'ils élèvent des porcs, ce qui est le pire des sacrilèges pour les musulmans. En avril 2009, sous la pression des islamistes, le gouvernement décida d'abattre 250 000 porcs appartenant aux Coptes, en invoquant le prétexte de la grippe porcine. Cette mesure a réduit les moyens de survivre pour de nombreux Coptes pauvres.

Les Coptes ne constituent pas un corps unifié même pour la religion : il y a 350 000 Coptes catholiques et 200 000 Coptes protestants sans parler des Coptes athées.

Ce qui est certain, c'est qu'après les derniers massacres de mai 2011, la situation des Coptes ne va pas s'améliorer.

57 Muhammad Haykal.

OPPOSITION : LE VIDE

LES PARTIS POLITIQUES

En Égypte, le parti au pouvoir a rassemblé jusqu'à deux millions de membres encartés.

Après la chute de Moubarak, les tentatives de créer différents partis politiques dans tous les coins de l'échiquier politique ont explosé. Par exemple, des partis libéraux de droite ont éclos, comme le Parti des Égyptiens libres (*Free Egyptians Party*), lancé récemment par le magnat des télécommunications Naguib Sawiris. Ce parti envisage un état civil démocratique qui adopterait une économie de libre marché, encouragerait l'investissement privé et, dans l'intervalle, assurerait la justice sociale.

Les Socialistes Révolutionnaires

Le parti relativement important (ou tout au moins visible) du militantisme de gauche en Égypte s'appelle les Socialistes Révolutionnaires (SR, proches de *l'International Socialist Tendency*) et du *Socialist Workers Party* (SWP) britannique. Ce groupe a émergé en 1980 parmi les petits cercles d'étudiants influencés par le trotskisme. L'organisation a fonctionné durant l'ère Moubarak de manière souterraine. Les militants des SR se sont engagés, après 2000, dans le mouvement de solidarité avec les Palestiniens et ont attiré des centaines de nouveaux militants. Les militants des SR ont été très actifs lors des derniers événements en Égypte ; parmi eux certains sont médiatiquement connus, comme par exemple le blogueur Hossam El-Hamalawy (pseudonyme 3arabawy) ou Gigi Ibrahim.

Les SR soulignent l'importance de la lutte des travailleurs sur les lieux de travail. «*Le régime peut se permettre d'attendre la fin des sit-in et des manifestations pendant des jours et des semaines, mais il ne pourra pas durer plus de quelques heures si les travailleurs utilisent les grèves comme une arme*», ont écrit les SR, en février 2011. Ils soutiennent que la classe ouvrière a été l'acteur clé dans l'éviction de Moubarak, plutôt que l'utilisation de *Facebook* et de *Twitter* par les jeunes Égyptiens, comme cela a été largement rapporté.

Le profil politique des SR a beaucoup de faiblesses. De la même façon que leurs collègues britanniques, les SR sont sur une ligne anti-impérialiste. Concrètement, leurs positions sont marquées par un très fort sentiment anti-américain et anti-Israël. De ce point de vue, ils ont déjà franchi plus d'une étape vers le «*front uni avec toutes les forces anti-impérialistes*», dans leur cas, avec les islamistes.

La relation des SR avec le mouvement hors-la-loi des Frères musulmans est distincte de celle des premières organisations gauchistes en Égypte, qui ont défendu des positions similaires à celle du Parti communiste stalinien d'Égypte (voir ci-dessous), et généralement assimilé l'islamisme et le fascisme. Les SR ont avancé le slogan «*Parfois avec les islamistes, jamais*

avec l'État». Ce slogan a été inventé par Chris Harman du SWP anglais, dans son livre, *Le Prophète et le prolétariat*, traduit en arabe, et largement diffusé par les SR en 1997. Les SR ont ainsi pu faire campagne aux côtés des Frères musulmans à certains moments, par exemple lors des mouvements pro-Intifada et anti-guerre.

Parti démocratique des travailleurs

Les Socialistes Révolutionnaires ont collaboré avec d'autres gauchistes à la création du Parti Démocratique des Travailleurs (WDP), créé en février 2011, mais il n'est toujours pas (en août 2011) officiellement reconnu car il tombe sous la loi interdisant les partis fondés sur une base de classe.

Le WDP est soutenu par la nouvelle Fédération des syndicats égyptiens. Selon les données officielles, il compte environ 2 000 membres. Le parti se déclare anticapitaliste et du côté des travailleurs, mais il affirme aussi que la révolution socialiste «*n'est pas réalisable dans l'environnement politique actuel*» car la classe ouvrière égyptienne serait marquée par un «*manque d'expérience politique et un sous-développement du mouvement ouvrier*». Il préconise la renationalisation de l'industrie et une «*démocratie des travailleurs plus authentique*». Contrairement à l'époque de Gamal Abdel Nasser, durant laquelle les cadres des entreprises d'État étaient nommés par le président, le WDP appelle les travailleurs de ces usines à nommer leurs propres cadres. «*Nous voulons ramener les entreprises, qui ont été usurpées sous l'ère corrompue de Moubarak et de l'ancien gang, au peuple égyptien*», explique Fayoumy, l'un des fondateurs du WDP, militant syndical et électricien longtemps employé par la *Misr Spinning and Weaving Company*, dans le centre du Delta de Mahalla al-Kubra.

Cette revendication rejoint probablement aussi la demande d'une partie de la classe ouvrière qui voit dans les privatisations une aggravation supplémentaire des conditions de travail, la baisse des salaires et des licenciements. Mais sans doute, des désirs similaires sont aussi présents dans l'armée, dont le pouvoir économique a été peu à peu érodé par les privatisations déclenchées par Moubarak et son fils Gamal lors des deux décennies précédentes.

Parti communiste égyptien

En Égypte, un Parti communiste stalinien (PCE) existe depuis 1975, a fonctionné jusqu'en 2011 de manière souterraine et a été confronté à la répression d'État. Il se réfère lui-même au Parti communiste d'Égypte fondé en 1922, qui plus tard soutiendra le président Nasser (même aujourd'hui, le PCE n'évoque Nasser que de façon positive). Le PCE a pris part au mouvement récent, mais ses demandes étaient orientées principalement vers les formes de gouvernement de l'après-Moubarak sans référence à la situation sur les lieux de travail. Nous manquons malheureusement d'informations sur le nombre de militants du PCE et sur son influence réelle dans la classe ouvrière.

Egyptian Trade Union Federation (ETUF)

La seule structure syndicale existante en Égypte, avant 2011, était la Fédération des syndicats égyptiens, qui jouait essentiellement le rôle d'un relais du parti au pouvoir dans les usines – proche de ce qu'étaient avant 1989 les syndicats en Europe de l'Est. Selon les données officielles, l'ETUF comprenait 23 syndicats, 2,5 millions de membres, ce qui correspond à environ 10 % de la population active.

L'ETUF n'a joué aucun rôle dans les luttes ouvrières de la dernière décennie, au contraire, elle s'opposait aux grèves et appuyait les plans de privatisation du gouvernement. Donc, cela signifie que jusqu'en 2011, toutes les luttes en Égypte se sont organisées en dehors des syndicats, parce que ces structures étaient totalement étrangères aux besoins et aux revendications des travailleurs. C'est l'une des différences principales par rapport au mouvement récent en Tunisie, où la Fédération syndicale officielle, l'UGTT, a rejoint officiellement les manifestations de la classe ouvrière.

Federation of Egyptian Trade Unions (FETU)

La réponse de l'ETUF à la nouvelle situation égyptienne a été de se reformer en une nouvelle Fédération des syndicats égyptiens. La FETU a été fondée, le 30 janvier 2011, pendant les manifestations, lors d'une réunion convoquée sur la place Tahrir. Au début, elle comprenait des travailleurs du secteur de la santé, des enseignants, d'autres employés de l'État et des différentes industries. Mais numériquement, cette nouvelle fédération est très faible : elle comprend 12 syndicats pour un total de seulement 250 000 membres ; ce qui ne correspond plus qu'à environ 1 % de la population active.⁵⁸

ONG spécialisées dans les problèmes des travailleurs

Ce sont les ONG actives sur les questions liées au travail qui, au contraire, ont joué un rôle important dans les manifestations et les grèves en Égypte, ces dernières années. L'une des plus connues est le Centre de services pour les syndicats et les travailleurs (CTUW), qui existe depuis 1990 – sa création a été précédée par les grandes grèves des chemins de fer (1986) et des aciéries (1989). En conséquence, ces organisations ont été ciblées par le régime, leurs bureaux fermés et leurs dirigeants arrêtés. La connexion des militants (par exemple, du CTUW) avec les syndicats occidentaux était importante, comme avec les syndicats des Pays-Bas ou avec l'AFL-CIO américaine.

Récemment, le CTUW, avec d'autres groupes actifs dans les questions liées aux conditions de travail et aux syndicats, a appelé à la dissolution

58 <http://www.almasryalyoum.com/en/node/418296>.

de l'ETUF, mais jusqu'ici sans succès.

En dépit de la vague récente du nouveau syndicalisme, on doit se demander si la classe ouvrière en Égypte a encore, malgré ses expériences avec le syndicat d'État, la volonté de goûter à nouveau les fruits insipides de n'importe quel autre syndicat. *«Les travailleurs sont habitués à croire que les syndicats sont des entités gouvernementales que l'on rejoint pour servir ses intérêts personnels»*, se plaint M. Kamal Abbas, coordinateur général du CTUW. *«Nous avons besoin d'exercer beaucoup d'efforts pour convaincre les travailleurs que les syndicats sont des organisations qui cherchent à améliorer les conditions de travail des travailleurs.»*⁵⁹

⁵⁹ <http://www.almasryalyoum.com/en/node/418296>.

DU CÔTÉ DE LA CLASSE OUVRIÈRE

UNE BRÈVE HISTOIRE DES LUTTES OUVRIÈRES EN ÉGYPTÉ

Retour vers le XIX^e siècle

Le développement du prolétariat dans sa forme moderne est toujours inextricablement lié à l'essor des syndicats et de la social-démocratie ; néanmoins, nous espérons beaucoup voir une «pure» expression du prolétariat se détacher lui-même de sa représentation au sein de la société bourgeoise. En Égypte, comme dans les autres pays de cette région et en particulier en Tunisie, une complication supplémentaire vient de son enchevêtrement avec le nationalisme populiste et par conséquent avec l'essor «*de l'État comme moteur du développement*».

On peut faire remonter au début du XIX^e siècle l'émergence en Égypte d'une classe ouvrière, industrielle et urbaine, lorsque le gouverneur ottoman d'Égypte, Méhémet Ali, qui participa aux campagnes anglo-ottomanes pour repousser les Français, établit des ateliers textiles nationaux. Dès 1820, des machines à vapeur importées d'Angleterre sont installées dans les ateliers du Caire et de Mansourah. Cette brève expérience, dirigée par l'État, de développement par substitution aux importations, est démantelée en 1840 par les Britanniques, qui imposent le libre-échange dans le textile. L'industrie textile joua cependant un rôle important dans la formation de la classe ouvrière en Égypte jusqu'à nos jours. Le coton, en tant que produit agricole mais aussi en tant que matière première pour les filatures, est central dans le textile. La Guerre de Sécession américaine et le blocus sur le coton des États sudistes créent les conditions du boom des exportations du coton égyptien.

Le canal de Suez ouvre en 1869. Il a été construit en grande partie grâce au travail forcé, avec une corvée annuelle s'appliquant à 20 000 paysans dont plusieurs milliers meurent lors de la construction entre 1859 et 1869. La main-d'œuvre esclave est aussi impliquée, les esclaves est-africains sont utilisés sur les bateaux côtiers jusqu'en 1873. L'une des premières grèves de travailleurs enregistrées en Égypte est celle des pelletiers de charbon de Port-Saïd (ville fondée au cours de la construction du canal) en 1882.

Le plus grand employeur, au début du XX^e siècle, est le réseau ferroviaire national, qui inclut la première ligne jamais construite au Proche-Orient (la ligne Le Caire-Alexandrie est achevée en 1854). Il emploie 12 000 travailleurs. De son côté, la Compagnie de tramways du Caire, fondée en 1894, emploie plus de 2 000 travailleurs.

Après la banqueroute de l'État, en 1876, et l'occupation britannique de 1882, l'investissement industriel en Égypte se déplace de façon décisive vers les groupes multinationaux d'investissement, principalement fran-

çais, britanniques et grecs. Aux côtés des transports modernes, l'industrie de la cigarette est un autre centre majeur de formation de la classe ouvrière. Dans les premières années du XX^e siècle, cinq firmes grecques contrôlent 80 % des exportations et emploient 2 200 personnes. Le marché local en emploie 2 000. Les travailleurs les plus qualifiés du secteur, les rouleurs de cigarettes, sont principalement grecs. Ils organisent la première grève au Caire et créent les premiers syndicats.

À la suite d'une provocation d'officiers britanniques en 1906 (l'incident de Denshaway), l'agitation nationaliste connaît une recrudescence massive au Caire. Ceci aura un impact profond sur la vie et l'organisation de la classe ouvrière, malgré la séparation entre les nationalistes, propriétaires terriens éduqués, et la classe ouvrière. Que le mouvement nationaliste soit dirigé par des propriétaires terriens entre en jeu dans le développement d'une relation forte entre les nationalistes et les syndicats. Les revendications des travailleurs urbains ne représentent pas une menace directe sur les grands propriétaires fonciers ! Par conséquent, ces derniers cherchent à appuyer leur nationalisme sur les travailleurs urbains plutôt que sur les paysans. Il faut noter que, jusque dans les années 1930, la plupart des travailleurs salariés des grandes compagnies étaient employés et dirigés par des personnes perçues comme étrangères en raison de la langue, de la nationalité ou de la religion. Patrons britanniques ou français, mais aussi grecs, italiens, arméniens, syriens chrétiens, et juifs qui résident sur place. Il est donc peu surprenant que les grèves soient souvent vues, par les travailleurs et plus largement par la société, comme partie intégrante du mouvement nationaliste.

Les travailleurs du rail et des tramways font grève plusieurs fois, entre 1908 et 1910, et, alors que les revendications des travailleurs ne concernent strictement que des besoins ouvriers (pour une journée de travail plus courte, une augmentation de salaire, contre les amendes et les renvois), les grèves sont soutenues avec enthousiasme par les nationalistes.

La tentative bourgeoise

À la fin de la Première Guerre mondiale, un parti nationaliste, connu sous le nom de Wafd («Délégation», car il voulait participer à la conférence de paix de Versailles) est créé. La répression du Wafd entraîne manifestations massives et grèves. On assiste à une recrudescence des luttes ouvrières et à la formation d'organisations du même type que dans les autres centres industriels. Le Parti communiste d'Égypte (PCE) et la confédération syndicale qui lui est associée, la CGT (Confédération générale du travail), sont fondés en 1921. La CGT exerce une influence importante sur le mouvement ouvrier, en particulier à Alexandrie. Au même moment, les avocats wafdistes deviennent des conseillers importants des syndicats et encouragent même les travailleurs à faire grève, comme le faisaient les radicaux des classes moyennes en Grande-Bretagne au XIX^e siècle.

Le Wafd prend la tête du gouvernement en 1924 et, naturellement,

commence par réprimer les grèves ainsi qu'interdire le PCE et la CGT. Le Wafd crée, dans le même temps, sa propre fédération syndicale. Ainsi se formait le schéma typique des relations entre travailleurs et régime nationaliste.

La classe ouvrière urbaine s'accroît significativement lors de la Seconde Guerre mondiale, alors que les travailleurs salariés sont recrutés pour les besoins des armées alliées basées en Égypte. À la fin de la guerre, l'Égypte compte 623 000 ouvriers d'usine sur une population de 18 millions d'habitants. Cependant, de nombreux ouvriers sont licenciés, une fois la guerre terminée. Trois grandes vagues de grèves se déroulent entre 1945 et 1952. Lors de chacune d'elles, les travailleurs du textile et leurs revendications économiques jouent un rôle directeur, tout comme les organisations nationalistes telles que le MDLN (*Mouvement démocratique de libération nationale*⁶⁰).

Les deux premières vagues ne sont endiguées qu'au moyen d'une répression sauvage – la loi martiale est appliquée entre 1948 et 1949. La troisième éclate après que le Wafd est une nouvelle fois porté à la tête du gouvernement, en 1950, lors d'élections qui voient une très forte abstention. L'un des problèmes majeurs pour les travailleurs est alors que les législations concernant le salaire minimum et l'indexation sur le coût de la vie ne sont pas appliquées. Le 25 janvier 1952, les forces britanniques attaquent un commissariat de police égyptien et tuent plus de 50 flics en tous genres, apparemment parce qu'elles pensaient que les flics aidaient

⁶⁰ Créé par le stalinien Henri Curiel, le MDLN résulte de la fusion de deux groupes «communistes» et compte au départ 1400 militants, ce qui n'est pas du tout négligeable. Il diffuse son hebdomadaire *al-Jamahir* («Les masses») à plusieurs milliers d'exemplaires dont une partie sont distribués gratuitement aux portes des usines. Panarabiste, le MDLN double ses effectifs puis connaît plusieurs scissions. Henri Curiel est expulsé d'Égypte, vient se réfugier à Paris où il est accusé par l'*Humanité* d'avoir été en contact avec un «agent trotskyste» (traduire hitléro-trotskyte) et par plusieurs groupes staliniens égyptiens d'être un «agent britannique» et un «sioniste» (l'anecdote est piquante quand on sait que Henri Curiel est aujourd'hui une icône de l'extrême gauche, des altermondialistes, des antisionistes de gauche et des néostaliniens actuels, et que son fils, Alain Gresh, est journaliste au *Monde diplomatique* ! Pour voir comment le PCF continue à mentir sur son propre passé on se reportera à cet article paru dans *Regards*: <http://www.regards.fr/environnement/crime-politique>; et pour avoir un aperçu plus sérieux des positions et de l'itinéraire de Curiel on lira l'article passionnant de Didier Monciaud: «Mémoire, politique et passions. Perceptions égyptiennes d'Henri Curiel 1921-1951» <http://ema.revues.org/index499.html>.) Le MDLN soutint le coup d'Etat des Officiers libres dirigé par Nasser en 1952, mais n'en fut pas du tout récompensé car la répression s'abattit sur lui et ses cadres un an plus tard. Un schéma que les trotskystes algériens, vietnamiens et cubains qui soutinrent Ben Bella, Ho Chi Minh et Castro connaissent bien puisque ce choix leur valut une condamnation à mort ou de longues années de prison (*NPNF*).

les attaques de la guérilla dans la zone du canal de Suez. Cela entraîne immédiatement l'indignation populaire et une émeute nationaliste de masse au Caire. Les incendies détruisent une grande partie du quartier d'affaires européen. La loi martiale est déclarée, la répression réussit de nouveau à écraser l'agitation ouvrière et nationaliste, mais l'ancien régime, qui tourne autour de la monarchie, est largement perçu comme condamné.

Après l'indépendance (1952-1984)

Cependant, une seule force dans la société égyptienne est suffisamment organisée et unifiée pour achever le régime, il s'agit de l'armée. Le 23 juillet 1952, Gamal Abdel Nasser et de jeunes officiers se faisant appeler les Officiers libres renversent la monarchie et établissent un Conseil du Commandement révolutionnaire (CCR). Comme pour plusieurs gouvernements nationalistes qui l'ont précédé, il bénéficie d'un réel soutien des travailleurs, grâce à son discours sur la «justice sociale» autant que sur l'indépendance de l'Égypte et l'abolition du «féodalisme» (autrement dit, de la domination des grands propriétaires terriens).

Une fois de plus, les travailleurs paieront cet enthousiasme mal placé. En août 1952, 9 000 travailleurs de la *Misr Fine Spinning* et de la *Weaving Company* à Kafr al-Dawwar, sur le delta du Nil, entrent en grève pour des revendications économiques diverses, le renvoi des chefs gardeschourme et le droit à un syndicat librement élu. Malgré les déclarations de soutien au régime par les travailleurs, l'armée brise rapidement la grève après un échange de coups de feu entre ouvriers et flics. Deux travailleurs sont traînés devant le tribunal militaire ; condamnés à mort, ils seront exécutés quelques jours plus tard. Au même moment, le CCR interdit les grèves mais rend aussi les licenciements plus difficiles, imposant un arbitrage sur tous les conflits du travail. En 1956, Nasser, unique candidat, est élu avec 99,9 % des voix. Comme cela est bien connu, Nasser devint populaire à travers le monde arabe après avoir nationalisé le canal de Suez et obtenu, avec l'aide des États-Unis et de l'Union soviétique bien sûr, le départ des Français, Britanniques et Israéliens, lors de la «crise de Suez» d'octobre 1956. En janvier 1957, le régime crée la première fédération syndicale dirigée par l'État, la Fédération des travailleurs égyptiens. En 1961, elle est réorganisée en une Fédération des syndicats égyptiens (*Egyptian Trade Union Federation*, ETUF), qui existe encore. C'est ainsi que sont posées les fondations de l'autoritarisme militaire qui existe encore de nos jours en Égypte.

De la fin des années 1950 au début des années 1960, Nasser consolide un nouveau compromis social connu sous le nom de «socialisme arabe». Toutes les sociétés étrangères ainsi que les entreprises égyptiennes de large et moyenne taille, sont nationalisées. Leurs travailleurs deviennent des fonctionnaires, leur niveau de vie est sensiblement amélioré et ils bénéficient de nombreux avantages sociaux. Le régime garantit un emploi de

col blanc à tous les diplômés universitaires et un emploi de col bleu à tous les diplômés du lycée.

Mais la gloire du socialisme arabe ne dure pas longtemps. Le premier plan quinquennal (1957-62) génère un million de nouveaux emplois et une croissance annuelle du PIB de 6 %. Cependant, le second plan quinquennal (1962-1967) est abandonné en raison du manque d'investissements, et les salaires réels baissent brutalement en 1965. La défaite de l'Égypte, en 1967, durant la guerre israélo-arabe, mine encore plus la légitimité du nassérisme.

Les présidents Anouar el Sadate (1970-1981) et Hosni Moubarak (1981-2011) entreprennent d'inverser l'orientation économique et politique de Nasser en appliquant la politique pro-américaine du «consensus de Washington» avec, notamment, des réformes visant à rendre plus flexible le marché du travail et à baisser les subventions sur les produits de consommation de base. Les coupes dans les subventions conduisent à des émeutes du pain en janvier 1977, obligeant le gouvernement à reculer provisoirement. Le boum des prix du pétrole entre 1974 et 1982 crée l'opportunité pour les travailleurs d'émigrer vers les pays exportateurs de pétrole et de gagner plusieurs fois ce qu'ils gagneraient en Égypte. Les envois de fonds de ces travailleurs deviennent la plus importante source de devises pour l'Égypte et créent un modèle de travail émigré massif qui existe encore jusqu'à nos jours. La chute des prix du pétrole, après 1982, et la contraction économique qui s'ensuit conduisent à une poussée brusque des luttes ouvrières entre 1984 et 1989.

Des émeutes du pain à la chute de Moubarak

En 1984, une nouvelle loi est appliquée qui double les déductions salariales pour la santé et les retraites du secteur public. En octobre, des dizaines de milliers de travailleurs du textile de Kafr al-Dawwar et leurs familles sortent dans les rues pour une émeute qui dure trois jours. Ils coupent les lignes téléphoniques, allument des incendies, bloquent les transports et détruisent des voitures de train, ce qui conduit à une confrontation de masse avec les forces de sécurité. La Compagnie du Fer et de l'Acier (*Iron and Steel Company*), de Héliouân, une banlieue industrielle du Caire, pour laquelle travaillent 25 000 ouvriers, est occupée deux fois, en juillet et août 1989, pour les augmentations de salaire et contre le licenciement de plusieurs militants ouvriers. La confrontation avec les forces de l'ordre entraîne la mort d'un ouvrier.

En 1991, l'Égypte se met d'accord avec le FMI et la Banque mondiale sur un Programme d'ajustement structurel et de réforme économique. Ceci conduit à la privatisation d'un grand nombre d'entreprises publiques, mais de larges concentrations de travailleurs restent employées par l'État, comme les 25 000 travailleurs du textile du complexe de Mahalla al-Kubra, symbole du nationalisme économique et du pouvoir ouvrier. Une autre vague d'actions collectives voit le jour en 1995, mais il faut attendre

les années 2000 pour que les luttes ouvrières décollent à nouveau. Celles-ci concernent principalement les pertes de salaire réel dues à l'inflation et le futur incertain des travailleurs qui font face aux privatisations des entreprises d'État. Ceci est particulièrement vrai après la venue au pouvoir du gouvernement Nazif, en juillet 2004.

Pendant la décennie 2000-2010, plus de 2 millions de travailleurs ont participé à plus de 3 300 occupations d'usine, grèves, manifestations et autres actions collectives. Comme avant, les travailleurs du textile jouent un rôle de leader, l'usine de Mahalla al-Kubra est en grève en décembre 2006 et septembre 2007 et les travailleurs gagnent des améliorations économiques significatives. En 2008, ce sont les travailleurs de cette usine historique qui sont les premiers à revendiquer un salaire minimum national de 1 200 livres égyptiennes (environ 150 euros) par mois, demande reprise par d'autres groupes de travailleurs à travers l'Égypte. Les grèves s'étendent aussi aux manufactures de matériaux de construction, aux transports, à l'industrie agroalimentaire, au secteur de l'assainissement, à la production pétrolière.

De plus, une vague de militance sans précédent traverse les travailleurs administratifs du secteur public, notamment chez les collecteurs d'impôts fonciers en zone urbaine. Ces derniers ont compris que leur grève pouvait instantanément priver l'État d'un de ses revenus. En décembre 2007, 3 000 collecteurs d'impôt municipaux occupent, pendant 11 jours, la rue devant le ministère des Finances. Ils gagnent une augmentation de salaire de 325 % et leur action conduit à la création du premier syndicat indépendant de l'État depuis que Nasser les avait abolis. Il est intéressant de noter que c'est à cette occasion que les occupations de rues prolongées sont développées comme méthode de lutte. Ainsi, reprenant cet exemple en février 2010, des travailleurs d'une douzaine d'endroits différents se rassemblent devant le Parlement pendant de nombreuses semaines. Les organisations pro-démocratiques des classes moyennes urbaines se sont certainement identifiées à ces luttes ouvrières même si la réciproque n'est pas toujours vraie. En mars 2008, par exemple, des militants démocrates lancent sur Internet un appel à la grève générale qui semble avoir eu de l'effet, mais seulement parce que les ouvriers du textile de Mahalla al-Kubra étaient déjà en lutte ! Cela entraîne la création du groupe de la Jeunesse du 6 avril. À l'inverse, lorsque celui-ci répète son appel en mai de la même année, il est largement ignoré. Malgré cela, il n'est pas trop fantaisiste de dire que les occupations à durée indéterminée ont été copiées par les militants ouvriers.

LES LUTTES OUVRIERES

Présentation

Pour la chronologie suivante des luttes ouvrières qui ont eu lieu dans les usines aussi bien qu'à l'extérieur, nous avons croisé des données de différents médias d'Égypte (à l'exclusion de ceux de langue arabe) et du reste de monde. Nous avons sélectionné uniquement les informations les plus précises, à savoir celles qui mentionnent les usines (lieu, production) et surtout le nombre de grévistes par rapport à l'effectif global. Comme vous pourrez le constater, l'ensemble reste «flou» parce que l'issue de la plupart de ces grèves reste pour nous inconnue. Par bonheur, nous avons trouvé deux descriptions suffisamment détaillées et nous les avons mis en encadré ci-dessous. (L'une concerne une gigantesque usine de tissage située à El-Mahalla El-Koubra, le 24 février, l'autre une usine textile situé à Ghazl El-Mahalla, le 23 février).

Chronologie

Mardi 08 février

À moins d'un kilomètre de la place Tahrir, environ 500 employés du journal *Rose al-Youssef*, détenu par l'État, se sont massés devant les bureaux de la direction pour dénoncer les pratiques ainsi que la ligne éditoriale du directeur de la rédaction, Abdallah Kamal, ainsi que du responsable administratif, Karam Gaber. Une autre manifestation, de 200 journalistes environ, s'est déroulée devant le siège du syndicat des journalistes, situé dans le centre du Caire, pour demander le départ du président du syndicat, Makram Mohamed Ahmed, membre du Parti national démocratique.

Devant les bâtiments abritant la direction du journal d'État *Al-Ahram*, le quotidien le plus diffusé d'Égypte, quelque 500 employés d'imprimerie manifestent pour demander des contrats à temps plein, des primes ainsi que des prestations sociales.

5 000 employés du géant des télécommunications, l'entreprise d'État *Telecom Egypt*, organisent trois rassemblements en différents endroits de la ville pour revendiquer un salaire minimal correct ainsi que le plafonnement des hauts salaires.

Plus de 6 000 manifestants, travaillant pour l'Autorité du canal de Suez, participent à des sit-in dans les villes de Port-Saïd, Ismaïlia, Suez, pour la revalorisation de leurs salaires.

Plus de 100 travailleurs des entreprises textiles d'État *Kafir al-Dawwar Silk Company* et *Kafir al-Dawwar Textile Company* manifestent avant et après leur poste pour demander le rattrapage des primes non versées, ainsi que des augmentations en vue de compenser l'augmentation du prix de la nourriture. Environ 4 000 ouvriers de la *Coke Coal and Basic Chemical Company*, située à Hélouân, appellent à une grève pour des augmentations

de salaire, l'embauche des intérimaires, le paiement de primes sur les produits exportés ainsi que l'arrêt de la corruption. Ils se solidarisent avec les manifestants du centre du Caire.

Environ 2 000 ouvriers de la *Helwan Silk Factory* participent à une manifestation au siège de la société pour appeler à la démission du comité de direction.

À Mahalla, quelque 1 500 travailleurs de la compagnie *Abul Sebae Textile Company*, appartenant au secteur privé, réclament leurs salaires et leurs primes impayés. Ils bloquent une autoroute.

À Quesna, quelque 2 000 ouvriers et employés de la société *Sigma Pharmaceuticals* démarrent une grève. Ils réclament de meilleurs salaires, des promotions et le renvoi de plusieurs de leurs chefs.

À Mahalla, dans le gouvernorat de Gharbiya, des centaines de travailleurs de la société de filage de Mahalla organisent un sit-in devant le siège de l'entreprise pour demander le passage effectif dans la catégorie supérieure qui leur a été promis. Plus de 1 500 ouvriers de l'hôpital de Kafr al-Zayyat aussi dans le gouvernorat de Gharbiya, organisent un sit-in dans l'hôpital pour réclamer le paiement de leurs primes non versées. Les infirmières démarrent le mouvement, rejointes par les médecins et enfin par le reste des salariés.

Environ 350 salariés de la cimenterie *Egyptian Cement Company*, organisent des piquets à l'usine ainsi qu'au siège de la compagnie à Quttamiya. Ils demandent la création d'un syndicat dans l'usine, ce que la direction leur a toujours refusé.

À Suez, plus de 1 000 ouvriers de la Société nationale de métallurgie, *Misr National Steel company*, déclenchent une grève pour des augmentations de salaire, en expliquant qu'ils n'ont pas reçu la moindre prime depuis des années et que le salaire moyen dans l'entreprise n'excède pas 600 livres égyptiennes (76 euros). Environ 2 000 jeunes chômeurs se réunissent devant la société du pétrole afin de demander des embauches.

Mercredi 09 février

Des manifestants à Port-Saïd, une ville de 600 000 habitants, ont mis le feu à un bâtiment officiel, se plaignant que les responsables locaux ont ignoré leur revendication pour de meilleurs logements.

3 000 manifestants se rassemblent au Caire à l'appel d'un syndicat d'avocats.

5 000 jeunes chômeurs prennent d'assaut le siège du gouverneur dans la ville d'Assouan, demandant sa démission.

Les ouvriers du canal de Suez continuent leur grève, cependant il faut noter qu'aucun blocage de navire n'est signalé.

Quelque 3 000 employés de la Société de chemin de fer égyptienne, les *Egyptian National Railways* (ENR), démarrent une grève afin de soutenir leurs revendications auprès du ministre. Ils occupent les voies, causant de nombreux retards ou blocages de trains, menaçant de ne quitter les lieux qu'après avoir obtenu satisfaction. Une source officielle au ministère des

Transports affirme que la Société nationale des chemins de fer a reçu des instructions de répondre favorablement à toutes les revendications et de sortir du conflit de manière pacifique.

1 000 ouvriers de *Petrotrade Co* (Compagnie égyptienne pour la commercialisation du pétrole) déclenchent de manière sporadique des manifestations dans les différentes branches de la société au Caire. Ils sont rejoints par les ouvriers de Petroment et Syanco des sociétés pétrolières. Ils demandent des augmentations de salaire, des emplois non précaires. Les manifestants organisent des sit-in dans les usines de *Petrotrade Co* d'Abdeen, de Maadi, de Masr City, de Haram et de Faisal ; les rassemblements à Haram et Faisal totalisent 1 500 personnes. Ils demandent que leurs salaires mensuels qui sont aux alentours de 300 à 700 livres égyptiennes (38 à 88 euros) soient portés à 3 000 ou 4 000 livres égyptiennes (378 à 504 euros).

Plus de 2 000 travailleurs de la *Sigma Pharmaceutical Company*, située à Quwasnah, sont toujours en grève.

Jeudi 10 février

Les grèves et manifestations continuent malgré les promesses du nouveau gouvernement égyptien d'augmenter les salaires du secteur public ainsi que les retraites d'au moins 15 %, ce qui est une des mesures destinées à désamorcer la colère des manifestants.

100 ouvriers des tunnels bloquent l'entrée du tunnel Saleh Salem, interrompant ainsi, aux alentours de midi, un axe majeur de circulation pour demander de meilleurs contrats de travail.

Jusqu'à 3 000 employés de la Compagnie nationale de pétrole et de gaz dans la ville d'Alexandrie au nord du pays démarrent une grève sur les salaires ainsi que sur les conditions de travail.

Environ 150 employés précaires de l'aéroport du Caire demandent des contrats à durée indéterminée et de meilleures conditions de travail.

Les employés et les travailleurs de l'Autorité des transports publics démarrent une manifestation en face de leur siège principal situé à Gabal el Ahmar dans la région du Caire. Des centaines revendiquent, en chantant, de meilleurs salaires, des primes, une caisse d'assurance maladie. «*Nous n'avons rien en commun avec la place Tahrir et nous n'avons pas de revendications politiques. Nos revendications sont avant tout axées sur les salaires et les primes*», dit un chauffeur. Un conducteur de bus, en grève au dépôt de Shubra Mazala, brandit sa fiche de paye pour montrer son salaire ridicule de 342 livres égyptiennes, soit 43 euros par mois.

Des centaines de médecins en blouse blanche descendent dans la rue, depuis l'hôpital Qasr El-Aini vers la place Tahrir, en chantant «*Ô Égyptien, rejoins-nous*».

Les salariés de l'usine textile *Misr Spinning and Weaving* – qui emploie 24 000 personnes à El-Mahalla El-Koubra – cadenassent les bâtiments et se rassemblent en face des bureaux de l'administration en solidarité avec

les occupants de la place Tahrir et pour demander l'instauration d'un salaire minimal.

Dimanche 13 février

«*Les grèves se propageaient comme un feu de forêt*» dit Mohamed Mourad, un cheminot membre du Comité de coordination des libertés et des droits, un groupe qui couvre des organisations ouvrières d'Assouan dans le sud à Alexandrie sur le bord de la méditerranée.

Les travailleurs de *Misr Spinning and Weaving*, suspendent leur grève dans un geste de soutien à la révolte qui vient de déchoir Hosni Moubarak mais vont continuer à demander des salaires plus élevés.

Plus de 400 travailleurs d'une usine de fabrication de machines à filer, dans le gouvernorat de Héliouân, sont en grève. Ils réclament un relèvement des primes annuelles et le rattrapage des passages aux échelons supérieurs qui sont gelés.

Environ 700 travailleurs de l'usine Coca-Cola de Nasr City reprennent leur grève. Ils réclament l'intégration des intérimaires ainsi que des augmentations pour compenser l'inflation.

À Misr-Iran, une entreprise du textile, 2 400 ouvriers font un sit-in pour réclamer la démission du conseil d'administration de l'entreprise.

À El Mahalla, les salariés, en majorité des femmes, d'un des fabricants de tapis les plus importants, poursuivent leur grève pour la hausse du salaire minimum.

Dans un grand mouvement général allant des employés des institutions financières d'État du Caire aux dockers d'Alexandrie, les travailleurs, par des débrayages, des blocages imposent à la Banque centrale de déclarer jour férié le lundi 14 février.

Lundi 14 février

L'armée égyptienne appelle à une journée de solidarité, demande instamment aux travailleurs égyptiens de tenir leur rôle en faisant redémarrer l'économie et critique les grèves après que de nombreux employés se sont distingués dans des manifestations pour de meilleurs salaires. C'est le cinquième communiqué du Haut conseil militaire qui a pris le pourvoir.

Un militant ouvrier explique : «*C'est la deuxième phase de la révolution, lorsque la classe ouvrière fait venir la place Tahrir à l'intérieur des usines.*»

Environ 150 travailleurs du secteur du tourisme manifestent ce lundi au pied des grandes pyramides pour des augmentations de salaire.

La Banque centrale d'Égypte a demandé aux banques commerciales de maintenir leurs agences fermées ce lundi, suite à la grève qui touche les banques tenues par l'État.

Au Caire, des milliers de travailleurs manifestent devant la Fédération des syndicats égyptiens pour demander la démission de son chef, le très impopulaire Hussein Megawer, ainsi que du comité de direction qu'ils accusent de corruption.

Au moins 3 000 travailleurs de l'Autorité des transports publics continuent leur mouvement au cinquième jour de grève. Ils réclament le licenciement de la direction et de meilleurs salaires.

À l'Opéra du Caire, le personnel demande le départ du directeur accusé de pratiquer la corruption et de ne pas tenir compte des demandes des employés pour de plus hauts salaires.

Les employés de l'hôpital Qasr al-Aini sortent du bâtiment et bloquent la circulation d'une artère majeure au centre du Caire.

Dans la ville de Gizeh, des centaines d'ambulanciers manifestent pour demander des augmentations ainsi que des emplois non précaires. Soixante-dix ambulances sont stationnées dans la rue, le long du Nil, sans toutefois bloquer la circulation.

À Alexandrie, des milliers de salariés des banques, des hôpitaux, des magasins d'État, des usines continuent leur grève pour la troisième journée.

À Kerdassa, au sud de la capitale, plus de 5 000 ouvriers d'une importante usine textile démarrent un sit-in pour de meilleures conditions de travail. Ils demandent aussi des contrats à durée indéterminée en remplacement de leurs contrats précaires.

Dans la province de Qaliubiya, dans le delta du Nil, les agents de la circulation refusent de travailler et réclament des salaires plus élevés.

Dans la province de Beni Sueif, des milliers de résidents manifestent devant le siège du gouvernorat pour demander des logements plus décentes.

À l'hôpital spécialisé dans le cancer de la ville d'Assouan, le personnel médical refuse de travailler, en solidarité avec leurs collègues dans des conditions précaires.

Mardi 15 février

Les militaires envoient des textos sur tous les téléphones mobiles d'Égypte qui exhortent les travailleurs à faire les bons choix. Un de ces mini-messages affirme : «*Certains secteurs qui organisent la contestation, malgré le retour à la vie normale, compromettent notre progression*»

Des milliers de travailleurs des secteurs de la banque, du textile, de l'industrie alimentaire, du pétrole, de l'administration sont toujours en grève. Le prix de la nourriture et des boissons qui représentent 44 % du panier utilisé pour mesurer l'inflation a bondi sur une année à 18 % en janvier, alors qu'il était à 17,2 % en décembre. Ceci était avant la crise. Les Égyptiens affirment que les prix ont augmenté depuis. Le nouveau cabinet mis en place a d'ores et déjà promis de maintenir les produits subventionnés, et d'augmenter certains salaires dans le public ainsi que les retraites de 15 %.

1 500 des 6000 employés de l'entreprise Arafa, dans la ville de *Tenth of Ramadan*, démarrent une grève.

Lecico, un fabricant de céramique, fait état d'interruptions de production sur les deux semaines et demie passées. Il accepte d'augmenter les sa-

lares et les aides alimentaires après une grève de deux jours. La productivité a baissé de 30 % sur les deux dernières semaines et l'activité commerciale et d'exportation s'est arrêtée pendant 8 jours.

Mercredi 16 février

Hussein Megawer, le secrétaire général de la Fédération égyptienne des syndicats (*Egyptian Trade Union Federation*), appelle à mettre fin aux actions sur les lieux de travail et demande aux syndicats «*d'entreprendre un dialogue avec les travailleurs afin de comprendre leurs problèmes et revendications (...) dans le but de mettre un terme aux grèves.*»

Plus de 12 000 ouvriers de la *Misr Spinning and Weaving* reprennent la grève. À Damiette, environ 6 000 ouvriers du secteur du filage et tissage débrayent aussi.

Sinai Cements (cimenterie) déclare que ses profits seront affectés par la fermeture des banques et *ASEC Cements*, une entreprise du fond d'investissement *Citadel Capital*, affirme que ses sous-traitants ont des problèmes à cause des grèves et que cela perturbe ses plannings.

Les employés du Bureau central de l'Audit font un sit-in pour réclamer la totale indépendance vis-à-vis de l'État. Les salariés demandent des changements dans la gestion, des promotions et des primes, entre autres revendications.

Environ 2 000 employés du ministère de la Main-d'œuvre ont protesté contre la corruption et demandent des primes des frais de transport forfaitaire de 200 livres égyptiennes (25 euros).

À Ismailia, des employés du gouvernement des ministères de l'Irrigation, de l'Éducation et de la Santé protestent devant les bâtiments de la direction de province pour demander des «*salaires plus justes*».

La Banque centrale égyptienne décide de prendre toutes les mesures nécessaires afin que les revendications légitimes des employés de banques soient satisfaites.

À Port-Saïd, environ 1 000 personnes manifestent pour demander la fermeture d'une usine chimique qui enfouit ses déchets dans un lac proche de la ville.

Jeudi 17 février

Le transport par voie ferrée en Égypte est perturbé par les conducteurs qui veulent obtenir une prime de 30 % déjà en vigueur dans les autres branches du transport et qui a été approuvée par le ministère du Transport.

Plus de 600 travailleurs des ateliers de maintenance du métro, à Tora, au sud du Caire, empêchent les rames de s'arrêter à cette station afin d'obtenir des contrats de travail à durée indéterminée au lieu des contrats temporaires.

Environ 1 500 travailleurs de l'Autorité du canal de Suez participent, dans trois villes, à une agitation afin d'obtenir de meilleurs salaires et une assurance santé. Les salariés y compris les techniciens et les administratifs se massent devant les bâtiments officiels du gouvernorat à Ismailia, Suez, et Port Saïd.

Quelque 20 000 ouvriers de la *Mahalla Textile*, une entreprise gérée par l'Etat, se mettent en grève pour l'amélioration de leurs conditions de travail, pour plus de droits, et pour les salaires. Les travailleurs annoncent une grève illimitée et s'opposent aussi à la corruption administrative.

Dans un communiqué, les ouvriers en grève de Mahalla el-Kubra, affirment qu'ils refusent désormais d'appartenir à un syndicat contrôlé par l'Etat, mais qu'ils vont plutôt intégrer la nouvelle Fédération égyptienne des syndicats indépendants, créée le 30 janvier.

Mahalla Textile Company :

«*Nous sommes dans une révolution et la révolution, comme ils disent, purge les leaders corrompus*», explique Faisal Naousha. Cet homme trapu et moustachu de 43 ans est l'organisateur d'une lutte qui, selon ses dires, a fermé l'usine de la Misr Spinning and Weaving à Al-Mahalla el-Kubra. «*La grève continue [...] La direction militaire nous a rencontrés et nous lui avons donné la liste de nos revendications.*»

Une augmentation de salaire est une revendication clé. «*Les salaires des travailleurs à Mahalla sont insignifiants*», raconte Ibrahim, qui a 35 ans et travaille dans l'usine depuis 14 ans. Naousha explique que les ouvriers touchent entre 400 et 1 000 livres égyptiennes (entre 50 et 126 euros) par mois mais réclament des salaires allant de 1 200 à 2 500 livres égyptiennes (de 151 à 355 euros). En plus de faire la grève en solidarité avec les anti-Moubarak, les ouvriers de l'usine *Misr Spinning and Weaving* sont directement impliqués dans le mouvement. Les ouvriers «travaillent» puis «vont manifester», raconte Tantawi, qui grille et distribue gratuitement des cigarettes *Cleopatra* produites localement.

Samedi 19 février

Environ 300 manœuvres de la mine d'or de Sukari près de Marsa Alam, ville située sur la côte de la Mer rouge, ont démarré une grève de la faim. Ils mettent en cause les salaires de misère, l'augmentation du temps de travail, des coups bas de la direction, ainsi que la précarité dans laquelle le patron les maintient par des contrats de travail à durée limitée.

Environ 15 000 ouvriers de la *Misr Spinning and Weaving* tiennent un sit-in, pour la quatrième journée, en face des bâtiments de l'administration et refusent d'arrêter leur action avant que leur principale revendication (se débarrasser de la direction de l'entreprise) ne soit satisfaite.

Lundi 21 février

La contestation ouvrière dans le secteur de l'électricité augmente. Les ouvriers organisent des sit-in dans 7 centrales électriques. Les techniciens, employés administratifs organisent des grèves dans la centrale de Nubariya dans le gouvernorat de Beheira, Tebbin et Karimat, à Héliouân, Abu Sultan en Ismaïlia et Oyaoun Moussa et Ataga, près de Suez. Ils préfèrent les sit-in afin de ne pas arrêter le travail des secteurs vitaux.

L'usine Kaft al-Battikh de Damiette connaît aussi bon nombre de manifestations de moyenne importance revendiquant des contrats à durée indéterminée. Ils demandent des primes de risques ainsi que des aides au logement, l'augmentation de leur salaire de base ainsi que la promotion à un échelon qui corresponde à leur niveau de qualification obtenu dans l'usine.

Mardi 22 février

Le vice-président de l'entreprise textile *Misr Fine Spinning and Weaving*, située à Kafr al-Dawar, Raafat Geneidi, est décédé après que des milliers d'ouvriers d'usine en colère ont pris d'assaut son bureau, mardi.

Les ouvriers de l'entreprise ont démarré la contestation, ils demandent la démission du conseil d'administration et du conseil syndical. Ils réclament aussi la démission des conseillers de l'entreprise ainsi que le départ de ceux qui ont dépassé l'âge légal de la retraite.

Mercredi 23 février

Un groupe d'officiers de police, qui manifestaient après avoir été licenciés, mercredi, ont mis le feu au bâtiment du ministère de l'Intérieur au centre du Caire. Les forces de l'ordre installent un cordon autour du ministère alors que les manifestants hurlent des slogans appelant à être réintégrés. Des officiers de police ont, les jours précédents, déjà manifesté devant ce bâtiment pour demander des salaires plus élevés. Certains s'étaient plaints d'avoir été mis à la porte de manière arbitraire.

1 800 ouvriers de la *South Valley Agricultural Development* et de la *Ramses Agricultural Services*, à Toshka, déclarent se mettre en grève mercredi, menaçant de mettre le feu aux locaux de leur société si leurs revendications n'étaient pas satisfaites. Des ouvriers de la compagnie d'électricité *East Delta* continuent de manifester pour demander le départ du responsable du département de production qu'ils accusent d'avoir licencié de manière arbitraire nombre d'entre eux.

Les enseignants recrutés sur contrats précaires par le ministère de l'Education ont manifesté pour demander de vrais contrats de travail ainsi que des augmentations de salaire.

Devant les locaux de la direction des Chemins de fer (*National Railways Authority*), quelque 300 employés licenciés manifestent pour demander leur réintégration. Dès que leur présence est signalée, un véhicule militaire vient défendre le bâtiment.

1 500 ouvriers de l'usine de *Loqma Pipes* prennent 50 cadres en otage afin de contraindre le PDG, Ahmed Abdel Azim Loqma, d'attribuer des augmentations de salaire ainsi que des primes.

Des ouvriers de l'aéroport international du Caire ainsi que de la compagnie de Coton du Nil demandent des primes et de meilleures conditions de travail.

À Qena, 400 salariés de la société *Hebi Pharmaceutical* bloquent l'autoroute. Ils affirment ne pas avoir reçu d'augmentations depuis plus de deux ans

À Sharqiya, les salariés de *Hakim Plastics* parviennent à bloquer l'autoroute Le Caire-Ismaïlia pendant trois heures avant que les forces armées n'interviennent pour les disperser.

Les employés de banque appartenant à l'*United Bank*, la *Bank for Development and Agricultural Credit* ainsi qu'à la *Misr-Iran Development Bank* organisent un sit-in.

Environ 700 employés de l'*United Bank* organisent un sit-in pour demander plus d'argent et accusent leur président de les ignorer et de refuser de répondre à leurs demandes.

Les employés de nombreuses branches de la *Bank for Development and Agricultural Credit* manifestent devant le siège pour soutenir leurs revendications.

Parmi les revendications des salariés de la *Misr-Iran Development Bank*, on trouve des augmentations de salaire et une assurance santé.

Les salariés de la *Misr Spinning & Weaving Company* obtiennent partiellement satisfaction : «*Nos revendications les plus importantes ont été satisfaites, et nous sommes très heureux de cela*», déclare Fayomy, un électricien de 47 ans et l'un des 10 membres du comité qui a négocié avec le gouvernement l'arrêt de cette courte grève.

Jeudi 24 février

A l'oasis d'Al-Bahariya, des centaines de mineurs font des sit-in pour protester contre les conditions de travail déplorables.

À Port-Saïd, des centaines de résidents du village de Radwan demandent l'ouverture d'une enquête sur des transactions immobilières frauduleuses concernant la vente de terrains alloués aux étudiants dans le cadre d'un projet destiné aux jeunes étudiants lancé par Moubarak.

À Beni Suef, 1 000 personnes dont des étudiants, des ouvriers et des enseignants, manifestent pour la deuxième journée consécutive devant les bâtiments du ministère de l'Éducation.

Des dizaines de résidents du village de Nadha, dans la province d'Amriaya, manifestent devant une usine produisant du carbone. Ils se plaignent des nuisances dues à l'émission de poussières dans l'air.

À Suez, environ 1 200 ouvriers de l'aciérie *Egyptian and national steel company* bloquent la route reliant Al-Adabiya à Ain Sokhna. Les ouvriers de l'*Egypt Amiron company for steel pipes* continuent, eux, leur sit-in devant les bâtiments de la direction pour la quatrième journée consécutive.

Dans la province de Kafr al-Sheikh, les chauffeurs de bus de la ville de Desouk se mettent en grève pour dénoncer le coût croissant de leur assurance santé.

Dans la province de Dagahlia, 1 500 paysans manifestent contre le ministère des Affaires religieuses qui a, de manière illégale, vendu aux enchères à des hommes d'affaires des terrains qu'ils louaient depuis des dizaines d'années.

À Damiette, des dizaines d'employés du département santé de Farsco et Zarkaa manifestent pour des primes plus élevées, une remise à plat des salaires, et le départ du directeur financier.

À Menoufiya, 50 femmes des familles des prisonniers de la centrale de Chibin al-Kom manifestent pour la libération des leurs ou pour l'octroi d'autorisations de visite. À Qalyoubia, environ 300 automobilistes prennent d'assaut le bâtiment officiel du gouvernorat. Ils détruisent le portail d'entrée, montent au deuxième étage et encerclent les bureaux du gouverneur.

À Assouan, 700 travailleurs de la compagnie minière Al-Nasr, à Edfou, présentent un mémorandum au syndicat général des mineurs, l'*Egyptian Trade Union Federation*, et à la *Holding Company for Mining Industries*, exigeant le retrait de la confiance accordée au président du conseil et aux employés du comité syndical. Les travailleurs exigent un nouveau comité administratif temporaire composé de travailleurs.

Samedi 26 février

Un groupe de militants ouvriers se rencontrent pour créer la «*Coalition des travailleurs de la révolution du 25 janvier*». Dans un communiqué, la coalition – à laquelle appartiennent Khaled Ali, dirigeant du Centre égyptien pour les droits économiques et sociaux, Saber Barakat, ainsi que d'autres chefs de file ouvriers – affirme le droit absolu des travailleurs à restaurer leurs droits, à faire grève, à manifester pacifiquement et à lutter contre la corruption dans leurs équipes ainsi que dans les syndicats.

Le communiqué appelle aussi à l'abolition de la loi d'urgence, la libération immédiate de tous les prisonniers politiques, le démembrement des forces de sécurité d'État, ainsi qu'à des poursuites judiciaires à l'encontre des fonctionnaires responsables de la répression et de la torture.

Les journalistes de l'agence d'État, *Middle East News Agency* (MENA) ont décidé de créer un «Comité des sages», afin de définir une nouvelle ligne éditoriale ainsi que d'élire un nouveau président et un nouveau directeur de rédaction.

Les journalistes du journal *Al-Osbou* continuent leur sit-in devant le siège du syndicat des journalistes pour la deuxième journée consécutive.

Les journalistes du journal *Al-Ahram* continuent de contester la ligne éditoriale de leur journal et remettent en cause le choix des personnes nommées par le président. Ils insistent pour élire les directeurs de rédaction eux-mêmes. Dans la plupart des médias, les employés accusent leur direction de corruption.

Dimanche 27 février

Les villageois de Rumeia bloquent l'autoroute Assiout-Le Caire pendant quatre heures et mettent le feu à des pneus, blâmant le gouvernement pour n'avoir pas empêché les boulangeries de vendre de la farine subventionnée au marché noir.

À Manfalout, l'une des principales villes du gouvernorat d'Assiout, quelque 2 000 employés municipaux et travailleurs se mettent en grève

exigeant des conditions de vie meilleures et accusant des hauts fonctionnaires de corruption. Des manifestants en colère mettent le feu au siège du Parti national démocratique dans la ville.

Les travailleurs de la *Cairo Pharmaceuticals and Chemical Industries* de Choubra commencent à protester, demandant la révocation du conseil d'administration de la compagnie ainsi que certains chefs de secteur qu'ils accusent de corruption. Ils disent aussi qu'ils veulent des contrats permanents et des primes plus importantes.

Lundi 28 février

Les travailleurs d'un certain nombre de sociétés appartenant au gouvernement dans l'importante ville industrielle d'Hélouân, au sud du Caire, continuent de protester à propos de leur paye, des conditions de travail et de la corruption.

Plus de 1 500 travailleurs de l'Organisation arabe pour l'industrialisation poursuivent un sit-in au siège de la société pour le deuxième jour consécutif. Les travailleurs de la *Al-Nasr Company for Coke and Chemicals* déclenchent une grève pour demander la démission de leur conseil d'administration, la punition des fonctionnaires qui ont causé le déclin de l'entreprise et l'amélioration de leur situation financière.

Mardi 1^{er} mars

Environ 1 000 ouvriers et employés des *Cairo Pharmaceuticals and Chemical Industries*, à Shoubra, entament un sit-in. Pendant ce temps, plus de 300 travailleurs de *Samuel Tex*, un fabricant de draps, annoncent une grève pour réclamer le paiement de leurs salaires, de meilleurs salaires, des horaires fixes, et les jours officiels de congé comme indiqué dans la loi.

Dimanche 03 avril

Environ 7 000 travailleurs employés par des sous-traitants de l'Autorité du canal de Suez mènent une grève jusqu'à ce que leurs revendications soient satisfaites. Ils réclament la parité avec leurs collègues en CDI.

Jeudi 07 avril

Les travailleurs de la *Arab Company for Radio Transistor and Electronic Appliances* (Telemasr) ont protesté après la fermeture de l'usine par les propriétaires et ont imposé le paiement d'un mois de congés. Il y avait encore 3 000 employés dans les années 1990 et il n'en reste que 200.

Lundi 11 avril

Les employés de quatorze centrales électriques ont entamé une série de grèves pour pousser au licenciement des responsables du ministère impliqués dans la corruption et protester contre la dilapidation des fonds publics qu'ils disent endémique.

Jeudi 14 avril

Des dizaines de travailleurs de la *Al-Nasr Automotive company* au Caire organisent une manifestation pour demander au gouvernement de tenir sa promesse de payer le reste de leurs primes de retraite anticipée. Plus de 3 100 travailleurs de l'entreprise ont été contraints d'accepter des régimes

de retraite anticipée entre 2005 et 2010. La compagnie a cessé toute production il y a trois ans.

Du 11 au 17 avril

Au Caire, 200 employés de l'Autorité fiscale ont organisé des manifestations, exigeant des salaires et des primes correspondant à leurs qualifications. À Gharbiya, 1 200 travailleurs de la *Financial and Industrial Company* manifestent pour de meilleurs salaires et avantages sociaux, tandis que 350 travailleurs de la *Chipsy Company*, à Monufiya, organisent des manifestations pour les mêmes raisons.

Les travailleurs de la *Shebin El-Kom Textile Company* de Menoufiya, au nord du Caire, reprennent leur grève après une suspension de deux jours la semaine dernière, suite à un accord entre les travailleurs et la direction de l'entreprise. Ils accusent l'entreprise de tenter de manipuler les travailleurs licenciés, les forçant à signer des lettres de démission en disant que cela va permettre à leurs collègues de retourner au travail. La direction appelle les forces armées à intervenir dans l'usine le 6 avril, tandis que les travailleurs cherchent à reprendre leur sit-in.

Les travailleurs de la *Shebin El-Kom Textile Company* ont tenu un sit-in de 35 jours pour protester contre les tentatives de la direction indonésienne de licencier le personnel et démanteler des usines afin de réutiliser les 152 acres de terrain sur lesquels se trouve l'entreprise. Les salariés affirment qu'ils ne mettront pas fin à leur sit-in tant que toutes leurs revendications ne seront pas satisfaites.

Samedi 23 avril

Environ 4000 travailleurs entament une grève ensemble avec le directeur d'une usine dans la ville industrielle de Mahalla, pour protester contre la hausse des prix du coton.

Premier témoignage⁶¹ :

Depuis Al Mahalla Al Kubra, Égypte

Le grondement des machines à tisser industrielles se fait à nouveau entendre à l'intérieur de l'usine *Misr Spinning & Weaving Co.* dans cette ville du delta du Nil, entourée de gravelles, célèbre pour ses textiles. Les flots d'ouvriers s'écoulent autour des tanks de l'armée et des barrages en fil de barbelé pour reprendre la production de tissus de coton et de laine après une grève sauvage de quatre jours.

C'est une bonne nouvelle pour les ouvriers du textile têtus, comme Kamal Mohamed Fayomy – et également pour les dirigeants militaires qui s'efforcent d'empêcher le ralentissement de l'économie égyptienne au

⁶¹«EGYPT COTTON MILLS WHIR AGAIN AFTER ARMY, WORKERS REACH PACT», David Zucchini, *Los Angeles Times*, 24 Février 2011.

lendemain du soulèvement national, qui a renversé le président Hosni Moubarak après trois décennies de pouvoir.

«*Nos demandes les plus importantes ont été satisfaites, et nous en sommes très heureux*», dit Fayomy, 47 ans, électricien et membre d'un comité de 10 ouvriers qui ont négocié la fin de la courte grève avec le gouvernement cette semaine. Alarmés par une manifestation suivie d'un sit-in, dans une ville industrielle ayant une longue histoire d'agitation ouvrière, les dirigeants militaires avaient, au début, menacé d'employer la force pour arrêter la grève dans le complexe industriel appartenant à l'État. Au lieu de cela, le Conseil suprême des forces armées a accepté rapidement certaines revendications ouvrières sans recourir à la violence.

Et cela, indique Fayomy avec satisfaction, a donné un nouvel espoir à un mouvement ouvrier longtemps dominé par l'écrasant contrôle du gouvernement. Les militaires ont satisfait une des demandes principales des ouvriers et licencié le directeur de l'usine, accusé de corruption. Les ouvriers de cette entreprise d'État ont également reçu une augmentation de salaire mensuel de 25 %.

«*Et nous avons été payés pour les quatre jours où nous étions en grève*», a indiqué Fayomy, dont le visage rayonnait tandis qu'il énumérait les concessions faites par le gouvernement.

La résolution rapide d'une grève potentiellement dévastatrice rappelle que l'agitation ouvrière est une question clé dans une Égypte qui cherche à revenir à la normale après le chaos du soulèvement.

«*Disons seulement qu'un accord politique a été trouvé. Cet accord était important pour les deux parties*», dit Hamdy Hussein, un socialiste qui dirige l'agence de défense du travail Afak, affiliée au Parti communiste, depuis un bureau étroit au-dessus d'une rue pleine de détrit.

Al Mahalla Al Kubra⁶², où habitent plus de 100 000 ouvriers répartis entre 3 000 usines textiles, est devenu un foyer d'agitation, il y a trois ans, pendant plusieurs semaines. Une grève ici, le 6 avril 2008, a donné naissance au mouvement de la jeunesse égyptienne après que des vidéos de la police attaquant des ouvriers se sont répandues à travers le pays et à travers le monde, grâce à *YouTube* et *Facebook*.

Les protestataires ont saccagé Mahalla après que la police a tiré, tuant au moins deux personnes. Leur acte le plus symbolique fut d'arracher et piétiner un portrait de Moubarak, sur la place centrale – un acte rare de défi en public.

«*Nous avons cassé le tabou des lois d'exception interdisant les rassemblements et les manifestations*», affirme Fayomy, qui a été arrêté deux fois pour militantisme sur son lieu de travail.

Clairement, les militaires ne voulaient plus de conflits à l'usine de Misr,

62 Ville de 500 000 habitants.

en raison de l'influence de ces travailleurs sur les autres salariés. Misr est la plus grande usine de textile en Égypte et une pièce maîtresse d'un secteur qui représente plus qu'un quart de la production industrielle du pays. Environ 15 000 ouvriers sur les 24 000 de l'usine ont rejoint la grève sauvage.

«Une grève ici capte vraiment l'attention du gouvernement. Elle affecte les ouvriers à travers tout le pays», dit Gamal Abu Ela, qui gère une autre fondation de défense du travail à Mahalla. Ela indique que de jeunes organisateurs des manifestations de la place Tahrir sont venus en voiture depuis Le Caire, distant de 100 kilomètres, lundi, pour féliciter les meneurs de la grève.

Le gouvernement acceptera de satisfaire davantage de «*revendications ouvrières dès que le pays sera plus stable*», déclare Fayomy. D'autres ouvriers ont dit ne pas vouloir profiter de l'instabilité politique ou affaiblir davantage, par des demandes excessives, une économie chancelante.

«*Nous ne voulons pas gâcher la révolution en demandant trop dès maintenant*», nous confie Faisal Lakosha, 43 ans, qui a travaillé pour l'entreprise pendant 19 ans. «*À un moment ou un autre, nous obtiendrons ce que nous voulons.*»

Selon Mohamed Mustafa Sabagh, un fonctionnaire de la Direction de la main d'œuvre de l'Etat, «*c'est une simple question de temps*» avant que les revendications ouvrières soient satisfaites.

Les ouvriers sont censés gagner 1 200 livres égyptiennes (environ 150 euros) par mois, mais les dirigeants syndicaux disent qu'ils sont réellement payés à peine un tiers de ce montant. Des primes spéciales compensent une partie de la différence.

Les ouvriers avaient exigé un doublement du salaire, une meilleure assurance-maladie, des crédits de formation et une hausse des compensations pour les repas et les transports. Mais ils ont déclaré que se débarrasser du directeur d'usine, Fouad Abdel Alim Hassan, était plus important maintenant qu'obtenir plus d'avantages.

Une fois Hassan parti, la gargantuesque usine de Misr a rugi d'une vie nouvelle cette semaine. Connue localement comme le «*château industriel*», s'étirant sur des blocs entiers, l'usine est une ville dans la ville. Protégée par de hauts murs en béton et du fil barbelé, elle contient des mosquées, un hôpital et des logements de salariés.

En dehors des murs, le commerce s'épanouit. Les colporteurs crient le prix des oranges et des tomates, les femmes vendent des poissons depuis des étals en bord de route, et les mendiants quémandent des pièces de monnaie dans les maisons de thé couvertes de chiures de mouche. Les négociants montrent des rouleaux brillants de tissu coloré, et des robes de mariée blanches accrochées à côté de carcasses de vaches sanglantes pendues à des crochets.

Mahalla est une ville ouvrière assez morne, d'un demi-million d'habitants, entourée par des fermes aux champs verts, mais étouffée par

une couverture de smog gris. En raison de ses ouvriers du textile politiquement actifs, les autorités du Caire la considèrent avec méfiance.

Fayomy et d'autres meneurs de la grève veulent imposer une réforme politique tout autant que des améliorations pour les ouvriers – non seulement dans Mahalla mais dans toute l'Égypte.

Selon Fayomy, les ouvriers maintiendront la pression sur le gouvernement militaire, afin qu'il honore ses promesses, parce qu'ils se méfient des *«tours que celui-ci a repris de l'ancien régime»*. Pour le moment, cependant, les ouvriers semblent plus disposés à prendre le gouvernement au mot.

«La révolution est encore en marche», a dit Hussein, un militant, qui a été arrêté plusieurs fois. *«Si les militaires ne tiennent pas leurs promesses, nous retournerons en grève»*.

Deuxième témoignage⁶³ :

Devant les portes de l'usine étatique de textile Ghazl d'Al-Mahalla, les employés en colère ont échangé le tissage contre la protestation face au canon d'un tank.

Sous le regard fixe du soldat, à l'air ennuyé, de la tourelle, une masse d'ouvriers a protesté à l'occasion d'une des nombreuses grèves post-révolutionnaires qui ont éclaté dans les entreprises et les bureaux gouvernementaux à travers le pays.

Elsaid Habib, un retraité qui a travaillé 43 ans dans l'entreprise, déclare : *«La révolution nous donnera plus de levier contre les dirigeants d'entreprise. Peut-être ne savent-ils pas faire tourner les affaires – mais nous demandons que nos droits soient respectés.»*

L'agitation actuelle illustre les échecs d'une politique industrielle mal gérée durant les trente années de règne du président Hosni Moubarak, politique qui doit être révisée pour que le nouvel ordre politique du pays puisse également apporter la prospérité économique.

Avec son mélange de grandes entreprises gouvernementales sclérosées, de mécontentement des salariés et de luttes contre les forces du marché mondial, l'industrie textile de la ville de Mahalla exprime un malaise économique beaucoup plus large qui s'étend après le renversement de Moubarak, ce mois-ci.

Durant la période fébrile qui a précédé et suivi la démission de l'ancien président, une vague de grèves s'étendant des hôpitaux aux hôtels a éclaté sur les lieux de travail. Effrayés par la manière dont les manifestations de

⁶³ *«Egyptian workers strike for change»*, Michael Peel, Le Caire, 23 février 2011.

la place Tahrir au Caire semblent de plus en plus se fondre avec (et se transformer en) des conflits industriels, les nouveaux dirigeants militaires du pays ont exigé que tous retournent au travail.

Il n'est pas étonnant de voir que Mahalla, un centre industriel du delta du Nil au nord du Caire, est l'un des lieux où l'ordre des militaires a été ignoré. La longue histoire d'agitation ouvrière dans cette ville inclut une grève en 2008 des ouvriers du textile dont la date – le 6 avril – est devenue le nom d'un des principaux mouvements d'opposition ayant participé au soulèvement contre Moubarak.

Dans une chambre donnant sur l'une des nombreuses ruelles de terre de la ville, les dix machines à coudre de Hany Matawea servent encore à produire des chaussettes – mais pas avec beaucoup de profit, nous confie-t-il.

Luttant pour se faire entendre par-dessus le cliquetis des machines et la récitation coranique diffusée par sa vieille radio, il nous explique qu'avec le coût croissant des matières premières, il ne peut pas concurrencer les chaussettes chinoises vendues 18 livres égyptiennes (2,25 euros) la douzaine, somme correspondant à son coût de production.

Une partie du problème, dit-il, est la myriade d'impôts et de frais qu'il doit payer – 24 en tout – et la paperasse sans fin et les obstacles bureaucratiques auxquels il doit faire face. Il s'accroche à un petit signe positif qu'il a noté depuis le départ de M. Moubarak : les livraisons d'eau à son usine, autrefois bloquées par des fonctionnaires exigeant des papiers, sont maintenant autorisées. *«Je pense que, dans les prochains jours, les choses seront plus optimistes»*, dit-il.

Les difficultés de M. Matawea ont été comprises par ses employés, tel M. Suleiman Abd El Latif. Celui-ci s'inquiète des deux problèmes qui peut-être préoccupent le plus les ouvriers égyptiens : le coût du logement et l'augmentation des prix.

M. Latif dit qu'il gagne seulement 20 livres (2,5 €) par jour, mais doit payer un loyer mensuel de 300 livres (38 €), alors que son sandwich au haricot, pris au petit déjeuner, est maintenant à 75 piastres, 150 % de plus qu'il y a deux ans. *«J'espère que le changement politique améliorera mes droits en tant qu'ouvrier – et j'espère qu'il m'aidera à vivre une vie meilleure»*, nous explique-t-il.

Ses revendications sont partagées par les dizaines de milliers d'ouvriers des entreprises textiles étatiques, où des années d'investissement n'ont réussi à instaurer ni une productivité et des bénéfices convaincants, ni à satisfaire les besoins du personnel. Les gardiens de l'usine Ghazl nous informent qu'aucun cadre n'est disponible pour nous parler.

Ghazl, comme ses concurrents industriels, lutte pour faire face à une montée subite des prix internationaux du coton de près de 45 %, entre le début de l'année et la mi-février.

Hisham Ghida, cadre supérieur de MG, une entreprise familiale de lingerie, argue que le gouvernement est en partie responsable, parce qu'il

aurait pu en diminuer l'impact en favorisant davantage la culture intérieure du coton. Selon M. Ghida, c'est l'un des points sur lesquels la révolution doit faciliter un changement d'approche économique – pas simplement dans le fragile secteur étatique, mais parmi les entreprises privées qui avaient autrefois trop peur de faire campagne pour de nouvelles politiques, par crainte des représailles. «*Maintenant, nous devons être ensemble*, dit-il. *La mentalité sera différente – celle des propriétaires et celle des travailleurs également*».

Analyse

Étapes

On peut diviser la chronologie des luttes ouvrières en trois étapes :

– Du 8 février au 12 février (chute de Moubarak) : l'irruption des ouvriers se manifeste davantage dans les manifestations que par des grèves mais elle donne le signal nécessaire aux classes dominantes pour remplacer Moubarak ;

– Du 13 février au 23 février (fin de la seconde grève à l'usine textile *Misr Spinning and Weaving co.*), la plus grande usine d'Égypte, avec ses 24 000 ouvriers, à El-Mahalla El-Koubra) extension des grèves, blocages, des sit-in et des manifestations ;

– Du 24 février jusqu'à ce mois-ci (août 2011), consolidation des organisations (anciens ou nouveaux syndicats contrôlés par leurs membres et les ouvriers) et résurgence de quelques grèves.

Implantation

Les luttes ouvrières (grèves, manifestations, protestations, etc.) ont eu lieu évidemment dans les importantes zones industrielles, la région du grand Le Caire, la zone du canal (villes de Port-Saïd, Ismaïlia et Suez), Alexandrie et la région textile du delta du Nil (autour de El-Mahalla El-Koubra). En dehors de ces régions, les luttes restent isolées (Assiout, etc.)

Composition de classe

Les ouvriers impliqués dans les grèves appartiennent à l'industrie principale de l'Égypte, le textile, mais pas seulement. Certaines grandes entreprises du secteur public comme *Egypt Telecom* et SCA (*Suez Canal Authority*) ont été touchées pendant quelques jours.

Dans les transports, le métro du Caire ne s'est pas arrêté même si les ouvriers de la maintenance des ateliers de Tora ont fait grève. Les chemins de fer nationaux (dont dépend le métro du Caire) ont été touchés par une grève mais n'ont pas paralysés. Quelques ouvriers de l'aéroport du Caire ont fait grève mais pas longtemps.

Deux hôpitaux ont été touchés et même si certains médecins ont participé au mouvement, nous ne disposons 'aucune donnée précise sur la composition des grévistes et l'organisation des grèves (au sujet de l'attitude des grévistes vis-à-vis des malades, par exemple). Même des secteurs marginaux ont participé (chauffeurs d'ambulance, ouvriers de l'Opéra, guides pour touristes).

Revendications

Les revendications concernaient les besoins de base des ouvriers : salaires, structure de la paie, primes, santé, heures supplémentaires, mais aussi la transformation des contrats à temps partiel en CDI (preuve qu'être un ouvrier n'est pas une situation «garantie»). On note aussi beaucoup de revendications au sujet du renvoi de patrons accusés d'être corrompus. Et seulement deux cas de solidarité avec les manifestants.

Méthodes

Les revendications sont assez bien connues (tout du moins par grandes catégories) mais les informations sur les méthodes d'organisation ne sont pas légion sauf pour la grande usine textile à El-Mahalla El-Koubra pour laquelle nous savons qu'un comité de grève a organisé les discussions avec les patrons.

Nous devons aussi être clairs sur ce que signifient sit-in et protestations. En général, un sit-in correspond à une courte grève (quelques heures) pendant laquelle les ouvriers restent dans l'usine ou juste devant les bâtiments pour exprimer leur insatisfaction. Les manifestations peuvent être incluses dans des grèves mais peuvent aussi se dérouler en dehors du temps de travail. Ce fut le cas, par exemple, avant la chute de Moubarak pour les ouvriers des compagnies étrangères dans les zones de développement le long de canal de Suez. Travaillant en deux équipes, ils ont été capables de participer aux manifestations toute la journée sans pour autant être en grève. On a pu observer quelques affrontements violents dans une usine et des blocages des rues ou d'une ligne de chemin de fer au Caire, mais en général, ce n'a pas été la caractéristique principale.

Succès et échecs

Une fois de plus, à cause du manque de données précises, nous ne pouvons pas analyser le destin des grèves, à l'exception de la grande usine textile à El-Mahalla El-Koubra. Mais on peut concevoir que les actions des ouvriers ont consisté plus en des «bulles éruptives» qu'en une vague profonde, que des revendications simples ont été satisfaites (renvoi d'un directeur, par exemple) et d'autres pas.

D'un point de vue général, les grèves et autres actions sont restées minoritaires non seulement en nombre, par rapport aux endroits où rien ne s'est passé, mais aussi dans l'endroit où elles ont eu lieu (et ce malgré l'absence de données précises). Encore une fois, la grève de la grande usine textile à El-Mahalla El-Koubra est l'exception : commencée le 10 février et ayant duré jusqu'au 13 février, lors de la première tentative, et recommençant du 16 février au 19 février. Dans le deuxième cas, le nombre de grévistes a commencé à 12 000 (50 % de l'effectif) et atteint 20 000 (83 % de l'effectif) : cela signifie que non seulement la grève était puissante dès le début mais qu'elle a été capable de s'étendre encore. Cela signifie une organisation des grévistes (des ateliers jusqu'au niveau de l'usine entière) avérée par l'existence d'un comité de grève de 10 membres en charge des négociations.

Au contraire, nous avons de nombreux exemples de grèves qui sont restées minoritaires. Le cas des grandes entreprises (ayant plusieurs lieux de travail dispersés) comme SCA ou *Egypt Telecom* le montre. Dans le premier cas, les grévistes commencèrent et restèrent à 42 % (sur 16 000) et la grève ne fut pas capable de progresser ; quant à *Egypt Telecom*, les grévistes commencèrent et restèrent à 10 % (sur 55 000) et rien d'autre ne se passa. Évidemment, dans cette entreprise où les effectifs sont dispersés géographiquement (sur plus de 50 sites) et par catégories (installation, exploitation, maintenance, R&D, etc.), il est très difficile de s'organiser lors des premières tentatives surtout si l'entreprise est dirigée d'une main ferme par un directeur⁶⁴ qui a été capable d'augmenter considérablement la productivité en réduisant les effectifs (9 000) et en réorganisant le processus de travail, pendant les dix dernières années, sans rencontrer une grande résistance des ouvriers.

À l'exception des secteurs où les ouvriers avaient déjà fait l'expérience des grèves et de l'organisation, les années précédentes (comme les ouvriers du textile en 2008), l'auto-organisation est dans son enfance et tout doit être découvert pas à pas ; les ouvriers ont besoin de s'entraîner par eux-mêmes lors de courtes escarmouches contre le Capital avant de se lancer dans des mouvements plus importants.

Il faut prendre en compte un autre facteur en Égypte : les relations de travail entre les ouvriers et l'État ne sont pas similaires à celles des pays avancés car la répression féroce n'est jamais très loin. En février et mars, les ouvriers ont bénéficié d'une certaine «absence» de l'autorité de l'État (principalement de la police) qui a libéré leurs énergies. Mais l'État n'a évidemment pas disparu et les ouvriers ont cherché à consolider leurs nouvelles organisations. Cela explique à la fois la création ouverte de nouveaux syndicats indépendants en même temps que des liaisons clandestines à la base.

N'oublions pas un autre élément : la puissance des Frères musulmans obscurcit l'avenir des ouvriers de nuages noirs tant que leur attitude ne sera pas claire vis-à-vis d'eux. Leur dernière prise de position connue est d'avoir condamné publiquement les grèves de 2008. Veulent-ils et sont-ils toujours capables de s'affronter aux grévistes dans les temps qui viennent ?

Un autre facteur bloque l'avenir du mouvement ouvrier en Égypte : deux secteurs industriels ont été totalement absents ces derniers mois : les usines propriétés de l'armée et les grands hôtels des rivages de la Mer rouge. Qu'est-ce qui peut expliquer, dans le premier cas, que ces 80 000 ouvriers très qualifiés et dans le second cas, les 100 000 employés de ces grands hôtels «industriels» n'ont pas profité de la chute de Moubarak pour lancer des grèves ? Certainement, pour les usines de l'armée, le niveau

64 Akil Beshar est le PDG d'*Egypt Telecom*, depuis 2000.

plus élevé des salaires et les meilleures conditions de travail, plus que n'importe où ailleurs en Égypte, en sont la cause mais est-ce suffisant pour expliquer au moins la passivité ? Quelles qu'en soient les raisons, si elles persistaient, ce serait un fardeau pour les prochaines tentatives des ouvriers.

CONCLUSION

REVENDEICATIONS DÉMOCRATIQUES, LIBERTÉ ET COMMUNISME

Quel fut le déclencheur des événements?

Après les événements de Tunisie, les personnes ont commencé à réagir d'abord contre les prix des produits et contre le régime de Moubarak identifié comme le responsable de tous les maux qui frappaient l'Égypte.

L'augmentation des prix de la nourriture et le chômage, particulièrement parmi les jeunes, ont été à l'origine de ces explosions. Dans ces pays, les dépenses pour la nourriture par foyer représentent environ 40 % du total des dépenses. En 2010, le prix du blé en Égypte, qui en est le premier importateur mondial, a augmenté de 73 % et le maïs de 88 %. La viande, les fruits et les légumes deviennent inabordable pour bon nombre d'Égyptiens.

Mais sur ce début, une fois que les personnes se sont rassemblées sur la place Tahrir (pour la région du Caire), et à cause de la répression (le seul moyen choisi par le gouvernement), les personnes ont mis en avant la liberté comme objectif principal, la chute de Moubarak comme objectif immédiat et les manifestations quotidiennes comme moyens, faisant preuve ainsi d'une détermination courageuse payée par des centaines de morts. En dépit de leur forme violente, ces premières émeutes ont un caractère éminemment défensif. Façon de rappeler que l'exercice prolétarien de la violence n'est en rien synonyme d'offensive, ni et encore moins d'autonomie ouvrière.

Quelles furent les principales revendications ?

Les aspirations libertaires sont bien ancrées dans cette vague de révoltes populaires. Et pour cause. Les prolétaires savent pertinemment que toute protestation, même la plus pacifique, sera étouffée dans la violence par les États. Dans un premier temps, les exploités ont satisfait ce besoin essentiel en pratiquant les libertés auxquelles ils aspirent dans et par leurs propres luttes. Dans le combat indépendant, la parole se libère, l'organisation autonome peut s'épanouir et les individus développent toute leur capacité de socialisation. C'est uniquement sur ce terrain que la lutte des classes peut résorber et résoudre, dans le feu du combat, les aspirations libertaires les plus étendues de la société civile. Ce type d'approche est le seul apte à inscrire une ligne de démarcation avec la revendication démocratique-bourgeoise.

Aucune formalisation des libertés individuelles et collectives dans le cadre de l'État n'est satisfaisante car l'État en est leur négation active. Le besoin d'expression de l'individu social et, à plus forte raison, des prolétaires indépendants, est découpé et encadré systématiquement par l'État.

Cette opération de l'État représente une ligne de démarcation infranchissable qui ne tolère aucun marchandage ni arrangement. L'État, par son essence, définit le cadre de l'expression individuelle et collective du besoin de liberté. L'État exige que l'individu social lui délègue son sort et la satisfaction de ses besoins. Tout le contraire de l'aspiration à l'indépendance de l'individu social qui vise, par son mouvement de libération, à fonder lui-même directement, dans un environnement défini par la socialisation et la coopération productive, les contours de sa propre liberté et de celle de ses semblables. On ne doit pas en conclure pour autant que rien ne peut être acquis dans le cadre de l'État.

Les revendications démocratiques se placent à ce niveau : elles résultent de la tentative de créer un terrain de compromis possible avec l'État. Portées souvent par les prolétaires indépendants, elles ne sont pas moins un leurre que les révolutionnaires doivent dévoiler. La conception et la pratique des libertés singulières et collectives de l'individu n'ont de sens que si ce dernier assume pleinement son être social en contribuant à organiser la société autour du pilier de l'association pour la coopération productive libérée de la marchandise, de la valeur, du Capital et, bien sûr, de l'État.

Tout mouvement qui tend vers la satisfaction autonome et collective du besoin de libertés s'engage sur le long chemin vers le communisme. En revanche, si ou quand l'aspiration libertaire dévie vers la revendication démocratique adressée à l'État, la perspective du communisme s'éloigne. La perspective du communisme s'efface même si des succès partiels sont remportés, comme dans le cas de l'élargissement ou du renforcement de la démocratie sociale (les fameux acquis des luttes trade-unionistes). De façon récurrente, l'État est amené à proposer aux insoumis et aux prolétaires de cesser leur agitation et leur combat pour la construction d'un ordre nouveau contre la satisfaction de certaines revendications.

En matière de libertés, il leur offre le droit, sous haute surveillance, de délégation et de députation. Il exige pour cela que l'individu accepte de troquer sa créativité et son originalité pour la conformation, son être social pour une représentation politique tronquée, son potentiel de coopération productive pour l'acceptation de la discipline de l'usine, son besoin de libre association pour la soumission aux règles du Capital, son individualité pour le nivellement.

D'un côté, il serait enfantin et finalement contre-productif de nier ces avancées partielles mais, d'un autre côté, nous ferions preuve d'aveuglement en n'y voyant pas un élément potentiel de restauration de l'ordre du Capital. Face à un dilemme de cette nature, le seul critère à retenir, le seul facteur qui détermine le jugement des révolutionnaires est celui que leur inspire la fin de tout combat ouvrier défensif : le degré d'organisation autonome acquis par les minorités révolutionnaires au travers de ces luttes.

Dans le même ordre d'idées, il serait stupide d'écarter d'un revers de main l'opportunité offerte ponctuellement au prolétariat par le desserre-

ment de la dictature du Capital et de son État, y compris quand elle se cristallise en une assise démocratique-bourgeoise. Le rejet d'une attitude indifférente vis-à-vis de changements institutionnels et constitutionnels démocratiques ne doit cependant pas aller jusqu'à soutenir directement ou indirectement le processus de restructuration de l'État. Tout en prenant toutes les positions qui favorisent son organisation et ses luttes, la classe ouvrière ne doit pas oublier que c'est juste un moment dans la lutte de longue durée pour écraser le capitalisme. La boussole qui doit servir à la classe ouvrière est de toujours promouvoir ses propres exigences. Ceci vaut, même quand ce processus démarre par l'action prolétarienne et se déroule «à chaud», dans un cadre de crise aiguë de l'État.

Après la chute de Moubarak, la police à qui fut reprochée la répression fut autorisée à «rester» à la maison et à déserrer les rues, le temps que les choses rentrent dans l'ordre. Entre-temps, les personnes ont appris à s'organiser et à contrôler leurs quartiers contre la police ou les partisans de Moubarak. Mais ce phénomène ne s'est pas répandu dans tout Le Caire et n'a pas duré très longtemps. L'absence de critiques envers l'armée, toujours présentée comme la protectrice de la «révolution», lui a permis avec succès de convaincre les manifestants de rentrer chez eux et d'abandonner la rue.

Qu'a fait la classe ouvrière dans ce mouvement ?

La capacité de la classe ouvrière en mouvement d'attirer à soi des secteurs et des individus issus d'autres couches de la société civile reste, à nos yeux, une condition vitale de sa victoire sur les classes dominantes. Le problème est que, à ce stade, la cause prolétarienne est masquée par les revendications démocratiques classiques et les jeux de pouvoir au sein des classes dominantes. Rapidement, les insurgés se sont montrés incapables de se penser comme l'expression d'une classe sociale indépendante et sans patrie. Une classe qui aspire au renversement non seulement des régimes autoritaires et corrompus mais aussi à la destruction de l'État, de tous les États, et, surtout, à la constitution révolutionnaire d'une société coopérative centralisée, sans classes, sans argent, sans exploitation et sans oppression.

Comme en Iran, à l'été et l'automne 2009, la principale limite du mouvement demeure la sous-utilisation par les ouvriers de l'arme essentielle dont ils disposent : la grève. De ce fait, ils se privent à la fois du seul ancrage véritablement solide de leur combat et d'une forme de lutte des plus efficaces contre l'État et les patrons, qu'ils soient «autochtones» ou «étrangers». Le cœur du système de domination de tous les pays au monde est la production. C'est à cet endroit-là qu'il doit être frappé.

Ouvriers et classes opprimées

Si la classe ouvrière se dirige à travers des chemins difficiles, faits d'avancées et de défaites, vers le communisme (qui est par nature antidé-

mocratique), cela ne signifie pas qu'elle n'a rien à faire avec la démocratie ou les revendications démocratiques ou est indifférente à celles-ci. Au contraire, la classe ouvrière a «intérêt» (ou n'est pas opposée) à l'élargissement des libertés (liberté de circulation, liberté de parole, etc.) pour chaque être humain. Mais nous devons préciser plusieurs points importants :

- la classe ouvrière pendant une lutte contre la dictature ou un régime autoritaire met en avant les libertés qu'elle peut (ou qu'elle aspire à) pratiquer directement et qui sont cohérentes avec sa lutte générale contre le Capital et l'État (liberté d'organisation dans les usines, par exemple) ;

- la classe ouvrière s'adresse aux autres classes opprimées afin de leur expliquer que pour obtenir ces libertés, il faut se battre aussi contre la perspective bourgeoise de l'État démocratique – perspective qui vise à transformer et à congeler ces libertés en droits octroyés et conditionnés à la paix sociale ;

- lorsque les personnes aspirent à satisfaire leur besoin d'expression directe, la classe ouvrière met toujours en avant la lutte et l'organisation pour transformer ces revendications en pratiques vivantes et, surtout, directes ; en mouvements qui préfigurent un ordre nouveau, fondé sur la coopération sociale et sur le dépassement de la forme étatique ;

- la force de conviction de la classe ouvrière est directement proportionnelle à sa capacité avérée d'être un acteur social et politique indépendant, dans les lieux qui sont les siens : les usines, les quartiers populaires, les transports en commun, les écoles, les hôpitaux, etc. Son pouvoir de persuasion dépend, en somme, de l'exercice de son pouvoir direct pour détruire le Capital et son État.

QUE PEUT-IL SE PASSER ?

Bref état des lieux

Une fois que les lampions de la chute de Moubarak ont été éteints, la dure réalité de la crise de la valorisation du capital en Égypte a repris le devant de la scène. Plusieurs économistes tablent sur une baisse de l'ordre de 1 % du PIB en 2011. Les exportations de pétrole, qui représentent à elles seules plus de 40 % du total des marchandises égyptiennes vendues à l'étranger, vont diminuer à nouveau avec le ralentissement de la croissance en Europe. Le tourisme (20 % du PIB) a vu le nombre de ses clients baisser de 40 % au premier semestre 2011. Pendant les «événements», beaucoup d'entreprises étrangères ont fermé non pas à cause de grèves mais parce qu'elles craignaient d'être attaquées, à cause des innombrables interruptions de service dans les transports et de la cessation temporaire d'activité des banques. La fermeture provisoire du canal de Suez a réduit les rentrées financières de l'État. Depuis, une pénurie d'essence frappe le pays et provoque une nouvelle hausse des prix et des perturbations dans les transports. Des approvisionnements insuffisants et aléatoires de farine et de maïs ont suivi. Depuis deux mois, les prix alimentaires baissent fortement avec la chute de la demande globale de ces marchandises. En août 2011, l'inflation est retombée à son plus bas niveau depuis 45 mois (+8,5 % en données annualisées). Les subsides du gouvernement aux produits alimentaires ont augmenté depuis juillet 2011. Mais le risque est élevé que ces améliorations soient effacées par une dépréciation de la lire égyptienne pour cause de crise fiscale de l'État.

L'administration civile, quant à elle, demeure généralement inefficace. L'arrêt de certains services de police a créé des zones où l'État n'a plus la main. La crise fiscale de l'État frappe aussi à la porte. Souffrant d'un déficit budgétaire de l'ordre de 10 % du PIB en 2010/2011, l'Égypte s'est tournée d'abord vers le FMI pour obtenir les quelque 10 milliards de dollars qui lui manquaient, puis vers les riches Émirats voisins, plus fréquentables au plan politique. A ces problèmes internes, s'ajoutent des facteurs négatifs extérieurs: la guerre en Libye a renvoyé en Égypte des centaines de milliers d'immigrants devenus chômeurs. Leur retour signifie à la fois un appauvrissement considérable de leurs familles et une chute verticale des transferts de liquidités de l'étranger vers le pays.

En conséquence de quoi, les envois d'argent par les immigrés ont fondu de 20 % sur un an. Or, avant les «événements», ces transferts de liquidités, avec les revenus du tourisme, apportaient à l'Égypte quelque 70 % du total des devises fortes. Les patrons étrangers observent avec beaucoup de prudence la situation et réduisent leur contribution. Les investissements productifs directs étrangers ont presque entièrement disparu, alors qu'ils s'élevaient à plus de 4 milliards de dollars entre janvier et juin 2010.

Scénarios politiques

Les Frères musulmans gagnent chaque jour de plus en plus d'influence, jouant très progressivement pour gagner pied à pied des positions dans la société civile et dans les rouages de l'État. Objectif ultime : gagner à leur cause une partie de l'armée, véritable ossature de l'État, ou, au pire, sceller avec elle une répartition durable des pouvoirs. Pouvons-nous néanmoins dire définitivement que la route du pouvoir est parfaitement assurée ? Peut-être pas. Les Frères musulmans ont encore beaucoup d'obstacles à surmonter dans leur longue marche vers l'exécutif.

S'ils n'ont pas d'adversaires politiques sérieux, ils n'en sont pas pour autant hégémoniques dans toutes les couches de la société égyptienne. Un grand nombre de paysans et d'ouvriers sont réticents ou indifférents par rapport à eux. Les Frères musulmans doivent encore définir une ligne de politique économique, alors qu'ils se cantonnent à proposer des solutions inspirées d'une redistribution plus égalitaire de la richesse nationale, conformes à leur credo piétiste.

L'industrie manufacturière compte pour 20 % du PIB égyptien, presque autant que le tourisme. Le rôle de la classe ouvrière d'usine dans le processus de reproduction du capital social en Égypte n'est donc pas négligeable. Une classe ouvrière aux faiblesses structurelles multiples, mais qui a montré qu'elle sait se battre. Or, les Frères musulmans ont été incapables jusqu'ici de développer un discours spécifique s'adressant aux ouvriers et de prendre en compte leurs traditionnelles revendications salariales et relatives aux conditions de travail.

En 2008, pendant la grève des ouvriers du textile, les islamistes ont clairement choisi le camp des patrons. Un gage de stabilité sociale et politique qui profite à l'État en pleine restructuration et à l'armée, qui table sur la continuité du régime avec quelques modifications de façade. Le fait que la succession de Moubarak se soit déroulée sans trop de grands problèmes témoigne du fait que les classes dominantes peuvent s'appuyer sur cette nouvelle configuration du pouvoir exécutif et législatif. Une configuration où l'armée serait toujours la clé de voûte du système et où les Frères musulmans se poseraient en parti de masse, en parti de la société civile, d'un régime devenu en partie bicéphale.

Environnement international

La vague de nationalisme exacerbé qui déferle dans la rue en Tunisie et en Égypte pourrait rouvrir une phase de guerre avec l'État sioniste. Dans certaines circonstances de crise, rien n'est plus efficace pour un gouvernement que de ressouder un pays en identifiant et en appelant à combattre un ennemi extérieur ou intérieur. L'ennemi intérieur d'antan en Égypte, les Frères musulmans, entretient des liens organiques avec le parti islamiste jordanien et le Hamas palestinien. Ce dernier est très proche de la Syrie et de l'Iran qui dispose d'une puissante antenne régionale en la personne du Hezbollah libanais aux portes du pouvoir à Beyrouth. Le Hez-

ollah est à son tour étroitement lié à Damas. Ce scénario n'est pas sûr mais il faut en tenir compte. Surtout quand il s'agit de s'adresser aux prolétaires qui seront la chair à canon des éventuelles guerres à venir.

Plus que jamais, seule une politique rigoureusement antiétatique et défaitiste est à même de représenter l'intérêt immédiat et historique de la classe ouvrière.

Là-bas comme partout ailleurs.

La classe ouvrière

Comment tirer un bilan précis maintenant que les ouvriers ont, en général, cessé d'agir ouvertement ?

Les ouvriers qui ont lutté, en février et mars, après avoir gagné ou pas sur leurs revendications, ont pensé qu'ils avaient une bonne occasion de profiter d'une faiblesse temporaire du pouvoir en général et de l'État en particulier. Mais si l'État d'une société non démocratique (c'est-à-dire dépourvue d'institutions capables d'intégrer les conflits sans les nier au moyen d'une dure répression) a été affaibli, c'est certainement un bon indicateur de la maturité des ouvriers que de vouloir maintenant consolider ce qui a été gagné, leur plus grande unité. Néanmoins, comme nous l'avons signalé, deux faits demeurent négatifs : les ouvriers représentent une minorité parmi les prolétaires et, au sein de cette minorité, beaucoup d'ouvriers n'ont rien fait pendant les événements.

Jusqu'à présent, aucune opposition n'est apparue entre les ouvriers et les autres sans-réserves. Toutefois, l'influence que les Frères musulmans exercent sur une portion conséquente de ces derniers pourrait, dans un deuxième temps, être utilisée par l'État et les patrons pour les séparer, voire les lancer contre la classe ouvrière d'usine au nom de l'Islam, de la Nation et de la lutte contre les privilégiés qui ont un bon boulot. C'est pourquoi, en Égypte, les travailleurs devraient tout à la fois reprendre le chemin de la lutte pour leurs propres intérêts spécifiques, sous leur maîtrise et veiller à élargir le spectre du combat en intégrant les objectifs qui relèvent de la condition générale des sans-réserves avec une attention particulière aux chômeurs, aux travailleurs au noir, la grande majorité des travailleurs en Égypte, et aux petits paysans pauvres de l'intérieur.

BIBLIOGRAPHIE

En français

Hélène Cottenet, «Ressources exogènes et croissance industrielle : le cas de l'Égypte», *Tiers-Monde*, année 2000, volume 41, n° 163.

Sophie Pommier, *Égypte, l'envers du décor*, La Découverte 2008.

Confluences Méditerranée n°75

Martine Gozlan, *Pour comprendre l'intégrisme islamiste*, Albin Michel, 2002

H. Tammam, P. Haenni, «Les Frères musulmans égyptiens face à la question sociale : autopsie d'un malaise socio-théologique», Institut Religioscopie, *Études et analyses*, n° 20, mai 2009

En anglais

BARTOLOMEO, Anna Di, FAKHOURY, Tamirace, PERRIN, Delphine, *Egypt – Migration Profil*, avril 2010 (http://www.carim.org/public/migrationprofiles/MP_Egypt_EN.pdf)

CIA World Factbook - Egypt (<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/>)

EL DEEB, Bothaina, *Social Statistics in Egypt. 2003*, (http://unstats.un.org/unsd/demographic/meetings/egm/Socialstat_0503/docs/no_32.pdf)

GUALDONI, Annabela, *Egypt's Types of Employment*, janvier 2011, (http://www.ehow.com/info_7756006_egypts-types-employment.html)

The Egyptian economy, 1952-2000: performance, policies, and issues. Londres, 2006.

Établissements appartenant à l'armée

Affiliation	Nom de l'établissement	Localisation	Main-d'œuvre	Production militaire	Production civile
Ministère de la Production militaire	Fonderies Hé-louân	Hérouân	?	moulage de fonte hématite, de fonte grise et d'acier	Moulage de précision
	Compagnie industrielle d'équipements Abu-Kir	Abu-Kir, Alexandrie	1 000	Armes et munitions de petit calibre	Cartouches de chasse, chaînes de boulangerie semi-automatiques, récipients pour aérosols, récipients en aluminium
	Produits chimiques Abu Zaabal	Héliopolis	?	Explosifs, combustibles, chargeurs de mortiers et moteurs de fusées	Dynamite, Nitrocellulose, sodium de toluène, sulfonate, chlorate de potassium, poudre à canon, huiles hydrogénées, services de minage
	Compagnie industrielle d'équipements Shobra	Shobra, Le Caire	?	Armes de petit calibre, roquettes antichars	Moteurs électriques, ventilateurs électriques, prises et interrupteurs
	Compagnie industrielle d'équipements El Maasaras	Le Caire	?	Pistolets d'alarme, haches et poignards pour unités de commando	Compteurs d'eau et d'électricité, fermetures, écrous et boulons, incinérateurs
	Compagnie industrielle d'équipements Maadi	Maadi, Le Caire	?	Fusils, pistolets et mitrailleuses	Radiateurs, machines à coudre, instruments médicaux et chirurgicaux, outils de découpe, refroidisseurs à huile, machines agricoles, fusils de chasse, carabines à air comprimé, hachoirs,

					ciseaux, couteaux de cuisine, meubles en bois
	Compagnie industrielle Hérouân des métaux non ferreux	Hérouân	?	Moulage du cuivre pour munitions	Équipements fabriqués à partir de laiton aluminium: plaques, tubes, blocs, moulages, feuilles, fils et câbles, etc.
	Compagnie des industries chimiques Hérouâlis	Hérouâlis	1 000	Munitions pour chars, artillerie et mortiers, mines antichars, grenades, détonateurs et explosifs puissants	Peintures au formaldéhyde et à l'hexamine, fusibles et détonateurs, articles en plastique et en caoutchouc, adhésifs
	Compagnie industrielle Hérouân d'équipements	Hérouân	?	Composants métalliques pour munitions de gros calibre	Extincteurs, pompes à essence, balances automatiques, cocotte-minute, casseroles en acier inoxydable, embouteilleurs de gaz, régulateurs de gaz, etc.
	Compagnie industrielle d'équipements Abuzaabal	Hérouâlis Ouest	1 200	Explosifs en poudre, explosifs industriels, dynamite	Peintures, encres, vernis, produits de beauté, chlorate de potassium, éther pour anesthésie
	Compagnie industrielle d'électronique Banha	Kaliobia	?	Radars et appareils électroniques	Récepteurs de télévision et de radio, antennes de télévision et ordinateurs personnels
	Compagnie industrielle Kaha de produits chimiques	Le Caire	?	Munitions de moyen calibre, fusils et mitrailleuses	Compteurs électriques, compteurs d'eau, roulements à bille, écrous et boulons, techniques de dégraissage,

					techniques de traitement au phosphate et boîtes d'essieux
	Compagnie Héloûân d'appareils métalliques	Héloûân		Composants métalliques pour mines	3 usines: cuisines à gaz, radiateurs à gaz, réfrigérateurs et refroidissement par air
	Compagnie Héloûân de moteurs diesel	Héloûân	1 000	Moteurs diesel	2 usines : Héloûân moteurs diesel, pompes, etc. Shoubra: petits moteurs sous licence Deutz (Allemagne)
	Compagnie Héloûân d'outillage	Héloûân	?	Mortiers	Tours, perceuses, moulins, scies à bois, formes, machines à moleter, chaînes de boulangerie automatiques et semi-automatiques, machines agricoles et appareillages
	Compagnie de fabrication de chars et de réparation	Le Caire	?	Chars M1A1 et autres véhicules militaires blindés	Aucune
Organisation arabe pour l'industrialisation (AOD) 18 000 dont 1 250 ingénieurs	Usine d'aviation (1951)	Héloûân	?	Avions de combat et d'entraînement à réaction, pièces détachées pour Mirage 2000, ainsi que pour Falcon 50 et Tucano (appareil brésilien) K8 chinois	Aucune
	Usine de moteurs	Héloûân	?	Turbopropulseur Larzac 04 utilisé pour l'appareil d'entraînement Alphajet, en coopération avec la société française Snecma Entretien et réparation	Systèmes de freinage et injecteurs pour Bosch et Knorr Bremse

	Usine d'électronique	Nasr City, Héliopolis	?	Appareillage électronique pour avions, missiles guidés, radars, équipements et ordinateurs	
	Établissements Sakr pour le développement industriel	Almaza, Héliopolis	?	Missiles à guidage infrarouge, roquettes d'artillerie, armes antichars, machines CNC	
	Usines Kader pour le développement industriel	Près de Nasr City, Héliopolis	?	Avion d'entraînement Al Gumhouria, appareil Tucano Bombes aériennes, véhicules blindés 4x4 Fahd et 6x6, mortiers de 120 mm pour le véhicule M 106	
	Compagnie arabo-britannique des hélicoptères (entreprise commune anglo-italo-égyptienne)	Hérouân	?	Hélicoptères et révision moteurs	
	Compagnie arabo-britannique de moteurs (ABECO, entreprise commune avec Rolls Royce)	Hérouân	?	Moteurs ASTAZOU-H14 pour hélicoptères Gazelle, et moteurs TV2 utilisés par l'avion M1-8 En coopération avec Rolls Royce, assemblage, réparation et révision de moteurs d'hélicoptères	
	Compagnie arabo-britannique Dynamics (ABD)	Héliopolis	?	Essais et montage de fusées pour plateformes tournantes sur jeeps, lanceurs TOW	
	Arabo-américaine de véhicules (AAV).	Le Caire	680	Production de véhicules de passagers type Jeep Rangler et	Jeep civiles

	entreprise commune avec Chrysler (51/49) 1977			4x4 Cherokee	
Organisation pour les produits d'utilité nationale (NSPO), 1978	Compagnie El Nasr pour la chimie intermédiaire (1975)	Le Caire		Produits chimiques intermédiaires (acides à base de chlore)	Engrais Insecticides domestiques Gaz industriels et médicaux
	Arab International Optronics (1984) Partenaire de Thalès	Le Caire		Systèmes de visée et d'observation nocturne, télémètres laser télescopiques articulés, télémètres laser manuels, cibles et divers types de binoculaires et périscopes Systèmes d'ordinateurs	Microscopes Lentilles
	Compagnie El-Nasr pour les services et l'entretien (1988)	Nasr City	7 750	Sécurité, travaux d'entretien pour réseaux d'eau et d'électricité, épuration, stations-service automobiles, entraînement professionnel	Services

**P
o
l
é
m
i
q
u
e
s**

Tunisie, Égypte, l'Internationale socialiste, ferme soutien des dictatures, du népotisme et de la corruption

Aujourd'hui, il n'est pas un dirigeant socialiste français (Moscovici, Hamon, etc.) qui ne parle avec des trémolos dans la voix de la "révolution", de "l'insurrection du peuple" en Tunisie et en Égypte. Pas un qui ne dénonce la torture, la corruption, l'absence de libertés démocratiques, le népotisme de Ben Ali ou de Moubarak, la chape de plomb qu'ont fait peser le RCD et le PND sur les peuples tunisien et égyptien.

Or ces deux partis, celui de Ben Ali (le Rassemblement constitutionnel démocratique) comme celui de Moubarak (le Parti national démocratique) étaient ou sont membres de l'Internationale socialiste (le RCD a été exclu seulement le 17 janvier 2011; quant au PND il était encore membre de l'Internationale socialiste le 6 février 2011...).

(Un lecteur m'a gentiment signalé que ce parti a en fait été exclu de l'Internationale socialiste le 31 janvier 2011. Or Moscovici ne le savait pas encore le 6 février 2011 quand il a été interviewé à ce sujet à la télévision. Les explications ampoulées sur les raisons de cette longue collaboration valent leur pesant de dattes...égyptiennes. Pour ceux qui lisent l'anglais: <http://www.socialistinternational.org/viewArticle.cfm?ArticleID=2088>. Grosso modo, l'Internationale fondait de grands espoirs, les remercie pour la paix avec Israël et rompt les relations à cause de la récente répression, en faisant l'impasse sur tout ce qui s'est passé en Égypte depuis 1989, date de l'adhésion de PND à l'Internationale socialiste. YC, 12/02/2011)

Que l'on sache, aucun des ténors du Parti socialiste français (y compris le très bruyant Jean-Luc Mélenchon quand il était au PS) n'a mené de bataille sérieuse pour dénoncer publiquement cette collusion entre l'Internationale socialiste et de vieilles dictatures post-coloniales. Pierre Moscovici prétend avoir demandé avec Hollande l'exclusion du RCD en 2006 et en 2008 mais cela ne nous explique pas pourquoi le RCD était digne de faire partie de la même internationale que lui, avant 2006.

Quant à Hubert Védrine, on lira avec profit le témoignage suivant de l'économiste Omar Benderra (<http://www.lemaghrebin.com/?p=829>):

Le 21 janvier 2005, il y a quasiment cinq ans jour pour jour, lors d'une rencontre autour du Maghreb organisée à l'Assemblée nationale à Paris par le site marocain L'Observateur, j'ai entendu – comme des dizaines d'auditeurs médusés – Hubert Védrine déclarer en substance que les pays du Sud – entendez du Sud méditerranéen – n'étaient pas mûrs pour la démocratie : «Il avait fallu plusieurs siècles pour que nous [les Occidentaux] accédions à la démocratie» ; et en attendant, «nous devons traiter avec les États et les élites de pouvoir».

Par acquis de conscience, j'ai demandé à des témoins de la scène s'ils avaient gardé la même mémoire de cette sortie invraisemblable dans la bouche d'un responsable socialiste ayant occupé des fonctions éminentes dans l'État français. Ils ont confirmé ces propos auxquels j'avais alors réagi à chaud, hélas en l'absence d'Hubert Védrine qui avait quitté la salle immédiatement après son intervention. J'avais manifesté ma surprise devant cette position ethnicisante ou essentialiste qui évoquait pour moi la très colonialiste SFIO de Max Lejeune et de Guy Mollet, plutôt que l'humanisme de Jaurès. Pour aggraver mon cas, j'avais ajouté qu'après qu'on nous eut répété pendant des décennies que nous n'étions pas mûrs pour l'indépendance, voilà que nous étions obligés d'entendre que nous n'étions pas prêts pour la démocratie. Veillant à ne pas outrepasser les règles de la bienséance, j'avais conclu en regrettant que, décidément, pour les porte-parole autorisés de la Civilisation, nous autres Maghrébins ne serons jamais au rendez-vous de l'Histoire.

Passons sur le fait que cela m'avait valu d'être taxé d'«impoli» par une journaliste d'un hebdomadaire parisien habituée des corridors de la présidence algérienne depuis l'époque lointaine de Boumediene. Deux ou trois dames avaient même surenchéri en déplorant la rudesse et le manque d'éducation notoires des Algériens..."

La liste serait longue des partis corrompus, mafieux, dictatoriaux qui font partie de l'Internationale socialiste. Gageons qu'ils seront exclus... quand leurs peuples les renverseront. En attendant, ils se tiennent bien au chaud dans les congrès de l'Internationale socialiste.

Gardez bien cela à l'esprit quand vous entendez les vieux éléphants ou les jeunes crocodiles du PS vous parler de "démocratie participative", de "développement durable", de "partage équitable des richesses" et aller plastronner dans les réunions altermondialistes.

Gardez bien cela à l'esprit quand ces hypocrites demandent la démission de Michèle Alliot-Marie, la gaulliste qui aime exporter le savoir policier dans les pays du Sud et se faire transporter gratos, ou qu'ils critiquent le fait que Fillon et sa famille se soient fait payer des vacances gratos en Égypte.

Les politiciens de droite, comme de gauche, n'ont le mot "éthique" ou "morale" à la bouche que lorsqu'il s'agit de dénoncer leurs rivaux. Pour le

reste, ils considèrent normal de se faire inviter par les chefs d'État, les partis frères, et de rien payer de leur poche. Et en plus c'est nous qui les élisons...

Où est l'erreur ?

Y.C.

9/02/2011

P.S. On lira avec profit

– les articles de Survie parus respectivement en 2004 et 2010 sur les rapports entre Rocard et les dictateurs africains.

<http://www.millebords.org/spip.php?article1271>

"Rocard brosse à reluire des dictateurs africains" article de Survie à propos de ses liens avec les présidents du Togo, du Cameroun, du Gabon et du Tchad

<http://survie.org/billets-d-afrique/2010/189-mars-2010/article/trop-de-rocard-peut-nuire-a-la>

"Trop de Rocard peut nuire à la santé", article plus récent à propos du Cameroun

– Un article paru dans Rue 89

Le PS et Gbagbo : les embarras africains des socialistes français

<http://www.rue89.com/explicateur/2010/12/13/le-ps-et-gbagbo-les-embarras-africains-des-socialistes-francais-180440?page=4>

– Et pour ne pas oublier la droite ces 2 articles parus dans Inprecor, organe trotskyste mais dont la lecture est utile...

Le néocolonialisme de la «rupture» (1/2) Jean Nanga

<http://orta.dynalias.org/inprecor/article-inprecor?id=535>

<http://orta.dynalias.org/inprecor/article-inprecor?id=536>

De la nouvelle vague de désinformation sur l'islam politique...

Sous le titre «Révolution arabe, «péril islamiste» en la demeure ?» (<http://www.npa76.org/spip.php?article391>) un blog du NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste, ex-Ligue communiste révolutionnaire reconvertie en parti attrape-tout) nous rend service en reproduisant trois articles récents : «Révolution post-islamiste», d'Olivier Roy paru dans *Le Monde* du 12 février 2011; «Les islamistes et la révolution égyptienne» de Hossam Tammam, traduit de l'anglais paru le 8 février 2011 ; et «Les Frères musulmans égyptiens face à la question sociale» de Hossam Tammam et Patrick Haenni, paru en mai 2009.

Autant cette offre d'une information pluraliste puisée dans des contributions universitaires de qualité est la bienvenue et tranche avec les discours creux et incantatoires sur la «révolution arabe» que nous sert le NPA, autant l'analyse politique qui la motive est douteuse voire, disons-le carrément, réactionnaire.

En effet, on peut lire sur ce blog «Si, pour la gauche, ces partis [islamistes] sont clairement des adversaires politiques sur les questions des droits des femmes, sociales ou économiques, cette même gauche doit absolument plaider pour qu'ils puissent pleinement participer aux confrontations démocratiques et jouir des mêmes droits politiques. Au-delà des oppositions programmatiques fondamentales entre la gauche et ces courants, il faut surtout comprendre leur réalité afin de les replacer à leurs justes dimensions et démystifier les stéréotypes intéressés que l'on tente actuellement d'imposer vis-à-vis de la révolution arabe.»

Il est assez curieux qu'un parti «anticapitaliste» dont les dirigeants se prétendent «révolutionnaires» et ont été formés par le marxisme-léninisme-trotskyisme orthodoxe considère qu'il soit important de lutter pour les libertés démocratiques en faveur, non pas des prolétaires égyptiens (qui souffrent, entre autres, de leur absence de droits depuis des décennies), mais... des partisans de l'islam politique.

Comme si les Frères musulmans égyptiens (que l'on crédite de 15 à 30% des voix en cas d'élections libres) avaient besoin du NPA ou des groupuscules trotskystes égyptiens pour cela !

C'est d'autant plus absurde que, dans un des articles reproduits par le site du NPA, les auteurs, Tammam et Haeni, montrent, à l'aide de multiples citations que les Frères musulmans égyptiens sont de chauds partisans du «libéralisme», de la propriété privée, qu'ils comptent nombre de

patrons dans leur direction, qu'ils dénoncent souvent les grèves, même s'ils infiltrent les syndicats, qu'ils ont approuvé une réforme agraire favorable aux intérêts des grands propriétaires fonciers, et sont de farouches «anticommunistes».

On aimerait que plutôt que de se préoccuper des libertés démocratiques... des Frères musulmans, les militants du NPA se préoccupent d'abord des libertés et des droits démocratiques des travailleurs égyptiens (quelles que soient leurs opinions religieuses ou pas). Qu'ils laissent donc ce parti se débrouiller pour présenter ces lettres de créances démocratiques à l'État bourgeois, sa volonté de respecter toutes les opinions, à commencer par l'athéisme, le féminisme, la révolution sociale, le communisme, l'abolition du salariat et la suppression de la propriété privée. Chiche !

On remarquera d'ailleurs que l'offensive des universitaires spécialistes de l'islam politique dans les médias (*Le Monde*, *Libération*, Radio France Internationale, etc.) rejoint tout à fait celle du NPA qui n'a pas hésité pas à sortir une affiche (rouge comme le drapeau tunisien) avec le croissant islamique... Surtout ne fâchons pas les réactionnaires religieux, mettons notre faucille et notre marteau dans notre poche.... Battons-nous pour qu'ils soient plus écoutés et respectés. Traitons-les comme de chauds partisans des libertés démocratiques et débattons avec ces gentils «adversaires»...

Du point de vue des intellectuels spécialistes de l'islam politique, on comprend leur volonté d'occuper le champ médiatique pour promouvoir leurs livres, leurs travaux universitaires, leurs chaires, leurs personnes, et aussi, soyons honnêtes, pour partager souvent un savoir dont ceux qui ne lisent pas l'arabe et ne connaissent pas les réalités sociales et politiques de ces pays ont bien besoin.

Mais n'oublions pas en même temps que le point de vue de ces universitaires spécialistes de l'islam est un point de vue démocratique bourgeois : ils veulent que les choses rentrent dans l'ordre le plus vite possible, que les partis islamistes deviennent gentils comme l'AKP (les Kurdes apprécient certainement la «modération» du gouvernement islamiste turc à leur égard...) et que finalement les idées conservatrices sur le plan religieux et politique puissent pouvoir continuer à s'exprimer dans un dialogue serein avec toutes les autres idées, puisque finalement toutes les idées se valent au sein du meilleur des mondes démocratiques...

Ces intellectuels qui font le pari d'une transformation et d'une adaptation de l'islam politique à la «modernité» ont sans doute raison, du point de vue démocratique bourgeois qui est le leur. A long terme on peut pronostiquer que les partis islamistes, s'ils veulent continuer à exister et prospérer, deviendront de loyaux gérants des États et qu'ils apprendront à faire des compromis tout comme l'Eglise catholique a appris à en faire pour ne pas crever...

Mais il est quand même amusant que ces intellectuels brandissent, pour se faire comprendre du grand public, l'exemple de la Démocratie chré-

tienne italienne, censée incarner les capacités des religions à se transformer en objets politiques inoffensifs. Ils semblent «oublier» ce qu'est devenu la DC en Italie : un solide partisan de l'ordre, un bon ami de la mafia, l'organisatrice de tous les coups bas contre l'extrême gauche et le mouvement ouvrier dans les années 60 et 70, puis après l'opération Mains propres, le plus fidèle soutien du parti de Berlusconi où ses politiciens ont trouvé refuge... Et ne parlons pas de la Démocratie chrétienne chilienne, qui soutint Pinochet, pour ensuite s'en différencier, une fois le sale boulot fait par ce dictateur sanguinaire.

De la Démocratie chrétienne à l'AKP⁶⁵, nous ne voyons nulle raison de nous préoccuper des libertés démocratiques de ces partis bourgeois-là, de la transformation de partis religieux intolérants en partis religieux plus souples, un peu moins totalitaires. Les classes dirigeantes s'en chargent ou s'en chargeront, sans les conseils ou l'appui du NPA, ni même des spécialistes universitaires de l'islam.

Y.C. 22/02/2011

⁶⁵ A côté d'une critique juste des diplomaties occidentales et notamment de la diplomatie française on trouvera dans l'article ci-dessous d'Omar Bendera la même thèse que celle du NPA ou de François Burgat qu'il cite : intégrons les islamistes dans le jeu démocratique bourgeois et tout ira bien. On aimerait les croire... A notre connaissance, aucun parti religieux catholique, protestant, juif ou bouddhiste n'est jamais devenu autre chose qu'un fidèle serviteur de l'ordre. On ne voit pas pourquoi les partis musulmans feraient exception à la règle. Ils ont été, sont et seront des ennemis des travailleurs, aussi démocratiques, qu'ils se prétendent. <http://blogs.mediapart.fr/blog/omar-bendera/220111/tunisie-ce-que-les-experts-civilises-n-ont-pas-vu-venir-par-omar-bend#comments>

On remarquera que même Sadri Khiari, qui fut un dirigeant trotskyste tunisien jusqu'au milieu des années 1990 avant de devenir un des fondateurs des Indigènes de la République n'avait, du moins dans son livre "Tunisie, coercition, consentement résistance, Le délitement de la cité" (Éditions Karthala, 2003) aucune illusion sur les islamistes de Nhadda (ou Ennahda). Se refusant à caractériser de façon trop "dogmatique" la nature de sa base sociale (essentiellement "petite-bourgeoise", si on en croit les données qu'il fournit, même s'il répugne à utiliser ce terme), il montrait quand même clairement que l'islamisme tunisien (en tout cas sa principale tendance à l'époque) s'était construit avant tout contre la "gauche" étudiante et syndicale. Que Ghannouchi avait dénoncé les grèves, était un fervent "anticommuniste", et craignait que la gauche parvienne au pouvoir en Tunisie pour installer un régime socialiste. Son parti voulait et veut toujours "islamiser" le capitalisme et l'État "occidentaux", et n'a aucune intention d'inventer une troisième voie islamique qui ne serait ni le capitalisme ni le socialisme. Khiari critique dans son livre tous ceux qui pensent que les islamistes seraient incapables de s'adapter à la démocratie bourgeoise, voire d'en devenir des défenseurs prudents (en clair, il ridiculise les partisans de la thèse de l'islamofascisme), mais il les présente bien comme des adversaires de classe, des ennemis du socialisme. Ses ex-camarades du NPA feraient bien de lire cet ouvrage...

Chavez, Castro et le gentil Kadhafi

Chavez et Castro font partie depuis toujours des courants qui défendent un «anti-impérialisme réactionnaire». Cette notion, peu comprise et peu répandue à gauche et à l'extrême gauche⁶⁶ trouve une formidable et sinistre vérification avec les positions adoptées par l'Agencia venezolana de noticias⁶⁷ et Fidel Castro face à la situation libyenne.

De même que la rhétorique des gouvernements israéliens dits «sionistes» prétendant être depuis des décennies «la seule démocratie de la région» s'est effondrée comme un château de cartes devant les formidables mouvements sociaux qui ont renversé les régimes égyptien et tunisien, de même les médias castristes et chavistes, ainsi que le ministre des Affaires étrangères de Chavez (<http://www.mppre.gob.ve/>) viennent de se démasquer de façon éclatante en apportant leur soutien à Kadhafi et à ses forces de répression, au nom «de la paix et de l'unité nationale», évidemment dans le cas de Nicolas Maduro.

La crise en Lybie et les massacres perpétrés perpétués par le régime ont entraîné ces médias à prendre le parti du régime libyen, tant ils sont aveuglés par leur «anti-impérialisme réactionnaire».

C'est ainsi que selon l'Agencia Venezolana de noticias, agence officielle du gouvernement Chavez, et les envoyés spéciaux de Telesur (chaîne chaviste présentée comme un modèle par la gauche internationale) le «peuple de Tripoli est sorti dans les rues pour soutenir le président Kadhafi après plusieurs jours de violence organisés par l'opposition»... (<http://www.avn.info.ve/node/44925>)

Face à une telle veulerie, une telle crapulerie, tout commentaire est superflu. Même si on ne peut que sourire en apprenant que les journalistes de Telesur ont passé 5 heures en garde à vue à leur arrivée: les pauvres

⁶⁶ Cet anti-impérialisme de pacotille, à sens unique, épingle toujours plus fréquemment les interventions américaines ou «américano-sionistes» que les interventions de l'armée française en dehors de l'Hexagone (mais cela s'applique aussi à quantité d'autres pays où les gauchistes sont beaucoup plus prompts à dénoncer les classes dominantes «étrangères» que leur propre classe dominante). Cette idéologie est très répandue dans les rangs altermondialistes et dans ceux de l'extrême gauche. Elle se dévoile donc rarement, tant son pouvoir d'intoxication est puissant et ses discours pseudo «socialistes» et «révolutionnaires» sont mystificateurs.

⁶⁷ L'AVN a pris la succession de l'Agencia bolivariana de noticias considérée comme une source fiable par toute l'extrême gauche et la gauche castristes et chavistes.

lèche-cul, non seulement ils viennent soutenir la répression du régime mais en plus celui-ci ne comprend pas leurs bonnes intentions «révolutionnaires» et «socialistes»....

Quant à *Granma* le journal officiel du Parti «communiste» cubain et du régime (<http://www.granma.cu/espanol/reflexiones/22febrero-reflexiones.html>) il est convaincu que «le plan de l'OTAN est d'occuper la Lybie».

Fidel Castro considère Kadhafi comme un «révolutionnaire» qui s'est inspiré des idées de Nasser. Donc, selon lui, il ne faut surtout pas dénoncer la répression du régime contre son peuple, nous explique Fidel, mais en revanche dénoncer «le crime que l'OTAN se prépare à commettre contre le peuple libyen».

Et les articles parus dans *Granma* ne nous parlent que des manifestations de soutien à Kadhafi et nient l'usage d'armes à feu contre les manifestants: ceux qui lisent l'espagnol pourront le vérifier dans les éditions de *Granma* organe du Parti "communiste" cubain du 24 et du 25 février.

<http://www.granma.cu/espanol/internacional/25-febrero-tripoli.html>

<http://www.granma.cu/espanol/internacional/24febrero-seguidores.html>

Si effectivement une nouvelle invasion de l'OTAN se préparait on devrait la condamner, mais est-ce la priorité actuelle ? Et devrait-on pour autant d'ailleurs soutenir Kadhafi ?

Voilà un beau sujet de réflexion pour des médias «critiques» comme *Le Monde diplomatique* et *Acrimed* qui se font toujours un honneur de dénoncer la désinformation bien réelle mise par en place par «l'impérialisme américain» mais sont nettement plus silencieux face à d'autres formes de désinformation stalinienne, néostalinienne ou nationaliste.

Trouveront-ils le courage de dénoncer la désinformation qu'organisent Castro et Chavez en soutenant Kadhafi ? Seront-ils surtout capables d'en comprendre les raisons ? Ou feront-ils comme les maoïstes occidentaux qui justifiaient tous les tournants de la politique étrangère du Parti communiste chinois avant de disparaître ?

On peut en douter...

Y.C.

25/02/2011

Chavez/Kadhafi: les véritables raisons de leur complicité

Une petite enquête sur Internet à propos des relations commerciales entre la Lybie et le Venezuela explique les relations politiques complaisantes de ces régimes pseudo-socialistes et pseudo-anti-impérialistes.

En effet Chavez s'est rendu à six reprises en Lybie depuis 2001 et a signé 8 accords commerciaux⁶⁸ concernant le pétrole, l'agriculture, l'éducation, la science et le tourisme.

Chavez a rencontré très récemment (le 23 octobre 2010) Kadhafi: son objectif était de renforcer "les liens économiques et commerciaux" entre les deux pays:

- en créant notamment une "liaison aérienne directe" entre Caracas et Tripoli, et aussi entre Tripoli et l'île de Margarita.

- Une commission mixte devait se rencontrer tous les deux ans pour vérifier la progression de ces accords;

- il était envisagé de créer un Fonds binational pour développer ensemble des projets productifs, Fonds de mille milliards de dollars à parts égales;

- une représentation de Telesur (chaîne chaviste) allait être installée en Lybie;

- des accords de coopération énergétique avaient été signés pour exploiter ensemble le pétrole et le gaz en matière d'infrastructures, de triangulation d'exportations, d'entreprises, mixtes;

- il avait été décidé de créer plusieurs exploitations agricoles, occupant en tout 75 000 hectares, pour l'élevage, la production de lait, la culture du maïs, et le développement du tourisme écologique à Hato Pinero;

- des bourses d'études en Lybie devaient être attribuées par la Fondation Gran Mariscal de Ayacucho en faveur de 50 étudiants vénézuéliens.

Le tout parce que Chavez considérait que Kadhafi avait instauré une "forme particulière de socialisme" dans ce pays.

De même que l'UMP Patrick Ollier jugeait que Kadhafi avait compris la démocratie après avoir lu un livre de Montesquieu qu'il lui avait offert, de même que Sarkozy prétendait que Kadhafi s'était converti aux droits de

⁶⁸ Et encore on ne connaît qu'une partie des accords, ceux qui ont été rendus publics, notamment ceux qui ont été approuvés par le Parlement vénézuélien en décembre 2010.

l'homme, Chavez voyait en Kadhafi un frère en "socialisme".

La logique des chefs d'État (qu'ils se disent "socialistes" ou défendent la "démocratie" capitaliste) est la même: puisque vis-à-vis de leurs peuples, ils ne peuvent seulement invoquer les intérêts économiques des capitalistes privés ou des entreprises publiques, il faut qu'ils peignent leurs démarches diplomatiques d'un vernis "socialiste" ou "démocratique", selon leur orientation politique.

Et Kadhafi, bien sûr, a renvoyé l'ascenseur à Chavez, puisque, lors de son voyage en octobre 2010 en Libye, le colonel vénézuélien a reçu le doctorat Honoris Causa en Sciences de l'économie humaniste, en récompense de son travail en faveur d'une "véritable égalité économique et sociale à travers la révolution bolivarienne".

Ce qui est étonnant ce n'est pas le cynisme de chefs d'État comme Chavez, mais la naïveté des militants de gauche et d'extrême gauche qui les soutiennent.

Y.C., 1^{er} et 2 mars 2011

Sources:

noticiaaldia.com/.../convenio-venezuela-libia-se-implantara-una-ruta-aerea-directa-entre-caracas-y-tripoli-para-fortalecer-lazos-comerciales-...
http://www.elmundo.com.ve/Default.aspx?id_portal=1&id_page=26&Id_Noticia=13783

On lira avec profit l'article suivant :
<http://www.polemicacubana.fr/?p=1624#more-1624>

[Libye] Pour Chavez, Kadhafi est «un leader des peuples d'Afrique et de l'Amérique latine»

Chavez et le «pacifique» Bachar al-Assad

Des accords économiques et commerciaux expliqueraient-ils qu'une délégation des pays de l'ALBA se soit rendue en Syrie pour porter secours au boucher Bachar Al-Assad...au nom, bien sûr, de «l'anticolonialisme» et de la lutte contre le «sionisme» et les puissances occidentales... ?

«*La défense de la Syrie se transforme en la défense de tous nos peuples contre l'agression impérialiste*», a déclaré la représentante du Nicaragua lors d'une conférence de presse de l'ALBA à Damas, le 9 octobre 2011. Et Walid al-Mualem, ministre des Affaires étrangères de Syrie, a affirmé sans rire que son gouvernement était favorable à un «dialogue national global et à la participation de l'opposition en vue d'avancer dans la voie des réformes».

En fait, pour l'État vénézuélien, créateur et principal animateur de l'ALBA, beaucoup plus que d'une attitude «anti-impérialiste» il s'agit de Realpolitik. En effet, si l'on consulte les médias chavistes on découvre qu'un certain nombre d'accords économiques et commerciaux ont été (ou allaient être) signés entre la Syrie et le Venezuela :

- construction d'usines à capitaux mixtes de traitement de l'huile d'olive produisant 13 000 tonnes d'huile par an (qui, selon l'ambassadeur de Syrie au Venezuela, profiteront à ce dernier, car le prix sera moitié moins cher et que cette politique permettrait de rompre «un peu avec la logique du commerce international capitaliste où le profit glorifie le dieu du marché»),

- coopération sur la culture et fabrication du coton dans les deux pays,
- diffusion en arabe de programmes d'«information» de Telesur (la chaîne chaviste),

- amélioration des communications aériennes entre Damas et Caracas,
- ouverture d'une raffinerie de pétrole en Syrie, avec la coopération de l'Iran en 2013 qui raffinera entre 140 000 et 200 000 barils de pétrole par jour, etc.

- On découvre surtout que 700 000 Syriens résident au Venezuela et que 70 000 Syro-Vénézuéliens vivent en Syrie. Sur les 29 millions d'habitants que compte le Venezuela la minorité syrienne est donc numériquement très importante et joue un rôle social non négligeable. Si l'on en croit les sites gouvernementaux chavistes, les Syriens seraient propriétaires de nombreux petits commerces et PME et seraient bien implantés parmi les professions libérales (malheureusement ces médias ne fournissent aucun chiffre, mais on peut en déduire qu'il s'agit d'une immigration qualifiée et non d'une main-d'œuvre d'OS ou de travailleurs agricoles venus se faire

exploiter ou chercher fortune au Venezuela). Il existe une chambre de commerce syro-vénézuélienne, et le président Chavez s'est déjà rendu trois fois en Syrie.

Nicolas Maduro, l'«Idiot-Maria» vénézuélien, est venu à Damas pour transmettre la «solidarité de l'ALBA avec le peuple syrien et son gouvernement dans leurs tentatives de canaliser de façon politique et PACIFIQUE (c'est nous qui soulignons, YC) les questions qui se posent à l'intérieur de ce beau pays». (<http://www.noticias24.com/actualidad/noticia/331478/alba-no-se-quedara-de-brazos-cruzados-en-su-apoyo-al-regimen-sirio/>, "L'ALBA ne restera pas les bras croisés pour soutenir le régime syrien").

Le Nicolas vénézuélien pense que c'est au «peuple syrien et à l'opinion publique d'empêcher que soit perpétré un crime contre le peuple syrien» (<http://www.ultimasnoticias.com.ve/noticias/actualidad/mundo/-imperio-quiere-armar-una-conspiracion-en-siria-.aspx>, "L'Empire veut monter une conspiration en Syrie").

Aurait-il enfin compris que le régime d'Assad est un régime criminel ? Ne vous réjouissez pas trop vite, «Alliot-Maduro» ne vise pas les 3 500 morts (aujourd'hui, en avril 2012 plus de 10 000, *NdE*) provoqués par le régime syrien mais une intervention occidentale... qui n'a pas eu lieu !!! «L'Empire prépare une conspiration en Syrie»...donc silence dans les rangs anti-impérialistes, marchons tous au pas derrière Bachar al-Assad ce grand réformateur pacifique.

Difficile d'être plus cynique....

Bachar al-Assad peut donc continuer à massacrer son peuple, les pseudo anti-impérialistes «de gauche» lui donnent sa bénédiction. Rappelons que la Syrie a un statut d'observateur dans l'ALBA, cette institution latino-américaine créée par Chavez et destinée à contrer les manœuvres géopolitiques et économiques des États-Unis en Amérique latine et dans les Caraïbes, mais aussi à l'échelle mondiale.

Les représentants de l'ALBA venus cette semaine lécher les bottes de Bachar al-Assad n'ont rien eu à dire sur les emprisonnements, les tortures et les assassinats des opposants syriens. Rien eu à dire sur les 3 500 morts et sur les milliers de blessés.

Pour ce qui concerne les partisans du prétendu «socialisme du XXI^e siècle», il est normal de soutenir un régime dictatorial du moment qu'il est attaqué par les puissances occidentales et l'État colonialiste israélien.

La géopolitique chaviste n'est pas fondée sur des principes socialistes (soutenir les luttes des ouvriers et des paysans pauvres syriens) mais sur l'illusion de constituer un bloc pseudo-progressiste avec n'importe qui. Rappelons que «l'anti-impérialiste» Perón (un des modèles du colonel Chavez), quand il fut secrétaire du Travail entre 1943 et 1945 et promulgua de nombreuses lois sociales en faveur des travailleurs et des syndicats argentins crut que l'Allemagne et l'Italie étaient des «nations prolétaires» comme l'Argentine et qu'il fallait donc les soutenir dans leur combat

contre les grandes puissances de l'époque, la Grande-Bretagne et les États-Unis.

L'«anticolonialisme» et l'«anti-impérialisme» des représentants de l'ALBA ne sont que des paravents idéologiques qui dissimulent fort mal des intérêts économiques étatiques, exactement comme la prétendue défense des «droits de l'homme» et de la «démocratie» servent à dissimuler les intérêts matériels et géostratégiques des puissances occidentales en Irak, en Irak, en Afghanistan, en Libye, etc.

Sources de cet article : pour les kadhafo-gauchistes ou les gauchobasistes et les journalistes d'ACRIMED ou Michel Collon si prompts à dénoncer les «médiamentonges» et systématiquement muets sur les mensonges chavistes, castristes, etc.

http://www.mincomercio.gob.ve/index.php?option=com_content&view=article&id=700:venezuela-afianza-relaciones-con-siria-&catid=34:noticias-web&Itemid=85

http://www.inces.gob.ve/index.php?option=com_content&task=view&id=5735&Itemid=267

<http://integracionesdevenezuela.blogspot.com/2010/11/siria-y-venezuela-firmaron-acuerdos-de.html>

<http://www.noticias24.com/actualidad/noticia/331478/alba-no-se-queda-de-brazos-cruzados-en-su-apoyo-al-regimen-sirio/>

<http://www.cubadebate.cu/noticias/2011/10/09/delegacion-de-alba-muestra-solidaridad-con-siria/> (qui prétend lutter contre le «terrorisme médiatique» en soutenant le boucher Bachar el Assad...)

<http://www.abna.ir/data.asp?lang=5&id=234342>

Et pour couronner le tout : 50 minutes d'interview de l'ambassadeur syrien au Venezuela, interview en espagnol avec une journaliste-chaviste de Venezolana de Television... Interview durant laquelle l'ambassadeur s'en prend à Israël et aux Juifs, aux intellectuels coupés des réalités et qui vivent sur une autre planète, à l'opposition planquée à l'étranger et surtout en Europe, aux Frères musulmans, aux narcotrafiquants, aux groupes terroristes, etc.

Pour ce cher ambassadeur, la majorité des opposants au régime sont des mercenaires, des déserteurs, des militants armés, et des snipers qui montent des provocations financées par des puissances étrangères... Il évoque des malles d'argent, des armes qui passent les frontières terrestres et maritimes, mais ne donne ni noms ni chiffres pour étayer ces affirmations.

Selon lui ce sont les chaînes comme al-Jazeera qui paient les snipers ou des terroristes armés pour attaquer l'armée et ensuite diffuser des calomnies sur le régime, le tout afin de faire de l'audience. Certaines scènes diffusées sur Internet seraient filmées en studio à l'étranger ou extraites de scènes de massacres dans d'autres pays comme l'Irak.

Comme tout théoricien du complot, ce monsieur voit bien sûr la main d'Israël et des Juifs partout : ce seraient les services secrets israéliens qui

tuerait les chrétiens d'Irak, afin qu'Israël puisse étendre son territoire du Nil à l'Euphrate (en clair, les Israéliens veulent mettre la main sur l'Irak, la Syrie, le Liban et une partie de l'Égypte jusqu'au Golan). Dernier scoop de ce grand fantaisiste : Abraham n'était pas juif mais arabe puisqu'il est un prophète reconnu par l'Islam !

Et pendant qu'il débite ces âneries durant 50 minutes à la télévision vénézuélienne, la journaliste chaviste l'écoute, captive, et fait semblant de croire que le gouvernement syrien, qui a créé plusieurs commissions d'enquête, pourra dévoiler aux yeux du monde entier toutes les preuves du complot dont est victime le «pacifique» Bachar al-Assad...

<http://www.youtube.com/watch?v=3HudrKV3LGM>

YC, 12, 13 et 14 octobre 2011

Post-scriptum du 29 avril 2012:

Un entretien paru dans *Inprecor* n° 581/582 (février/mars/avril 2012) avec le militant «socialiste syrien» (en fait plutôt un nationaliste de gauche) Ghayath Naisse rappelle quelques vérités sur le régime Assad: retrait des troupes syriennes en 1970, favorisant le massacre des Palestiniens par l'armée jordanienne (ce qu'on appelle depuis «Septembre Noir»); intervention de l'armée syrienne en juin 1976 pour «écraser le mouvement national libanais»; écrasement de la «résistance palestinienne» à Tripoli en 1983 puis soutien cynique à la «guerre des camps» palestiniens; participation à la première guerre du Golfe contre l'Irak aux côtés des «forces impérialistes»; ingérence dans les affaires du Liban jusqu'en 2005, etc. Ce palmarès sanglant n'a jamais empêché les régimes et organisations tiers-mondistes et «anti-impérialistes» de tout poil de soutenir ce régime, attitude qui prouve leur veulerie, quand ce ne sont pas des calculs financiers plus terre-à-terre. Il n'y a pas que l'extrême droite qui a cherché des financements dans le tiers monde, pour remplir les caisses de ses groupuscules.

Introduction à un débat... mort-né

J'ai hésité longtemps avant de reproduire des éléments de mon «débat» avec Guy Fargette et le collectif Lieux Communs dans cette revue, même si les textes se trouvaient déjà sur Internet. Fallait-il TOUT reproduire ici (auquel cas j'aurais dû ajouter une soixantaine de pages pour présenter les écrits diffamatoires et insultants de Guy Fargette et de Lieux Communs, et sans doute encore autant de pages pour y répondre) ou seulement mon point de vue – et dans ce cas le débat était tronqué, du moins pour ceux qui n'ont pas accès à Internet ? Fallait-il reproduire une version abrégée, censurée, débarrassée de toutes les attaques personnelles ou affabulations, et ne garder que ce qui était «politique» pour pouvoir y répondre plus sereinement sans perdre de temps en «justifications» factuelles inutiles ?

Reproduire des calomnies sans y répondre aurait été stupide de ma part, mais les imprimer in extenso et surtout les démolir en détail aurait considérablement augmenté le coût de ce numéro. N'étant pas assez riche (contrairement à ce qu'insinuent mes diffamateurs) pour payer avec les fruits de mon travail salarié l'impression de ragots et d'accusations dignes de la presse de caniveau, je ne peux donc qu'inciter les lecteurs intéressés à se rendre sur le site *magma*web, ou à s'adresser à leurs auteurs.

Les articles de Lieux Communs s'intitulent «La confusion occidentale» (en deux parties sur *magma*web) et ceux de Fargette «Le Graal illusoire de l'organisation», «*Ni patrie ni frontières* attaque Castoriadis et Lieux Communs», «Une polémique d'une autre époque», «Ce qu'est la publication *Ni patrie ni frontières*» et «La motivation actuelle du stalinogauchisme et des bien-pensants». Comme on dit aujourd'hui, «c'est du lourd»! La prose haineuse de Guy Fargette est publiée sur le site Lieux Communs et est peut-être également diffusée sous forme papier puisque *Le Crépuscule du XX^e siècle, Chronique de l'ultime dissidence*, lettre n°24, novembre 2011, est censé coûter la modeste somme de 3 euros.

Cette «discussion» a commencé avec un collectif de «castoriadiens» (Lieux Communs), dont la revue avait reproduit en 2006 l'un des premiers textes dans le numéro 16/17 de *Ni patrie ni frontières* sur le mouvement contre le CPE. Après avoir lu quelques textes de ce collectif, en avoir rencontré certains membres à trois ou quatre reprises au fil des années, et même avoir partagé avec eux quelques agapes, je me suis demandé si Castoriadis ne pouvait pas servir de caution à des pensées xénophobes, au nom de considérations pseudo «anthropologiques» sur les civilisations et les cultures. Je me suis donc plongé dans quelques livres dudit Cornelius, à la recherche d'articles sur le monde arabo-musulman, et la trivialité de ses réflexions publiées dans des revues ou journaux m'a étonné et alerté. Non pas que Castoriadis ait été un penseur xénophobe, mais disons que, lorsqu'il tentait de vulgariser ses idées, ses «lieux communs» sur le monde arabo-musulman ressemblaient étrangement aux propos racistes

des membres du (bien nommé) collectif... Lieux Communs. En clair, ce distingué philosophe pouvait servir, bien malgré lui, de caution intellectuelle à un groupuscule qui se présentait comme plus «radical» que tous les autres mais défendait des positions peu claires.

Le titre ironique de mon article «Soulèvements arabes: il est temps de dire Bye, bye Castoriadis» visait à pousser ces jeunes «castoriadiens» à éclaircir leurs positions. D'autant plus que, lors du débat sur l'identité nationale ils avaient écrit un texte fumeux qui m'avait laissé songeur: «Post-scriptum sur l'identité nationale», daté du 6 avril 2010. Leur article commençait en effet par affirmer : *«cette question de l'identité est une vraie question que l'on aurait tort d'évacuer»*. Ils expliquaient que les «symboles – folklore, hymne, drapeau» n'étaient plus «porteurs de sens» (sans nous préciser si c'était une malédiction ou un progrès), puis dénonçaient *«l'immigration “culturellement offensive”»* (une curieuse et inquiétante expression sous la plume de «radicaux»), mise sur le même plan (dépréciatif) que le *«regain du protectionnisme, des nationalismes, des intégrismes»*. Ils embrayaient alors sur la défense d'une «identité ouverte», *«fondée sur un enracinement libre dans une histoire, individuelle ou collective, élaborée à travers une acceptation des différences»*. Bref, une bouillie consensuelle que ne renieraient pas les scribouillards de l'ONU, de l'UNESCO, ou de n'importe quelle Ligue des droits de l'homme.

Mais ils finissaient par se démasquer en revenant, après bien des contorsions, à la notion de l'identité nationale qu'ils avaient semblé vilipender au début de leur texte : *«Nous sommes libres de choisir la “certaine idée” de notre identité nationale que nous privilégions (...). lors de la Révolution française, cette idée [de nation] était une idée révolutionnaire par laquelle le peuple proclamait son droit à décider lui-même de son sort»*. Bref, ils passaient, dans le même texte, du multiculturalisme le plus insipide aux clichés des sociaux-patriotes gaulois Chevènement, Mélenchon et Montebourg (et avant eux une pléthore de sociaux-démocrates et staliniens français).

Au bout de quelques mois de silence, Guy Fargette (qui pourtant n'était pas du tout concerné !), puis Lieux Communs finirent par réagir violemment et longuement à mon «Bye, bye Castoriadis», ce qui m'a finalement amené à reproduire dans cette revue ma version de la discussion et de ses enjeux, et aussi l'opinion plus tranchée des Luftmenschen. Il ne me reste plus qu'à espérer («dans mes rêves» ?) qu'un jour, après fois définitivement craché tout leur ressentiment, ces «radicaux» se mettent à discuter sans insulter ni diffamer leurs contradicteurs et se livrent eux-mêmes à la critique radicale de leurs positions réactionnaires actuelles.

C'est tout le mal que je leur souhaite.

Y.C., 26 avril 2012

«Soulèvements arabes» : Il est temps de dire «Bye, bye, Castoriadis !»

Ou pourquoi les récents soulèvements au Maghreb et au Machrek devraient aider certains libertaires à couper définitivement le cordon ombilical qui les rattache à leur Maître à penser.

Le groupe Lieux Communs, qui se réclame de la pensée de Castoriadis, vient de publier une excellente brochure intitulée «Les soulèvements arabes face au vide occidental. L'exemple tunisien. Première partie» (brochure n° 17, avril 2011, téléchargeable sur le site magnaweb.fr). On ne peut qu'approuver son optimisme raisonné et son refus de tomber dans les discours automatiques «gauchistes» sur les «révolutions arabes», discours déconnectés des rapports de forces réels sur le terrain, ou qui expriment le désir des «appareillons» de conquérir des places dans les syndicats ou les nouvelles organisations de masse qui apparaissent ou apparaîtront au Maghreb ou au Machrek. Les interviews de camarades tunisiens qui sont reproduits dans cette brochure sont très intéressantes et il est souhaitable que le collectif Lieux Communs diffuse d'autres textes ou interviews de personnes engagées dans la lutte pour la liberté, l'élargissement des droits démocratiques et sociaux, et peut-être bien davantage en Tunisie.

Par contre, certaines des considérations «anthropologiques» exposées dans l'introduction de cette brochure me semblent très contestables, peu argumentées voire dangereuses par leur proximité avec des thèses réactionnaires de plus en plus répandues. Dans la mesure où ces considérations sont inspirées par le Maître à penser de ce collectif, à savoir Cornelius Castoriadis, le texte qui suit se centrera principalement sur les effets négatifs de la dépendance idéologique du collectif Lieux Communs vis-à-vis de cet économiste, psychanalyste et philosophe politique décédé en 1997 mais de plus en plus à la mode dans les milieux intellectuels – généralement pour de mauvaises raisons.

SOB, c'est quoi ?

Commençons par revenir un peu en arrière dans le temps et par évoquer brièvement le rôle politique de Cornelius Castoriadis. La revue *Socialisme ou barbarie* (1949-1965), à laquelle il participa avec d'autres intellectuels devenus célèbres et surtout des militants qui restèrent anonymes (le groupe compta jusqu'à une centaine de membres et la revue vendait, selon ses dires, entre 700 et 1000 exemplaires, ce qui était une belle performance dans le climat politique de ces années-là) a effectué un travail politique très utile dans les années 1950 et 1960. En effet, elle était l'une des

rare revues critiquant à la fois le stalinisme et la social-démocratie, les impérialismes occidentaux et les États staliniens (Chine et Cuba incluses) ; elle soutenait les luttes des travailleurs contre les bureaucraties syndicales, était attentive aux révoltes antibureaucratiques dans les pays de l'Est, et n'avait aucune illusion sur le tiers-mondisme florissant à l'époque. La revue disparut en 1965 (le groupe deux ans plus tard) mais les jeunes militants ou tout simplement les gens curieux purent encore, pendant quelques années, se procurer la plupart des numéros de *SOB* à la librairie... La Vieille Taupe (dont le gérant, Pierre Guillaume, devint ensuite antisémite et négationniste). Et lorsque Castoriadis révéla son identité véritable (dans *SOB* il avait écrit sous plusieurs pseudonymes mais pas sous son nom) ses textes furent reproduits, dans la collection de poche 10/18, ce qui permit à une nouvelle génération de prendre connaissance de l'évolution de sa pensée (qui ne fut pas celle de tous les membres du groupe entre 1948 et 1967, d'où scissions et départs successifs), y compris des raisons de sa rupture avec le marxisme.

S'il devint un intellectuel de plus en plus courtisé par les médias et les universités après 1968, Castoriadis n'eut plus aucune activité politique, comme il l'explique dans *Une société à la dérive*. Néanmoins, il ne mentionne pas, dans la longue interview intitulée «Pourquoi je ne suis plus marxiste» (1974), sa collaboration avec la bureaucratie cédétiste dans le cadre de la revue confédérale *CFDT aujourd'hui*. En effet, au début des années 1970, la CFDT décida d'ouvrir ses portes aux militants d'extrême gauche exclus de la CGT, ou simplement désireux d'avoir une activité syndicale plus libre que dans le syndicat stalinien et moins compromettante qu'à Force ouvrière. Cela permit à la CFDT de tenir un langage pseudo-radical sur un certain nombre de thèmes, à commencer par l'autogestion et la critique de la hiérarchie, chères à Cornelius. Cette collaboration de Castoriadis à l'opération de séduction de la bureaucratie syndicale vis-à-vis des ouvriers et employés radicalisés après 1968 montre qu'un intellectuel peut écrire des centaines de pages sur le rôle de la bureaucratie, de la hiérarchie et des syndicats sous le capitalisme moderne et en même temps se faire rouler dans la farine, ou avoir quelques illusions sur un syndicat vaguement relooké, ou encore croire naïvement pouvoir influencer les discussions au sein d'un syndicat pseudo «gauchiste». J'ignore qu'elle est la bonne hypothèse en ce qui le concerne. Mais ne soyons pas trop sévères, ce fut le cas de la plupart des militants d'extrême gauche de l'époque qui crurent que la CFDT allait renouer avec le syndicalisme révolutionnaire, comme l'y encourageait un certain... Jacques Julliard, futur patron du *Nouvel Observateur* et grand admirateur de Miterrand.

C'est donc avec un certain étonnement que l'on peut voir, depuis quelques années, les milieux libertaires ou anarchistes essayer de récupérer Castoriadis, en passant hardiment sous silence sa collaboration à la revue de la CFDT.

Les soubassements «anthropologiques» des «soulèvements arabes», kézaco ?

Revenons au sujet qui nous occupe, l'interprétation de ce que les camarades du collectif Lieux Communs appellent justement les «soulèvements arabes» – et non les «révolutions arabes».

Ayant eu l'occasion de rencontrer ces camarades en décembre 2010, j'avais été étonné par certaines de leurs réflexions [cf. ma «Lettre à Lieux Communs» dans ce même numéro]. J'ai donc consulté trois livres de Castoriadis, *La montée de l'insignifiance (Les carrefours du labyrinthe, volume IV, Seuil, 1996)*, *Une société à la dérive (Seuil, 2005)* et *Démocratie et relativisme (Mille et une nuits, 2010)*, et suis tombé sur quelques phrases lapidaires ou raisonnements péremptoirs de ce cher Cornelius qui m'ont un peu éclairé sur nos divergences. En effet, dans ces trois livres, Castoriadis revient à plusieurs reprises sur l'islam, le monde arabe et les difficultés des «musulmans» à critiquer leurs propres sociétés, en des termes quasiment similaires dans toutes les interviews, et ses idées sont malheureusement reprises intégralement dans la dernière brochure du collectif Lieux Communs.

Les propos de comptoir de «Casto»

Commençons par un entretien de 1991 paru dans *Humanisme. Revue des Francs-Maçons du Grand Orient de France*. Il est évident que les francs-maçons (quelle que soit leur obédience) ont toujours été de farouches ennemis de la classe ouvrière et de tout projet de transformation sociale ou d'«autonomie» pour parler comme Cornelius. On ne comprend donc pas pourquoi un «révolutionnaire» autoproclamé comme Castoriadis, partisan des conseils ouvriers et de la «démocratie directe», a accepté de donner une telle interview. Si au moins il s'était livré à une critique de la franc-maçonnerie et de son idéologie de collaboration de classe, sa démarche aurait eu un certain intérêt, du moins dans le contexte français où les militants de gauche et d'extrême gauche, et même les anarchistes ont toujours entretenu des liens avec la franc-maçonnerie. Mais les propos que notre philosophe tint dans cette revue favorable à la laïcité étaient et sont finalement très proches des discours ampoulés des intellectuels de droite ou d'extrême droite sur les «Arabes», l'Occident (évidemment chrétien), les «musulmans» et l'identité nationale gauloise-républicaine.

«*Je n'ai jamais vu un Arabe ou un musulman quelconque faire son "autocritique", la critique de sa culture à ce point de vue*», déclare Castoriadis. Ce monsieur ne lit pas l'arabe, n'a jamais publié (à ma connaissance) une étude détaillée de la pensée musulmane et des différents courants philosophiques au sein du Maghreb et du Machrek, ne fait référence à aucun ouvrage sur ces questions ni à aucun auteur ayant étudié ces problématiques, mais il peut affirmer, le plus tranquillement du monde, que les «Arabes» ou les «musulmans» (approximativement 1,3 milliards d'êtres humains aujourd'hui) sont incapables de critiquer leur «culture» de l'intérieur ! Gonflé, le mec...

Ces propos de comptoir ne mériteraient même pas d'être mentionnés s'ils n'étaient pas reproduits dans un recueil de textes qui prétendent encourager une critique sociale radicale. Plus loin, dans la même interview, ce Maître à penser d'une bonne partie de la gauche post-moderne et du collectif Lieux Communs développe son raisonnement: *«Il faut sortir de l'hypocrisie généralisée qui caractérise les discours contemporains. Les musulmans ne peuvent vivre en France que dans la mesure où, dans les faits, ils acceptent de ne pas être des musulmans sur une série de points (droit familial, droit pénal). Sur ce point, une assimilation minimale est indispensable et inévitable et du reste elle a lieu dans les faits.»*

Ces phrases consternantes de Castoriadis, à propos des «musulmans» (tout comme les journalistes, il confond «musulmans», «Arabes» et personnes nées dans un pays «musulman», voire dont les parents sont nés dans un pays d'Islam) font curieusement écho aux raisonnements risibles des hommes politiques (francs-maçons) de la III^e République à propos des catholiques polonais venus travailler dans les mines du Nord de la France avec leurs curés et leurs traditions jugées par eux aussi inassimilables. Ou aux raisonnements que les responsables de l'administration française tinrent successivement sur les Italiens et les Juifs, les Portugais ou les Espagnols. Quant à l'assimilation (même «minimale») il s'agit d'un des thèmes favoris de l'État bourgeois républicain, puis de l'État colonial français, à la fois contre les langues et patois régionaux, contre les prolétaires venus des campagnes, et contre les ouvriers ou les paysans «étrangers» venus s'établir en France.

On retrouve dans ces quelques énoncés catégoriques et dogmatiques les mêmes poncifs pseudo-laïcs défendus par Hamid Zanaz dans son très mauvais livre *L'impasse islamique*, préfacé par Michel Onfray, publié par les Éditions libertaires, et soutenu par la Fédération anarchiste (cf. notre article *«L'impasse islamique de Hamid Zanaz nous conduit dans une autre impasse»* dans *Religion et politique*, compil'5 de *Ni patrie ni frontières*, 2010).

Dis, «Casto», les «Arabes» et les «musulmans», y pensent vraiment tous pareil ?

L'interview de Castoriadis à la revue des francs-maçons n'est nullement une exception, une balourdise isolée, que l'on pourrait, par charité radicale, ignorer. Ainsi dans «Le délabrement de l'Occident», interview publiée dans la revue *«Esprit»* en décembre 1991, Castoriadis affirme : *«On a pu voir les Arabes, et les musulmans en général, s'identifier massivement à ce gangster et bourreau de son propre peuple qu'est Saddam Hussein.»* Le Philosophe Radical nous sert encore une fois ce poncif insultant qui consiste à amalgamer tous les «Arabes» et tous les «musulmans» dans une seule opinion réactionnaire, poncif complété par une considération générale, censée rehausser la trivialité de la remarque précédente : *«Or l'islam, comme du reste presque toutes les religions, prétend être une institution totale, il refuse la distinction du religieux et du politique.»*

Nous reviendrons un peu plus loin sur cette affirmation, mais signalons déjà que cette question a toujours fait débat dans les pays dits «musulmans».

Dans «Entre le vide occidental et le mythe arabe», discussion avec Edgar Morin publiée dans *«Le Monde»* en mars 1991, notre philosophe en rajoute une louche bien épaisse : en Occident, déclare-t-il, *«il y a eu des luttes multiséculaires pour parvenir à séparer le religieux du politique. Un tel mouvement ne s'est jamais développé en islam»*. Plus loin, il nous assène encore des réflexions péremptoires oscillant entre le propos de comptoir et des considérations partiales : *«on sait que les Arabes ont été pendant toute une période plus civilisés que les Occidentaux. Puis, disparition. Mais ce qu'ils ont capté de l'héritage de l'Antiquité n'a jamais été d'ordre politique. La problématique politique des Grecs, fondamentale pour la démocratie, n'a fécondé ni les philosophes, ni les sociétés arabes. (...) Il ne s'agit pas de "juger les Arabes" (ah bon ? de quoi s'agit-il d'autre ? Y.C.) : on constate qu'il a fallu dix siècles à l'Occident pour dégager tant bien que mal la société politique de l'emprise religieuse.»*

Dans son livre-entretien avec des membres du MAUSS (Mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales), publié sous le titre *Démocratie et relativisme*, Castoriadis nous sert la même soupe frelatée : *«Donc, voilà quel est le privilège, le seul, de la culture, disons – ne parlons plus de culture grecque – occidentale, et c'est ce qui nous importe aujourd'hui. C'est qu'elle se met en question et qu'elle se reconnaît comme une culture parmi d'autres.»* Et d'ajouter : *«parmi toutes ces cultures, une seule reconnaît cette égalité des cultures ; les autres ne la reconnaissent pas» ; «la culture occidentale est quand même à peu près la seule au sein de laquelle on peut exercer une contestation et une remise en question des institutions existantes (...) elle ne vous estampille pas immédiatement comme suppôt de Satan, hérétique, traître à la société (Castoriadis «oublie» que cette dernière accusation «traître à la société» était centrale dans toutes les sociétés staliniennes et les partis staliniens occidentaux, Y.C.), etc.»*

Questionné par Alain Caillé qui lui fait (gentiment) remarquer que ce tableau idyllique de la civilisation occidentale ne peut qu'inciter les Occidentaux à croire que leur culture est supérieure aux autres, Castoriadis sort alors de son chapeau un misérable argument sur des *«valeurs de socialité et de communauté»* positives qui subsisteraient en Afrique. Des propos de comptoir sur les «musulmans», il passe aux propos de comptoir sur les Africains qui, c'est bien connu, sont plus solidaires avec les vieux ou plus attentifs aux enfants que les Occidentaux ! Et cela donne : *«Car il y a encore, par exemple, des valeurs tribales en Afrique. Hélas, elles se manifestent de plus en plus dans les massacres mutuels ; mais elles continuent aussi à se manifester dans des formes de solidarité entre les personnes qui sont pratiquement tout à fait perdues en Occident et misérablement remplacées par la Sécurité sociale...»*

Des considérations...misérables sur les «massacres mutuels» (c'est bien connu, Hitler était Congolais et Staline était Malien, et l'Europe n'a jamais connu de massacres au cours de son histoire) à celles sur la Sécurité sociale, Castoriadis nous dévoile son élitisme d'Occidental nanti, élitisme renforcé par toutes ses considérations oiseuses sur la «société de consommation» qui parsèment ses articles et interviews.

Le collectif Lieux Communs reprend les...lieux communs de son Maître à penser

Les quelques citations ci-dessus montrent que Castoriadis n'hésitait pas à affirmer des énormités sans prendre même la peine de les étayer par des références à des sources ou travaux incontestables. C'est malheureusement cette détestable habitude que reprend à son compte le collectif Lieux Communs quand ces camarades écrivent : *«Sans la moindre illusion tiersmondiste, nous pensons que la renaissance du projet d'autonomie n'est possible que si on arrive à réconcilier la sociabilité propre à ces sociétés avec les éléments démocratiques spécifiquement occidentaux (la capacité de la société de contester ouvertement et en connaissance de cause ses propres institutions et significations, la tradition révolutionnaire, la sécularisation, l'égalité partielle des sexes, etc.) qui manquent aux cultures non occidentales.»*

On retrouve dans cette citation non seulement les poncifs de Castoriadis sur les gentils Africains ou «Arabes» dont la sociabilité serait plus développée (quiconque a vécu un peu dans un pays du Sud sait que cette «sociabilité» s'accompagne d'un contrôle social étouffant, pas très éloigné de celui qui règne dans n'importe quelle petite ville française ou occidentale), mais aussi les références implicites à la prétendue supériorité de l'Occident censé avoir été davantage capable de se critiquer lui-même, de pousser plus loin la sécularisation et même l'égalité partielle des sexes pour des raisons «culturelles».

Les camarades de Lieux Communs s'enfoncent encore un peu plus dans le marais de l'essentialisme (tournure d'esprit ou théorie qui consiste à enfermer une catégorie d'êtres humains dans une cage théorique, une essence, dont ils ne peuvent sortir à moins de se nier) quand ils écrivent : *«De notre point de vue, certaines caractéristiques propres à la culture arabe ont empêché, jusqu'à présent le dépassement du niveau anti-autoritaire : rôle central et massif de la religion complémentaire d'une aliénation vis-à-vis de l'imaginaire consumériste occidental, culture du ressentiment et de l'autodénigrement qui oriente tout début d'autocritique vers le fatalisme, quasi-absence de toute tradition d'émancipation couplée à un lourd despotisme historique, etc. On n'a pas – pas encore, du moins – assisté à la création de structures politiques autonomes, qui auraient pour but sinon de remplacer les structures en place du moins de coordonner et organiser les luttes. Une expression visible de ces obstacles traditionnels semble être le difficile dépassement de ce niveau anti-autoritaire, c'est-à-dire la difficulté des populations soulevées à passer de la critique*

des personnages à celle des structures : on critique Ben Ali, on critique Moubarak, on les chasse du pouvoir, mais on a un peu de mal à attaquer aussi les institutions (politiques, sociales, etc.) qui ont consolidé leur règne, même si ce mouvement existe et perdure, du moins dans certains milieux. Plus difficile encore semble être la critique du type même d'institution qui favorise de tels pouvoirs, donc des réflexes psychologiques et des automatismes mentaux qui les soutiennent. Ce type de critique que portait le mouvement ouvrier ayant été presque totalement éradiqué en Occident durant la seconde moitié du XX^e siècle, sa réinvention s'avère particulièrement délicate.»

On ne peut qu'être étonné de cet enfilage de perles essentialistes : commençons par le plus simple, le «fatalisme» supposé des populations «arabes». Que je sache, les ouvriers français partirent la fleur au fusil en 1914, ne se révoltèrent pas davantage en 1939, ni pendant l'Occupation, ni pendant les guerres d'Indochine et d'Algérie. Alors «fatalistes» les ouvriers français ? De plus, si l'on cherche une «tradition d'émancipation» comparable à celle du mouvement ouvrier occidental, on n'en trouvera pas ni dans l'Amérique latine catholique, ni dans l'Asie bouddhiste ou hindouiste ni dans l'Afrique subsaharienne, polythéiste ou animiste. La prégnance de l'islam n'explique donc pas tout, voire n'explique rien du tout, en matière d'inégalité du développement du capital et de ses fossoyeurs prolétariens.

Pour ce qui concerne la difficulté à passer de la critique des dirigeants à celle des «structures» économiques et sociales, c'est un trait permanent du mouvement ouvrier français et même de son extrême gauche qui identifia successivement le capitalisme à la domination des Rothschild, des Michelin, du Comité des forges, des Cent familles, de la Cagoule, des Clemenceau, Pétain, De Gaulle, Pompidou, Giscard et aujourd'hui de Sarkozy. «Anthropologiquement» incapable de comprendre les structures d'exploitation, le mouvement ouvrier français, et ce depuis un siècle ?

Quant au «consumérisme» supposé des travailleurs, thème éculé d'une certaine gauche social-démocrate (ceux qui nous expliquaient que la classe ouvrière était intégrée parce qu'elle achetait des frigos ou des machines à laver) et des situs dans les années 60, puis aujourd'hui des écolos-bobos, des post-situs (insurrectionalistes ou salonards) et des intellos post-modernes, il suffit de s'intéresser aux statistiques des dépenses de «consommation» des ménages français ou occidentaux pour voir que c'est dans les rangs de la petite et de la grande bourgeoisie occidentale que le consumérisme fait des ravages, et ce pour des raisons financières évidentes. Les intellectuels qui dénoncent la «consommation» des prolétaires sont généralement ceux qui ont les moyens d'acheter toutes sortes de produits : ordinateurs, alimentation de qualité ou bio, vêtements coûteux ; qui voyagent régulièrement à l'étranger ; consomment beaucoup de produits culturels (disques, livres, concerts, spectacles), etc. Bref, ils jugent le monde à l'aune de leur vie quotidienne, ou de leurs frustrations quoti-

diennes quand ils sont des intellos précaires, ou des petits cadres au chômage. Mais cela ne les empêche pas de déployer toutes les stratégies pour acquérir des positions de pouvoir bien rémunérées. Après tout, un économiste à l'OCDE et un psychanalyste comme Castoriadis avait tout loisir de choisir d'investir (ou pas) le fric qu'il gagnait dans les produits de consommation. Cette liberté de posture et de choix n'était pas et n'est pas vraiment à la portée d'un intérimaire, d'un petit employé ou d'un ouvrier.

Mais dépassons ces considérations triviales.

L'Occident serait-il plus avancé

dans le processus de séparation des religions et de l'État ?

Hum, que je sache, les Églises en France sont propriété de l'État qui se charge de leur entretien. Et en Grèce, pays d'origine de notre cher Cornelius, non seulement l'Église orthodoxe s'est battue pour maintenir la mention de la religion sur les cartes d'identité, mais les salaires de ses prêtres sont encore payés par les contribuables, l'enseignement religieux est obligatoire dans les écoles, etc. Les Églises protestantes jouent un rôle important dans les trois pays scandinaves, l'Église anglicane a droit à des représentants non élus à la Chambre des lords britannique, etc. Alors, la supériorité «anthropologique» des Grecs ou même des Européens me laisse un peu rêveur, quant à leur capacité à séparer religion et politique.

Sans compter que les Italiens, les Portugais, les Allemands et les Espagnols, tous Occidentaux pur sucre, ont vécu, pendant plusieurs décennies, sous plusieurs régimes dictatoriaux au XX^e siècle. On peut toujours s'en tirer, comme Castoriadis, en expliquant que la pente naturelle des sociétés ne penche pas vers la démocratie, mais dans ce cas pourquoi tellement insister sur la supériorité (implicite dans tous ses raisonnements) des sociétés occidentales alors que l'histoire du XX^e siècle nous a enseigné que les caractéristiques «anthropologiques» supposées plus démocratiques des Européens ne les ont nullement empêchés d'inventer et de subir sans grande résistance sociale le fascisme, le nazisme, le stalinisme et une série de dictatures militaires ou policières particulièrement sanglantes pendant des décennies ?

Pour ce qui concerne l'islam et sa prétendue incapacité «anthropologique» à se critiquer lui-même je me contenterai, dans les paragraphes suivants, de citer quelques passages de Fethi Benslama et sa *Déclaration d'insoumission à l'usage des musulmans et de ceux qui ne le sont pas* (Flammarion, 2005, Champs Actuel 2011). Je soulignerai auparavant que plus de 4 000 intellectuels musulmans ont demandé à l'ONU en 2004 (quoi qu'on pense de cette démarche d'un point de vue «révolutionnaire») de traduire devant un tribunal international tous les théologiens musulmans qui édictaient des fatwas légitimant le meurtre de personnes ou de groupes au nom de l'islam dans le monde. Et que 1500 intellectuels musulmans (au sens de culture musulmane, donc croyants, agnostiques ou athées) ont signé le Manifeste des libertés, document qui prend clairement position pour l'égalité des hommes et des femmes, la séparation des religions et de

l'État, contre le racisme et l'antisémitisme en Islam, pour la lutte en faveur des libertés, etc.

Deux ou trois choses utiles à savoir sur l'Islam

Mais revenons aux informations essentielles que nous donne Fethi Benslama sur l'islam, l'Islam et les religions entre religion et politique, informations qui contredisent les affirmations péremptoires de Castoriadis, hélas reprises par le collectif Lieux Communs.

Malgré ce qu'affirme Castoriadis, on peut affirmer comme Fethi Benslama et le Manifeste des libertés que le mot «“Islam” désigne un espace et une région constellés de lieux, de cultures, de langues, de peuples, qui n'ont jamais effacé leurs multiples généalogies symboliques derrière l'institution religieuse. Nous affirmons que dans ce paysage composite la présence immémoriale de non-musulmans est partie prenante de sa mémoire, et des œuvres qui ont marqué sa civilisation. Distinguer l'Islam, comme civilisation, de la religion islamique (din en arabe, et en français, stricto sensu, l'islamisme) n'est pas seulement une question de vocabulaire mais de survie pour la civilisation ; sans quoi nous accepterions la disparition des littératures, des philosophies, des arts, des architectures, des savoirs de la langue qui furent toujours en excès ou en défaut par rapport à la religion dogmatique.»

Aujourd'hui des intellectuels musulmans-athées, agnostiques ou laïques (j'ai eu du mal à accepter cette combinaison baroque de concepts mais la lecture du bouquin de Fethi Benslama m'a convaincu de sa pertinence) sont parfaitement capables de critiquer de l'intérieur l'Islam (civilisation) et l'islam religion), en refusant de céder au chantage castoriadien ci-dessus mentionné qui leur enjoignait de rejeter une partie de leur identité musulmane (identité qu'il définit comme forcément religieuse-totalitaire).

Citons une nouvelle fois Fethi Benslama pour approfondir la discussion : «L'Islam a connu des expériences et des théories de la liberté tout au long de son histoire (cf. les travaux de Christian Jambet, notamment *La Logique des Orientaux*, Seuil, 1983 ; et, plus récemment, *L'Acte d'être*, Fayard 2002). Les philosophes arabes portèrent très loin l'idéal de la raison et de la rationalité, et contribuèrent d'une manière marquante à la sécularisation de la pensée médiévale en Orient et en Occident.»

Voilà qui met singulièrement à mal les affirmations de Castoriadis sur l'exceptionnalité gréco-occidentale et sa civilisation qui se serait développée en vase clos, sans aucune influence arabo-musulmane.

Mais continuons notre lecture fort instructive du petit livre de Fethi Benslamah :

«La thèse d'Averroès, selon laquelle la Révélation n'avait aucune vérité à enseigner à la raison que celle-ci ne pouvait découvrir par ses propres moyens, a créé un sillage d'une telle audace qu'elle ébranla le monde chrétien, dont on prétend aujourd'hui trop vite qu'il portait en lui la laïcité. (...) Le rôle déterminant joué par les philosophes arabes dans l'émergence de la figure médiévale de l'intellectuel occidental, exerçant

librement sa pensée critique, n'est pas discutabile aujourd'hui à moins de nier les faits. (C'est toute la thèse d'Alain Libera, dans Penser au Moyen Age, Seuil, 1991). (...) L'histoire de la laïcité ne peut oublier, parmi tant d'autres, Avempace (Ibn Baja) qui proclama à la fin du XI^e siècle la nécessité de séparer la philosophie et la religion dans la Lettre d'adieu et le régime du solitaire. La civilisation islamique, en se considérant, dès le IX^e siècle, comme l'héritière des œuvres accessibles à l'époque, en hébreu, en syriaque, en persan, en hindi, en grec et en latin, avait assumé une fonction de traduction des cultures qui reposait sur le postulat d'une raison humaine traversant et dépassant toutes les croyances.»

Quand on se met à raisonner de façon historique et non intemporelle, on est donc fort loin de constater une incapacité «anthropologique» éternelle des peuples et des intellectuels arabo-musulmans à réfléchir à la séparation des religions et de la politique, ou à critiquer leur civilisation et leur religion de l'intérieur, comme l'affirme Castoriadis.

«*Cependant, ces expériences de la pensée, continue Fethi Benslama, n'ont pas trouvé leur débouché dans une invention politique libératrice.*» Cette phrase semble donner raison à Castoriadis qui prétend que seuls les Occidentaux auraient su inventer la liberté et la démocratie. Mais ce type de raisonnement est totalement vain, comme l'explique notamment l'anthropologue Jean-Louis Amselle dans ses livres. D'une part, il faudrait avoir une culture historique universelle pour bien situer la première fois où telle ou telle question philosophique, sociologique ou économique s'est posée. Et si l'on se livrait à cet exercice nécessitant des connaissances encyclopédiques et la maîtrise de très nombreuses langues (un seul exemple : la production historique de la Chine sur elle-même avant 1949 dépasse en volume tout ce que l'Occident a produit sur lui-même depuis ses origines), je ne suis pas convaincu que le résultat de ces recherches titanesques aurait beaucoup d'intérêt... ou qu'il ne serait pas remis en cause, chaque fois que les connaissances progresseraient.

D'autre part, cette démarche aboutit toujours à considérer qu'une question philosophique ou politique est posée en dehors de toute influence extérieure, étrangère, dans un seul lieu à la fois, et non dans plusieurs (on sait pourtant que, pour ce qui concerne les découvertes scientifiques, elles sont très souvent effectuées dans plusieurs pays différents au cours d'un intervalle de temps rapproché. Pourquoi en serait-il différemment en matière philosophique ou politique ?). On peut certes s'amuser à définir une culture pure, vierge de toute influence externe, par exemple la culture grecque, ou gréco-occidentale (comme Castoriadis), ou indo-européenne (comme Alain de Benoist et l'extrême droite) et décréter sa prétendue supériorité sur toutes les autres, en éliminant toutes les tares et en niant tous les apports «extérieurs».

On peut aussi, et certains ne s'en sont pas privés jusque dans les années 1950, décréter que l'existence de l'écriture est un critère de civilisation incontournable, et il en découlera alors que les Africains sont des êtres

d'une culture inférieure, des «peuples non civilisés», etc. Avec d'autres critères tout aussi arbitraires de ce type, on pourrait proclamer l'infériorité irrémédiable des femmes dans la contribution à la pensée philosophique, économique, sociologique, scientifique voire à la littérature, puisqu'elles n'ont rien produit de significatif dans l'histoire de la pensée avant le XX^e siècle, donc elles seraient mentalement inférieures. Et quelques statistiques sur les différences de réussite entre filles et garçons dans les matières scientifiques actuelles ne nuiraient pas à une telle démonstration....

Il est plus utile de concevoir les cultures et les civilisations (si l'on tient absolument à ces termes) non pas comme des blocs monolithiques, ou comme des phénomènes ayant nécessairement dû apparaître à tel endroit et à telle époque en raison de leur supériorité, mais comme les produits de toute une série d'interactions internes et externes. Et quand on dresse la liste de ces interactions (par exemple, pour la civilisation musulmane du IX^e au XI^e siècle en Irak), on se rend compte qu'aucune civilisation n'est pure ou supérieure aux autres, sauf à raisonner en termes technologiques, économiques ou militaires, ce qui n'est heureusement pas le cas de Castoriadis et de ses disciples du collectif Lieux Communs.

Pour revenir à la question de la laïcité, ou plus précisément au fait de savoir si le droit civil devait s'inspirer du droit divin (de la charia), *«ce fut l'objet du débat qu'a connu l'Islam à partir du VIII^e siècle, époque où commence ce qui serait l'équivalent des Lumières en Europe, avec l'émergence de toute une école rationaliste, notamment celle des mutazalites. Voir à ce sujet, Cheikh Bouamrane, Le Problème de la liberté humaine dans la pensée musulmane, Vrin, 1978)»*, nous explique Fethi Benslama.

Et le débat ne s'est jamais arrêté dans les pays d'Islam, même si la sécularisation n'a pas avancé au même pas qu'en Occident.

Comme le souligne Fethi Benslama, plusieurs penseurs *«ont fait preuve d'une radicalité critique à l'intérieur de l'islam et préconisé des ruptures avec sa théologie politique, sur la base d'un travail réflexif documenté. Entre la fin du XIX^e et le début du XX^e siècle, on peut citer les noms de Tahar Haddad en Tunisie, de Mansour Fahmi, Kassim Amin, Taha Hussein en Égypte ou de la Syrienne Nadhira Zayn Eddine»*.

Plus récemment, un philosophe et théologien musulman Mahmud Muhammad Taha, tenta dans les années 1960 de *«réformer l'islam en montrant l'importance de la jurisprudence et sa supériorité sur le rôle du Coran comme source de la loi. Il préconisait de nouvelles lois mieux adaptées aux besoins du XX^e siècle. Pour diffuser ses principes, Taha avait fondé les Frères républicains. Les autorités religieuses de Khartoum le déclarèrent coupable d'apostasie en 1968. Après le plus long procès théologique de l'histoire de l'islam, il fut condamné à mort en janvier 1985 et publiquement pendu à l'âge de 76 ans. Ses écrits furent brûlés.»*

Malgré le sinistre épilogue de cette bataille philosophico-théologique que rappelle Fethi Benslama, cette discussion qui dura 17 ans montre bien

que le débat sur les rapports entre politique et religion a toujours existé en Islam, et qu'il n'est nul besoin de renier partiellement sa foi pour accepter la laïcité ou la démocratie, comme le prétend Castoriadis.

Mais il y a un autre facteur que souligne Fethi Benslama : la gauche des pays «musulmans» porte une lourde responsabilité dans l'absence d'une lutte radicale pour la séparation des religions et de l'État. Loin d'être un problème anthropologique typiquement musulman, ce serait plutôt le fruit d'un dogmatisme marxiste (produit typiquement «occidental» selon les critères castoriadiens) et d'un choix stratégique catastrophique, *«la génération qui se revendiquait de la modernité, du progrès, de la science, bref, ceux qu'on appelle “la gauche” (socialiste, marxiste, révolutionnaire, etc.) a exclu l'Islam de son champ problématique et critique. Comme si la laïcité était donnée d'emblée, comme si les idées et les représentations (croyances, mythes, arts, religion) étaient des sous-produits de l'histoire qu'on pouvait balayer d'un coup. Par une sorte de décret souverain, dicté précisément par l'idée de progrès (autre idée typiquement «occidentale», Y.C.), ils ont cru en sortir sans autre forme de procès. Or, non seulement l'Islam les a rattrapés, mais ils se sont retrouvés enfermés dehors. Dehors, c'est-à-dire ne comprenant pas ni ce qui leur arrive, ni ce qu'ils peuvent faire avec ce qui soulève les masses. C'est ainsi que l'Islam a pu devenir la chose des serviteurs du Dieu furieux et de quelques traditionalistes qui essaient pathétiquement d'innocenter l'Islam de ses “mauvais musulmans”».*

On voit donc qu'il y a d'autres pistes, pour expliquer, le «retard» des sociétés arabo-musulmanes par rapport aux sociétés «démocratiques» occidentales que la religion. Je ne prétends certes pas que Fethi Benslama ou les auteurs qu'il cite aient raison sur tout mais il faudrait au moins que les camarades de Lieux Communs prennent le temps de réfléchir sans précipitation et d'envisager que Castoriadis n'est peut-être pas LA référence pour comprendre l'Islam et le monde arabo-musulman. Les citations ci-dessus devraient inciter tous ceux qui, à gauche, à l'extrême gauche ou à l'ultra-gauche tiennent des discours peu argumentés sur l'Islam (la civilisation) et l'Islam (la religion) à mieux étudier les réalités complexes dont ils parlent. Travailler la complexité des choses ne pourra que mieux nous armer, face à tous nos ennemis : *«les clowns du dieu furieux, les jongleurs théoscientistes, les escamoteurs de jeunes filles nubiles, les bateleurs du moratoire pour la lapidation des femmes, les cracheurs de feu sacré, sans oublier les trapézistes du verset avec filet démocratique»* (Fethi Benslama). Et j'ajouterai à cette liste, les marxistes qui prétendent faire de l'Islam la religion des pauvres, et les philosophes qui croient à la supériorité de la civilisation occidentale....

Y.C., 16 mai 2011

Notes (tirées de Wikipedia, donc à prendre avec des pincettes...)

Tahar Haddad (1899-1935). Intellectuel musulman tunisien qui milite pour les droits syndicaux des travailleurs, l'émancipation de la femme, l'égalité des droits entre les femmes et les hommes, le droit des femmes à l'éducation, contre les mariages arrangés ou forcés et pour l'abolition de la polygamie dans le monde arabo-musulman.

Mansour Fahmi, penseur et sociologue égyptien mort en 1919, élève de Durkheim, auteur de «La condition de la femme en Islam» (1913), thèse qui critique le statut de la femme en Islam.

Kassim Amin (1863-1908). Réformateur musulman qui plaide pour une «libération des femmes» dans un livre du même nom en 1899, où il aborde la question du droit au divorce, du port de vêtements couvrant en partie ou en totalité le corps de la femme, des relations hommes-femmes et du droit au travail des femmes. Il répondit aux nombreuses critiques soulevées par son livre dans un second ouvrage intitulé *La nouvelle femme*.

Taha Hussein (1889-1973), romancier, essayiste et critique littéraire égyptien. Bête noire des fondamentalistes.

A propos des saintes nitouches castoriadiennes de Lieux Communs

Sainte nitouche: Personne hypocrite qui prend des airs innocents et prudes.

Après un long silence, le Collectif Lieux Communs vient de répondre au texte «Bye bye Castoriadis» (cf. le site magmaweb.fr, «La confusion occidentale» 1 et 2).

Malheureusement, ces «castoriadiens» (concept encore plus douteux que celui de «marxistes» !) répondent totalement à côté.

Ils manient joyeusement l'insulte (je serai, selon eux, «simplet, juge, stalinien, procureur, grand inquisiteur, commissaire politique, cuisinier, garde rouge, délirant, farfelu», et un individu qu'il serait difficile de «guérir») tout en dénonçant vertueusement les méthodes qu'ils utilisent eux-mêmes, attitude qui n'est paradoxale qu'en apparence tant elle est courante dans les milieux gauchistes et paragauchistes auxquels ils appartiennent, qu'ils fréquentent et dont ils quêtent les louanges.

Ils m'imputent

- des positions fantaisistes que je n'ai jamais défendues (pro-islamisme, antifascisme bourgeois ou philostalinien et antiracisme libéral, défense du "consommérisme", apologie de la "dissolution des liens sociaux" !);

- des accusations que je n'ai jamais soutenues (où et quand les ai-je traités de «fascistes» ou «d'extrême droite?»);

- ou des proximités idéologiques comiques avec l'islamisme (!!).

Enfin, ils cachent à leurs lecteurs que la discussion entre nous a commencé bien AVANT la parution de mon texte sur leur Gourou adoré, Cornelius Castoriadis.

Ce maître à penser qui pratiquait fort peu l'«autonomie» dans le groupe qu'il a dirigé (Socialisme ou barbarie). Groupe dans lequel il existait un véritable fossé entre les ouvriers et les employés d'un côté, les chefs intellectuels de l'autre. Gourou qui était un pauvre smicard et vivait dans un HLM de Garges-les-Gonesse, comme tous les penseurs qu'affectionne ce collectif qui se prétend éloigné des «salons militants parisiens» tout en usant de leur langage et de leurs méthodes.

Je publie ci-dessous une lettre écrite en décembre 2010 ou janvier 2011 (je n'ai pas retrouvé la date exacte), plusieurs mois avant le début de la

polémique publique entre nous. Cette lettre éclaire l'origine et l'étendue de nos désaccords et les raisons pour lesquelles ce collectif peine à cacher sa misère théorique derrière une avalanche de citations ou de références livresques. Ces références n'impressionneront que les gogos.

Quant à leurs considérations pseudo «anthropologiques» sur les «Blancs», les «Blacks», les «Rebeus», les «juifs», leur banalité et leur vulgarité correspondent bien au titre de leur site : «Lieux Communs». Tout comme leur haine de l'antiracisme, leur antimarxisme primaire fort peu argumenté (il existe, heureusement, des antimarxistes intelligents même si on n'en voit pas beaucoup dans les luttes de classe...), et leur verbiage intellectualisant.

PS. : je place aussi en annexe une autre lettre sur la définition du terme de racisme et le rôle des religions qui éclairera peut-être ma position, du moins aux yeux des lectrices et lecteurs de bonne foi.

Sur la laïcité, les religions, l'islam, l'islamisme, le stalinisme, le trotskysme, l'islamogauchisme, le conflit des civilisations, etc., la revue a publié au moins une centaine d'articles qu'il est impossible de citer ici. Sans compter deux compilations (n° 2 sur l'islam et l'islamisme et n° 5 sur Religion et politique) et un recueil de l'*Encyclopédie anarchiste* sur les religions. Tout lecteur honnête ne pourra que constater la fausseté des accusations absurdes de Lieux Communs.

Y.C., Ni patrie ni frontières, 20 décembre 2011

Lettre à Lieux Communs

Chers amis, plus que d'un questionnaire, je voudrais pointer ici mes impressions générales à la fois sur notre première discussion, sur les textes que X. propose de discuter et sur quelques textes consultés sur votre site. Vous me direz si cela vous intéresse ou pas de discuter de certains points, et ce qui mérite d'être enregistré et reproduit publiquement ou pas. On n'est pas obligés de tout publier si on ne se sent pas très sûrs de ce que l'on a dit, s'il s'agit d'anecdotes trop personnelles, si l'on veut continuer à réfléchir, etc. Mon idée de départ était de discuter de la question de l'identité à partir de vos expériences individuelles et de votre vie dans un lieu géographique (une banlieue populaire) censé être plus sensible aux questions identitaires de populations dites «minoritaires». Mais on peut déborder de ce cadre...

Lors de notre première rencontre nous avons un peu débroussaillé vos itinéraires individuels et notamment votre perception du racisme par rapport à vos origines variées. Dans les discussions hors micro nous avons abordé beaucoup de sujets à propos desquels j'ignore si vous avez adopté une position commune ou pas. Donc j'utiliserai le plus souvent le vous...

Je trouve que ce serait bien que, dans la discussion, vous continuiez à faire référence à vos expériences militantes pratiques et concrètes, en banlieue ou ailleurs. Je crois que, pour un lecteur, c'est le va-et-vient entre des considérations pratiques-personnelles, des expériences collectives et des réflexions ou analyses théoriques et politiques qui est le plus enrichissant. Cela donne une possibilité d'identification ou d'empathie (ou de répulsion !) plus facile que si l'on reste dans le ciel des idées ou des confrontations purement idéologiques détachées de toute pratique.

1) Ce qui m'a frappé c'est à quel point vous utilisez sans problèmes tous les pseudo-concepts de «Black», «Blanc», «Beur» forgés par SOS Racisme et la gauche antiraciste.

S'agit-il seulement d'une question de génération, ou alors d'une facilité de langage (c'est vrai que «Franco-Algérien» fait plus snob que «Rebeu» et est plus long) ou d'une divergence politique importante entre nous ? Si j'en crois d'autres aspects de la discussion je pencherais plutôt pour la seconde hypothèse.

2) Je vois une contradiction entre votre position universaliste de principe et l'emploi systématique de ces pseudo-concepts qui ont conduit à racialisser la population française, initiative prise paradoxalement par les antiracistes des années 80, voire peut-être un peu avant – je l'ignore. Voyez-vous une contradiction entre votre position universaliste et votre vocabulaire racialisant ?

3) J'ai été surpris par vos considérations générales sur les «Arabes», les «Français», les «Blancs», pour ne pas parler des réflexions de X. sur les «Juifs» (ou les juifs ?) peuple raciste puisque «peuple élu» et parce que la religion juive serait fondée sur la mère. Ce type d'affirmation me semble reposer sur une ignorance de la complexité de la diversité du judaïsme, d'une part, et de la multiplicité des définitions du mot juif (religion) ou Juif (peuple). Sans compter qu'il s'agit d'un des lieux communs de l'antisémitisme... D'autre part, si cette «conception» du racisme vient uniquement de la lecture de l'article de Castoriadis reproduit sur votre site, ce n'est pas sérieux (cf. mon point 7 ci-dessous).

Plus largement il me semble que parler des «Arabes», des «Français», des «Blancs», etc., c'est tourner le dos au vocabulaire de classe. Est-ce délibéré de votre part ? Rejetez-vous l'existence des classes sociales et de la lutte de classe ? On ne va peut-être pas s'engager dans un débat sur la validité ou pas du marxisme, d'autant plus que je ne crois pas en sa scientificité ni à un sens de l'Histoire particulier, donc je ne serais pas un avocat très convaincu du marxisme. Je dirai simplement que j'ai appris très tôt à «parler marxiste», donc que c'est plus facile pour moi de regarder la réalité avec des lunettes marxistes, et que surtout l'opposition fondamentale entre prolétaires et gestionnaires capitalistes ou bourgeois me semble fondamentale (opposition d'ailleurs découverte par les historiens bourgeois de la Révolution française, comme l'explique Engels). Je pense aussi que les différences d'intérêts sociaux et de position dans les rapports de production entre les ouvriers, d'un côté et la petite-bourgeoisie salariée ou nouvelle petite bourgeoisie, de l'autre – nouvelle par rapport à l'ancienne (artisans, commerçants) – sont fondamentaux pour l'analyse politique des mouvements sociaux et des organisations politiques.

Donc pour revenir à mon interrogation, il me semble que vous privilégiez l'appartenance ethnique ou religieuse ou nationale par rapport à l'appartenance à des classes sociales aux intérêts antagonistes. Me trompe-je ?

4) En lisant les textes parus sur le site Lieux Communs je vois que vous n'hésitez pas à utiliser des notions réactionnaires comme celle de «peuple» ou de «nation». Il me semble qu'il y a une continuité entre votre racialisation «spontanée» de la population française (l'usage de termes comme «Blacks», «Blancs», «Beurs»), votre croyance en l'existence de «peuples» et de «nations», et vos références à une certaine conception de l'anthropologie.

Tout cela vous conduit à essentialiser les peuples, les nations, les catégories ethniques ou raciales ou religieuses. Dans ce cadre intellectuel-là, traditionnellement réactionnaire, vos références à l'autonomie ou à la démocratie directe me semblent arriver comme un cheveu sur la soupe. Ou comme un mélange dangereux entre des conceptions réactionnaires et une vieille idée du mouvement ouvrier traditionnel.

5) Vos références principales sur votre site sont Castoriadis et Fargette. Commençons par Fargette, dont j'ai lu tous les écrits depuis les années 80. Guy est (ou a été ? je ne sais pas bien) un ami (Depuis, Guy Fargette a rédigé plusieurs articles calomnieux et remplis d'inexactitudes et d'affabulations à mon égard, *Y.C.*, avril 2012). Nous avons discuté politique pendant plus de 10 ans et c'est grâce à nos discussions que j'ai repris goût à la réflexion politique. Je lui dois donc beaucoup sur le plan moral et politique. Nos discussions ont commencé en 1991 et ont dû se poursuivre jusqu'en 2008. Au départ, nous nous réunissions pour échanger des idées, des lectures, et casser du sucre sur le dos des gauchistes. Bref, pour moi, évacuer mes déceptions et mon ressentiment contre LO, mes camarades de Combat communiste qui m'avaient déçu et démoralisé (j'étais dans une posture de victime, bien propre au ressentiment), etc. Bref une fonction quasiment thérapeutique. Mon impression est que nous partageons un certain pessimisme sur l'homme et la nature humaine et sur l'impossibilité d'une transformation révolutionnaire immédiate ou rapide. Lors de nos dernières conversations il avait plutôt tendance à considérer qu'il faudrait au moins un siècle pour qu'on commence à y voir plus clair.

Ce qui m'a frappé, mais je ne m'en suis pas rendu compte clairement même si cela perçait un peu dans mon interview de lui en 2004 à propos de Huntington (*Polémiques et antidotes contre quelques mantras gauchistes, 2002-2010*), c'est qu'il essentialisait beaucoup les civilisations et les peuples. J'ai l'impression que progressivement il s'est orienté vers des jugements de plus en plus négatifs envers les personnes «de culture arabo-musulmane», jugements négatifs qui se sont exprimés à la fois dans ses considérations géopolitiques de plus en plus catastrophistes sur l'islam politique, voire l'islam tout court, dans son analyse des émeutes de 2005 et dans son opinion sur l'immigration en France. Je ne pense pas qu'il soit devenu raciste, au sens militant du terme, mais je crains que son hypersensibilité par rapport aux actes d'incivilité, aux petits chocs culturels ou tout simplement aux chocs de classe entre petits-bourgeois, prolétaires et sous-prolétaires dans les quartiers populaires, l'ait conduit à généraliser de façon abusive à partir de faits divers, d'anecdotes, de façon à renforcer encore son pessimisme historique et à analyser certains événements qui ont touché son entourage immédiat. (Comme je vous l'ai dit, à partir de la même démarche construite sur trois incidents survenus entre mon fils et ses copains, d'un côté, des jeunes Africains ou Franco-Africains en une dizaine d'années, de l'autre, mon fils et moi pourrions facilement construire des réflexions «anthropologiques» sur l'incapacité des «Noirs» à vivre en bonne entente avec les «Blancs» dans le 14^e arrondissement de Paris).

J'ignore quels sont vos points d'accord et de désaccord avec lui, et ce type de démarche peu rigoureuse, mais je remarque que vous avez cité pas mal d'anecdotes personnelles mais jamais fait allusion aux innombrables études sur les discriminations racistes en France.

6) Pour ce qui concerne votre autre référence, à ma connaissance, Castoriadis d'un point de vue politique, quand il s'est dégagé de *Socialisme ou barbarie*, n'a rien fait d'autre que donner une caution intellectuelle de gauche à la bureaucratie de la CFDT. En bon disciple de Marx, j'ai tendance à juger les gens plus selon ce qu'ils font que ce qu'ils disent ou écrivent. D'où ma très grande méfiance vis-à-vis du rôle des intellectuels professionnels dans les luttes politiques et sociales. J'avoue ne pas déceler l'intérêt des analyses de Castoriadis pour la lutte politique quotidienne. La lutte pour les droits démocratiques, pour l'autonomie des mouvements face à la bureaucratie, ce ne sont pas vraiment des idées inventées par Casto. Ce sont des questions que j'avais déjà posées à Guy qui m'avait conseillé de lire l'un des *Carrefours du labyrinthe* (le 4 ? Je ne me souviens plus). En le refermant, c'est un peu comme avec les bouquins de Foucault, j'ai eu l'impression que l'on pouvait en tirer bien des conclusions politiques différentes voire opposées. Mais je n'ai perçu aucune indication radicalement nouvelle pour le combat contre la domination capitaliste, à l'intérieur ou à l'extérieur des lieux de travail, principal objet de mes préoccupations, puisque je ne suis pas un auteur de théories originales mais un militant qui veut agir ici et maintenant.

Castoriadis à ma connaissance ne s'intéressait pas à l'histoire du mouvement ouvrier concret dans la seconde moitié du 20^e siècle (à part sa collaboration catastrophique avec Mothé à la revue de la CFDT) et je ne vois pas bien ce qu'il peut nous apporter pour lutter différemment aujourd'hui. À vous de me le préciser.

7) Castoriadis et le racisme. Son texte (<http://www.magmaweb.fr/spip/spip.php?article273>) est consternant⁶⁹ : on retrouve bien son côté arrogant (tout le monde sauf moi n'a rien compris au racisme) décrit par ceux qui l'ont côtoyé dans SOB, le tout pour nous servir une analyse totalement ahistorique du racisme. Quand il parle de la religion juive il cite l'Ancien Testament (source historique très fiable comme chacun sait !) et quand il nous parle du conflit entre la Grèce et la Turquie pendant la Première Guerre mondiale il «oublie» qu'un million de Turcs et un million de Grecs ont été expulsés de chacun de ces deux pays, et qu'au moins 350000 Grecs ont été liquidés physiquement soit par le travail forcé, soit par des marches forcées, soit de façon classique. Il est difficile de raconter plus de contre-vérités en quelques lignes – et ce de façon délibérée car ces massacres sont encore l'objet de tensions entre les deux pays (je rappelle que la Turquie a massé aujourd'hui des centaines de milliers d'hommes le long de ses côtes et que la Grèce fait pareil dans les îles qui sont proches de la Turquie) et qu'il lui était impossible de l'ignorer quand il a écrit ce texte.

⁶⁹ Cf. note p. 210 de cette revue (*NPNF*).

Sur le «fond», sa définition du racisme comme haine de l'autre, il s'agit d'une définition d'ordre purement psychologique, elle gomme la différence entre racisme, nationalisme et xénophobie, ce qui est déjà incroyablement léger (mais pas étonnant pour un psy qui croit que sa discipline peut tout expliquer, de l'intime au social). Pire, elle annonce la mode catastrophique de l'expression «racisme» dans toutes les situations : racisme anti-homo, anti-gros, anti-nains, anti-aveugles, anti-sourds, etc.

Il existe de nombreux historiens sérieux de l'évolution du racisme, des théories racistes, des pratiques racistes, etc. Quand Castoriadis dit qu'il n'a rien à ajouter à ce qu'ils ont écrit, ce n'est pas le cas : il raye d'un trait de plume le travail de tous ces historiens, pour y substituer sa propre confusion et sa propre ignorance.

8) J'ai constaté, lors de notre discussion, un certain antigauchisme que je qualifierai de caricatural ou d'élitiste. Rassurez-vous, j'ai la même impression en discutant avec Jacques Wajnstezjn (de *Temps critiques*) qui est un très bon ami. Ou avec les copains d'*Echanges et mouvements* avec lesquels j'ai beaucoup de points communs.

Dans l'appréciation de l'extrême gauche je vois plusieurs attitudes possibles :

– Celle de Fargette. On va vers une quatrième guerre mondiale, le mouvement ouvrier est mort, il faudra peut-être un siècle pour que quelque chose apparaisse. Les gauchistes sont nuisibles (encore plus nuisibles que les staliniens et les sociaux-démocrates) car ils empêchent toute réflexion critique et perpétuent des pratiques crypto-staliniennes dans les luttes. Il faut les dénoncer ou mieux les ignorer.

– Celle d'*Echanges*. Les gauchistes en tant qu'individus peuvent être des gens militants, qui font pleinement partie des combats de classe, etc. Donc pas d'exclusive ni de sectarisme vis-à-vis des individus. Mais aucun intérêt pour les groupes incapables de se réformer de leurs tares congénitales. De toute façon la classe ouvrière fera le tri et le ménage dans tout cela, inutile de se prendre la tête avec les organisations et leurs analyses, voire leurs actions. Tout ce qui compte c'est les luttes sociales et les grèves.

– Celle de *Temps critiques*. Les classes sociales sont en voie de disparition. Ce sont les individus les plus révoltés qui feront la révolution de demain. Sur leur chemin ils rencontreront les organisations gauchistes (comme adversaires). Tout ce qu'il y a d'intéressant dans les mouvements sociaux se déroule en dehors et contre les gauchistes.

– La mienne, enfin plutôt, mes démarches pratiques : susciter le débat avec tous ceux qui ont envie de débattre, gauchistes ou anarchistes. Tenter de donner à travers la revue des repères historiques et théoriques qui dépassent les frontières organisationnelles. Observer ce qui se passe dans les groupes, lire leur presse, rencontrer leurs militants, organiser des débats. Vérifier l'existence dans d'autres pays d'organisations politiques nou-

velles qui tentent de résoudre les questions que nous n'avons pas su résoudre ici en France. The Commune en Angleterre, Doorbraak en Hollande, Wildcat en Allemagne, etc. Prendre contact avec des individus dans d'autres pays pour tisser des liens et observer ce qui se passe dans les luttes de classe mais aussi dans les organisations politiques anarchistes ou d'extrême gauche sans exclusive. Il me semble totalement impossible d'avancer dans un cadre théorique et politique purement franco-français, comme j'ai l'impression que vous le faites. Il faut non seulement sortir des frontières organisationnelles, ou des frontières entre les courants de pensée au sein de l'Hexagone, mais aussi sortir des frontières nationales pour penser à la fois le monde et la réalité locale dans laquelle nous vivons.

9) La question du ressentiment. Il me semble que souvent l'engagement politique est lié à une révolte, mêlée de ressentiment, contre une injustice personnellement vécue ou vécue par des gens très proches. Pour ma part, la question du racisme, subi directement en France à l'école, à l'armée ou dans la vie sociale plus tard, et de mon identification aux souffrances des Noirs Américains ; et ma révolte, partagée avec mes copains de lycée, tous juifs ou Juifs, contre l'antisémitisme historique, révolte et indignation qui s'est transformée en un impératif éthique absolu, à la limite plus important que la frontière de classe – et pour cause, puisque je ne suis pas un prolétaire, ni issu d'un milieu de prolétaires.

Dans nos discussions, enregistrées ou pas, j'ai eu l'impression que les sentiments et les ressentiments des uns et des autres ont joué un rôle dans votre évolution politique. Celui qui s'est le plus exprimé X., est évidemment aussi celui qui s'est le plus exposé à la critique, que ce soit par ses réflexions sur les «juifs racistes», les «musulmans intolérants», les «Arabes racistes», etc. On ne va pas se psychanalyser mutuellement, ou faire un groupe de parole (quoique...), mais ce serait intéressant de mettre sur la table ces va-et-vient entre vécu personnel et théorisation, comme motivation de votre engagement ensemble.

Pour l'un d'entre vous, par exemple ses expériences négatives avec des musulmans de sa famille ou avec des «Arabes» de sa cité en raison de ses liens avec un Franco-Français.

Pour un autre d'entre vous, son malaise face au racisme anti-gaulois, ou en tout cas à des formes de réaction idiotes contre le racisme anti-Arabes (crachats, racket interrompu pour cause d'appartenance à la bonne «ethnie», etc.).

Je ne sais pas comment on pourrait exposer toutes ces questions sans tomber dans le pathos, mais je pense qu'il faudrait discuter de nos ressentis et ressentiments respectifs.

10) Vous n'avez pas expliqué jusqu'ici si vous formez un groupe et dans ce cas quel genre de groupe. Êtes-vous juste des copains qui s'aiment bien et ont des points communs ou avez-vous un objectif politique commun défini ?

11) Sur la hiérarchie entre les cultures et les civilisations. Je crois (avec l'aide des écrits de Jean-Louis Amselle, anthropologue) que cette question est biaisée. Et que vous (tu ?) êtes tombés dans le piège en vous posant des questions du type : où a été posée la question de la critique de l'esclavage ? de la critique des religions ? de la laïcité ? (...) (*Le passage supprimé ici est repris intégralement dans «Bye, bye Castoriadis», donc nous ne le reproduisons pas une seconde fois.*)

12) Sur la notion de nation en France. Comme l'explique Amselle, la notion de nation a toujours eu une base raciologique depuis la Révolution française. Qu'il s'agisse du mélange des «races» gauloise (populaire) et franque (aristocratique), des juifs et des catholiques (pour diluer la «race» juive, etc.), des mélanges entre Polonais et Français, Italiens et Français, etc.

Où l'on revient à ma première question sur l'usage répété et à mon avis abusif de termes comme «Renois», «Rebeus», «Arabes», «Français», etc.

En fait, à chaque étape de l'histoire de France, il y a toujours eu des «races» jugées assimilables et d'autres inassimilables. À chaque étape de l'histoire de la plupart des pays d'ailleurs (à l'exception de quelques îles coupées de tout), il y a eu des réactions de rejet des envahisseurs, des migrants, des étrangers. Progressivement le brassage s'est fait, et à chaque fois l'identité des peuples puis des nations a été redéfinie de façon absolument arbitraire et idéalisée.

Raison de plus pour se méfier et des catégories racialisantes actuelles et des vaines tentatives de définir une identité nationale, de gauche ou de droite, peu importe. De toute façon, ce travail est fait par les classes dominantes et les intellos à leur service. Nous avons d'autres choses plus importantes à faire, il me semble, qu'à nous intéresser à l'âme des peuples ou des nations, comme le font les réacs de tout bord depuis 200 ans. Il me semble prioritaire de sortir de nos barrières mentales et politiques nationales, de découvrir d'autres réalités nationales, d'atteindre à l'universel, pour ensuite mieux comprendre la dimension locale dans laquelle nous vivons.

13) Le modèle républicain laïque français pseudo-universaliste est un modèle fondamentalement catholique. Dans son hostilité actuelle à l'islam et aux musulmans qui vivent sur son sol, il y a le refus de reconnaître que ce modèle laïque privilégie de fait une religion au détriment des autres. Il y a aussi le refus de reconnaître qu'il s'est imposé par la force militaire au sein de ses frontières, en Europe et hors d'Europe. Il suffit de voir les ana-

lyses marxistes sur le rôle positif de Bonaparte, voire de Napoléon, par exemple... La laïcité présente des avantages pour nous athées, mais il me semble important d'en connaître les limites, et surtout de nous rendre compte qu'elle n'a aucun équivalent ailleurs.

14) L'antiracisme comme ennemi principal. Comme c'est surtout X. qui s'est exprimé à ce sujet, je vais donc passer du vous au tu. Tu as reconnu toi-même que tu étais tombé dans le chaudron antiraciste très tôt et que tu as été très déçu du décalage entre le discours et la réalité (les faits purs n'existent pas vraiment, nous les construisons avec nos instruments d'analyse, nos sentiments, nos sens, etc. ; les mêmes mésaventures qui te sont arrivées ne produisent pas automatiquement chez tous les individus les mêmes conceptions ou réactions). Malheureusement, tu raisonnes comme Taguieff ou Finkielkraut (deux personnes qui ont tendance comme Fargette à penser qu'il faut prendre une posture opposée à toutes les modes de gauche ou gauchistes pour s'approcher de la vérité) si tu penses que le discours antiraciste serait l'ennemi principal à abattre. Dans ton histoire personnelle peut-être mais ce n'est à mon avis qu'une conséquence et non une cause de la difficulté à penser un changement révolutionnaire.

Ce ne sont pas les catégories morales ou racialisantes des antiracistes qui bloquent la lutte de classe, ou la lutte pour un changement social radical. C'est plutôt parce que la lutte de classe s'est bloquée durant les années 70, que la crise se maintient et se développe depuis plus de 30 ans sans que l'on en voie la fin, que la classe ouvrière est de plus en plus fragmentée, et que d'un autre côté le monde est de plus en plus globalisé, que ces théories identitaires ont du succès dans un pays comme la France aux traditions jusqu'ici très différentes (républicaines-assimilationnistes-et-négationnistes des différences entre les individus, entre les groupes sociaux ou ethniques).

Les 5,5 millions de gens qui votent FN ou les 20 millions qui votent Sarkozy, les dizaines de groupes fascistes ou fascisants qui existent en France, les partis nationaux-populistes qui croissent dans toute l'Europe m'inquiètent beaucoup plus que les intellos multiculturalistes ou SOS Racisme.... Ce sont eux qui m'ont déjà poussé à partir de France une fois, tant je sentais l'atmosphère devenir irrespirable en 1983-84. Pas les antiracistes bêlants et décérébrés.

Y.C., décembre 2010/ janvier 2011

Haine de l'Autre, racisme et religion

Le qualificatif de «raciste» est de plus en plus répandu, que ce soit pour qualifier le Front national, un ministre du gouvernement Sarkozy (Hortefeux, Besson), un politicien (Georges Frèche, Manuel Valls), un romancier (Michel Houellebecq, Oriana Falacci, Renaud Camus), un philosophe (Alain Finkielkraut) ou une historienne (Hélène Carrère d'Encausse). Il est si fréquemment employé qu'il a fini par ne plus avoir de sens politique précis et à se réduire à une simple invective, exactement comme «facho» ou fasciste chez les libertaires, les gens de gauche ou d'extrême gauche.

Ce manque de rigueur conceptuelle a été avant tout favorisé par l'antiracisme de la «génération morale» qu'ont promu SOS Racisme et ses soutiens intellectuels au milieu des années 80. Cet antiracisme démocratras-souillard, à tonalité soit multiculturaliste (Wieworka, Touraine, Todorov) soit républicaine-souverainiste (Taguieff), a formé plusieurs générations de militants et de sympathisants de gauche ou d'extrême gauche qui ont fini par «oublier» totalement l'importance des déterminations de classe dans l'analyse politique. Le point final (on ose l'espérer !) de cette lente dégénérescence politique a été atteint à partir du milieu des années 2000, avec les Indigènes de la République, la Tribu Ka (devenu ensuite Génération Kemi Seba), le Mouvement des damnés de l'impérialisme et le Parti antisioniste qui, chacun à sa manière réactionnaire, ont fini par réhabiliter la lutte des «races» au détriment de la lutte de classe, de la lutte des prolétaires (de toutes origines et de toutes religions) contre leurs exploités.

Le texte qui suit est issu d'une discussion avec plusieurs lecteurs de la revue autour de la définition du racisme et du rapport entre «haine de l'Autre», rivalités et haines religieuses et racismes.

Racisme ordinaire, racisme pseudo-scientifique et xénophobie

Pour débrouiller un peu le terrain, il faut différencier :

a) **le racisme tripal qui fait référence à une hiérarchie pseudo-scientifique entre les ethnies ou les races.** Ce racisme, mélange de haine irrationnelle et de raisonnements pseudo-scientifiques, diffère de

b) **la xénophobie** (des préjugés contre un «étranger» pouvant parfois être très semblable physiquement à soi, voire même partager la même religion que soi ; quand elle cherche à être un peu sophistiquée, la xénophobie invoque davantage des arguments d'ordre historique, économique ou politique que des arguments biologiques). Le racisme contre les Africains et les Antillais relève de la première catégorie (le racisme pseudo-scientifique). Celui contre les Espagnols et les Italiens de la seconde (la xénophobie).

c) **le «racisme ordinaire»**: les conneries qu'on entend tous les jours au boulot, dans le métro, par des gens que l'on ne connaît pas, ou des amis. Seule une bonne connaissance des individus qui profèrent ces âneries permet de décider de la bonne tactique à adopter. Sont-ce juste des remarques isolées, par ailleurs totalement contradictoires avec leur comportement personnel (mariage ou cohabitation avec quelqu'un que ces personnes devraient en théorie détester ; solidarité pratique sans oeillères «raciales» ou racistes, etc.) ? Est-ce le reflet de leur ignorance, de leur stupidité ? Sont-ils des «fanatiques» ou des «névrosés» qui pratiquent la ségrégation au boulot, au café, etc. (par exemple s'ils changent de place dans le métro, ou s'ils font un scandale dans un café, un restaurant ou à la cantine) ? Appartiennent-ils à un parti xénophobe, raciste ou fasciste ?

d) **le racisme idéologico-politique, militant ou intellectuel**: celui qui est théorisé de façon tout ce qu'il y a de plus claire par des individus qui ont un projet politique, qui mixe donc réactions tripales et théorisation des pulsions racistes à l'aide d'un bricolage de données historiques, sociologiques, biologiques, anthropologiques, etc. Ce racisme peut prendre soit les habits du vieux racisme biologique des XVIII^e et XIX^e siècles, soit la forme culturaliste moderne (conflit des civilisations, droit à la différence à condition que chacun reste chez soi, etc.). L'ethnodifférencialisme inventé par la Nouvelle Droite a su prendre le pas sur les idéologies ouvertement nazies ou fascistes, en raison de la prééminence, dans les élites politiques et les institutions internationales, du discours sur les droits de l'homme et le multiculturalisme.

Si l'on ne se livre pas à un minimum de différenciation entre les formes d'expression et de manifestation du racisme, alors tout le monde et n'importe qui peut être qualifié de «raciste», à un moment ou un autre. Le racisme devient alors une étiquette infâmante que l'on distribue arbitrairement pour discréditer un interlocuteur, sans approfondir ses motivations, les ressorts de son idéologie, les possibilités de le faire évoluer. D'ailleurs, à ce moment-là on a tendance à élargir encore davantage la définition : on parle alors de racisme anti-gros, anti-blondes, etc.

Il faut néanmoins reconnaître que différencier entre racisme et xénophobie, puis entre les différentes formes de racisme et d'antisémitisme (l'antisémitisme étant une forme spécifique de racisme qui frappe les Juifs

en tant que membres d'un peuple, d'une «ethnie» ou d'une «race», et qu'il faut différencier du vieil antijudaïsme chrétien ou musulman, mais aussi de l'antisionisme politique moderne) n'offre pas une boussole infaillible. Car la différence entre la xénophobie, le racisme ordinaire et le racisme pseudo-scientifique ou culturaliste qui sous-tend une activité politique tient parfois à une feuille de papier à cigarette.

Quelques tests élémentaires

Nous connaissons tous autour de nous des gens qui tiennent des réflexions xénophobes. Comment savoir s'ils sont vraiment racistes ?

Premier test : quand vous réagissez face à une réflexion «raciste», que se passe-t-il ? A la fois chez la personne visée et chez ceux qui sont autour ? C'est un bon moyen parfois de mesurer la nature et l'ampleur du préjugé. Quand le mec ou la nana s'enfonce dans des raisonnements de plus en plus glauques, vous avez moins de doutes que lorsque la personne se rend compte qu'elle a dit une connerie ou n'avait pas réfléchi à ce qu'elle a dit ou écrit.

Deuxième test : quand une personne que l'on pense ou croit raciste ou xénophobe se trouve face à un acte flagrant de discrimination, que fait-elle ?

Troisième test : quelle grille de lecture (raciale, nationale, psychologique ou sociale) une personne utilise-t-elle le plus souvent pour comprendre les incidents quotidiens de voisinage ?

J'ai eu une discussion instructive avec des habitants du 18^e sur un incident s'étant produit entre un boucher et des vendeuses à la sauvette. Il y avait plusieurs lectures possibles de l'incident entre ce monsieur d'origine algérienne et ces femmes africaines qui vendent du maïs dans la rue, «encombrent» le trottoir et la rue piétonne devant les étals des commerçants, et sont régulièrement pourchassées et arrêtées par les flics :

- un conflit entre un commerçant établi et des vendeuses «dépourvues d'autorisation de colportage»,
- un incident d'ordre «racial» ou «ethnique»,
- un conflit d'ordre «national»,
- un incident entre deux personnes ayant un très sale caractère...

Les personnes qui connaissent ce boucher depuis des années m'ont apparemment donné la «bonne» réponse (la quatrième) mais il est évident que ce type d'incident, surtout quand ils se répètent, peuvent donner lieu à des interprétations très différentes.

Religions, racisme et «haine de l'autre»

Certains prétendent que le racisme se réduirait à la «haine de l'Autre», et, emportés par cette explication à dimension psychologisante, vont jusqu'à affirmer que la Bible serait le premier «document raciste⁷⁰». D'autres affirment que le Coran serait un document qui prône la haine et le mépris des chrétiens et des juifs (donc de l'Autre – sous-entendu le monde occidental, voire tous ceux qui ne sont pas musulmans), et que cela expliquerait une grande partie des problèmes géopolitiques actuels, le terrorisme, le conflit israélo-palestinien, les interventions occidentales en Irak et en Afghanistan, les difficultés d'«intégration» des «immigrés» en Europe, et j'en passe.

Il ne faut pas nier l'existence des conflits religieux ou des haines religieuses. Y compris en France, pays du massacre de la Saint-Barthélemy et des persécutions contre les protestants au XV^e et XVI^e siècles. Mais il ne faut pas confondre le racisme (au sens d'une idéologie fondée sur une conception pseudo-scientifique des races et débouchant sur l'organisation de groupes ou de partis politiques pour lesquels cette vision est essen-

⁷⁰ Castoriadis a en effet le toupet d'écrire, en 1984, en plein débat sur le négationnisme et la même année que la naissance de SOS Racisme : *«La simple honnêteté oblige de dire que l'Ancien Testament est le premier document raciste écrit que l'on possède dans l'histoire. Le racisme hébreu est le premier dont nous ayons des traces écrites - ce qui ne signifie certes pas qu'il soit le premier absolument.»* Après ces absurdités anhistoriques (depuis quand l'Ancien Testament est-il une source historique fiable?), Castoriadis ne peut que nous servir la thèse du racisme présenté comme une haine «presque universelle» de l'Autre, tarte à la crème de certains «psy» et des intellectuels antiracistes démocruches et qui n'explique rien du tout. *«L'idée qui me semble centrale est que le racisme participe de quelque chose de beaucoup plus universel que l'on ne veut bien l'admettre d'habitude. Le racisme est un rejeton, ou un avatar, particulièrement aigu et exacerbé, je serais même tenté de dire : une spécification monstrueuse, d'un trait empiriquement presque universel des sociétés humaines. Il s'agit de l'apparente incapacité de se constituer comme soi sans exclure l'autre - et l'apparente incapacité d'exclure l'autre sans le dévaloriser et, finalement, le haïr.»* Mais que les lecteurs occidentaux se rassurent, car ils ont le privilège d'être «uniques». Quant aux non-Occidentaux (c'est-à-dire l'essentiel de l'humanité!), ils n'ont pas de chance : *«Nous prétendons à la fois que nous sommes une culture parmi d'autres, et que cette culture est unique en tant qu'elle reconnaît l'altérité des autres (ce qui ne s'était jamais fait auparavant, et ce que les autres cultures ne lui rendent pas).»* Pas étonnant que le collectif Lieux communs republie cet article intitulé «Réflexions sur le racisme», publié dans la revue *Connexions*, n° 48, en 1987, puis dans *Les carrefours du Labyrinthe III – Le monde morcelé*, 1990, aux Editions du Seuil, puisque ce texte justifie leurs considérations pseudo-anthropologiques sur les Juifs racistes (parce que membres du «Peuple Elu», Castoriadis écrit la même ânerie dans son texte !) et les Arabes incapables d'atteindre et de comprendre la démocratie.

tielle) avec les rivalités inter-religieuses, aussi violentes fussent-elles. Pourquoi ne peut-on assimiler le racisme à la haine religieuse, ou dans un registre mineur au mépris ou à la discrimination vis-à-vis de pratiquants d'une autre religion ?

Parce que les opprimés, fidèles d'une religion minoritaire ou persécutée, peuvent toujours se convertir à la religion majoritaire ou devenue dominante suite à une guerre de conquête. Et l'élite des oppresseurs peut elle aussi se convertir, comme cela s'est passé avec les conquêtes arabes. Les classes dominantes et dominées ont le choix (certes opéré sous la pression, et accompagné de violences qui n'ont rien de symbolique) entre la conversion et la non-conversion. Elles ont aussi des sous-choix à leur disposition: entrer dans la clandestinité comme les chrétiens sous l'Empire romain ou dans certains pays «musulmans» ; faire semblant de se convertir comme les juifs marranes ; accepter des discriminations comme celles du statut de dhimmi dans les pays «musulmans», etc.

Le racisme, lui, ne laisse aucune possibilité de «rédemption» ou de choix (fut-il forcé) à ses victimes. Celles-ci doivent intérioriser leur prétendue infériorité physique, mentale, culturelle, etc. Un «Noir» ne peut pas devenir «Blanc»⁷¹, un «Arabe» ou un «Asiatique» ne peut pas devenir un «Gaulois», etc.

Au cours de l'histoire, les Églises constituées ont bien sûr mené ou justifié théologiquement de nombreuses guerres et conquêtes meurtrières (donc au niveau de ceux qui étaient torturés, mutilés ou assassinés, cela ne changeait pas grand-chose d'être victimes du racisme occidental, d'une religion étrangère, ou d'une armée impérialiste !) mais ce n'est pas le fonctionnement quotidien des religions.

Pour prendre l'exemple de la conquête des Amériques, celle-ci s'est faite au nom de la conversion pas de l'extermination... Dans la réalité évidemment cela était plus compliqué, mais il n'y avait pas de volonté exterminatrice théorisée (du moins une fois conclu le débat sur l'humanité des Indiens...), plutôt un long chemin de croix vers la rédemption des «indigènes», que les Églises chrétiennes continuent d'ailleurs (hélas !) à mener en Afrique et en Amérique latine en intégrant désormais des «autochtones» au sein de leurs hiérarchies et en appuyant différentes tendances politiques.

De plus, on trouve au sein de toutes les religions, parmi d'autres conceptions célébrant ouvertement le respect des pouvoirs établis, une certaine conception de l'égalité entre les hommes. Les hommes de sexe masculin, pas tous les êtres humains, ce qui fait que les religions sont plutôt miso-

⁷¹ Même si les Indigènes de la République parlent de «*bounties*» – pour désigner les «Noirs» qui se comportent comme des «Oncle Tom» en France – et distribuent des diplômes d'«indigénitude» aux gentils «Gaulois» qui acceptent leur thèse réactionnaire de la lutte des «races».

gynes ; leurs textes «sacrés» rabaisent la moitié de l'humanité à un statut inférieur, mais leur interprétation a évolué à la fin du XX^e siècle, ce qui n'est pas le cas des théories raciales pseudo-scientifiques ou même des théories culturalistes adoptées par l'extrême droite actuelle qui essaie de se détacher de ses anciens modèles nazis ou fascistes. A partir d'une pratique religieuse, ou d'une idéologie religieuse, il est plus facile d'aller vers un certain égalitarisme (ce n'est pas un hasard si les marxistes et même les situationnistes se sont intéressés aux hérésies religieuses, au risque, d'ailleurs, d'en exagérer la portée ; ou si les staliniens et les gauchistes se sont intéressés aux tendances chrétiennes de gauche), qu'à partir d'une théorie raciale et raciste.

Il n'existe pas d'exemple de mouvement politique raciste qui ait débouché sur un mouvement social égalitaire ou égalitariste. Par contre, au sein des religions, il y a toujours eu des tendances égalitaires ou égalitaristes qui débouchaient sur des pratiques contestataires, plus ou moins radicales. La plus récente étant les communautés ecclésiales de base au Brésil qui ont joué un rôle important sous la dictature dans la renaissance du mouvement ouvrier. Cela n'a pas empêché les partisans de la théologie de la libération, le Parti des travailleurs et le président chrétien Lula de gérer l'État et l'économie comme n'importe quel exploiteur – croyant ou pas.

Les théories xénophobes ou racistes ne donnent aucun choix à celui qui est désigné comme «étranger», «de couleur», etc. «L'essentialisation» (la réduction d'une personne à une «essence» biologiquement, socialement, intellectuellement et/ou culturellement inférieure à soi) est un des fondements du racisme et de la xénophobie, mais beaucoup moins des idéologies religieuses qui ont une vocation inclusive (y compris par la force...) et non exclusive.

Dans la pratique, bien sûr, les situations sont toujours plus compliquées que le tableau idyllique des tendances égalitaires des religions qui vient d'être brossé: les hommes se massacrent «au nom» d'idées religieuses, mais ils servent d'autres intérêts (consciemment ou pas) que ceux de leur «Eglise»: ceux d'un clan, d'une tribu, d'un État, d'une classe dominante, d'un Empire. Leurs idées religieuses se mélangent alors avec des préjugés racistes, nationalistes ou xénophobes (cf. les luttes dites tribales en Afrique où des éleveurs chrétiens de l'ethnie X s'affrontent avec des paysans musulmans de l'ethnie Y) et on ne peut, si l'on est de bonne foi, incriminer UNIQUEMENT les religions, même si de nombreux croyants ou leurs Églises jouent un rôle non négligeable dans les guerres et les massacres. Un conflit comme celui entre les catholiques et les protestants d'Irlande du Nord, par exemple, est beaucoup plus un conflit national et social qu'un conflit religieux, même si les acteurs se sont servis de la religion pour l'instrumentaliser.

Ce qui a caractérisé l'humanité au moins jusqu'au XVIII^e siècle c'était la confusion entre religions et vie de la cité, religions et vie quotidienne, puis entre Églises constituées et États ou Empires. Mais du moins dans les

pays européens, cette confusion tend à s'estomper depuis deux siècles, même si nous ne sommes jamais à l'abri de retours en arrière. C'est une des difficultés avec l'islam politique au sens large (qui continue à confondre délibérément politique et religion) mais il s'agit peut-être d'un des derniers sursauts d'un adversaire moribond (mais sacrément coriace !) car la laïcisation, ou la sécularisation, du monde va se poursuivre, y compris au Proche et au Moyen-Orient (cf. à ce propos le livre plutôt optimiste de Youssef Courbage et Emmanuel Todd, *Le rendez-vous des civilisations*).

Il est évident que la religion n'est pas la principale source d'«amour» de l'humanité (comme le prétendent les religieux et le pensent les croyants) ; cependant elle n'est pas non plus la principale source d'explication des guerres et du racisme ou de la (mal nommée) «haine de l'Autre».

Les religions sont des idéologies qui servent presque toujours les pouvoirs établis, c'est leur fonction sociale la plus pérenne sur le plan historique, mais, en même temps, elles abritent toujours des courants contestataires, plus ou moins importants, qui, au nom justement de «l'amour» de l'humanité, prétendent canaliser la «haine» des exploités contre les exploités pour arriver à une société plus harmonieuse, fondée sur de sages compromis censés limiter la violence et les conflits sociaux. En bref, des idéologies qui prônent la collaboration entre les classes et non la lutte de classe.

La critique antireligieuse ne peut se résumer à l'anticléricalisme, du moins si elle souhaite défendre une authentique conception matérialiste scientifique, et pas simplement quelques blagues ou blasphèmes provocateurs. Elle doit donc toujours tenir compte de cette complexité et ne pas réduire le racisme à la «haine de l'autre», ni les religions au racisme.

Y.C.

Janvier 2011

Race, peuple, culture, civilisation, racisme, discriminations: quelques définitions provisoires

Ce texte a été écrit en février 2012 pour engager une discussion avec les camarades du GARAP. Ce n'est qu'une ébauche qui demanderait à être considérablement améliorée et discutée. Il nous a semblé utile de le reproduire ici puisque les définitions proposées ont un rapport avec le «débat» suscité par «Bye, bye Castoriadis».

Race : au départ, synonyme de peuple, sans caractère biologique affirmé. Au XVIII^e et surtout au XIX^e siècle ce terme prend peu à peu un sens biologique, donc supposé scientifique et incontestable. Depuis la Seconde Guerre mondiale et l'usage de ce terme par les nazis, un consensus international s'est dessiné pour dénier toute valeur scientifique à ce terme. Du moins dans les grandes institutions internationales et chez les intellectuels humanistes, libéraux, démocrates, etc. De fait, l'enseignement de la théorie des races a continué (par exemple en France au moins jusqu'en 1968) et continue en Amérique latine. Peut-être sur d'autres continents, je l'ignore. En Amérique du Nord, le terme de race, s'il n'a plus de validité scientifique officielle, continue à être utilisé dans le vocabulaire juridique et politique : sur les passeports, dans les demandes de bourses, dans les formulaires d'emploi, dans les statistiques de toutes les administrations et entreprises. Il y a même une nomenclature de 8 races principales entre lesquelles on peut choisir, et on peut même en choisir deux à la fois si on le désire. Et dans tous les débats intellectuels ou politiques, quelles que soient les tendances, de l'extrême gauche à l'extrême droite on utilise le terme de race.

De plus, l'immense majorité des individus sur cette planète continue à utiliser dans leurs conversations courantes des termes se référant à une notion plus ou moins vague de la race : «les Blancs, les Noirs, les toubabs, les Juifs, les Arabes», etc., sont des expressions très communes. Très peu de personnes font abstraction de la couleur de la peau ou des caractéristiques physiques associées, à tort ou à raison, aux « races ». Et ceux qui prétendent (toujours des « Blancs ») en faire abstraction sont parfois d'une rare mauvaise foi...

Enfin, en Occident, les minorités ont elles-mêmes repris à leur compte le vocabulaire racial, par exemple les Noirs américains, qui s'appellent désormais Afro-Américains, dans la continuité du nationalisme noir de Marcus Garvey, de la Nation de l'islam, de Malcom X. Ces nationalistes

noirs ont toujours tenu et tiennent encore à avoir bien sûr les mêmes droits que les «Blancs» mais surtout à avoir leurs propres entreprises, églises, écoles, universités, etc. Ils ont un point de vue profondément pessimiste sur les «Blancs» et les possibilités d'une égalité réelle avec eux ; de plus ils considèrent le métissage comme une tentative de destruction de leur culture par les «Blancs», voire un vestige du droit de cuissage des propriétaires d'esclaves.

Dans l'intelligentsia occidentale inspirée par les théories du postcolonialisme anglosaxon, ce terme de race a connu une nouvelle vogue. Très grossièrement résumée, l'idée du postcolonialisme est que les Hommes occidentaux blancs ont opprimé, exploité, pillé le reste de la planète depuis l'Antiquité grecque au moins et qu'il faudrait donc « déconstruire» (décortiquer, critiquer, démolir) les « récits» des Mâles Blancs Occidentaux sur l'histoire de l'Occident. Cette vision critique de l'Occident a des aspects partiellement progressistes, vu l'incapacité de la gauche et de l'extrême gauche occidentales à mobiliser les prolétaires occidentaux en solidarité avec les luttes des prolétaires du Sud. Mais elle aboutit aussi à dissimuler la nature réactionnaire, voire à soutenir ouvertement toutes sortes de mouvements ou de régimes réactionnaires du Sud, au nom de l'anti-impérialisme ou de l'anticolonialisme.

Jusqu'à maintenant, les théories dites postcoloniales ne sont pas un outil pour que les prolétaires des ex-colonies qui vivent dans les grandes métropoles impérialistes s'organisent entre eux, sur des bases de classe. Si elles servaient à organiser les prolétaires, elles auraient au moins cet intérêt.

Mais elles ne sont pour le moment qu'un outil destiné à favoriser l'ascension sociale et la lutte pour conquérir un espace plus large, dans les sphères politique, culturelle ou universitaire : un espace que veulent conquérir de petites élites (généralement des Bac +3 ou 4 au minimum) qui souhaitent briser le plafond de verre que les sociétés occidentales leur opposent.

Que ce soit la petite ou la moyenne bourgeoisie afro-américaines, la petite bourgeoisie française ou la petite bourgeoisie antillaise ou d'origine africaine en France ou en Grande-Bretagne, partout on voit se créer des lobbies (revues, associations, magazines, radios communautaires) qui vantent la fierté « noire», « arabe» ou « musulmane» (ce terme étant pris au sens de culturel et non de strictement religieux et permettant de brandir l'épouvantail de l'islamophobie).

Mais jusqu'à maintenant aucun de ces mouvements ou groupes de pression identitaires ne tente d'organiser les prolétaires ou les sous-prolétaires (la Nation de l'islam des années 60/70 étant une exception, puisque c'est en recrutant chez les petits délinquants dans les prisons ou dans les quartiers pauvres qu'elle était passée de quelques milliers à quelques dizaines de milliers de membres ; depuis, elle continue ses activités en direction des prisons mais est devenue elle aussi un mouvement de la petite bour-

geoisie afro-américaine comme ces concurrentes beaucoup plus modérées de la NAACP ou de l'Urban League).

Le plus souvent au cours des 15 dernières années, en Occident, les mouvements qui se sont constitués (cf. en France, le CRAN, Indigènes de la République, Africagora – cette organisation qui prétend organiser les « décideurs, les cadres et les entrepreneurs des diasporas africaines et caribéennes » pour « renforcer l'unité nationale » !) sont des mouvements totalement légalistes, qui mêlent un langage identitaire citoyen à une dénonciation plus ou moins virulente du colonialisme passé – ils ne sont pas très bavards en France sur les interventions de l'armée française en Afrique, en Afghanistan ou en Irak, beaucoup plus discrets sur les massacres commis par l'armée israélienne en Palestine.

Pour ces courants intellectuels ou ces mouvements-lobbies identitaires, la race serait un terme purement sociologique (et non biologique) qui permettrait de nommer plus efficacement les mécanismes racistes et de désigner ceux qui en profitent : les « non-Blancs », toutes classes confondues (en clair, les ouvriers « blancs » profitent de l'exploitation et de l'oppression des travailleurs et ouvriers « non blancs »). C'est ce dernier aspect (l'idée que tous les « Blancs » ont les mêmes intérêts) qui fait douter de la capacité et de la volonté de ces mouvements identitaires, aussi radicaux soient-ils, de renverser l'ordre social capitaliste.

Ces courants sont partisans de l'introduction de statistiques ethniques... tout comme l'UMP d'ailleurs (la proposition de loi qui souhaitait introduire les contrôles ADN voulait aussi instaurer des statistiques ethniques).

Racisme :

Selon Albert Memmi : « *Valorisation de différences réelles ou imaginaires au profit de l'accusateur et au détriment de sa victime afin de justifier ses privilèges ou son agression* » ; idée « *selon laquelle les groupes humains sont caractérisés par des traits physiques spécifiques et des traits moraux particuliers qui les distinguent radicalement entre eux et qui sont transmis les uns et les autres par voie d'hérédité somatique* » ; « *croyance qu'il existe entre les groupes humains ainsi définis une hiérarchie de valeurs : certains seraient supérieurs ou inférieurs aux autres* ».

Il ne faut pas confondre racisme et discriminations.

On peut distinguer trois formes de manifestation du racisme :

- **l'idéologie raciste** : les théories, doctrines, visions du monde élaborées par des intellectuels et des partis politiques d'extrême droite, fascistes ou fascistes ;

- **les préjugés racistes** : les croyances, opinions, stéréotypes, qui peuvent être colportés non seulement par des militants d'organisations racistes mais par de « braves gens » qui ne se considèrent pas du tout racistes ;

- **les pratiques racistes** : les discriminations, la ségrégation, les violences, qui sont rarement « inconscientes ».

Il peut y avoir des discriminations racistes sans que les individus ou les institutions qui les pratiquent expriment des théories ou des préjugés racistes.

La tradition antiraciste de gauche a toujours défendu, à propos du racisme comme de l'influence des préjugés religieux, l'idée que le développement économique capitaliste, la destruction des structures féodales ou précapitalistes, la croissance numérique du prolétariat voire du salariat, l'extension de l'instruction obligatoire, aboutiraient à faire reculer voire disparaître les préjugés raciaux, donc le racisme.

Pour la gauche et l'extrême gauche, le racisme était donc, tout comme la religion, un vestige du passé précapitaliste. Ou alors une simple arme de division entre les prolétaires (cf. par exemple comment était organisé le travail à la chaîne dans l'industrie automobile).

Il n'y a qu'aux Etats-Unis, à ma connaissance, qu'un petit nombre de marxistes ont compris que le racisme était parfaitement cohérent avec le capitalisme (c'était d'autant plus évident pour eux qu'il n'y avait pas eu d'étape féodale aux Etats-Unis).

Cela dit, les mouvements de gauche et d'extrême gauche américains, en particulier les trotskystes, ont eu beaucoup de mal à s'implanter dans la classe ouvrière noire ou dans le sous-prolétariat afro-américain. À l'exception de CLR James dès les années 30, ils ont eu du mal à s'intéresser aux revendications du nationalisme noir sous toutes ses formes, et quand, dans les années 60, celui-ci s'est emparé de secteurs importants plusieurs organisations noires modérées (CORE, SNCC) et qu'il a pris un nouvel essor avec la Nation de l'Islam et Malcom X, elles n'ont su qu'avoir une attitude suiviste et acritique à leur égard.

Ces organisations n'ont pas su non plus tisser des liens avec La Ligue des ouvriers révolutionnaires noirs formée dans les usines de l'automobile de Detroit. Organisation totalement ignorée par tous ceux qui se gargarisent des écrits de Fanon et Malcom X dans les milieux gauchistes français.

Racisme institutionnel : l'un des premiers à en avoir exposé l'idée, c'est Stockely Carmichael, dirigeant à l'époque du SNCC, en voie de radicalisation. Ce terme a été ensuite totalement accepté dans le monde universitaire et politique anglosaxon, et se situe par exemple au centre de rapports détaillés sur le racisme dans la police britannique. Seule la France républicaine, universaliste, et «aveugle aux couleurs» (*colour blind*) ignore totalement ce concept. Et l'extrême gauche française, aussi, puisqu'elle réduit le racisme à un préjugé diffusé ou partagé par des gens ignorants, ou à une idéologie propagée par des groupes fascistes, ou à une simple tactique patronale pour diviser les travailleurs. La gauche et l'extrême gauche ne peuvent ni imaginer ni comprendre que le racisme peut se propager dans leurs propres organisations syndicales et politiques sans l'intervention ou l'infiltration de militants du FN.

Peuple : terme fourre-tout, qui a toujours été utilisé pour diffuser une version interclassiste (d'alliance entre les classes) dans les luttes sociales ou nationales. On peut admettre, par commodité de langage, qu'il s'agit de l'ensemble des habitants d'un pays, d'une région, d'un Etat, mais cela ne nous avance guère. Derrière la notion de peuple, se cachent toujours d'autres notions plus dangereuses comme celles d'identité, de culture ou de civilisation.

Les marxistes ont eu souvent recours au terme de peuple, synonyme pour eux de l'ensemble des exploités, ou d'une alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie. Les traductions politiques de ce concept « le Front populaire », « l'unité populaire », la « lutte du peuple », la « Résistance du peuple » ont le plus souvent abouti à des catastrophes politiques. À embrigader les prolétaires sous la bannière de la fraction dite progressiste de la bourgeoisie nationale, ou d'un appareil d'Etat en gestation (mouvements de libération nationale). À empêcher tout approfondissement d'un processus révolutionnaire, tout passage d'une lutte dite de libération nationale à une lutte de libération sociale.

Civilisation ou Culture (dans le monde anglosaxon on préfère le terme de culture à celui de civilisation)

Découpage arbitraire de l'humanité en groupes « culturels » ou en sociétés le plus souvent figés. S'il s'agit de décrire « la vie matérielle, intellectuelle, morale, politique et sociale » d'un peuple ou de plusieurs peuples déterminés, pas de problème. S'il s'agit d'établir une hiérarchie entre les cultures ou les civilisations, on voit bien que ces constructions intellectuelles (que ce soient les cultures ou les civilisations) visent à établir la supériorité de la civilisation occidentale, voire à justifier la colonisation et l'esclavage, les guerres (coloniales ou pas), hier, les interventions militaires dites humanitaires aujourd'hui.

Dans les médias, et chez beaucoup de gens, la culture est aujourd'hui « biologisée » de façon plus ou moins clandestine ou inconsciente. On qualifie une culture, puis on la rapporte à la race (inférieure) implicitement désignée.

Culture : « la » culture n'existe pas, il existe des cultures, elles-mêmes hétérogènes. Le problème de fond avec « la » culture c'est que *« en tant qu'ensemble de traditions, voire de normes, [elle] échappe généralement à toute forme de rationalité, de jugement, et donc de justice. Son acceptation par les individus et les populations repose sur le conditionnement, puisque sa transmission lui fait également acquérir une proximité affective qui la rend légitime à leurs yeux sans aucune forme de critique »* (Karrim Landais).

La notion même de culture me semble suspecte dès lors que l'on veut enfermer les individus dans un comportement collectif précis, immuable, dont il leur serait impossible de se détacher. De la nourriture aux façons

d'interagir en société, en passant les formes d'expression artistique, les usages vestimentaires, les relations entre les sexes, la conception de la mort, de la nature, de la place de l'homme dans l'univers, la plupart des individus (en tout cas la moitié de l'humanité qui vit dans les villes) portent plusieurs cultures en eux, qu'ils en soient conscients ou même qu'ils le rejettent. Aujourd'hui, le mot culture en est revenu à remplacer le mot «race», au sens scientifique du XIX^e siècle: un facteur quasi génétique absolument déterminant de la pensée, du comportement, des individus et des groupes appartenant à une communauté, à un peuple ou à une nation donnés.

Les spécialistes des sciences sociales peuvent découper l'humanité en autant de «cultures» locales, sociales, politiques, ethniques, nationales qu'ils veulent. Cela nous est utile, d'un point de vue militant, si leur démarche aide à mieux comprendre les particularités de tel ou tel groupe étudié, et surtout à mener une lutte commune plus efficace des exploités de différentes origines, mais cela n'est vrai qu'à condition que les résultats de ces recherches ne soient pas utilisés, manipulés, dévoyés par des partis nationalistes.

Libération nationale : Les mouvements de libération nationale dans les pays du tiers monde ne peuvent être mis sur le même plan que les mouvements d'extrême droite dans les pays occidentaux. Ils ont contribué à liquider une forme de domination (la domination directe des grandes puissances européennes), même s'ils l'ont remplacée par une autre forme de domination, autochtone, celle-là, ou par une nouvelle forme de domination indirecte du Capital. En France, en tant qu'individus habitant sur le sol d'une puissance néocoloniale, nous ne pouvons être neutres. Nous devons soutenir le droit à l'indépendance des peuples dominés par les bourgeoisies et les Etats occidentaux, même si nous sommes en désaccord total avec les mouvements politiques qui les dirigent.

Quant aux mouvements indépendantistes minoritaires au sein des grands pays capitalistes, il s'agit encore d'une autre question. Ils essaient de comparer leur situation avec celle des pays de l'ex-tiers monde ou du Sud, mais elle n'a rien à voir sur le plan matériel et social. Qu'il existe des disparités régionales au sein des Etats les plus riches de l'Union européenne est une évidence. Par contre, on voit mal comment la multiplication d'Etats nationaux ou de régions indépendantes en Europe permettrait d'augmenter les droits démocratiques et sociaux des exploités. Il faudrait déjà réhabiliter la question de l'élargissement permanent des droits démocratiques et sociaux face à ces différents mouvements nationalistes, et montrer en quoi ces mouvements y sont concrètement opposés.

Discriminations

Les spécialistes des sciences sociales distinguent 3 formes de discriminations:

- les **discrimination directes** : ce sont les plus faciles à repérer et dénoncer puisqu'elles reposent sur des actes concrets, où un groupe interdit un certain nombre de choses à un autre (les Etats-Unis jusqu'aux années 60 en offraient un exemple très cru avec l'interdiction des relations sexuelles entre Noirs et Blancs, les w.c. séparés, les équipes sportives séparées, les restaurants séparés, les écoles séparées, etc.). Généralement les discriminations directes sont le fait d'individus, de groupes, d'Etats consciemment racistes. Elles se fondent sur toutes sortes de critères : le nom, le prénom, les phénotypes (couleur de peau, traits du visage, composition des cheveux), la religion, les coutumes, les comportements, etc.

- les **discriminations indirectes** : ces discriminations sont réelles mais ne sont pas le fruit d'une idéologie raciste consciemment affirmée par ceux qui les pratiquent. Ex. : le fait que sur les chaînes des usines, dans le bâtiment ou les cuisines des restaurants on trouve surtout des prolétaires étrangers n'est pas forcément le résultat d'une volonté raciste, même si le résultat final (la discrimination) semble le même.

- les **discriminations systémiques** (ou le racisme institutionnel) : elles reproduisent des inégalités sociales ou raciales ou sexuelles qui existe en dehors de l'institution, que ce soit un parti, un syndicat, une association. Elles ne sont pas le plus souvent le fait d'individus racistes ou sexistes, mais accordent, au sein de l'institution concernée, une place subalterne à celles et ceux qui en sont déjà victimes dans la société. Une femme tapera le compte rendu d'une réunion ou servira les boissons aux autres militants masculins, ou fera la vaisselle ; un militant d'origine africaine se verra affecter le boulot de nettoyer le local ou les chiottes, ou sera sollicité pour décharger un camion, etc. Les difficultés d'accès au logement, à l'emploi, à la formation pour les jeunes issus de l'immigration offrent de nombreux exemples de ces discriminations systémiques.

Y.C., février 2012

Le «Crépuscule de l’Affabulation», ou Quand Guy Fargette étale son ressentiment

«*Ladran, Sancho, señal que cabalgamos.*»

(«Laisse-les aboyer, Sancho, cela veut dire que nous progressons.»)

Ressentiment : Souvenir d’une injure. *Syn.* Souvenir, mémoire, ressouvenir. Dépit, colère, douleur, désir de vengeance.

Guy Fargette, dont la revue *Ni patrie ni frontières* a, à ses débuts, publié plusieurs textes (reproduits dans notre compilation n° 6 en 2010 tout en indiquant nos désaccords), a consacré presque la totalité de son dernier «*Crépuscule du XX^e siècle*» à de basses attaques personnelles et des accusations absurdes contre des positions (totalement imaginaires) que je défendrais.

Officiellement, sa grosse colère aurait été déclenchée par mes critiques adressées au Collectif Lieux Communs et à Castoriadis sur la question de l’islam (cf. «Bye bye Castoriadis») en mars 2010.

En fait, à cette occasion, il semble plutôt agir en mercenaire fielleux du Collectif précité qui a mis un an à écrire sa propre réponse, et encore en répondant à côté et de façon ultra partielle. En effet, ce groupuscule tient sous le boisseau, depuis désormais un an, une interview de plusieurs heures que j’ai réalisée, entretien que ces distingués «castoriadiens» n’osent pas publier, pas plus que leurs réponses aux questions (un peu agressives que je leur adressai, tant j’étais choqué par leurs propos racialisants ou racistes, comme on voudra.

Ces propos convergeaient, et ce n’est pas un hasard, avec certaines positions prises par Guy Fargette à propos du prétendu «racisme anti-Blancs» (invention commune à l’extrême droite et à une partie de l’intelligentsia de gauche), de l’islam politique, de l’islam et des émeutes de 2005. Autre obscure dimension de cette polémique : des griefs personnels et un ressentiment dissimulés qui ont mariné en secret pendant 9 ans, et que Guy exprime tout à coup en 2011, dans une série d’articles de son *Crépuscule du Ressentiment*.

Sur le fonds politique de cette «discussion» (si on élimine la boue de toutes les attaques personnelles, on peut dénicher non pas quelques perles mais certaines ébauches de raisonnements – contestables, certes, mais qui pourraient avoir un intérêt s'ils avaient été exposés avec le sérieux et la méthode que prône l'auteur), j'incite vivement les lectrices et lecteurs à vérifier l'exactitude des affirmations fantaisistes du *Crépuscule de la Désinformation*.

L'étendue des sujets fauchés par la Grosse Bertha fargettienne est considérable. Sur la plupart des points, les articles publiés par la revue Ni patrie ni frontières suffisent à démolir ces constructions fantasmagoriques, comme l'indiquent les dizaines d'articles écrits par mes soins, traduits de l'anglais ou republiés d'autres médias sur l'islam, l'islamisme, l'islamogauchisme, la xénophobie de gauche, l'évolution de l'extrême droite, la définition du (post)stalinisme aujourd'hui, le multiculturalisme, les Indigènes de la République, Tariq Ramadan, etc. Pas UN SEUL de ces textes n'est cité par dans le réquisitoire de Guy Fargette.

C'est son droit le plus strict de ne pas lire une ligne de la revue Ni patrie ni frontières, mais il n'est donc pas étonnant qu'aucune de ces accusations ne soit fondée... Son texte n'est qu'une longue incantation monotone et répétitive, durant laquelle l'auteur psalmodie des termes comme «stalino-gauchiste» ou «bolchevik». Cela rappelle le mantra «Aum» dont se servent les pratiquants du yoga afin que leur pensée traverse «les ténèbres de l'ignorance pour atteindre la lumière». Sauf que, malheureusement, le lecteur de son *Crépuscule du Mensonge* reste dans l'obscurité la plus totale !

En ce qui concerne les attaques personnelles qui émaillent ces articles, je ne répondrai pas sur le même plan que Guy Fargette. Je ferai cependant remarquer que lorsque l'un de mes «amis» se permet de diffuser (tout en les déformant) des confidences et des détails relatifs à ma vie privée (estimation de mes revenus, analyse psychologique, position sociale et situation matrimoniale de mes parents, appartenance «ethnique» de ma famille, etc.), il serait normal, en toute équité, qu'il fournisse des informations équivalentes sur sa propre situation et celle de ses amis politiques de Lieux Communs, puisqu'il considère ces données aussi importantes dans une discussion «théorique». Néanmoins, je suis prêt à parier qu'il n'aura jamais le courage d'exposer les mêmes éléments concernant sa vie privée et celle de ses comparses, tant chacun sait qu'un délateur doit se montrer prudent, pour éviter les retours de bâton.

Le terrain des grossières attaques personnelles est celui-là même que prétend dénoncer Guy Fargette mais qu'il laboure frénétiquement dans ce texte, allant jusqu'à se livrer à de la «psychanalyse sauvage» matinée de propos douteux sur mes origines «ethniques». C'est ainsi que Guy Fargette nous promet de retentissantes révélations sur mon insignifiante personne : «Le Crépuscule, tout en se trouvant extérieur à cette polémique trouble, est en mesure d'apporter un éclairage sur ses tenants et ses aboutissants»; «Schématiquement, et sans prétendre à l'exhaustivité de son

*parcours qui peut paraître aujourd'hui curieux, mais qui ne l'était pas dans les années 1960, Y. C. fut d'abord fut membre...», «Y. Coleman, né d'un homme afro-américain qui ne l'a pas élevé et d'une femme européenne (qui a fait sa vie en France, avec un statut social qui n'avait rien de "deshérité"), se trouve visiblement dans une espèce de vide identitaire», etc. Ce genre de prose aurait plutôt sa place dans les sites-poubelles d'Internet que dans un bulletin de «critique radicale» comme prétend l'être le *Crépuscule de la Calomnie*. Et c'est le même auteur qui dénonce, sans complexes ni scrupules, le «sectarisme», les méthodes de discussion malhonnêtes, les falsifications, les amalgames des «stalinogauchistes».*

C'est sans doute son passage chez les situationnistes et ses longues années de polémiques stériles contre eux qui lui ont inculqué ces très édifiantes méthodes de «discussion» fraternelle...

Je tiens néanmoins à conseiller gentiment aux Renseignements généraux (ou plus exactement à leurs successeurs de la DCRI) de ne pas se fier aux informations biographiques diffusées par Guy Fargette à mon sujet:

– je n'ai jamais été membre de l'Hashomer Hatzair (groupe sioniste de gauche qui a aujourd'hui pratiquement disparu, du moins en France), pour la bonne raison que, pour en être membre, il faut être juif – ce que je ne suis pas. J'en profite pour préciser aussi (on ne sait jamais...) que je n'ai jamais non plus été membre des Scouts israélites de France ni de l'Union des étudiants juifs de France, même si on a pu m'apercevoir en leur compagnie dans les années 60 à quelques projections de documentaires ou conférences sur le judéocide. Pas plus que je n'ai été membre du PSU, de l'UJCml, du Parti communiste international, de l'Organisation communiste internationale, de la Ligue communiste, de Socialisme international, même si des indicateurs ont pu signaler ma présence à des réunions de ces groupes (et j'en oublie sans doute, mais autant éclaircir les choses pour les dossiers du sieur Guy Fargette, cela lui évitera d'écrire sans le vouloir des contre-vérités ou de les fabriquer sciemment) ;

– par contre, j'ai été membre du MRAP et des comités Vietnam de base, dans les années 1965-1968 ; et bien sûr de Voix ouvrière (1967-1974) et de Combat communiste (1975-1980) ;

– je n'ai jamais été un «établi» pour la bonne raison que j'ai commencé à travailler dès l'âge de 19 ans tout en faisant mes études. Mon choix d'entrer à Air France (à mi-temps au départ) fut motivé par des considérations purement alimentaires et non de stratégie au service d'une organisation quelconque, comme le prétend Guy Fargette. Ce choix n'a jamais été non plus celui des groupes auxquels j'ai appartenu. L'«établissement» (prôné surtout par les maoïstes, mais aussi par les trotskystes de la Ligue, très peu à Lutte ouvrière) se pratiquait, pour l'essentiel, dans les usines et non dans les petites concentrations d'employés (400 à l'aéroport d'Orly, pour Air France, selon mes souvenirs), ou alors dans de grosses entreprises du tertiaire, comme les sièges des banques ou des assurances ;

– je n’ai jamais été ni membre de la CFDT ni «proche de la CFDT». J’ai été membre du syndicat CGT des correcteurs pendant quelques années (environ 1969/1972), puis membre de la CGT et délégué du personnel CGT Air France pendant 2 ans à l’aéroport d’Orly (1979/1981) ;

– je suis prêt à mettre à la disposition de Guy Fargette mes déclarations de revenus, mes bulletins de salaire et le montant de mon patrimoine immobilier (que les lecteurs se rassurent, je ne suis pas le petit-fils caché de Liliane Bettencourt !) ; et même, pourquoi pas, selon la logique de ce grand universaliste castoradien, un test pour mesurer ma proportion de gènes «afro-américains» (puisque apparemment cela entre dans ses critères d’appréciation politique et ceux de ses amis de Lieux Communs) ; ou un test de QI en matière de «culture gréco-occidentale» pour savoir si je suis «assimilable» dans la société française⁷².

– je ne suis ni «marxiste», ni «postmarxiste», ni «post-colonial», ni «productiviste», ni «partisan du nucléaire», ni «bien pensant» (un vocable que chérissent les Identitaires et Radio Courtoisie), ni «stalinogauchiste». Ou alors il faudrait le prouver avec de solides citations, ce dont Guy Fargette est incapable (s’il avait mieux exploité ses «dossiers» et fouillé son ordinateur, il aurait retrouvé une «lettre à un ex de LO», écrite il y a 20 ans où j’expliquais mes doutes concernant le caractère scientifique du marxisme, mais il n’est pas assez honnête pour la citer). En introduisant ces nouveaux qualificatifs, notre pamphlétaire brouillon rejoint le cortège des détracteurs-faussaires sur Internet, qui me caractérisent alternativement de «boutiquier, petit bourgeois, juif, sioniste, antisémite, néoconservateur, islamophobe, islamophile, raciste anti-Arabes, Philippe Val de l’ultragauche, trotskiste infiltré chez les anars, anar infiltré chez les trotskistes, démolisseur du Front de gauche, agent du MEDEF, du Mossad, d’Israël, individu qui pense comme les flics, anarchosioniste, etc». Les accusations de Guy Fargette sont aussi incohérentes et infondées que celle de ces plumitifs haineux.

– Enfin, ultime et importante précision biographique, loin de me cantonner à des discussions stériles (auxquelles je m’adonne parfois, comme dans le pensum que vous me faites la charité de lire, amis et amies lec-

⁷² Samuel Huntington (dont Guy Fargette fait grand cas pour son livre sur le «*Conflit des civilisations*») considère dans «*Qui sommes nous ? Les défis à l’identité nationale américaine*» (livre sur lequel Guy Fargette n’a curieusement rien à dire, bien qu’il ait été traduit en français aux Éditions du Seuil en 2004), que les Latino-Américains, mais aussi les Asiatiques et les Afro-Américains savent les fondements de la nation américaine dont les valeurs devraient être celles des Blancs anglo-saxons protestants si les Étatsuniens de souche ne veulent pas que leur civilisation disparaisse trop vite...

Toute ressemblance avec les propos de Guy Fargette sur l’inassimilabilité des «musulmans» en Occident est, bien sûr, purement fortuite et le fruit de ma malveillance à l’égard des néo-castoriadiens...

teurs) je milite pour les droits des «sans papiers» depuis 2008, ce qui constitue l'essentiel de mon activité «politique».

Dans ce combat salubre, je rencontre beaucoup d'hommes et de femmes sympathiques et solidaires, à mille lieues des mesquineries, des bassesses et des calomnies du milieu politique pseudo radical ou gauchiste que prétend critiquer Guy Fargette tout en l'alimentant en bobards et en affabulations multiples dans son *Crépuscule du Ressentiment* !

J'invite donc Guy Fargette, qui se réclame, en toute modestie, de l'exemple des «dissidents soviétiques», à retrousser ses manches. Puisqu'il est tellement sensible à la question de la démocratie dans l'Antiquité grecque et qu'elle l'inspire tant pour comprendre la réalité actuelle, il est le bienvenu dans le combat pour la justice, la liberté et l'égalité au XXI^e siècle ! Nous avons vraiment besoin d'un coup de main et de personnes aussi intelligentes et cultivées que lui ! Mais peut-être préfère-t-il attendre encore un petit siècle, le temps que ses réflexions théoriques post-castoriadiennes mûrissent pour nous faire profiter de ses découvertes ?

Hélas, nous ne serons plus que poussière quand la Lumière Fargettienne éclairera l'Univers.

Yves Coleman

8/12/2011

Lettre à Guy Fargette

Cette lettre écrite en juillet 2008 (du moins si j'en crois mon ordinateur) retrace bien les origines anciennes de nos désaccords qui n'ont fait que s'accroître depuis ses prises de positions de 2005. Elle doit correspondre à notre dernière rencontre face à face. (Y.C.)

Cher Guy,

J'ai lu avec plaisir tes différents textes [*Le crépuscule du XX^e siècle*, n° 18-19-20, mai 2008. Le site magmaweb en a reproduit plusieurs, *NPNF*]. Voici quelques réflexions en vrac. Je vais les relire ce matin avant que l'on se rencontre. Amitiés Yves

Novembre 2005 – Autant je suis d'accord sur ta critique des gauchistes, autant je trouve ta critique des islamistes et du lumpen (concept fort vague, je ne sais pas vraiment ce qu'il recouvre) peu étayée.

Idem pour les morts en question : cela demanderait une enquête plus fouillée. Par exemple je ne vois absolument pas le lien entre d'un côté le «photographe» amateur qui est descendu de sa voiture et a interrompu sans le vouloir un trafic et, de l'autre, les «émeutes»

Tu dis qu'il est possible qu'il y ait plus de morts. Dans ce domaine, sauf à tomber dans les théories gauchistes du complot, il faut s'en tenir à ce que l'on sait. Et on ne sait pas grand-chose. Cela dit si tu as des données plus précises cela m'intéresse.

Les discriminations – Tu tords le bâton dans l'autre sens. Les discriminations existent, je dirais même plus qu'il y a sans doute un racisme institutionnel en France, ce qui est bien plus difficile à combattre que des discriminations conscientes et gravées dans des textes.

Je ne crois pas que les gauchistes ignorent que les SDF, les travailleurs pauvres, etc., franco-français existent. Il suffit de regarder autour de soi (surtout quand on est jeune) pour en voir et en connaître dans son entourage. Idem pour les plus âgés (à partir de 50 ans). La question est toujours la même pour une organisation : quelle est la catégorie sociale qui est le plus à même de se mobiliser et de lui faire engranger des adhésions ou des soutiens. Ce n'est pas seulement ou principalement un retour du tiers-mondisme mao ou d'une thématique chrétienne (l'altermondialisme a des sources beaucoup plus chrétiennes que staliniennes contrairement à ce que tu dis d'ailleurs).

De plus les seuls à agir véritablement dans l'immigration ne sont pas les gauchistes : ce sont d'un côté les immigrés eux-mêmes et de l'autre des gens apolitiques, peu politisés ou plutôt modérés [aujourd'hui, je corrigerais mon appréciation et dirais plutôt des gens de gauche, plutôt réformistes, en tout cas désabusés et non encartés, avril 2012].

Anthropologie – Ton explication me semble un peu trop figée. Plus exactement qui détermine les grandes catégories anthropologiques au niveau de sociétés ou d'aires géographiques ? Dans quel but ? Vulgarisée cela peut revenir au solide bon sens (raciste ou plus prosaïquement superficiel) : les Asiatiques sont industriels, les Africains fainéants, les Européens attachés à leur petit confort, etc.

De l'anthropologie (et laquelle ? car je suppose qu'il y a plusieurs écoles et beaucoup d'hypothèses) à la lutte politique (à la condition qu'on y croie encore) il y a sans doute des passerelles. Il me semble que tu les empruntes à toute allure sans vraiment indiquer tes sources, la pluralité d'hypothèses possibles, etc., pour mieux arriver à ton résultat.

Cela ne veut pas dire que ta conclusion soit «fausse». Cela signifie simplement pour moi qu'elle est bien peu étayée.

Cette vision anthropologique qui te semble expliquer beaucoup de choses semble avoir pris chez toi la place du marxisme. Une clé qui ouvre toutes les portes

Et le style même de ton écriture est un style non seulement polémique mais très militant, dans le cadre de ta grille de lecture.

Les classes sociales – Les arguments que tu emploies contre l'existence de classes sociales aujourd'hui étaient déjà employés au XIX^e siècle. Les analyses socio-politiques sont des simplifications de la réalité. Il me semble que ta démarche consiste à simplifier beaucoup le passé (par exemple ta référence à la Commune pourrait être aussi bien remise en cause au nom de la complexité que tu invoques pour les 50 dernières années) pour mieux présenter le présent comme complexe. Or, il n'y a pas de raison pour que ta démarche ne s'applique pas aussi au passé, au mouvement ouvrier, etc. Après tout, il suffit de lire n'importe quel manuel d'histoire pour voir que l'on apprend aux ados une histoire complexe du passé, tout aussi peu réductible à une analyse en termes de luttes de classe que la période actuelle.

Il me semble que tout comme ce que tu reproches à Badiou tu preserves une partie de tes croyances passées. C'est un mécanisme que l'on retrouve aussi chez Temps critiques, Théorie communiste et bien d'autres. Ils font une remise en cause radicale, mais cette remise en cause s'arrête à un moment X pour préserver une zone intouchable.

Sarkozy – Ses origines étrangères : il me semble que tu tombes dans le même piège, sur ce point, que les sarkophobes que tu dénonces. J'ai lu pas mal de livres sur Sarkozy et il n'a pas été éduqué par son père mais par sa mère, la famille de sa mère et des institutions privées de la bourgeoisie franco-française. Cet argument me semble très douteux pour ne pas dire plus.

Son programme : je ne suis pas du tout d'accord. Il a un programme détaillé qui a été préparé dans le cadre de l'UMP. Tu confonds ses accès

d'humeur, ses péripéties médiatiques, avec son projet qui n'a rien d'original d'ailleurs. Mettre la France au niveau de l'Europe.

Taguieff – Tu oublies quand même de mentionner que Taguieff pense que les nations sont un cadre indépassable, indispensable pour l'unité des sociétés, pour les civilisations, etc. D'où ses positions politiques que tu n'abordes pas, comme si elles n'étaient pas liées à ses derniers livres.

L'utopie révolutionnaire part d'un postulat inverse (non démontré bien sûr, et surtout fortement mis à l'épreuve par l'histoire).

Islamistes, djihadistes et Frères musulmans – Tu es particulièrement imprécis sur ce sujet : djihadistes, islamistes, Frères musulmans, islam politique, tout cela se mélange dans ton analyse. En fait on a l'impression que ces minorités agissantes seraient non seulement toutes-puissantes dans leur aire de naissance, mais en plus qu'elles vont le devenir en Europe. Les faits divers que tu énonces (Riposte laïque en tient une comptabilité très précise en France) sont inquiétants mais ne permettent pas de prouver ton point de vue. C'est d'ailleurs le problème avec Sifaoui que tu sembles apprécier et qui me semble un journaliste assez brouillon (je me souviens d'un film sur Ramadan, etc., qui manquait particulièrement de rigueur dans l'établissement des faits). Même problème d'ailleurs avec tous les livres écrits sur Ramadan qui mélangent ragots de flics, rapports de la CIA, citations invérifiables, témoignages d'anonymes et hypothèses abracadantesques au lieu de s'en tenir au contenu des textes, qui est largement suffisant pour montrer qu'il est réac.

Oligarchie et lumpen – On ne comprend pas bien si ce sont des classes éternelles depuis l'Antiquité grecque, si elles ont connu des mutations et lesquelles.

Démocraties tendancielles – Pourquoi étaient-elles plus tendancielle

Classe dirigeante – «Les élites post-modernes s'avèrent incapables de constituer une classe dirigeante». Les livres récents que j'ai lus sur la bourgeoisie montrent exactement le contraire en France.

Le racisme antiBlancs – Si tu parles de sentiments négatifs, de préjugés, c'est une chose. On peut polémiquer à perte de vue sur tel ou tel fait divers et son interprétation Mais le racisme a besoin d'un État, d'une administration, d'une police, de médias pour s'imposer dans la tête et dans les actes des gens. Le rapport de force numérique entre «Blancs» et «non-Blancs», de même qu'entre «non musulmans» et «musulmans» est tel en France et même en Europe que parler de racisme anti-Blancs c'est brouiller les cartes et dire que tout est pareil : ceux qui exercent la domination,

ont le pouvoir politique et économique, et ceux qui subissent la domination. C'est un choix politique, militant, pas du tout innocent dans le monde concret où nous vivons.

Y.C., 12 juillet 2008

Fargette, claquettes et lieux communs

x «*Y a pas d'café, pas de coton, pas d'essence
En France, mais des idées, ça on en a.
Nous on pense...*»

Michel Sardou, *Le Temps des Colonies*.

Parmi la pléthore de gros malins qui ont cru se montrer très novateurs à l'extrême gauche en reprenant des concepts et des «réfle-xions» qu'ils estimaient tellement supérieures aux «dogmes» du vieux mouvement ouvrier et qui se sont finalement retrouvés à dire la même chose que Marine Le Pen ou Claude Guéant, le triste monsieur Fargette qui publie aujourd'hui une attaque contre *Ni Patrie Ni Frontières* n'aurait certes pas retenu notre attention.

Sauf peut-être à titre de cas d'école, à l'usage des jeunes générations, tant il sait cumuler en un seul texte, ce qui est généralement diffusé dans une œuvre entière, en matière de proximité avec la sémantique et la vision de l'Histoire de l'extrême droite.

On y trouve l'évocation du «racisme anti-Blancs» (soyons justes, avant lui, de tristes pitres médiatiques censés incarner la gauche avaient déjà validé ce bon vieux concept fasciste). Que chacun se garde bien de discuter la validité et l'origine de cette absurdité, M. Fargette les accusera de «procès en sorcellerie» : chez le gauchiste fasciné par la rhétorique néo-fasciste en effet, il y a une constante. Lui peut traiter sans le moindre commencement de preuve son contradicteur de stalinien, mais que celui-ci ne s'avise pas, même devant l'évidence, de dénoncer ses collusions idéologiques avec les bretteurs d'extrême droite.

Il faut s'arrêter sur ce que signifie cette expression «procès en sorcellerie» : la sorcière lorsqu'elle est présentée de manière positive est celle qui transgresse à raison la loi générale, celle qui ose s'approprier des savoirs interdits, ce qui lui vaudra la haine des Inquisiteurs, pétris de leurs certitudes dépassées. Voilà comment se voient les Fargette et consorts, lorsqu'ils explorent les concepts néo-fascistes, persuadés d'être des «transgresseurs», jonglant avec des interdits réactionnaires.

Il faut évidemment une bonne dose d'aveuglement pour penser cela : comment Guy Fargette a-t-il pu publier ce texte contre *NPNF*, où il évoque un affrontement millénaire entre l'Orient et l'Occident, une césure

fondamentale qui opposerait d'un côté une «civilisation islamique» obscurantiste et statique à une «civilisation grecque», qui malgré quelques écueils, quelques retours en arrière, va toujours plus loin vers l'athéisme et le rationalisme, sans voir un seul instant qu'il disait juste exactement la même chose que Claude Guéant ?

Le pire étant qu'il emploie naturellement les mêmes méthodes que le ministre de l'Intérieur ou Marine Le Pen pour valider ses conclusions : la recette consiste simplement à ne jamais attribuer le même sens aux événements selon qu'ils se déroulent dans une prétendue civilisation ou dans l'autre.

Ainsi, pour Marine Le Pen comme pour Guéant, le nazisme ou les atrocités commises au nom du christianisme en Europe ou par des Européens ne disent rien sur notre fameuse «civilisation» : il s'agit d'«incidents isolés» en quelque sorte, voire d'exceptions qui confirmeraient la règle.

Fargette ose même dire que chercher les causes du nazisme ou du fascisme également dans les faiblesses du mouvement ouvrier reviendrait à rendre les «colonisés» responsables de la «colonisation»... Ben oui, les millions de prolétaires qui ont applaudi les fascistes, ceux qui sont allés bien plus loin en participant activement à la plus grande entreprise de persécution des minorités (et d'extermination en ce qui concerne les Juifs et les Tsiganes) étaient des...colonisés.

Et qu'étaient donc leurs victimes alors ?

Et que devient la colonisation, la vraie, celle à laquelle s'est livrée l'Occident dans ce discours où tout le monde, hormis une infime minorité était «colonisée» ?

Ben rien. Parce que le Guy Fargette, comme la Marine Le Pen, faut pas venir l'emmerder encore avec des trucs comme la colonisation, alors que ses aspects positifs seraient indéniables. Par exemple, l'«immense augmentation démographique» qu'ont connu les pays colonisés grâce à l'apport de la médecine occidentale. Non mais, oh, on a ramené les vaccins à ces sauvages, on leur a appris la propreté, et permis de pondre à tout va des mouflets en bonne santé, et eux viennent nous emmerder pour l'exploitation, les massacres, l'oppression quotidienne qui ont certes ponctué une petite centaine d'années de leur histoire ?

Parce que les Bougnoules, ils étaient parfaits peut-être ? Faut quand même se rappeler qu'ils ont pratiqué l'esclavage aussi, ces culpabilisateurs nés des temps modernes... Alors que nous, on l'a aboli après l'avoir pratiqué quand même.

Trêve de débats, Fargette conclut comme Guéant ne l'a même pas osé

«Y. C. et ses coreligionnaires en (post-)marxisme ne pardonneront jamais à la civilisation occidentale d'avoir inventé et institué la démocratie, avec son principe d'égalité universelle devant la loi (isonomia en grec ancien), les révolutions émancipatrices, la sortie de la religion, le mouvement ouvrier, l'émancipation des femmes, l'abolition du principe même de l'esclavage, la philosophie, le théâtre, la science moderne, etc.»

La civilisation a inventé et institué donc.... Qu'on ne vienne pas parler à Monsieur Fargette de la guerre sociale, qu'on ne vienne pas lui dire qu'à priori Diderot et Louis XVI ne se sentaient pas spécialement liés par des accords «civilisationnels», qu'on ne vienne plus l'embêter avec le «post-marxisme» et lui rappeler que les révolutionnaires émancipateurs furent la cible de la même mitraille que celle qui servit à flinguer les colonisés qui ne se satisfaisaient pas qu'enfin on jouât *Andromaque* à Alger.

Et qu'on ne vienne pas non plus, lui raconter des fables qui montreraient que la lutte des classes et l'universalisme aient pu éclore ailleurs qu'en Europe. Ailleurs, en «Arabie» comme en Chine, il ne s'est rien passé de toute façon, hormis quand la culture de la civilisation grecque a touché les rivages de ces terres sauvages et an-historiques.

Dire le contraire est construction «positiviste» de ces affreux marxistes et «coreligionnaires» postmarxistes, ces empoisonneurs de cerveaux qui empêchent encore et toujours le monde libre de lutter contre l'obscurantisme. L'ennemi intérieur, encore quelque chose de bien peu original, que Monsieur Fargette dénonce dans les mêmes termes que n'importe quel fasciste : le bolchevik, le «stalino-gauchiste» et ses «coreligionnaires postmarxistes» (bien sûr ce sera un nouveau procès en sorcellerie, mais tout de même Monsieur Fargette ne sait-il pas que le synonyme politique de «coreligionnaire marxiste» est généralement «judéo-bolchevik» ? Ne sait-il pas qui popularisa l'idée que les communistes incarnaient l'Orient infiltré au cœur de l'Occident, notamment parce que la plupart auraient été juifs et tous manipulés par les Juifs?).

Voilà résumé et sans exagération aucune le fonds de la diatribe contre *NPNF*, et contre Yves Coleman, coupable de n'avoir pas reconnu la supériorité millénaire de l'Occident (et celle de Guy Fargette, car naturellement, si Monsieur Fargette n'est en aucun cas responsable des rares tares de sa «civilisation», il va sans dire par contre qu'il en porte la lumineuse clarté dans sa petite personne, et qu'en le critiquant, c'est Mozart, et aussi Thucydide qu'Yves Coleman assassine).

En ce qui nous concerne, nous n'avons rien à débattre avec Monsieur Fargette. S'il nous prenait l'envie de discuter avec des racistes persuadés à la fois de l'infériorité des sociétés non européennes, et de la supériorité de l'Occident, nous n'irions certes pas choisir Monsieur Fargette comme contradicteur et Mondialisme.org comme média. Avec 800 visiteurs connectés en moyenne [et au même moment ainsi que des dizaines de milliers de connexions par jour, *NPNF*], Fdesouche serait tout de même plus rentable pour ce genre d'expérience.

C'est ce que nous avons dit à Yves Coleman quand il avait commencé à se confronter avec la prose de Lieux Communs et de MagmaWeb sur les banlieues, les musulmans et l'islam. Prose que nous n'avons pas lue dans le détail, il est vrai, mais nous avons déjà lu et relu la prose de Christine Tassin et de Pierre Cassen pour un texte traitant des racistes prétendument de gauche, et l'on ne peut pas non plus se taper l'intégrale de leurs épi-

gones.

Mais voilà, Yves Coleman n'a pas en lui une once de bolchevisme, c'est un humaniste d'une rectitude absolue. Dans sa conception, oh combien généreuse, de l'être humain et politique, des gens qui un jour se sont déclarés amis de l'égalité et de la révolution sociale acquièrent toujours à ses yeux le droit d'être écoutés et contredits argument par argument. Certains voient la cruche à moitié pleine, d'autres la voient à moitié vide, mais Yves Coleman, lui, voit souvent la dernière goutte d'eau d'une mer en voie d'assèchement définitif comme le départ possible d'un nouvel océan.

C'est sans doute la raison pour laquelle il a publié des textes du site Lieux Communs, en les assortissant d'une critique de son cru, effectivement. Et c'est aussi la raison pour laquelle il est aujourd'hui attaqué avec violence par ces mêmes personnes dont il a pourtant publié les textes dans leur intégralité.

Cette publication intégrale de textes dont on ne partage pas la ligne est une spécificité de *NPNF* à l'intérieur de l'extrême gauche, spécificité qui donne lieu à de nombreux contresens concernant l'animateur de la revue. Nous pensions, avant de le connaître, qu'il était évidemment anarchiste, dans la mesure où il avait relayé tellement de textes de groupes français et internationaux. Imprégnés de cette culture d'opposition et de cloisonnement permanent, d'autopromotion de chaque groupe politique, nous étions restés un peu perplexes en comprenant qu'il ne l'était pas et sans doute ne lui avons-nous pas épargné la grande question rituelle «Mais alors TOI t'es quoi ?»

Nous connaissons maintenant Yves Coleman depuis des années, mais nous n'avons pas de réponse en «iste» à apporter à cette question. Et peu nous importe, tant *NPNF* est important à nos yeux pour ce que cette revue apporte concrètement et non pour la manière dont elle s'auto-définirait. *NPNF* n'a pas de ligne, mais elle propose une surface au sein de laquelle tout militant révolutionnaire, et plus globalement toute personne progressiste pourra puiser pour enrichir sa propre pratique, sa propre idéologie.

Que cette démarche ne soit pas comprise, peu importe. Par contre, nous ne pouvons évidemment pas laisser passer les sa-loperies débitées sur notre camarade, comme si elles relevaient des aléas du débat entre militants d'un même camp.

Rien ne justifie qu'on profite de sa camaraderie passée avec quelqu'un pour diffuser des éléments, vrais ou faux sur sa vie privée, et ce d'autant plus quand il s'agit de se pencher sur ses gènes pour expliquer son parcours politique. Ce genre d'ignominie à lui seul, caractérise le camp auquel appartiennent les gens de Lieux Communs et le rapport que tout militant, ne serait-ce que de gauche, doit avoir avec eux.

Alors ensuite, quand ces clones malsains de Riposte Laïque viennent reprocher à Yves Coleman son «hibernation militante», on atteint le comble de l'aveuglement. Yves Coleman a bien pu faire ce qu'il voulait de sa vie

: apprendre les claquettes en Ouganda ou vendre des churros sur les marchés de Bar-le-Duc, aujourd'hui lui édite une revue de classe, ouverte sur le monde. Objectivement, eh bien cela signifie potentiellement que la vente de churros est une activité qui rend moins fasciste, moins aigri et moins suffisant que passer vingt ans dans les cercles ultra-moisés d'une certaine radicalité pseudo-subversive à la mords-moi-le-nœud.

C'est quand même un enseignement intéressant, quand on y pense, le seul que nous ait apporté la lecture de Guy Fargette.

Luftmenschen, 22 avril 2011

Mohamed Merah, Houria Bouteldja et la compassion à deux vitesses (suite)

Post-scriptum du 29 avril 2012 : Suite à l'article paru dans le numéro 38-39 de cette revue, différents sites Internet affirment que j'accuserais M^{me} Houria Bouteldja d'antisémitisme. Ce qui est faux. Je me vois donc obligé de préciser davantage, pour les internautes et lecteurs de bonne foi qui n'auraient pas compris le sens de ma critique (je doute qu'il y en ait beaucoup mais on ne sait jamais) pourquoi l'anonymat des victimes juives me choque dans l'article/discours de M^{me} Bouteldja.

Je m'étonne que la porte-parole du PIR ne connaisse pas l'importance de nommer les victimes après un massacre. Et dans ce cas les mères des victimes juives de Toulouse. Elle se souvient du nom de l'assassin, du nom de sa mère, mais oublie de mentionner les noms des victimes juives et de leurs mères qu'elle condamne ainsi à l'anonymat et à l'oubli.

Pourtant les Indigènes de la République n'arrêtent pas de dénoncer ce qu'ils appellent le «postcolonialisme» et les conséquences à long terme de l'esclavage. Une des conséquences de l'esclavage est le fait que les Afro-descendants (ce qui est mon cas) portent le nom du propriétaire de leurs ancêtres, ou en tout cas un nom fixé par celui-ci.

En ce moment, si l'on écoute les radios antillaises, on ne peut ignorer que plus de cinquante personnes sont mobilisées pour transcrire et introduire sur Internet tous les renseignements patronymiques concernant les ancêtres des Afro-Antillais actuels, bien vivants eux, arrivés en Martinique et en Guadeloupe et réduits en esclavage. Des travaux identiques sont menés par les Afro-Américains aux Etats-Unis, avec en plus des recherches sur leur ADN, recherches bien en phase avec les théories raciales encore en vigueur en Amérique.

Pour les Juifs massacrés par les nazis, des efforts similaires ont été déployés pour sortir de l'anonymat tous ceux dont le nom avait été remplacé par un simple matricule.

Dans un contexte aussi lourd, j'ai du mal à comprendre pourquoi M^{me} Bouteldja prive délibérément de noms les victimes juives de Mohamed Merah, et de leurs mères, mais tartine sur la mère de l'assassin en donnant son nom et en exprimant une compassion unilatérale.

C'est ce deux poids deux mesures que je dénonce, car il est lourd de significations, d'ignorance ou d'inconscience, pour être charitable...

Depuis les années 60 et la diffusion mondialisée des posters dans les chambres d'adolescents, chaque génération militante s'identifie – à tort ou à raison – à un combattant ou à un dirigeant politique : Amilcar Cabral, Angela Davis, Che Guevara, Malcom X, voire parapolitique comme Cassius Clay (qui dénonça l'intervention américaine au Vietnam) ou les deux athlètes afro-américains (Tommie Smith et John Carlos) qui levèrent le poing aux Jeux Olympiques de Mexico, sur le podium au moment de la

remise des médailles, en solidarité avec les Black Panthers. Il serait catastrophique, et même criminel, que Mohamed Merah, ce tueur d'enfants juifs, antisémite et islamiste, devienne une icône ne serait-ce que pour une petite fraction de la jeunesse franco-maghrébine, grâce aux écrits irresponsables de Mme Houria Bouteldja.

La provocation politique, si elle permet de faire parler de soi dans les médias, a aussi un prix: se trouver face à une critique sans concession formulée par celles et ceux qui n'acceptent pas la négation de l'antisémitisme, négation qu'orchestrent les Indigènes de la République.

Y.C., avril 2012

Depuis septembre 2002

Ni patrie ni frontières a publié

Revues (photocopiées)

N° 1 : Sur l'URSS – Élections 2002 – Nouveau parti «anticapitaliste» – Lutte ouvrière (2002), 7, 5 €

N° 2 : Famille, mariage et morale sexuelle (2002), 7, 5 €

N° 3 : Que faire contre les guerres ? (2003), 7, 5 €

N°4/5 : États, nations et guerre ; Grèves de mai-juin (2003), 10 €

N° 6-7 : Les syndicats contre les luttes ? – Athéisme et religion (2003), 10 €

N° 8-9 : Anarchistes et marxistes face à la question juive, au sionisme et à Israël (2004), 10 € (l'essentiel des textes sont repris dans la compil'n° 1 et de nouveaux articles y ont été ajoutés, cf. infra)

N° 10 : Religions, athéisme, multiculturalisme, citoyennisme, «islamo-phobie» et laïcité (2004), 7, 5 € (l'essentiel des textes sont repris dans la compil'n° 5 et de nouveaux articles y ont été ajoutés, cf. infra), 7,5 €

N° 11-12 : Terrorismes et violences politiques (2004), 10 € (l'essentiel des textes sont repris dans la compil'n° 4, et de nouveaux articles y ont été ajoutés, cf. infra)

N° 13-14 : Europe ? Référendum ? Démocratie ? (2005), 10 €

N° 15 : «Quand les jeunes dansent avec les loups» – Tracts – Analyses – Témoignages (2005), 7, 5 €

N° 16-17 : «Rêve général» – Tracts, interviews et analyses du mouvement contre le CPE (2006), 10 €

N° 18-19-20 : Dieu, race, nation : mythes mortifères (2007), 10 € (l'essentiel des textes sont repris dans la compil'n° 5, et de nouveaux articles y ont été ajoutés, cf. infra)

Revues (imprimées)

N° 21-22 : Offensives réactionnaires : Sarkozy – Blairisme – Banlieues et guérilla urbaine – Trotskystes et obsessions électorales – Questions noires en France (2007), 10 €

N° 23-24 : Justice sociale contre démocratie occidentale (2008), 10 €

N° 25-26 : Sans-papiers – Venezuela – Précarité (2008), 10€

N° 27-28-29 Gauchisme post-moderne – Iran, Israël, Venezuela – Sans-papiers – Insurrectionnisme (2009) 12 €

N° 30-31-32. Travailleurs contre bureaucrates (1876-1968), 12 € (2010)

N° 33-34-35 Les pièges mortels de l'identité nationale (2011), 12€

N° 36-37 Inventaire de la confusion (2011), 10 €

N° 38-39 De l'altermondialisme aux Indignés (2012), 10 €

Brochures

- Emma Goldman et la révolution russe (2002, 4 €)
- La révolution russe : L. Goldner, C. Harman, M. Martin (2002, 4 €)
- Voltairine de Cleyre, militante anarchiste-féministe (2002, 4 €)

Anthologies et livres :

- Compil'1 : «Question juive» et antisémitisme, sionisme et antisio-
nisme (anthologie), 2008, 336 p., 10 €
- Compil'2 : Islam, islamisme, «islamophobie» (anthologie), 2008, 344
p., 10 €
- Compil'3 : La Fable de l'illégalité : les sans-papiers aux Pays-Bas, les
limites de l'altermondialisme et de l'écologie (recueil d'articles), 2008,
360 p., 10 €
- Loren Goldner, Demain la Révolution (recueil d'articles) tome 1,
2008, 12 €
- Compil'4 : De la violence politique (anthologie), 2009, 300 p., 10 €
- Compil'5 : Religion et politique (anthologie), 2010, 400 p. 12 €
- Compil'6 : Polémiques et antidotes contre certains mythes et mantras
gauchistes (anthologie), 12 €
- Encyclopédie anarchiste : La Raison contre Dieu (anthologie), 484
p, 2010, 12€
- Restructuration et lutte de classes dans l'industrie automobile mon-
diale (recueil articles d'*Échanges et Mouvement* 1979-2009), 230 p, 2010,
6 €
- Le monde comme il va, Patsy, Chroniques 1999-2010, 345 p., 2010,
12 €
- G. Munis, *Textes politiques, Œuvres choisies*, tome 1. *De la guerre
d'Espagne à la rupture avec la Quatrième Internationale (1936-1948)*,
400 p., 12 €

ABONNEMENTS ET COMMANDES : Tous les prix incluent les frais de port. Certaines revues sont épuisées mais nous pouvons les envoyer en format PDF par mail ou les photocopier. Les articles les plus intéressants sont repris dans les «compil'». L'abonnement coûte 28 € pour 3 numéros (simples, doubles ou triples) et 54 € pour 6 numéros (*idem*).

Site : mondialisme.org puis cliquer sur Ni patrie ni frontières et chaque numéro ou rubrique

Contact : écrire à Yves Coleman (sans autre mention) 10, rue Jean-Dolent 75014 Paris

ou bien yvescoleman@wanadoo.fr

Livres imprimés sur des papiers labellisés
FSC
Certification garantissant une gestion durable de la forêt
Dépôt légal 2^e trimestre 2012
Achévé d'imprimer sur les presses du
Centre Littéraire d'Impression Provençal
Artizanord n° 203
42, boulevard de la Padouane – 13015 Marseille
www.imprimerie-clip.com
N° d'impression 07100227